

CENTRE D'ÉTUDES ET DE GESTION FINANCIÈRES (C. E. G. F.)

TOME I

HAUTES ÉTUDES
DE CONJECTURES
ET PROSPECTIVE
PUBLICATIONS
FINANCIÈRES

Fondateur: Michel PONGE-HELMER - Présente sous la Signature de Georges PONGE-HELMER :

11, rue Barthélemy
13001 MARSEILLE
Téléphone 91.47.32.30

RÉVISION - GÉRANCE
SURVEILLANCE DES
PORTEFEUILLES - TITRES
RENSEIGNEMENTS
ET CONSEILS FINANCIERS
DIRECTION DES OPÉRATIONS
DE BOURSE

PERSPECTIVES CONJECTURALES ET JUGEMENTS

sur l'HORIZON 1989



PASSÉ

PRÉSENT

FUTUR

THÉORIES ET APPLICATIONS
AUX ÉVÉNEMENTS DU PASSÉ
EXPLORATION ANTICIPATRICE DU FUTUR

Essai Prévisionnel

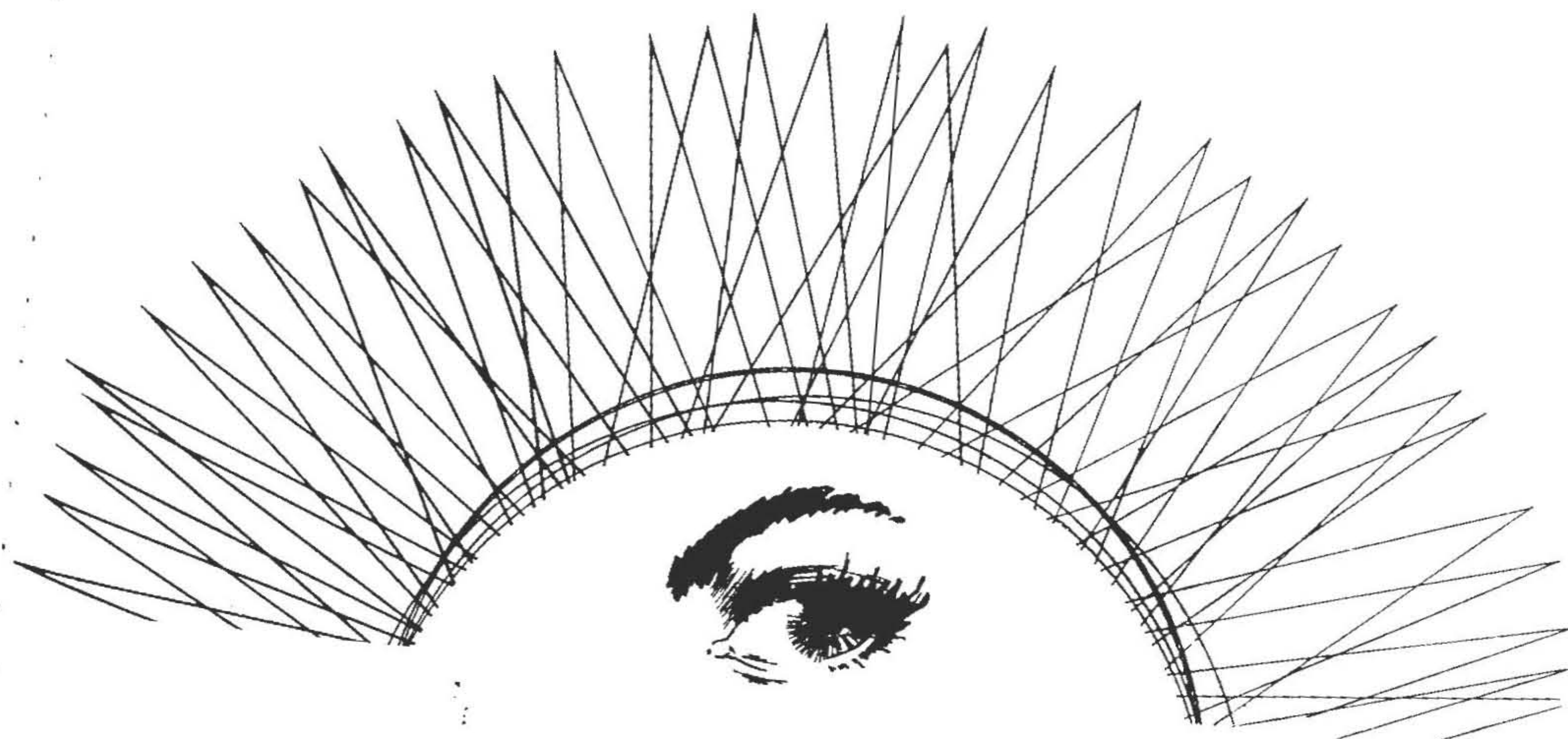
BASÉ SUR LA DYNAMOGÉNIE NUMÉRALE,
SUR LA CYCLOGOLOGIE UNIVERSELLE
ET SUR L'ARITHMOSOPHIE

Éditions et Cours de l'Institut
de Technologie Prévisionnelle
Appliquée (I.T.P.A.)

COPYRIGHT INTERNATIONAL - Fondé en 1953

LE C.E.G.F. EST MEMBRE DE " L'INTERNATIONAL INVESTMENT LETTER ASSOCIATION " - LONDRES

« Il ne s'agit pas de faire
lire, mais de faire penser. »
MONTESQUIEU.



PASSÉ

PRÉSENT

FUTUR



Liberté) Expression) N(umérique) culus (latinisme péjoratif)

« Ce serait un livre bien
neuf et bien original que
celui qui ferait aimer les
vieilles vérités. »

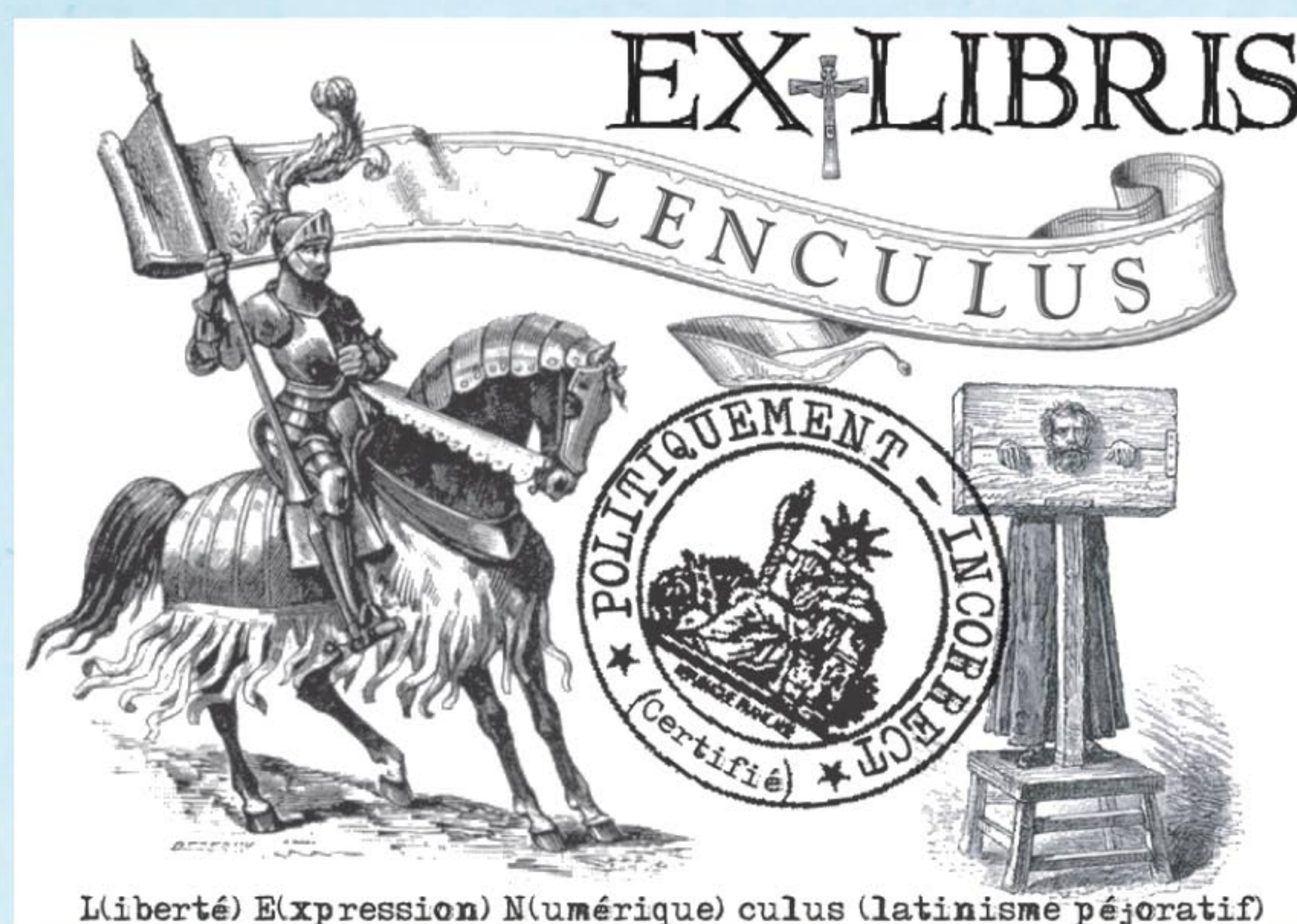
VAUVENARGUES.

REPRODUCTION INTERDITE
COPYRIGHT INTERNATIONAL
— STRICTEMENT CONFIDENTIEL —
A ne pas communiquer

JANVIER 1989

*“La Direction vous remercie de
votre souscription et vous présente
ses meilleurs vœux pour l'année 1989”*

PERSPECTIVES CONJECTURALES ET JUGEMENT SUR L'HORIZON... 1989

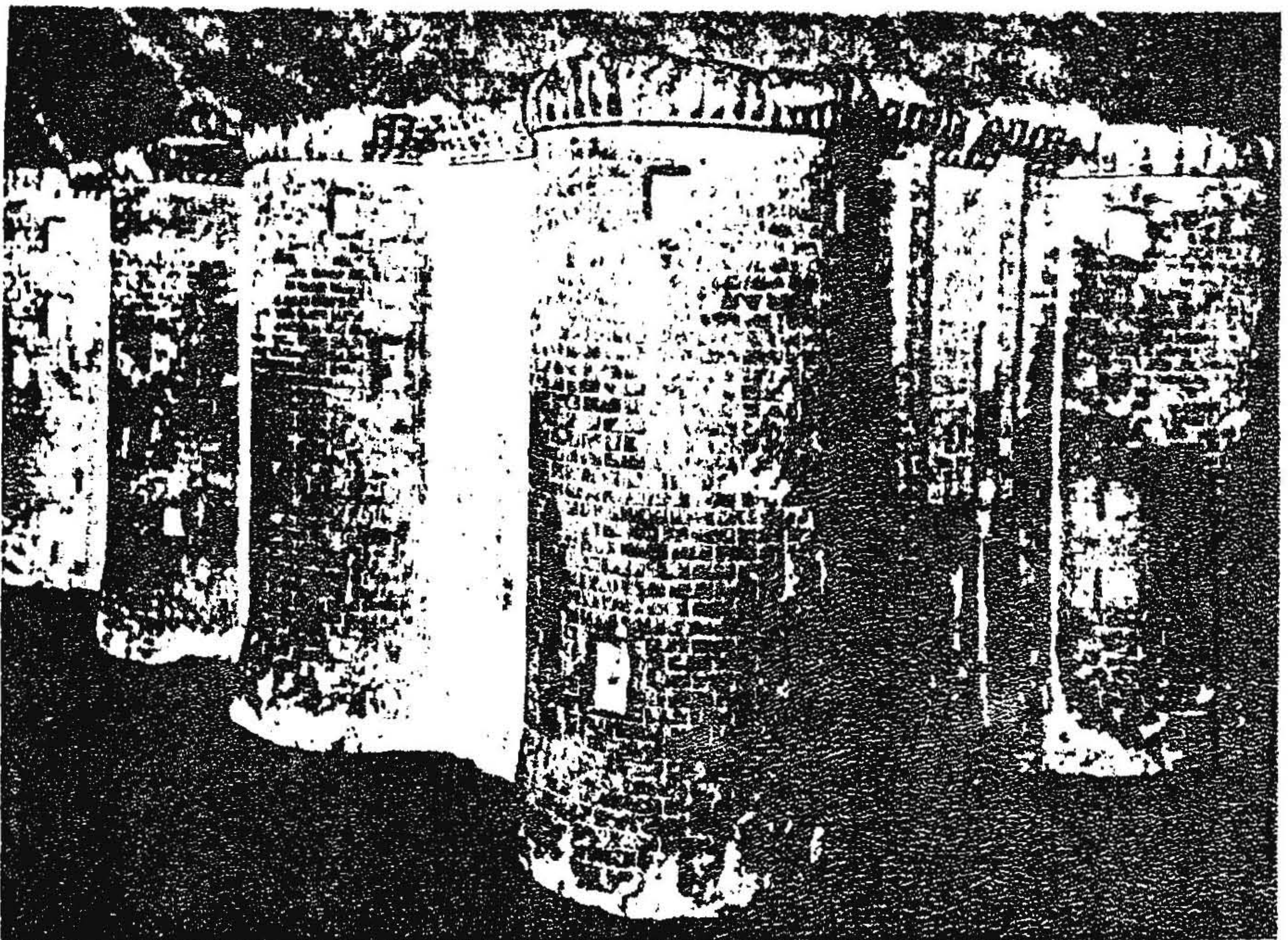


PRIX DE L'OUVRAGE : 2550 F

CHAPITRE I

L'HORAIRE DES REVOLUTIONS

[80/18]



la Bastille

"Tout ce qui concerne la Révolution me passionne dans la haine et dans le dégoût que j'ai de tout ce qu'elle représente de bassesse et de cruauté."

(PAUL LEAUTAUD-"Journal", 11 Juin 1931)

"Si l'on se mêle de conduire les hommes, il ne faut oublier qu'ils sont de mauvais singes. A cette condition seulement, on est un politique humain et bien-veillant. Quand on veut rendre les hommes bons et sages, libres, modérés, généreux, on est amené fatalement à vouloir les tuer. Robespierre croyait à la vertu : il fit la terreur. Marat croyait à la justice : il demandait 200 000 têtes."

(ANATOLE FRANCE -"Jérôme Coignard")

"Il n'y a point de siècle de lumière pour la populace: elle n'est ni française ni anglaise, ni espagnole. La populace est toujours partout en tous pays la même: toujours cannibale, toujours anthropophage".

(RIVAROL)

"Ainsi les plus nobles scrupules de conscience engendrent la Terreur",

(FERDINAND BRAC -"L'anti-Latin")

"Ce n'est qu'au XIXe siècle qu'on a vu des hommes se faire gloire de leur ignorance, car se proclamer "agnostique" n'est point autre chose que cela, et prétendre interdire à tous la connaissance de ce qu'ils ignoraient eux-mêmes; et cela marquait une étape de plus dans la décadence intellectuelle de l'Occident".

(RENE GUENON)

"Liberté, Egalité, Fraternité, mais quand ces trois mots signifient vraiment quelque chose, ce n'est jamais dans la prospérité; c'est seulement dans les plus grands malheurs".

(FERDINAND BRAC "Le retour de la Grande Armée")

"Les révolutionnaires qui prennent si chaudement le parti des nationalités, tant qu'il s'agit des rois, n'en reconnaissent plus devant la démagogie triomphante".

(HORACE DE VIEL-CASTEL "Journal", 6 mai 1856)

"Mieux vaut un peuple immoral qu'un peuple fanatique, car les masses immorales ne sont pas gênantes, tandis que les masses fanatiques abêtissent le monde, et un monde condamné à la bêtise n'a plus de raison pour que je m'y intéresse: j'aime autant le voir mourir."

(ERNEST RENAN-"Avenir de la Science")

"La société a peur de condamner ses ennemis, elle les ménage pour le jour où elle sera vaincue, pour pouvoir alors venir implorer le souvenir de la clémence. Lâches et fous ! Ils vous donneront la potence par atténuation de la guillotine. Le pouvoir lui-même est composé d'hommes qui cherchent à se rendre possibles sous tous les régimes. Diplomatie, administration, tout est aux mains d'hommes qui n'ont que la conviction de leur propre importance".

(HORACE DE VIEIL-CASTEL-"Journal", 24-26 mars 1851)

"Les conceptions fausses sont dangereuses moins par les erreurs qu'elles recèlent que par la portion de vérité qu'elles contiennent."

(LA FORCE)

"La grande erreur de la Révolution française a été de détruire tout ce qu'il y avait jadis d'intermédiaire entre l'isolement de l'individu et l'omnipotence de l'Etat".

(FERDINAND BRUNETIERE)

"A voir ce qui commence, le régime de la liberté sera le plus effroyable des despotismes qui ait jamais existé; le despotisme d'un gouvernement un jour maître et possesseur de tout".

(EDMOND DE GONCOURT -"Journal")

§ I : CONSCIENCE ET HISTOIRE

/ INTRODUCTION /

- En 1834, Augustin Thierry annonçait que "l'histoire serait le cachet du XIXème siècle, et qu'elle lui donnerait son nom comme la philosophie avait donné son nom au XVIIIème". On ne pouvait être meilleur prophète, et il est vrai que le renouveau des études historiques au début de l'époque romantique, l'extension de leur champ et l'assurance progressive de leurs méthodes à la faveur du positivisme ont fait du XIXème siècle le siècle de l'histoire.

Encore faut-il s'entendre sur le sens du mot. Pour des gens comme Michelet, Renan, Fustel de Coulanges et Gaston Paris, ou comme Lanson, Bédier et Abel Lefranc, l'histoire était avant tout connaissance du passé. Son oeuvre terminée, Michelet avouait avoir mené "une vie que le monde aurait pu dire enterrée, n'ayant de société que celle du passé, et pour amis les peuples ensevelis..." A la lettre, au XIXème siècle, l'histoire était formée du temps des morts, sur fond de bibliothèques, de musées, de cimetières et de ruines.

Si l'on reprenait la prophétie d'Augustin Thierry, il faudrait la nuancer, et dire que le XIXème siècle fut par excellence un siècle historien, tandis que le XXème siècle, à qui s'applique aussi bien cette prophétie, est un siècle historique. Ce disant, on voit toute la différence, et l'idée même de conscience qui s'attache à cette dernière définition.

En posant le XXème siècle comme "une réflexion sur les rapports de la volonté libre et pensante de l'histoire avec les événements qui forment le tissu de son aventure", Pierre-Henri Simon avait bien marqué qu'il ne s'agit plus, en matière d'histoire, d'une reconstitution, même intégrale, du passé à la façon d'un Michelet, ou même d'un Lucien Febvre, mais d'une saisie du "devenir humain dans toute son étendue, passé, présent et futur liés d'un seul tenant comme l'étoffe de l'aventure humaine, parfois de l'aventure cosmique tout entière". Cette histoire-là prétend donc à être totalisante, pour reprendre le vocabulaire marxiste, et elle nous engage autant qu'elle nous définit. Qu'on mette en elle son espoir, à la suite d'un Sartre ou d'un Aragon, ou qu'on la repousse et qu'on la condamne, à la suite d'un Camus, il n'est pas possible de l'ignorer et, comme on dit aujourd'hui, elle fait question.

Avant Hegel, l'homme pouvait transférer dans sa propre existence la valeur suprême : Dieu, et, par là même, il lui était possible de penser et d'agir selon lui-même. Mais Hegel va introduire une nouvelle divinité : l'Histoire. Dès lors, l'homme n'est plus à même de diriger le cours du monde, il se laisse porter par l'Histoire. Et Camus de noter : "La suppression de toute valeur morale et des principes, leur remplacement par le fait, roi provisoire, mais, roi réel, n'a pu conduire qu'au cynisme politique". Cette pensée était singulièrement prophétique, si l'on s'en rapporte seulement aux événements de 1968 en Tchécoslovaquie. Il reste donc que la référence à l'histoire comme à l'unique source des valeurs a "vidé le ciel et livré la terre à une puissance sans principes".

Mais il faut aller plus loin et tirer la leçon d'un pareil constat. Aussitôt, la question qui se pose tient en deux mots : révolté ou révolutionnaire ? Dans son "Beau-delaire", Sartre avait établi une distinction nette entre le révolté, qui entend "maintenir intacts les abus dont il souffre pour pouvoir se révolter contre eux", et le révolutionnaire, "qui veut changer le monde, et le dépasse vers l'avenir, vers un ordre de valeurs qu'il invente". Pour Camus, il en va tout autrement : "Le révolutionnaire écrivait-il, est en même temps révolté ou alors il n'est pas révolutionnaire, mais (il est aussi un) policier et fonctionnaire qui se tourne contre la révolte. Mais, s'il est révolté, il finit par se dresser contre la révolution". Cela signifie que l'homme se révolte contre l'ordre social au nom de la justice; que, si la révolte réussit,

elle devient révolution ; mais qu'une révolution, c'est la substitution d'un ordre social à un autre et que tout ordre social est injuste et oppressif. En conséquence, "tout révolutionnaire, selon Camus, finit en oppresseur ou en hérétique". Et là encore, le spectacle qu'offrent les régimes de l'Europe de l'Est, soi-disant révolutionnaires parfaitement rétrogrades, comme en témoignent les différentes révoltes ouvrières (toutes écrasées) et les nombreux procès d'intellectuels (notamment celui d'Alexandre Soljenitsyne), donne une fois de plus raison à Camus.

Et il est assez extraordinaire de constater que les marxistes rejettent avec dédain cette réflexion sur l'histoire, sous prétexte qu'elle illustre l'idéalisme bourgeois, alors que, pour reprendre le mot même de Camus : "Loin d'être un romantisme, la révolte, au contraire, prend le parti du vrai réalisme". On pourra ergoter à l'infini sur le sens qu'il convient de donner aux mots ; mais ce qui n'est pas douteux, c'est que tous les événements que nous avons vécus depuis 1945 et qui se sont passés sous les régimes communistes ne font que confirmer la thèse de Camus.

Que nous le voulions ou non, nous sommes les héritiers d'une histoire, et l'oeuvre des siècles, sur laquelle l'homme n'a pu collaborer qu'avec les imperfections de sa nature et les limites de son génie, cette oeuvre est impure, mêlée de bien et de mal. Il y a un devoir de probité et de justice à se révolter contre le mal ; mais il y a aussi un devoir de fidélité et de prudence à ne pas refuser dans son ensemble une civilisation qui représente, pour un temps donné et dans un lieu donné, la victoire et la chance de l'homme.

*
* * *

/ LE SIECLE DES LEGENDES /

- Le jour où Clémenceau, après les incidents qui avaient marqué la création du "Thermidor" de Sardou, prononça à la Chambre la phrase célèbre : "la Révolution française est un bloc", il voulait dire que dans l'oeuvre de la Révolution, les lumières l'emportaient sur les ombres, les créations sur les destructions. Ce mot résume beaucoup plus une légende que la réalité.

Tout le long du XIXe siècle, l'ébranlement provoqué par la Première République s'est prolongé par des secousses nouvelles. Sur le modèle esquissé par les "grands ancêtres", deux autres républiques, mort-nées, elles aussi, celle de 1848 et la Commune de 1871, ont tenté de s'établir. On sait comment elles devaient finir. Pourtant, malgré ces deux échecs, nous avons bien failli, en 1945, voir une troisième expérience du même type. Cela ne prouve-t-il pas que dans notre pays, certains éléments troubles sont toujours prêts à remonter à la surface, à la faveur des convulsions de l'Histoire ?

La légende de la Révolution a d'illustres parrains, Michelet, le Lamartine des "Girondins", c'est-à-dire un poète et un orateur capables de faire passer dans l'âme de leurs lecteurs le frémissement de leur passion. L'épopée napoléonienne, malgré la catastrophe finale de Waterloo, a reporté sur les armées de la Révolution un reflet de la gloire des armées impériales, tandis que, sur le plan de la politique intérieure, le Consulat et l'Empire ont donné aux éléments les plus habiles, ou les plus travailleurs, du personnel révolutionnaire, la possibilité de se "dédouaner" (comme on dit aujourd'hui) et de se rendre indispensables, ou tout au moins difficiles à remplacer. Tout cela, s'ajoutant aux maladresses des ultras de la Restauration, a créé, sous la monarchie de Juillet une tradition libérale qui se rattachait à la Révolution. Le père de Louis-Philippe avait voté la mort de son cousin Louis XVI, le roi-bourgeois n'en parlait guère, par contre, il aimait à rappeler qu'il avait combattu dans les armées de la Révolution-assez peu, car Valmy ne fut pas une bien farouche mêlée ! Après le 2 Décembre, les républicains, au premier rang desquels était Victor Hugo, chantèrent contre le neveu, l'épopée de l'oncle et on récita longtemps, dans les écoles de la IIIe République :

O soldats de l'an II...

- Le rapt républicain perpétré sur les esprits des enfants va depuis de rebondissement en rebondissement. A l'occasion de sa réinvestiture à la présidence, même

M. Mitterrand a voulu que, dans chaque classe de l'enseignement public, fût proclamé dès le mardi 24 mai un texte de Victor Hugo sur la République. Ainsi dans cette école qui proscriit le catéchisme catholique, on n'hésite pas à transformer les professeurs en grands-prêtres d'un pseudo-évangile pour asséner aux enfants une morale officielle. "Les hussards noirs" continuent à sévir comme au début du siècle, du temps où tous les instituteurs de France se servaient de manuels dont les auteurs célébraient à l'envi la victoire du Peuple secouant les chaînes de la monarchie et de la féodalité, dans un grand élan d'enthousiasme.

Les élèves auront donc vaguement retenu que la trilogie républicaine est "irréprochable". Citons ce qu'en termes pompeux le poète affirme : "Ce sont les trois marches du perron suprême. La liberté c'est le droit, l'égalité c'est le fait, la fraternité c'est le devoir. Tout l'homme est là".

La liberté de quoi et pour quoi ? le droit de quoi. Les jeunes Français en resteront à l'idée que toute liberté est bonne, que tout affranchissement est légitime, que toute idée "librement" exprimée est également juste et que les droits de l'homme sont illimités. Et qui leur aura dit que c'est au nom de la liberté désincarnée qu'on flatte l'homme depuis deux siècles et qu'on l'arrache à ses liens les plus concrets, à ses responsabilités, à ses traditions, à ses devoirs ? Une liberté qui n'est pas celle d'aller au Vrai et au Bien n'engendre que licence et avilissement.

"L'égalité c'est le fait", dit encore le père Hugo. L'ineptie est flagrante. Si les hommes sont égaux devant Dieu, ils sont loin de l'être entre eux : l'ordre naturel est essentiellement hiérarchisé. En 1789 on a proclamé l'égalité en même temps que la liberté, ce qui a rendu les puissants et les riches "libres" d'écraser les ouvriers et les pauvres; aujourd'hui de "libéralisme avancé" en socialisme d'ouverture", on rend les gens égaux dans une même fuite devant leurs responsabilités, dans un même reniement des valeurs transcendantes, dans un même souci de l'organisation purement matérielle des choses, l'Etat organisant lui-même la médiocritisation de la société... Et l'on veut faire croire aux Français que cela est bon.

Quant à la fraternité considérée comme un devoir, il y a de quoi rire. Qu'est-ce qu'un devoir qui se fonde sur l'homme sur lui-même et non sur sa destination à Dieu ? En fait le mot fraternité n'a jamais autant été employé que par des coupeurs de tête, car dans le monde issu de 1789 où les vraies solidarités (du sang, de la paroisse, de la région, du travail) ont été pratiquement détruites, le sens du concret s'est estompé, l'amour du prochain à commencer par celui de ses "proches", a perdu son sens et la fraternité n'est plus qu'idéologique, souvent synonyme de lutte des classes. Devenue toute verbale, elle est surtout l'amour de ceux qui sont loin et sert alors d'excellent moyen de culpabilisation des Français trop attachés à leur patrimoine national...

Tant il est vrai que quand on change un principe tout est bouleversé même le sens des mots. De 1789 à 1791, l'Assemblée nationale a voulu briser ce qui dans la société ancienne "blessait" la liberté et l'égalité des droits; il fallut alors s'attaquer aux traditions, aux mœurs, aux usages. "Il fallut, écrit Tocqueville, vider l'esprit humain de toutes les idées sur lesquelles étaient fondées jusque là le respect et l'obéissance".

*
* *
*

- Deux siècles d'enseignement exaltant "les conquêtes immortelles de la Révolution" et justifiant par elles l'horreur des exécutions ont néanmoins fini par rendre les Français assez fiers de cette période. Ils sont probablement les seuls, car, sauf dans les pays de l'Est, le monde entier plus ou moins cultivé ne retient de notre Révolution de 89 que ses pages les plus noires. La Terreur, les noyades de Nantes, les fusillades de Vendée, les Massacres de septembre, les théories de charrettes de condamnés, tout cela n'engendre que le plus vif dégoût. L'exécution d'un Lavoisier, d'un Louis XVI ou d'une Marie-Antoinette, d'un Chénier ou de tant d'autres innocents, précurseurs des sinistres procès de Moscou, ne sont que d'abominables caricatures de justice. Au lieu de fraternité la délation. A la place de la liberté, l'oppression, la proscription des prêtres, les prisons, la décapitation. En fait d'égalité, les arrestations arbitraires et la haine des classes, partout aussi une effroyable misère morale.

Déjà à son époque, Taine avait bien constaté que la masse française dans son ensemble n'avait pris aucune part aux bouleversements de la période 1789-1804. Des assemblées, élues dans le plus grand désordre par d'infimes minorités de citoyens, puis épurées, décimées, paralysées par des clubs, qui maniaient et déclenchaient à volonté dans la rue quelques milliers de fanatiques, avaient gouverné pendant quinze ans le plus puissant et le plus prospère pays d'Europe. Elles l'avaient lancé dans des guerres d'enfer, et voué par contre-coup à la dictature militaire, qui devait mal finir. L'Ancien Régime s'était écroulé, entraînant dans sa ruine, avec d'incontestables abus, des traditions et des institutions excellentes; et le changement allait si peu dans un sens favorable aux intérêts des classes laborieuses que cette révolution prétendument voulue par le peuple fut une catastrophe pour les ouvriers, dont le sort au cours de la période suivante, près d'un siècle, fut plus pénible qu'il ne l'avait jamais été.

Les conclusions de la magistrale enquête tainienne furent battues en brèche par les historiens officiels et n'eurent aucune influence sur les postulats auxquels s'accrochaient les bonzes et mandarins chargés de l'instruction publique. La formule de Clémenceau citée au début de cet exposé résume bien ce qui demeura, et demeure encore de nos jours, la doctrine républicaine. Il fallait confirmer la légende, d'une ampleur universelle, d'après laquelle la France révolutionnaire avait, en se soulevant comme un seul homme au moment fixé par le génie de l'histoire, donné l'envoi à une idée nouvelle, celle, abstraite, de la Liberté.

Cependant, au fur et à mesure que les historiens modernes substituaient l'étude des archives à la lanterne magique et aux images d'Epinal, on s'aperçoit que les "grands ancêtres" se dévaluaient sensiblement. Les Girondins apparaissaient de plus en plus comme des rhéteurs et Danton, en qui les romantiques avaient vu un "Titan de la tribune", laissait voir de fâcheux aspects d'affairisme et de tripotages. A ce moment-là, une nouvelle école historique reporta son admiration sur Robespierre. Mathiez opposait la scrupuleuse intégrité de "l'Incorruptible" aux malhonnêtetés de certains Girondins et des Dantonistes, et la querelle entre les disciples de Mathiez et ceux d'Aulard rendit toute son actualité à l'histoire de la Révolution.

*
* *
*

- Un nouveau changement d'éclairage allait encore se produire ! Après Marx pour qui toute l'aventure des hommes est réglée par les conditions économiques, sont venus Reich et Gramsci, qui reconnaissent que les principales mutations auxquelles l'aventure révolutionnaire s'articule dépendent de l'action menée par d'habiles minorités d'intellectuels. C'est ce qui s'est passé, en tout cas à la fin du règne de Louis XVI, dans un pays dont les élites sociales étaient minées par une idéologie. Issue de deux sources : Jean-Jacques et les philosophes.

Dans la plupart des villes et des bourgs s'étaient formés de petits groupes de notables qui, sans constituer une organisation ni tramer une conspiration à proprement parler, communiquaient entre eux en vue d'une réforme générale dont ils étudiaient les moyens. Ceux-ci se proposèrent tout naturellement quand il fallut dans chaque région élire les Etats, convoqués à Versailles aux fins d'une simple délibération sur l'assiette des impôts. Comment les députés des Trois Ordres, ainsi désignés à l'improviste et à l'étourdie, presque toujours choisis au sein des "Sociétés de Pensée" et munis des instructions de celles-ci, s'accordèrent bientôt pour transformer cette tâche fiscale en bouleversement profond des bases mêmes de la nation française, et comment ces imprudents furent ensuite relayés par les énergumènes des Clubs, puis par les sanglants oligarques des Comités, c'est ce que, quant aux faits, nul n'ignore.

Un jour vint où les promoteurs de ce cataclysme politique en furent victimes à leur tour. Beaucoup des idéologues qui composaient les Sociétés de Pensée finirent sur l'échafaud ou durent fuir à l'étranger. A cet égard il a été intéressant de poursuivre les recherches inaugurées par Augustin Cochin, tirant ainsi le bilan complet de l'opération qu'il a si bien analysée.

Le jeune chartiste prit ses exemples dans la campagne électorale de 1789 telle qu'elle se déroula en Bretagne et en Bourgogne. On y voit respectivement se dessiner

les manoeuvres de deux sociétés de pensée : celles de Rennes et de Dijon, dont les représentants, de proche en proche, finirent par représenter presque à eux seuls le Tiers-Etat de leur province, pour porter à Versailles des revendications qui provoquèrent l'élimination des deux autres Ordres. Et le branle était donné.

Le côté instructif de cette explication, fondée sur des documents irréfutables, c'est qu'elle montre comment une attitude politique, adoptée par un petit nombre de notables et ne visant que des transformations limitées et relativement prudentes, peut engendrer, dès la première rupture d'équilibre, l'écroulement de tout un système, s'effondrant sur la tête même des réformistes stupéfaits et consternés.

Dans les pays de l'Est, il existe encore de très vieux bonshommes qui remâchent amèrement leurs souvenirs de 1917. A ce moment, réunis en "comités de réflexion", ils crurent promouvoir par l'agitation méthodique un régime libéral à l'occidentale; et ils se demandent aujourd'hui comment ce dessein a pu donner naissance, d'abord à des destructions et des massacres sans précédent, ensuite à soixante-dix ans de misère et de tyrannie.

Peut-on comparer l'état présent de l'opinion, dans nos pays, à ce que fut la société française à la fin du dix-huitième siècle ou à ce que fut la société russe au début du vingtième ? Sommes-nous, en particulier, à une époque où fleurissent et sévissent des "sociétés de pensée" ?...La réponse à cette question dépend de la manière dont on considère les partis, le syndicalisme de combat, les courants idéologiques, comme celui des "intellectuels de gauche", qui désoriente et pervertit la nouvelle bourgeoisie, le conformisme universitaire, la secte technocratique, les plans assez ténébreux du "mondialisme". Nous vivons dans un monde rongé, taraudé de toutes parts. S'il tient encore, après tout ce qui l'a ébranlé et malgré tout ce qui conspire à le détruire, c'est par une espèce de miracle. Or les miracles ne durent pas et ne se reproduisent pas à point nommé.

Nous voyons cependant, entre l'état de chose dévoilé par Augustin Cochin et l'Europe contemporaine, une différence marquante. En 1789 c'étaient des Français qui sécrétaient eux-mêmes le poison qui devait se répandre dans tout le corps social. En 1989 l'intoxication vient d'ailleurs. Mais elle trouve un terrain favorable dans la tradition révolutionnaire qui s'est créée depuis deux cents ans, et dont la quasi totalité de la caste dirigeante, enseignante et prédicante se fait la propagatrice acharnée, en ne permettant pas que le dogme jacobin, auquel se rattachent presque tous les hommes de parti -la preuve, c'est qu'aucun ne veut être classé "à droite"- soit remis en question.

Nous en concluons que le vieux texte d'Augustin Cochin redevient d'une actualité brûlante, parce qu'il s'attaque à la racine même du mal.

*
* *
*

- Si pour la masse non politisée et ignorante, la révolution de 1789 est nimbée de beaucoup de vertus, il faut bien se pénétrer de ce que tout ce qui la touche a, depuis un siècle au moins, été l'objet d'un travestissement, d'une falsification dont on ne trouve pas l'équivalent dans l'Histoire : manuels scolaires, livres d'histoire, pièces de théâtre, cinéma : tout ferait supposer à l'habitant d'une autre planète, venu sur terre, que la France, voire le monde ont commencé, comme chose valable tout au moins, le 14 juillet 1789. Les Rois de France et leur personnel sont présentés comme des dégénérés, de sombres crétins, des tortionnaires sans qu'on explique alors par quel miracle ils sont parvenus à créer, en neuf siècles, un des plus beaux royaumes du monde.

Avant la révolution, la France était la première des nations. Depuis cent-cinquante ans, son territoire n'avait pas été envahi, le peuple vivait heureux et libre sous le régime des corporations que la Révolution supprima (loi d'Allarde ou Le Chapelier) par esprit ombrageux, livrant ainsi l'ouvrier à la situation odieuse et inhumaine qui allait être la sienne par la suite, sous l'égide d'une bourgeoisie affairiste, "héritière" de Biens Nationaux et de "fournitures aux armées", profiteuse réelle de l'opération. Peut-être fallait-il des réformes ? on démolit et on tua ! Le mythe de la prise de la Bastille, "symbole de la tyrannie", fait partie au plus haut chef de

l'imposture de base car cette ancienne forteresse, destinée à la démolition, ne renfermait que sept personnes dont **aucune du "peuple"**; 4 faussaires, 2 déments et un jeune noble détenu pour dettes. On peut sourire des diplômes de "vainqueurs de la Bastille" décernés parfois à des ouvriers de la onzième heure...

Mais ce qui est sûr, c'est qu'en matière de révolution, pas plus qu'ailleurs, il n'y a de génération spontanée. Sous l'influence du marxisme, on a voulu faire passer au premier plan les facteurs économiques et sociaux. Venant après plusieurs années de mauvaises récoltes, 1789 est sans doute une année de crise économique, et s'insère à ce titre dans l'histoire de troubles divers qui, de 1770 à 1789, agitèrent pas seulement la France mais tout le monde occidental.

Par exemple, les insurrections dans les colonies anglaises qui, commencées à Boston en 1770 contre des droits de douane excessifs, aboutirent à la guerre et à l'indépendance des Etats-Unis, conquise avec l'aide de la France. Ce fut la première guerre civile en Occident, depuis celle des Canusard en France. Cinq ans plus tard, c'est en France la "guerre des farines", dont la paternité incomberait à une série de mauvaises récoltes de blé et une hausse générale des céréales. Cinq ans plus tard encore, en pleine guerre anglo-américaine, c'est Londres, l'Irlande et l'Ecosse qui sont le théâtre d'émeutes très graves. Celles-ci avaient clairement une origine différente. Il s'agissait pour les anglicans, de protester contre certaines mesures libérales, pourtant bien modestes, accordées aux catholiques. Quelques historiographes ont transformé cette émeute en un mouvement social, en guerre **"des pauvres contre les riches"**. Certes ce sont les quartiers riches de Londres et non ceux où résidaient la majorité des catholiques qui furent attaqués. Mais c'est seulement lorsque la bourgeoisie libérale, d'abord favorable aux émeutiers, comprit que ses biens étaient menacés qu'elle les abandonna et se retourna contre eux, prenant le parti de l'ordre contre l'insurrection qui, dès lors, échoua. A vouloir trop prouver, on ne prouve rien !

Révoltes de Genève en 1782, troubles de Hollande en 1783-1787 complètent ce tableau d'une décennie révolutionnaire en Occident qui s'achève par la prise de la Bastille, symbole, assure-t-on depuis, de la féodalité et des excès de la monarchie.

Des décennies révolutionnaires, l'Europe toutefois en a connu bien d'autres, et s'il était vrai que les mêmes causes économiques produisent toujours les mêmes effets, ainsi que le soutiennent des historiens exclusivement matérialistes, on ne voit pas pourquoi celle encadrant l'année 1848 (77 ans ou sept cycles undecennaux après 1770) déboucha finalement sur un Empire autoritaire, tandis **qu'on parlait plus de république à Paris en 1649, sous la Fronde, qu'en 1789**, deux-cents ans (le cycle séculaire) environ avant 1848 (ou six générations sociales de 33 ans, ou bien dix-huit cycles de onze ans - ce sont d'ailleurs treize cycles de 11 ans qui séparent 1649 de janvier 1793, date de la mort de Louis XVI !).

Il y a des assimilations qui ont un caractère excessif comme l'emploi d'ordinateurs, le plus souvent rapidement abandonnés par l'industrie, pour mettre sur cartes perforées des statistiques dont les néophytes de l'électronique devraient savoir qu'**elles sont le plus souvent la forme administrative du mensonge**. Une boutade dont l'académicien Jean Mistler n'a pas voulu dire l'auteur, résume en un savoureux raccourci les manies de cette école aux méthodes sophistiquées. **Courbe du prix du blé : en hausse à peu près continue pendant le règne de Louis XVI - courbe du prix du vin : en baisse non moins continue. Point de rencontre des deux courbes : le 14 juillet 1789.**

En d'autres termes, le peuple avait peut-être faim, ce jour-là, mais il n'avait pas soif. Caricature certes, mais nous devons dire qu'après l'étude objective des documents originaux relatifs à la prise de la Bastille, nous gardons l'impression d'un des plus sordides faits divers que l'on puisse imaginer. L'analyse détaillée des autres grandes journées révolutionnaires à laquelle nous procéderons aussi ci-après, les fait paraître à peu près toutes sous le même éclairage...

/ LA MORT TRIOMPHANTE /

- "La Révolution est un bloc", et c'est vrai qu'une histoire nationale est un héritage indivis. Doublement indivis : indivision des ancêtres, indivision des héritiers. Nous sommes la résultante de tout un passé, et mieux nous savons comprendre les raisons qui ont fait se battre nos pères les uns contre les autres, plus forte est en nous l'unité, plus profonde l'identité. Mais en ce sens-là, si la Révolution est un bloc, **la Contre-Révolution y a sa place**. Nous ne pouvons séparer Hoche de Charette, ni Robespierre de Louis XVI. Nous devons assumer les sans-culottes et les émigrés, les prêtres constitutionnels et les réfractaires, les profiteurs de biens nationaux et les volontaires de l'an II. C'est une question de piété. **L'Histoire est piété.**

En revanche, si l'on commence à isoler, dans ce bouleversement de dix ans, ce qui est "la" Révolution pour en faire la révélation de nos valeurs, nous ne devons pas nous arrêter en chemin. Il faut délimiter et trier, au nom de nos valeurs. **Toute politique est critique.**

"Avant et après 1789 tout est différent et il faut savoir si l'on apprécie ce que l'après veut dire dans la naissance de la démocratie française et dans la fixation de quelques principes simples qui continuent d'animer ceux qui pensent que le progrès de la démocratie est une réalité, même s'il est arraché dans la peine, les larmes et le sang". (François Mitterrand).

Eh bien, non, nous n'apprécions pas. Nous sommes de l'école de Taine qui dénonçait "cette révolution conduite par une scholastique de pédants, débitée avec une emphase d'énergumène". Nous sommes persuadés avec Pie VII que "les 17 articles sur les droits de l'homme (sont) contraires à la religion et à la société". Nous pensons avec Rivarol que la Déclaration des droits de l'homme est "la préface criminelle d'un livre impossible", qu'on n'a pas réussi à écrire en deux siècles, que la constitution de la société n'a jamais été écrite depuis ce temps, parce que ses principes sont faux, ne tiennent pas ensemble, sont contradictoires, qu'ils nient les fondements même de toute société humaine qui sont dans le Décalogue et non dans l'anarchie des volontés populaires, d'ailleurs truquées et manipulées, nous le savons bien aujourd'hui.

Ce n'est pas la réussite des idées de 1789 que l'on va célébrer en 1989, **c'est leur échec**. La Révolution continue, d'ailleurs, de faire des victimes. Premier président du Comité du Bicentenaire, Michel Baroin trouva une mort tragique dans un accident d'aviation. Son successeur, le bouillant Edgar Faure, à peine avait-il sauté dans le train en marche, que la maladie lui faisait entendre son rire de hyène. Il s'entendait comme pas un à affirmer gaiement n'importe quoi et à retourner avec vivacité tout argument, toute référence qu'on pouvait lui lancer au visage. Deux responsables du bicentenaire du Saccage et des Massacres... Baroin... Edgar Faure... Crac ! L'adage "Jamais deux sans trois" n'a pas fait reculer M. Jean-Michel Jeanneney. Nous voyons d'ici les rationalistes au ras des pâquerettes hausser légèrement les épaules, mais comme disait Pascal "je ne blâme ni ne loue, je raconte". Nous constatons, nous aussi. Et de un... Et de deux... Sort tragique dont l'Histoire porte bien des traces ! Ainsi, l'autre révolution, la révolution bolchévique, vient à sa tête elle-aussi, de connaître trois décès rapprochés : ceux de Brejnev, Andropov, Tchernenko, et puis vint Gorbatchev qui lui fait son procès ! Le Régime a changé de style. Cela nous fait penser à nos rois. Quand les trois fils de Philippe IV le Bel (Louis X, Philippe V et Charles IV) régnèrent tour à tour, cela annonça l'avènement des Valois. Plus tard, les trois fils de Catherine de Médicis montèrent à leur tour sur le trône de France, et le décès de Henri III signait l'avènement des Bourbons. Leur lignée s'éteignit pareillement : trois frères Louis XVI, Louis XVIII et Charles X allaient successivement recueillir le sceptre royal. Depuis Louis-Philippe, les Orléans prétendent à le ramasser. L'Histoire se répète ? mais est-ce seulement un clin d'oeil malicieux ?

"La fatalité est dreyfusarde", ricanait un cynique à l'aube de cet aimable siècle. Faudra-t-il penser, en cette année du bicentenaire de la Révolution, que la fatalité est devenue révisionniste ? Et que l'appel des fosses communes approvisionnées par les guillottes, les fusillades, les bateaux à double fond, les fours à pain des vil-

lages de Vendée et, bouquet d'un joli feu d'artifice, les massacres d'absurdes campagnes militaires, en résumé l'appel de la mort triomphante est décidément irrésistible ?

*
* *

§ II : LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE DU XVIII^{ème} SIÈCLE EN BUTTE AU MAL DE VIVRE

"C'est la dernière année de la douceur de vivre, de la politesse, de l'esprit, du grand goût français, de l'Europe française, de la splendeur architecturale. En 1788, la France était le plus beau royaume du monde."

(Jean DUTOURD)

"Qui n'a pas vécu pendant les dernières années de l'Ancien Régime ne sait pas ce qu'est la douceur de vivre".

(TALLEYRAND)

/ LA FRANCE DANS L'EUROPE DU XVIII^{ème} SIÈCLE /

- "Par comparaison avec nous, nos ancêtres de 1788 vivaient mal, constate l'historien François BLUCHE, dans "LE FIGARO" du 18 août 1988 : ils ne connaissaient ni les assurances sociales, ni le prêt-à-porter, ni les hormones, ni les antibiotiques. Mais ce type de comparaison n'a pas de sens. En histoire, il faut comparer avec le **passé** d'une part, avec les **pays contemporains** d'autre part".

"Or, le XVIII^{ème} siècle a été pour la France une période d'enrichissement. L'excellent politologue qu'était l'abbé de Véri n'a point hésité à écrire : "Je regarde le règne de Louis XV comme l'époque la plus heureuse de notre histoire". Quant à la France de Louis XVI -et ce, en dépit d'une récession liée au traité libre-échangiste de 1786 avec l'Angleterre-, elle est peuplée (24 millions d'habitants), de plus en plus instruite-l'enseignement féminin en particulier, se développe très vite-, de plus en plus moderne sur le plan économique. Elle n'est dépassée dans l'ordre industriel que par l'Angleterre. L'Europe envie son administration, ses intendants de province éclairés, ses ponts et chaussées, ses ports et arsenaux, sa marine de combat (la plus redoutable depuis 1778). Le royaume de Louis XVI partage avec deux autres puissances maritimes, qui sont l'Angleterre et la Hollande, le **privilege des plus hauts niveaux de vie de la planète**."

"L'organisation sociale y est la plus subtile qu'il se puisse. Certes les privilèges nobiliaires semblent anachroniques, poursuit François BLUCHE, mais, déjà en 1695, les rôles de la fiscalité distinguaient cinq cent soixante-neuf nuances dans la hiérarchie du royaume ! Alors que le Portugal, l'Espagne, Naples, la Sicile, la Pologne, la Russie souffrent de la faiblesse de leurs classes moyennes, nous alignons des **dizaines de conditions paysannes et des centaines de nuances bourgeoises**. Tandis qu'à l'est de l'Elbe, subsiste le servage -et, dans la Russie de Catherine II, il se développe encore-, la France voit augmenter le nombre des petits laboureurs et se transformer la propriété : malgré des efforts presque désespérés et d'ailleurs bien fâcheux la noblesse est en train de perdre la partie, tandis que se développe la propriété bourgeoise et paysanne. Le célèbre slogan : "Louis XV et L... ont inventé le rustique" correspond à une indéniable réalité : comment concilier le préjugé misérabiliste sur 1788 et l'étonnant héritage de maisons rustiques, de buffets, de bahuts, de maies, de huches, de dressoirs, que le temps n'a pas suffi à détruire ?"

"Nos pères payaient **moins d'impôts** que leurs voisins britanniques. La différence de revenus et de niveau de vie, d'un duc à un ouvrier agricole, était beaucoup plus grande en Espagne, en Sicile, en Pologne, en Hongrie... et même en Angleterre et en

Ecosse, que dans ce royaume de Louis XVI. Certes, il y avait trop de pauvres, d'errants, de migrants involontaires, de chômeurs, mais en dehors de l'Angleterre, de la Hollande, d'un peu de Suisse ou de Rhénanie, on était fort loin d'ailleurs de rivaliser avec la condition globale des Français.

"Si les cahiers de doléances de 1789 donnent une impression contraire, c'est parce qu'ils ont été rédigés par des intellectuels. Or "le poisson pourrit par la tête", comme l'assure un proverbe chinois. Les Cahiers -ce grand défouloir comparable aux mazarinades de 1648 et à l'excitation de 1968- montrent donc moins les vices réels d'une nation et d'une société que l'idée que s'en font les enfants des Lumières.

"En fait, il n'y a que les plus attardés des historiens à langue de bois, ceux qui n'ont lu ni Edmund Burke ni Alexis de Tocqueville ni même Karl Marx, pour croire et oser dire que les révolutions en général, et celle de 1789 en particulier, **sont des révoltes de la misère**. Sans la révolution industrielle russe précédant la Première Guerre mondiale, il n'y aurait peut-être pas eu le bouleversement de 1917. Si le dernier shah n'avait pas trop vite industrialisé et instruit l'Iran, nous n'aurions sans doute point connu la révolution de Téhéran. Quand les révolutions ne sont pas purement politiques, **elles sont liées au développement économique et social, non au sous-développement**. Si le méthodisme de John Wesley n'avait détourné vers la foi et la pratique une large portion des classes populaires anglaises et si tels démagogues n'avaient ressuscité à Londres les fureurs anti-papistes, il est possible que la révolution ait eu lieu outre-Manche avant ou après 1789, en un pays dérégulé par les débuts de ses mutations industrielles. A défaut de l'Angleterre, si une nation trop tôt industrialisée et trop vite alphabétisée devait s'agiter pour obtenir un plus, ce ne pouvait être que la France du bon roi Louis XVI.

"Les raisons sont similaires dès que nous passons des villes à la campagne. Certes, rien ne fut plus malencontreux que la "réaction seigneuriale", la revalorisation des droits dévalués ou oubliés, toujours anachroniques, que les contraintes du droit de chasse, que la mainmise de grands propriétaires sur les terres communales nécessaires au jeu de la vaine pâture. Mais on les a si bien lorgnés, à la loupe ou au microscope, qu'on a oublié leur signification. Et surtout, certains auteurs ont oublié leur signification. Et surtout certains auteurs ont oublié de procéder à une nécessaire étude comparative avec l'Europe de la mainmorte et du servage. Du coup ils ignorent ce que Tocqueville a si intelligemment démontré dès 1856 dans "**l'Ancien Régime et la Révolution**", à savoir :

- "Que la France était le pays où les hommes étaient devenus **le plus semblables entre eux**", et

- "Que le règne de Louis XVI a été **l'époque la plus prospère** de l'ancienne monarchie, et cette prospérité même hâta la Révolution".

"Pour Burke, pourtant leader du parti whig, et non suspect de complaisance réactionnaire, la France de 1788 présente un spectacle **"imposant"** et il aurait suffi sans doute d'y introduire progressivement les recettes de "la constitution anglaise" (c'est-à-dire la monarchie constitutionnelle), pour la rendre presque parfaite. Mais c'est au vicomte de Tocqueville que l'on doit toujours revenir, si l'on veut se persuader que les causes de 1789 sont **intellectuelles et politiques**, et non liées à la pauvreté.

"La Révolution, dont l'objet propre était d'abolir partout le reste des institutions du Moyen Age, n'a pas éclaté dans les contrées où ces institutions, mieux conservées, faisaient le plus sentir au peuple leur gêne et leur rigueur, **mais, au contraire, dans celles où elles les lui faisaient sentir le moins**; de telle sorte que leur joug a paru le plus insupportable là où il était en réalité le moins lourd."

(Fin de Citation)

*

* *

- "Le Discours sur l'universalité de la langue française", sous la plume de Rivarol, rend d'ailleurs très bien compte du triomphe de la civilisation française dans l'Europe du XVIIIème siècle et témoigne lui aussi que la France d'avant 1789 est le royaume le plus peuplé, le plus prospère, où le niveau de vie général est le plus élevé. Les techniques, avec Cognot et les frères

Montgolfier; les sciences avec **Lavoisier**; les arts et les lettres, sont à leur apogée

La culture française règne sans partage : les élites européennes se piquent de penser et de s'exprimer en français, de ne parler leur propre langue que pour s'adresser à leurs domestiques. Le roi de Prusse et l'impératrice de Russie écrivent en français poèmes ou traités philosophiques.

Pour être tout à fait heureux, il ne manquait, aux sujets du roi Louis XVI, en ces dernières années de l'Ancien Régime, qu'une certaine sagesse, fort différente de celles que prêchaient des écrivains, qui se paraient du titre de philosophes. Il leur manquait surtout de connaître le prix dont ils paieraient bientôt, par vingt-cinq années de révolution et de guerres, un siècle presque entier de paix sans invasion étrangère ni calamités extraordinaires, un siècle qui avait vu l'agrandissement du royaume, son enrichissement continu et le rayonnement de sa culture sur une Europe alors qualifiée de **française**, bref un siècle de progrès dans tous les domaines, y compris dans celui des idées fausses.

Cette société du XVIII^{ème} siècle, dont l'élite sera bientôt éparpillée sur les routes de l'exil ou menée, en charrette, à l'échafaud souffrait d'un malaise dont personne n'avait encore diagnostiqué la cause. Elle souffrait de ce que Maupertuis appelait **le mal de vivre** et elle le combattait par une frivolité qui était un palliatif de l'ennui plutôt qu'une disposition naturelle de l'esprit.

Par une sorte d'esprit de contradiction, inhérent au caractère français, chacun se plaignait de la place que la Providence lui avait assignée. Les grands déploraient les obligations de leur rang et les dignitaires du clergé, celles de leurs charges. Les bourgeois souffraient de leur roture et les militaires de leur inactivité au sein d'ennuyeuses garnisons. On voulait à tout prix s'affranchir des préjugés, dans lesquels la duchesse de Choiseul voyait avec raison le seul frein des mœurs. On voulait s'évader de la réalité, entrer dans un royaume d'illusions qu'on imaginait supérieur à celui dans lequel on vivait. Une espèce d'impatience, vite transformée en nervosité puis en mécontentement agitait. Ennuyée de tout plaisir dont elle jouissait - c'était à sa manière **"une société de consommation"** et **1968 faillit connaître une solution aussi radicale que 1789-**, elle se montrait avide de nouveautés, de changements, curieuse de tout ce qui pouvait l'arracher à sa condition présente.

C'était l'époque à laquelle on prétendait s'instruire par osmose, en fréquentant les savants, et s'enrichir par miracle, en soupant chez les financiers ou en épousant leurs filles. La doctrine de l'amour du prochain était à la mode depuis qu'elle était prêchée par des laïcs et non plus par des clercs : on appelait cela de la philanthropie serait de nos jours un tiers-mondisme de bon aloi, pour nos évêques sans soutane. Sincère chez un Liancourt, un Clermont-Tonnerre, voire un La Fayette, cette philanthropie se traduisait chez beaucoup d'autres par une exaltation qui n'avait pas grand chose à voir avec le cœur. La charité n'était pour ces gens qu'une expérience de blasés, un divertissement sur des thèmes évangéliques. Les classes pauvres représentaient pour ces grands seigneurs aimables et condescendants ce qu'étaient les Papous pour M. de Bougainville : un sujet d'étonnement, la révélation d'une autre humanité.

On allait donc chercher le mythe du **bon sauvage** jusque chez les paysans dont la simplicité d'existence paraissait le gage d'une âme pure et d'une conscience intègre. C'est aux champs qu'on voulait désormais cultiver la vertu, comme s'il s'était agi d'une plante rare ou d'un légume exotique. On la recherchait dans les chaumières; on la couronnait dans des fêtes rustiques qui voyaient les châtelaines danser avec leurs fermiers. Déjà descendue dans l'estime populaire, la haute société achevait de se déconsidérer par cette affectation de familiarité qu'il était impossible de prendre pour un véritable esprit d'égalité. Le peuple n'en était d'ailleurs pas dupe et faisait sienne la sentence de Rivarol : "Loin de dire aux peuples que la nature a fait tous les hommes égaux, dites-leur au contraire qu'elle les a faits **très inégaux**; que l'un est sain et l'autre infirme; que tous ne sont pas également adroits et vigilants et que le chef-d'oeuvre d'une société ordonnée est de **rendre égaux par la loi ceux que la nature a fait si inégaux par les moyens...**".

Au lieu de désarmer le peuple, la générosité mal calculée des grands seigneurs

philanthropes fera d'eux les premières victimes : leur libéralisme aura été interprété comme un signe de faiblesse.

*
* *
*

-"La société (rurale) n'est devenue momentanément révolutionnaire, constate l'historien Emmanuel Le Roy Ladurie, que parce que sa propre croissance, hors de ses gonds ou de ses normes antérieures, l'avait rendue en 1789, et, depuis une cinquantaine d'années, de plus en plus dysfonctionnelle; ou, terme meilleur, déséquilibrée". Pierre Gaxotte, après Mathiez, l'avait déjà écrit : "Ce n'est pas dans un pays épuisé, c'est dans un pays florissant et en plein essor qu'éclatera la Révolution".

En 1789, rien n'exigeait la victoire du parti populaire ni la révolution démocratique, sinon la "réaction aristocratique" et surtout parlementaire qui bloquait la société française. Economiquement, le pays se trouvait en plein essor. Il est possible de situer aux alentours de 1740-1750 la phase de "décollage" qui permettra à la France d'échapper au cycle malthusien du non-développement. Ce qui exigeait l'égalité devant la loi et plus encore devant l'impôt. Sous Louis XV la monarchie opère sa propre révolution, une révolution par le haut, grâce à une équipe de ministres et d'intendants appuyée par une administration que l'Europe nous enviait à bon droit. Mais peut-être a-t-il manqué à la monarchie de bons propagandistes, capables de mobiliser la nation, derrière son roi. Mme de Pompadour, qui fut un ministre de la culture autrement efficace que M. Lang tenta d'attirer les meilleures plumes dans le camp monarchiste. Mais finalement, ce fut l'étranger qui acheta un Diderot ou un Voltaire. Peut-être, la corruption de l'intelligence française rendait-elle impossible l'entreprise de Mme de Pompadour. Il faudrait regarder les choses de plus près. On oublie trop que les encyclopédistes étaient des **gens vénaux**, plus encore que des esprits tordus.

Quoi qu'il en soit, la coalition des grands seigneurs, des parlementaires, des fermiers généraux, donc des puissances d'argent et des intellectuels à gages prit la tête du parti populaire pour tenter de domestiquer, sinon de détruire cette monarchie qui l'avait fait trembler sous Louis XV. C'était un jeu dangereux puisque le parti populaire, par sa logique interne, devait aller au despotisme, qui prit la forme de la centralisation jacobine, qui est demeuré un fait acquis. Personne ne nie plus désormais que le despotisme administratif transforma, en profondeur, le comportement économique des Français; c'est lui qui a orienté et dévié le développement de la société, en particulier par la constitution de la mégapole parisienne. Tout ceci pourtant, qu'utilise la propagande de Jiji S.S., reste de l'ordre de l'épiphénomène. Certes ni la Grande-Bretagne, ni l'Allemagne, ni les Etats-Unis, ni la Suisse n'ont subi le despotisme administratif que nous tenons du jacobinisme. Ils y viennent pourtant, dans la mesure où ils sont passés d'une société de type aristocratique traditionnel (parlementaire) à une société de type démocratique-révolutionnaire.

La démocratie suppose le suffrage universel. Celui-ci entraîne l'évasion et la destruction des communautés naturelles, l'atomisation du peuple et sa transformation en masse, simple conglomerat d'atomes sociaux, susceptible d'être modelé par la propagande, au gré des détenteurs de la puissance matérielle, argent ou police. Le mécanique remplace l'organique. **Le quantitatif se substitue au qualitatif.** L'essor technologique sera donc orienté non vers la satisfaction des besoins réels mais vers la production de masse, donc vers la consommation de masse. Ce qui conduit aux impasses de la société post-industrielle.

Ainsi l'analyse de Maurras se vérifie. C'est le politique qui oriente l'économie et la technologie et non l'inverse comme le prétendent les marxistes. Pourtant le politique doit à son tour s'orienter en fonction de la réalité sociale, donc des forces économiques et technologiques et tout aussi bien de la psychologie collective. Ce qu'oublie les machiavéliens. Au XVIII^e siècle, la monarchie française a réussi à faire décoller l'économie française mais faute d'avoir réussi à lier l'intelligence au trône comme avait su le faire Louis XIV, elle n'a pu résister à la réaction aristocratique et parlementaire, qui à son tour, a déclenché la révolution démocratique.

*
* *
*

/ LA FRANCE A LA VEILLE DE LA REVOLUTION /

- L'historien de l'avenir, qui se penchera sur la folle époque contemporaine, considérera sans doute qu'un grand bouleversement était tout proche, tandis que des millions d'êtres humains, intoxiqués par la propagande et sous l'emprise de la dilapidation de la fortune publique, vivaient dans la persuasion qu'au moindre effort et malgré la monnaie fondante, le culte de la démocratie leur assurait une confortable retraite, comme le culte de l'être suprême avait accompagné la déclaration des droits de l'homme avant de présider à la Terreur. C'est ce que Rivarol appelait **"perdre la tête"**. Car lorsqu'un Etat cesse de s'appuyer sur un ensemble de hautes traditions sociales auxquelles on ne peut déroger sans ruiner l'édifice, il est virtuellement perdu.

C'est à la découverte de la vieille France, la France déférente, soumise au Roi, à l'Eglise, qui est d'ailleurs l'Eglise du Roi, qu'il faut inviter nos lecteurs. La France de la monarchie absolue forme un équilibre sans doute provisoire, puisqu'il a cessé d'exister en 1789, mais original, unique, sans rapport avec ce qui est venu après.

Les **"institutions"** désignent le gouvernement ou les instances judiciaires qui édictent, défendent et imposent les lois. Pour la France d'Ancien Régime, les principaux pouvoirs sont la Maison du Roi, les parlements, les corporations, les seigneuries. Mais dans leur application, ces lois s'étendent à la vie générale de la société. Elles suivent les mœurs sans quoi elles ne seraient pas assimilées par les individus. Elles fixent, soit par la contrainte, soit par les contrats admis par tous, le régime sous lequel l'individu dépend de la société.

Les institutions définissent une civilisation avec ses caractères juridiques, sociaux, psychologiques. La manière dont les contemporains voyaient leur société en cerne les contours.

Pour Charles Loyseau (1546-1627) par exemple, la société française est un monde ordonné par Dieu avec des degrés qui descendent du ciel jusqu'à la terre, du pur à l'impur. Tout se dégrade à mesure qu'on se rapproche des métiers de production comme ceux des laboureurs et ceux des arts mécaniques où l'on travaille "ce qui est vil et abject". En bas de l'échelle, au-dessous encore des paysans et des ouvriers, on trouve les vagabonds et les gueux qui vivent oisifs et aux dépens d'autrui. En haut, les ministres de Dieu sont du ciel puisqu'ils font bénéficier la société des conseils du Très-Haut.

Dans cette hiérarchie, la famille ou plutôt **"la maison"**, l'ancienne **gens** romaine est la cellule essentielle. Sur cette cellule qui comprend les **parents** et aussi le **personnel** et les **domestiques**, le père exerce une autorité à l'image de celle de Dieu. La relation idéale père-fils est la relation hiérarchique fondamentale et le modèle de toutes les autres. Ces familles, qu'unissent entre elles des liens de reconnaissance et de service, se rapportent toutes au Roi. Le Roi a le pouvoir suprême, il est la cause universelle de tout ce qui se fait dans ses Etats. C'est par transmutation de puissance du Roi au sujet qu'un homme détient quelques pouvoirs. En même temps, en récompense des bons services, le Roi répand des privilèges qu'il accorde à ceux qui le servent. Celui qui approche la personne du Roi et mérite son estime a droit à des titres. Titres qui deviennent héréditaires car la **fidélité** est la forme la plus méritoire du dévouement.

Dans cet édifice, le clergé tient une place à part car c'est sa vision du monde qui sert à définir les institutions auxquelles il donne une nécessité et une logique surnaturelles. "Vous êtes des dieux", dit Bossuet, s'adressant aux souverains dans son "Sermon sur les devoirs des Rois". Le Roi est directement investi par Dieu. **L'ordre monarchique s'identifie avec l'ordre de la nature** tel que le décrit l'Ecriture Sainte ou le droit canon. "Il y a un Dieu au monde, un soleil sur l'Univers, un roi dans son empire". C'est par la religion que le Roi peut être connu et accepté de tous.

On comprend mieux alors **l'identité du trône et de l'autel**. La religion unifie le **royaume**. Elle fait de tous les individus les sujets d'un Roi unique. Elle fonde la

conservation du pouvoir qui, par le recours à Dieu, se dégage de tout ce qui dépend du temps : la conquête du pouvoir, les événements, les catastrophes, la succession des rois.

Autant d'habitudes, de mythes, de conventions, qui ont soutenu la société d'Ancien Régime et l'ont maintenu pendant deux siècles en étendant de proche en proche des principes de respect, de fidélité et de conservation. Tels étaient les caractères de la monarchie et les attributs du roi. Ils expliquent qu'à la veille de la Révolution encore, l'administration centralisée ne pouvait avoir que des objectifs limités et un petit nombre d'agents. Elle était caractérisée par un souci d'adaptation dans le respect des privilèges acquis. Elle venait d'ailleurs d'être considérablement modernisée pour s'adapter à la réalité vivante d'un pays dont tous les corps sociaux s'administraient eux-mêmes, **étaient soudés par l'intérêt commun.**

*
* *
*

/ LES CAHIERS DE DOLEANCES /

- Aussi est-il très instructif de compulsier les cahiers de doléances rédigés pour les Etats Généraux de 1789. Nos ancêtres n'aimaient guère se perdre en **théories générales**, en idées fumeuses, ni décider de ce qui n'était pas de leur compétence.

Tout au plus trouve-t-on un laboureur qui demande que **"l'office divin ne soit plus célébré en langue latine"**. S'il subissait le vernaculaire hexagonal et grécoïde de notre presbytérium juché sur l'ambon et en mal d'homélies ou de Kérygme, il changerait peut-être d'avis. Un avocat de Villefranche-en-Beaujolais, voulant sans doute montrer qu'il s'affranchit du préjugé de son état, demande : **"Point de conseil aux accusés"**, avec ce motif curieux : **"L'innocence n'en a pas besoin, et le coupable ne s'en servirait que pour déguiser son crime"**. Les grands ancêtres l'ont écouté : quatre ans après, Chauveau-Lagarde devait s'excuser assez patement du reste, d'avoir permis à Marie-Antoinette de **"déguiser ses crimes"**, et, en vertu de la loi des suspects, des innocents, qui n'avaient évidemment pas besoin d'avocat, allèrent à la guillotine après un simple contrôle d'identité. On n'arrête pas le progrès. - Moins heureux, un **"solitaire"** anonyme n'a pas été compris. Dommage, jugez-en : **"Ceux qui, parvenus à trente ans, persévéraient, quoique valides, à garder le célibat, qu'ils soient imposés au quintuple de ce qu'ils paieraient mariés"**.

La catégorie, de loin la plus nombreuse, demande **"la destruction du mur des fermiers généraux"** sous prétexte que ce mur empêche les Parisiens de jouir de la vue de la campagne. Voilà qui ferait plaisir aux écologistes à la René Dumont. Dommage que, comme son nom l'indique, ce mur ait été destiné à assurer le paiement des droits d'octroi, ce qui gâte un peu l'esprit bucolique de la réclamation.

Dans le même ordre d'idées, un ancien inspecteur des domaines demande **"la destruction des colombiers et garennes et le droit, pour les paysans, de tuer les pigeons, quand ils s'en prennent aux grains"**. C'est que la vie à la campagne se prête mal au verbiage comme ce **"patriote"** qui s'élève contre **"les seigneurs de paroisse. Tous, dit-il, ont établi leur autorité par surprise ou la force à la main et veulent être seuls despotes quoique ne cessant de crier contre le despotisme"**. Vlan, messieurs les encyclopédistes et parlementaires excités, voilà pour vous. Demandez un peu l'avis de ce noble, **"forcé d'aller à pied ou tout au plus à cheval, de manger avec des fourchettes de fer, se vêtir avec des habits unis ou de ménage... Si on leur ôte encore leurs médiocres privilèges et qu'on les mette de pair avec le public, n'est-ce pas injuste ?"** Description de l'état de la noblesse dont les manuels pour nos malheureux petits Français se gardent bien de faire état.

Il est vrai qu'une ordonnance récente réservait alors aux nobles les grades d'officiers, du moins dans la maison du Roi et dans l'infirmerie, et cela ne va pas tout seul. Le tiers-état de la Basse-Manche écrit : **"Messieurs les députés réclameront contre les ordonnances qui excluent les membres du tiers-état des emplois militaires et**

des charges de magistrature des cours supérieures". Mais d'autre part, Sannois près Montmorency se plaint de ce que **"la milice est une calamité épidémique qui pénètre dans la plupart des familles"**. Tandis que la noblesse du Burgey veut que **"les moyens d'acquérir la noblesse, aujourd'hui trop multipliés, soient restreints et que l'état militaire continue à demeurer affecté à la noblesse"**. Tiens, tiens, messieurs les auteurs de manuels !

- Les problèmes de la vie à la campagne excitent beaucoup mieux la verve des rédacteurs des cahiers. Ainsi ceux de Croisé près d'Amiens : **"Les manufactures répandues dans la campagne nuisent à l'agriculture"**. Comme quoi les gens ne sont jamais contents. De petites industries proches du village attirent, c'est vrai, la main d'œuvre locale mais elles empêchent aussi de s'entasser dans les grandes villes, et ceux qui les ont favorisées, comme le comte d'Artois qui contribua à fonder l'usine de l'eau de Javel, ne pensaient pas nuire à l'agriculture. On vit plus tard que le libéralisme favorable à la grande industrie concentrée est le triste père du prolétariat.

Les cahiers de doléances mettent en cause ce libéralisme en deux autres domaines. D'abord les curés de Lorraine **"demandent la révocation de l'arrêt qui autorise le partage des communes ou communaux, terres qui appartiennent à l'ensemble des habitants d'un village"**, très étendues dans l'est de la France et qui donnaient même aux plus pauvres la jouissance d'une propriété collective. Ce n'est pas l'avis de Jean Bouteille, laboureur en Picardie, qui se plaint au contraire des communaux **"très considérables et dont on ne tire que très peu d'avantages"**. Sans doute, avait-il lui aussi assez de terres pour que ses vaches puissent paître à l'aise.

Mais c'est surtout la question des maîtrises qui fait l'objet de bien des remarques. Ainsi les fabricants et négociants d'Anjou : **"Les droits de maîtrise sont si modiques en province qu'il n'est pas de compagnon, s'il est laborieux et réglé, (nous dirions économe), qui ne puisse se les épargner pendant son compagnonnage"**. Encore un "préjugé ennemi de l'histoire de France" qui serait à revoir. Les drapiers-merciers de Caen le disent sans fard. Ils réclament **"la restitution au tiers-état de ses anciennes maîtrises. C'est une propriété qui lui a été enlevée indûment par la force"**. Pauvre Turgot, qui était si fier de les avoir supprimées !

Les maîtrises avaient été rétablies après lui et les merciers-drapiers du Nord ne mâchent pas leurs mots : **"Il a été question d'abolir vos maîtrises. Si vous y souscrivez, messieurs du tiers-état, cette mesure entraînera votre anéantissement général"**. Le Chapelier aurait bien dû les écouter.

*

* *

- La Constituante, à la voix dudit devait, en effet, voter la suppression de tous les groupements corporatifs. Maîtrise ou Compagnons-interdisant, sous les peines les plus sévères, la réunion des ouvriers d'un même métier et, plus encore, celle des professions les plus diverses pour discuter en commun de leurs salaires et de leurs droits. toute la Révolution a vécu sur cette Loi. Son auteur guillotiné, ceux qui lui succédèrent, Montagnards, Jacobins ou gens du Marais, eurent aussi la phobie du Corporatisme, patronal et ouvrier, et frappèrent des plus redoutables accusations ceux qui donnèrent, même verbalement, prétexte à ces représailles.

Le 10 juin 1790, tandis que l'Assemblée délibérait, sous la protection des forces armées, 5000 cordonniers, autant de maçons, de charpentiers, de couvreurs, de typographes, etc. manifestaient sur divers points de la capitale, pour protester contre la suppression des corporations. A la suite de quoi, **sur 12 000 condamnations à mort, 7545 concernaient des ouvriers, des paysans, des domestiques.** Au nom des droits de l'homme, la Révolution octroya au peuple la conscription et le titre de citoyen : grâce à quoi elle mobilisa les Français qu'elle fit tuer sur tous les champs de bataille de l'Europe.

Ce que l'on a appelé le libéralisme était né.

Certains historiens se sont demandés si la Révolution ne fut point préparée par des hommes qui voulaient, en isolant l'ouvrier et le désarmant en fait, obtenir de la

main-d'oeuvre à bon marché ? Robespierre, par la loi du maximum bloquant prix et salaires ferma, avec la guillotine en vue, la libre discussion d'embauche. C'était nécessité pour le Comité de Salut Public, sacrifiant peut-être le présent pour sauver l'avenir en faisant face aux épreuves militaires, politiques et sociales. Il n'en frappa pas moins durement les pauvres gens. Ces malheureux qui gémissaient devant leurs foyers sans pain ni feu, dont l'aspect déguenillé disait l'état total de misère, ne comprenaient plus rien à cette Révolution, qu'ils croyaient faite pour eux.

Et quand le tocsin de l'Hôtel de Ville au 9 Thermidor appela les sections au secours de Robespierre, Saint Marcel et Antoine ne bougèrent point, les Gravilliers, les Arcis, les Piques, sections les plus "Sans-Culottes" de Paris, rallièrent Barras et partirent à l'assaut de la Vieille Maison commune.

Marat, lui-même, malgré la violence de certains de ses articles, se défiait, redoutant peut-être ceux que la Révolution appelait les bras nus **qui ne gagnèrent rien au changement de régime**. En 1796, après Prairial, quand Buonarrotti et quelques montagnards s'allièrent avec Babeuf, ce fut l'accord d'une minute : les lendemains victorieux les auraient opposés.

Pour tous les hommes de la Révolution la pensée domina que **la classe ouvrière était une catégorie dangereuse** et disait, mot repris par un chef politique, d'un grand parti de gauche lors d'un congrès à Marseille en 1954 : "s'il y a des salaires anormalement bas reconnaissons aussi qu'il y a des travaux anormalement bas !".

*
* . *

- Fermons cette parenthèse pour en revenir

aux cahiers de doléances rédigés avant la réunion des états généraux, du temps où la société était encore coutumière, corporatiste, hiérarchisée. Les uns sont rédigés par les "exclus" qui revendiquent le droit à la parole : en gros, les mendiants, les juifs et les femmes. Ces dernières-disons plus précisément celles qui constituaient le MLF de l'époque- déniaient à une assemblée la capacité de **"représenter la nation entière tandis que la moitié et plus de la nation n'y siègera pas"**.-Les autres expriment diverses catégories de doléances : politiques, judiciaires, fiscales, corporatives, religieuses, militaires, etc. Des états de fait sont dénoncés et des solutions préconisées.

Ainsi des prêtres réclament le droit au mariage. On s'insurge contre l'inégalité des impôts. Contre l'accumulation des frais de justice dans les arcanes de la procédure. Contre la concurrence déloyale des commerçants exonérés de certaines taxes. On demande la messe en français, un impôt sur les célibataires, le droit de chasse pour tous (mesure d'où résulteront le dépeuplement des forêts françaises et la disparition de plusieurs espèces). Bref, un bouillonnement de réclamations et de suggestions tantôt judicieuses, tantôt saugrenues (la suppression des cloches par exemple) souvent irréalistes, parfois contradictoires (les uns veulent une extension de certaines libertés, d'autres leur restriction).

Telle apparaît au thermomètre des doléances la température, non de la France comme on le prétend trop légèrement, mais des minorités non silencieuses de la France en 1789. Ces cahiers représentent en quelque sorte l'équivalent éphémère des médias d'aujourd'hui, véhicules amplificateurs des récriminations et des agressivités. Comme on le voit, ils traduisent les soucis précis et, si l'on veut, terre à terre, d'un peuple sain, encore sourd aux propagandes et au matraquage, et qui aurait été bien surpris d'apprendre que, quelques semaines plus tard, commencerait la grande chienlit dont la France ne s'est toujours pas remise.

Les cahiers de doléances furent en fait préparés dans les loges maçonniques. L'idéologie révolutionnaire trouve ses premiers propagandistes et son action bénéficie de la trahison de certains agents royaux, tels M. de Malesherbes, chargé de surveiller l'introduction en France des livres étrangers, et qui était en fait complice du clan révolutionnaire. Il est plus que probable que l'argent anglais et celui du duc d'Orléans jouèrent un rôle de premier plan. On peut supposer, du reste, que les deux réseaux se confondaient souvent : les agents anglais qui étaient en contact suivi avec Philippe lui parlaient sûrement d'autre chose que de chevaux et de jockeys !

*
* . *

§ III : LES ORIGINES OCCULTES DE LA REVOLUTION DE 89

/ "UNE MAIN INVISIBLE" A L'OEUVRE ! /

- De l'aveu même de M. Aulard, dans son "Histoire politique de la Révolution Française", **c'est une Assemblée royaliste qui a proclamé la République**, étant observé qu'à l'exception d'un Anglais, Thomas Paine, d'un Prussien, Anarchasis Cloots et d'un Belge, François Robert, personne ne se disait républicain en France à l'époque ! Telle est la raison pour laquelle nous pouvons nous poser beaucoup de questions. Puisqu'on retrouve **les mêmes fautes d'orthographe** dès les cahiers des Etats Généraux, faut-il en conclure qu'ils auraient été dictés par un comité occulte ayant substitué ses propres idées à celles des provinces françaises ?

Qui donc, demande Louis Madelin, après avoir fait rédiger les cahiers, paya la propagande ? Qui donc, demande Madame de la Tour du Pin, a annoncé, **le même jour dans toute la France**, l'arrivée de brigands imaginaires, prétexte pour armer le peuple et créer une garde nationale ? Pouget de Saint-André, dès 1923, se posait beaucoup de questions particulièrement judicieuses : "Le but de la Révolution était-il la réforme des abus et la conquête de la liberté ? Elle aurait dû s'arrêter à la fin de 1789. Avait-elle pour but un changement de régime ? Elle aurait dû s'arrêter au 10 août. Pourquoi a-t-on, suivant l'expression de Granier de Cassagnac, acheté au prix de quatre milliards et de cinquante mille têtes des réformes **que Louis XVI offrait pour rien** ? Pourquoi la Convention a-t-elle versé tant de sang ? On a dit que les proscriptions avaient été causées par la haine du peuple contre les classes privilégiées. Comment alors expliquer la proportion si faible d'aristocrates guillotins, **environ 5% du total des condamnés ?**"

Comme le constate Taine, comment expliquer le sort des Présidents de la Convention -qui étaient du côté du manche : 18 ont été guillotins, 8 déportés, 6 incarcérés, 22 mis hors-la-loi, 3 se sont suicidés et 4 sont devenus fous !

Dès le 24 juillet 1789, Lafayette écrivait : "Une main invisible dirige la population". De même, Bailly dans ses "mémoires" déclare que, dès la prise de la Bastille, il y avait "un moteur invisible qui semait à propos les fausses nouvelles pour perpétuer le trouble. Ce moteur a dû avoir un grand nombre d'agents et, pour avoir suivi ce plan abominable, il faut un esprit profond et beaucoup d'argent. Quelque jour, on connaîtra le génie infernal et le bailleur de fonds !".

A travers ces quelques observations que nous pourrions multiplier par centaines, nous apercevons que ce ne sont pas les "Révolutionnaires" qui ont fait la révolution, mais que nous sommes en face d'une **véritable subversion** dont nous allons découvrir qu'elle était tentaculaire et qu'en définitive, la soi-disant faiblesse de Louis XVI n'est qu'un attrape-nigauds.

Les livres d'Augustin Cochin, mort pour la France en 1916, donnaient la clef de la Révolution française. Cette clé, ce sont **les sociétés de pensée**. Même s'il se mettait du côté de Taine contre Aulard, Cochin reprochait à l'auteur des "**Origines de la France contemporaine**" de donner une explication psychologique de cette époque. Pour lui il faut passer à la sociologie pour la comprendre. Les intérêts, les circonstances sont secondaires. Et les hommes "au-dessous de leur rôle".

Si l'on passe à un autre niveau, tout s'éclaire. Les sociétés de pensée, qui se multiplient à partir de 1730, sont des groupes où se forge l'opinion. Les sociétés sont l'organe démocratique qui parle pour le peuple. Une minorité bien organisée suffit à manoeuvrer l'ensemble, "la majorité silencieuse" comme on dit aujourd'hui. Ce petit noyau des hommes du centre, des adeptes, s'est préparé longuement. Il a développé une partie libérée des faits. Il est sûr d'incarner "les lumières". En 1789, il sera la volonté générale, par le mécanisme simple qui consiste à **souffler d'abord ce qu'**

veut entendre répéter à haute voix. Après, il suffit d'orchestrer, de crier bien fort qu'on exprime le peuple, la base. Cette recette du **centralisme démocratique** n'est pas perdue. Dernière étape : socialisation généralisée, mobilisation, au sens de la levée en masse, mais aussi de l'enrôlement de chacun au service du salut public. Le bon citoyen manifeste, s'enthousiasme-et dénonce. Sinon, il est suspect.

Cette thèse, que Cochin développe dans la **"Révolution et la libre pensée"**, montre qu'en dehors de toute autre force (complôts, influences étrangères), les sociétés de pensée sont une machine suffisante à mouvoir la révolution, et qui crée "le genre d'hommes qui lui sont nécessaires". Les idéologues, dirions-nous. Machine qui détruira l'Ancien Régime, et ne sera arrêtée qu'à Thermidor, dans un sursaut devant la Terreur et la famine, produits de l'abstraction.

*
* *

- Le "philosophisme" du prétendu "Siècle des Lumières" travaillait non pas sur des idées mais sur des mots ; il obtenait de ses adeptes un consensus non sur des réalités, ne leur faisant pratiquer aucune recherche scientifique mais préparait leur adhésion par des votes aux idées (fausses) qu'il répandait dans le but de détruire le système en place. La méthode utilisée par Voltaire et ses semblables consistait à éliminer les "poids morts" (ceux qui refusaient ces aberrations) en utilisant ce que nous nommons aujourd'hui **le terrorisme intellectuel** : soit les railleries soit le silence méprisant. Les adeptes, ceux qui n'avaient pas été éliminés comme "poids morts", atteignaient par étapes successives cette cité des nuées, une cité idéale, pareille à celle décrite par Jean-Jacques Rousseau, où les hommes idéalement bons, achevés sur tous les plans, se dirigent eux-mêmes. Ils sont libres en vertu du premier principe du philosophisme ; ils refusent toute autorité (qui est tyrannie) puisqu'ils sont **in-dépendants**. Non-dépendants car ils ont rejeté toute autorité morale, celle de Dieu, des prêtres et des chefs naturels. Ainsi, à force de se rallier aux opinions "suggérées" par les frères, les adeptes rejettent l'effort intellectuel et matériel de la recherche scientifique ; ils perdent tout sens critique et tout respect de l'autorité. La libre pensée peut dès lors se lancer à l'assaut de l'ancien régime et faire oublier que les sociétés dans leurs principes sont dirigées par une espèce de **trinité** où se confondent justement l'autorité, la discipline et l'ordre.

L'autorité, en effet, est souveraine et ne peut s'incarner qu'au travers **d'un seul homme**. L'autorité est **une** et ne peut pas être divisée par des jeux parlementaires où chacun prétend détenir une absolue vérité. La tranquillité publique est la conséquence directe de l'existence **d'une autorité unique**, donc non partagée, dont l'arme principale est la discipline, enfant jaloux et indispensable des plus grandes décisions. Le système révolutionnaire n'a contribué en fait qu'à détruire cet équilibre naturel né lorsque le monde a commencé à penser en instituant la nécessaire hiérarchie humaine.

- La prise de pouvoir n'était qu'un moyen pour la Révolution ; le but, c'était l'ordre nouveau à construire : la nouvelle société. Or le premier élément de cet ordre c'était la limitation, voire le dépérissement du pouvoir.

Toutes les révolutions commencent dans une contestation, une condamnation du pouvoir établi. Elles mûrissent à travers une crise de l'autorité - dans l'ombre d'un pouvoir inhibé jusque dans sa conscience. La monarchie de Louis XVI, plus tard celle du tsar Nicolas étaient affligées d'un libéralisme délirant. La mise en accusation du pouvoir par l'action révolutionnaire recouvrait **la réaction vitale d'un organisme politique en mal d'autorité**. Les révolutions commencent dans les revendications de liberté, elles finissent dans une **demande de pouvoir**.

Pour l'Italie parlementaire de Victor Emmanuel cette demande prendra la forme du fascisme ; pour la révolution française elle s'incarnera dans Bonaparte. **"Les révolutions liquident la faiblesse et accouchent la force"**, écrit Bertrand de Jouvenel. Les révolutions postérieures à 1789 vérifient l'observation qu'il formule : "De toutes les révolutions commencées au cri de liberté, il n'en est aucune qui n'aboutisse à l'appesantissement du pouvoir". Les révolutions antérieures à 1789, au contraire, mettent des bornes à la puissance publique. Elles visaient moins à prendre le pouvoir qu'à lui donner des limites. Néanmoins ce ne sont pas de simples opérations de bornage. Les révolutions d'Angleterre (et celles des colonies britanniques) se veulent un retour aux

libertés primordiales.

Dans son principe, la révolution de 1789 tendait elle aussi à une "institutio libertatis" : elle était un retour à l'ordre primordial, recherche d'un équilibre rompu par la centralisation monarchique. Mais son libéralisme était **une mystique plus qu'une politique** : il dressait les droits de l'homme face au pouvoir. La Déclaration constituait une forme de contestation radicale. L'héritage du droit naturel entre les mains des nouveaux légistes devenait **un arsenal de la lutte contre les fondements de l'autorité**.

Pour animer la machine, Cochin distingue trois types de manipulateurs :

* **L'homme de comité**, le plus important de tous, mais qui se tient de préférence dans les coulisses et n'est pas un meneur de foules. Un **Laclos**, âme damnée du duc d'Orléans par exemple.

* **Le "vénérable"** lui, est un homme respectable, l'honneur de la société. Son autorité morale est incontestée. C'est souvent un savant de renom (Sylvain Bailly), un grand seigneur libéral (tel le duc de La Rochefoucauld-Liancourt, un philosophe estimé (comme le marquis de Condorcet), parfois même un saint homme (Mgr. Lefranc de Pompignan). Lorsqu'il a joué son rôle, il est rejeté, éliminé : il est guillotiné ou se suicide.

* Enfin, **l'orateur**, "trait d'union entre la machine et la société". C'est **Camille Desmoulins** ameutant le peuple au Palais-Royal, **Saint-Just** excitant les Jacobins en 1793, évidemment Danton.

Mais quand un homme a les qualités pour assumer les trois fonctions à la fois, alors il est bien prêt de maîtriser la machine. Ce fut le cas de Robespierre : homme de comité, mais aussi orateur et réputé pour être "l'incorruptible". Il sera cependant brisé comme les autres.

C'est qu'au travers de la force organisée pour le combat révolutionnaire, une nouvelle classe politique monte et pousse ... La Révolution française a été menée par des notables de l'ancien régime et s'est achevée entre leurs mains (de Boissy d'Anglas à Robespierre et à Talleyrand). En ce sens, elle s'oppose aux révolutions "fascistes" qui ont composé avec l'ordre ancien pour en assimiler les éléments forts et renouveler la classe politique sans rupture totale avec celle précédemment dominante.

*

* * *

- Pour en revenir à la **maçonnerie**, le Fr . .

Sicard de Clauzoles a affirmé lors d'un convent en 1913 : "La franc-maçonnerie peut avec un légitime orgueil considérer la Révolution comme son oeuvre". Dès 1792, dans un texte intitulé "Conjuration contre la religion catholique et les souverains", le Fr . . Le Franc écrit : "Tout ce que nous avons vu exécuter par les Clubs avait été préparé de longue main dans les loges maçonniques". Cette révélation lui valut d'être guillotiné.

Pouget de Saint-André, souligne avec raison que, sur 605 députés du Tiers-Etat, 477 appartenaient à la franc-maçonnerie. Et il cite un document des Archives nationales "Après le 17 juin 1789, écrit le juge Colliette Mégret au ministre de l'Intérieur François, on aurait cru être en loge à l'Assemblée nationale. **La Franc-Maçonnerie a prodigieusement contribué à la Révolution**".

La formule Liberté-Egalité-Fraternité apparaît dans les Loges dès 1740 et, à cette époque, le Grand-Maître de la maçonnerie déclare : "Le monde entier n'est qu'une grande république dont chaque nation est une famille. **C'est pour répandre ces essentielles maximes que notre Société fut d'abord établie**". On le voit, le mondialisme n'est pas né d'hier ! Dix ans avant le "Discours sur l'origine de l'inégalité" de Rousseau, un certain abbé Larudan dans un pamphlet intitulé "Les Francs-Maçons écrasés" écrivait : "on lui découvre (au récipiendaire) **le dessous des cartes** ou plutôt l'objet capital de la Société, qui est **de réduire** tous les hommes à **une égalité réciproque** -(N.D.L.R. : tous pour quelques-uns, c'est par quoi se définit en profondeur le mondialisme)- et de donner au genre humain la liberté naturelle (...)".

Quelle liberté ? celle qu'allait inventer Rousseau : l'homme naît bon et libre.

Les premiers philosophes, vers 1730, croyaient en la nécessité d'éduquer l'homme pour le préparer à cette liberté idéale; leurs successeurs la cherchèrent dans l'économie; les successeurs de ces successeurs décidèrent que la tâche était achevée et décrétèrent l'homme, devenu parfait, mûr pour la démocratie directe, celle qui ne connaît pas de chef, celle qui voit le peuple se diriger lui-même par des votes, celle où l'organe du peuple est la commission (qui passera d'ailleurs à la guillotine dès que les idées toujours en mouvement changent) quand ce n'est pas le parti unique (comme en Union Soviétique de nos jours).

Quelle égalité ? une fois de plus, les sophistes rejettent l'idée des inégalités naturelles; ils ne respectent pas pour autant les masses manipulées (cf. le rôle néfaste des media contemporains) et dominées par la pire des tyrannies, celle d'une organisation anonyme et irresponsable.

En vue de quelle **fraternité** ? "Aimer" le genre humain, pure abstraction puisque nous ne sommes pas des saints, et mépriser les gens de son propre peuple, glorifier celui qui ne nous est rien tout en abandonnant à l'hospice le soin de ses parents vieux et malades, et en dirigeant vers l'avortoir le fœtus humain (sans doute parce que les "droits de l'Homme" ne seraient reconnus qu'à celui qui peut faire entendre sa voix !), belle fraternité que voilà, aujourd'hui en pleine lumière, et qui a éliminé les devoirs les plus naturels ! La fraternité collective est une utopie tant que nous n'aurons pas appris à aimer d'abord notre propre frère. "Charité bien ordonnée commence par soi-même" ? eh bien oui ! aimons et respectons d'abord ceux qui nous sont proches, l'amour du prochain viendra tout naturellement par la suite.

- L'"homo idéologus" n'a plus d'attaches charnelles. C'est pourtant en son nom que des centaines de sociétés de pensée établirent, de 1769 à 1780, une sorte de réseau, sans coordination volontaire apparemment, qui réussit à recouvrir le beau royaume de France. La république des lettres, simple allégorie en 1720, est devenue vers 1770, grâce à Voltaire et aux encyclopédistes, une fort tangible réalité.

Caractères communs à toutes ces sociétés : "On fait de la morale loin de l'action, de la politique loin des affaires". (Cochin). En outre, "les participants (y) figurent comme libres, libérés de toute attache, de toute obligation, de toute fonction sociale". Enfin, on s'y agite, on y cause : "Ce ne sont que débats, élections, députations, correspondances, brigues".

De ces observations, Cochin tire quatre conséquences : **la réalité n'est jamais prise en compte** par les sociétés de pensée; "l'homme personnel" est éliminé au profit d'un "homme socialisé" qui tend à devenir **un chiffre**, ou un être abstrait; les sociétés sélectionnent d'elles-mêmes leurs membres, et les personnalités s'effacent par la force des choses devant l'opinion commune; on s'enflamme sur des propositions - Vérité, Liberté, Justice - sur lesquelles l'accord est unanime car ces "**idées-mots**" ne sont pas vérifiables. Parvenu au pouvoir (il le sera de 1793 à 1794), cet état d'esprit instaure le terrorisme. Le peuple souverain ne peut plus vouloir que socialement, par une volonté unique où les volontés individuelles vont s'absorber.

Cependant, les tireurs de ficelles conservent l'anonymat; en apparence, ils ne retirent aucun profit des succès obtenus par leurs marionnettes. En revanche, ils ne portent aucune responsabilité devant le peuple. **Faut-il changer de politique, on changera de marionnettes** ("pourquoi tu tousses, tonton ?" (Fernand Raynaud), et ce qui, hier, convenait au nom du patriotisme ou de la liberté devient en des jours troubles cause de condamnation à mort (la Terreur, l'Épuration de 1945 n'ont pas d'autres causes).

Ainsi les sociétés de pensée réalisèrent en quelques années la socialisation de la pensée de l'individu puis celle de la personne. La Terreur, exemple-type de "démocratie directe" se lancera peu d'années après dans la socialisation des biens.

/ LA "FACTION D'ORLEANS" /

- Peu avant la Révolution, les lieutenants de police n'osaient plus poursuivre les maçons : "Il faut, écrivait l'un d'eux, **frapper trop haut**". Chose curieuse et statistiquement intéressante, les princes du sang adhérents à l'Ordre étaient tous des **descendants des princes protestants**, de ceux-là mêmes qui avaient fait trembler la monarchie française lors des guerres de religion.

Y a-t-il un rapport entre le protestantisme et la franc-maçonnerie ? Sans aucun doute. Le rejet de la révélation, la négation de tout ordre monarchique, le recours à des assemblées élues plutôt qu'à des chefs naturels, une certaine forme de communisme : tous ces éléments concourent à proposer aux adeptes une idée de gouvernement "parlementariste". Les livres de Voltaire sur l'Angleterre ne sont certainement pas étrangers à ces idées.

C'est le grand écrivain, en effet, qui défendait à cette époque la réputation de la nation anglaise en évoquant Rome. Parallèle d'où il ressort que les Anglais ont été jadis très inférieurs aux Romains en matière religieuse, puisqu'ils étaient fanatiques, ce que les Romains n'étaient pas ; mais que ce temps-là est passé, et qu'ils leur sont devenus très supérieurs dans un autre domaine : la politique. C'est Voltaire-plus encore que Montesquieu et d'autres-qui exalte les institutions anglaises. Son admiration éclate dans plusieurs de ses oeuvres, comme "la Princesse de Babylone". Il évoque "ce mélange heureux... ce concert entre les Communes, les Lords et le roi ... ce gouvernement singulier, ce mélange égal de la liberté et de la royauté... tout ce que la monarchie a d'utile et tout ce qu'une république a de nécessaire...".

Avec ces institutions, Voltaire apprécie la révolution qui leur a conféré leur forme définitive : une révolution propre, non sanglante, très différente de celle qu'on faite Cromwell et ses fanatiques, celle de 1688 -(un siècle plus tard, action du cycle séculaire, c'était celle de 1789- dont nous allons fêter le bicentenaire : 3 cycles ternaires de 300 ans plus un siècle, conduisent au millénaire : "Les mille ans qui firent la France !" et en 1987, nous fêtons le millénaire du premier Capétien. 1989-1993, période cruciale certainement pour l'avenir de la France)-celle donc de la "glorieuse", effectuée contre un Stuart aveugle, incapable de comprendre qu'un roi doit toujours adopter la religion de la majorité de ses sujets. Un Stuart, Jacques II, qui a été remplacé -parce qu'il était un catholique intransigeant- **sans heurt, sans un mort, sans un blessé**, par Guillaume d'Orange, son gendre, et par Mary, sa fille. Voltaire ne les traite ni l'un ni l'autre d'usurpateurs, comme il le fait pour Cromwell. Guillaume est pour lui **"roi légitime d'Angleterre et libérateur de la nation"**. Voltaire a adopté le point de vue classique du parti whig et de ses historiens. Ainsi d'ailleurs que la philosophie de John Locke, qu'il travaille à propager. D'ailleurs, de l'Angleterre, Voltaire aime tout, ou presque tout, et il proclame la supériorité de cette nation : "Elle est supérieure dans la guerre, dans les lois, dans le commerce". Il ajoutera un jour dans les sciences, les techniques, ce qui sera vrai, au moins dans une large mesure. Il rappelle dans le "Siècle de Louis XIV" un mot de ce Cromwell que pourtant il n'aime pas, à cause de son fanatisme : "Je veux que l'on respecte la république anglaise autant que l'on a respecté la république romaine". Pour Voltaire, l'Angleterre est la nouvelle république romaine, les Anglais sont les nouveaux Romains.

Tout a été dit, sans doute, sur le fait que Voltaire n'avait pas vu ou s'était refusé à voir les défauts du système politique britannique de son temps, en particulier sa corruption éhontée ; sur le fait que ses écrits, loin d'être un portrait véritable de l'Angleterre constituant, le plus souvent, le point de départ destiné à soutenir l'une des idées qui lui sont chères. En tout cas, c'est lui, Voltaire, qui a, dans une très large mesure, fourni aux Français une image très répandue, très durable de l'Angleterre, celle d'un pays ayant des institutions bien meilleures que celles de la France, et à qui, pour cette raison, bien des choses ont réussi. Au cours des décennies précédant la Révolution, et même, plus précisément, au cours des années 1787-1788, il existe un mythe, un mirage anglais dans les milieux cultivés français, répandu et vulgarisé par Mirabeau et Brissot grâce à leur périodique l'"Analyse des Papiers anglais". C'est alors qu'il devient de bon ton, chez les grands nobles, d'adhérer à la Franc-Maçonnerie.

- Comme Voltaire, les journalistes sont entendus à des niveaux de la société très divers. A propos des Anglais, André Chénier, de son côté, écrit : "Ils ont une bonne Constitution. Il faut l'imiter". Il pense, pour la France, à une monarchie à l'anglaise. Comme beaucoup... Et pour cette monarchie, il semble qu'il y ait un discret candidat au trône.

Les intentions de Philippe d'Orléans, ce cousin de Louis XVI, semblent claires à beaucoup de ses contemporains : **être le bénéficiaire d'un 1688 français.**

Enfin, autre témoignage de cet état d'esprit : rappelons qu'en mai et juin 1789, au cours de cette période intermédiaire entre la réunion des Etats Généraux (le 5 mai) et le serment du Jeu de Paume (20 juin), au cours de ces six semaines de discussions -votera-t-on par tête ou par ordre ? -les députés du Tiers Etat s'intitulent "Chambre des Communes".

Et c'est là un fait étonnant. Comment cette admiration, cet engouement pour les institutions anglaises peuvent-ils subsister alors que ces institutions -tant vantées, notamment, pour leur efficacité-n'ont pu empêcher la Grande-Bretagne de perdre une guerre, tout récemment ? Une flotte française a pu traverser l'Atlantique, débarquer des troupes en Amérique du Nord, et celles-ci vaincre les Anglais à Yorktown... Il est vraiment curieux que le prestige des institutions britanniques se maintienne en dépit de la guerre de l'Indépendance américaine (1776-1783) et alors qu'un nouveau mythe, un troisième, apparaît dans la psychologie politique française : **un mythe américain**, un ensemble d'images motrices américaines.

On a souvent souligné l'impulsion que la Révolution américaine a donné à la Révolution française. Mais sans très bien discerner comment cette impulsion a été donnée, quelles ont été les courroies de transmission qui l'ont opérée. On a pensé à La Fayette et aux anciens combattants, de la guerre de l'Indépendance. Mais tous sont loin d'avoir joué, au cours de la Révolution, un rôle, même mineur.

En fait, c'est grâce à Rousseau, grâce à l'abbé Raynal, que l'indigène d'Amérique, l'Indien, n'est plus, aux yeux de l'opinion, un être déchu, un être dégénéré, en comparaison des Européens. Il devient l'homme à l'état de nature, l'homme dans l'ordre de nature antérieur au Contrat social. Aucune malédiction d'ordre naturel ne pèse sur lui. Ni d'ailleurs sur le colon, sur le créole. Au contraire. Celui-ci, par ses contacts avec l'Indien, se trouve amené à imiter ses vertus simples et naturelles. En somme, l'Indien constitue la nature sans l'histoire; l'Européen est héritier, porteur d'histoire, mais il a le tort d'être détaché de la nature. L'Américain blanc, le colon d'Amérique du Nord, le créole, réconcilie les deux principes, la nature et l'histoire. Il en constitue l'admirable synthèse.

Les Américains blancs, anglo-saxons, deviennent particulièrement chers à beaucoup de Français cultivés pour trois autres raisons. Tout d'abord parce qu'ils ont fondé une série d'Etats agraires tels que les physiocrates les prônaient; un peuple acquis également - et de bonne heure - à la philosophie des Lumières, et comportant en son sein des Quakers, ces Quakers qui sont chers à Voltaire. Ensuite, parce que les Américains représentent pour ces Français un recommencement, une régénération, un peuple qui bâtit une société nouvelle, en se fondant sur la Nature, sur la Raison, sur la Loi naturelle; un peuple qui réalise leur rêve en quelque sorte. Dernier motif: pour ces Français, précisément, le discours sur l'Amérique, bien moins qu'un discours anti-anglais, est un discours hostile à ce que nous appelons l'Ancien Régime, un discours hostile au régime juridique, politique, religieux, administratif et social de l'ancienne France. Une sorte de recours à l'imaginaire contre la situation politique et sociale de la France, pratiqué par ceux qui sont des partisans du "changement" et qui ne sont pas encore des révolutionnaires.

Il est hors de doute que l'influence de ce "mythe américain" a été renforcée par la venue à Paris de Franklin, par celle de Jefferson, par leur influence sur les Français susceptibles d'écrire, sans atteindre toutefois le poids ni du mythe romain, ni celui du mythe anglais. On se rend très bien compte, en effet, que les conditions géographiques, psychologiques et les données historiques et humaines ne sont pas du tout les mêmes en Amérique du Nord et en France. Là, un pays neuf, ici un pays presque millénaire.

La Révolution française, sans être la fille de la Révolution américaine, en est cependant l'une des conséquences directes pour deux raisons au moins.

-(1) D'abord, parce que le déficit des Finances royales a été aggravé par le coût de l'intervention dans la **guerre d'indépendance**. Faire des économies ? Un énorme secteur demeure incompressible : celui des intérêts des multiples emprunts lancés dans le public. Incompressibles également les dépenses militaires. Quant à la Cour, elle ne représente qu'une charge médiocre. Accroître l'impôt direct ? il est déjà très lourd. Reste l'impôt indirect, panacée des gouvernements timorés qui craignent l'impopularité. Mais il est affermé.

Calonne proposait bien une solution : une subvention territoriale qui eût frappé la terre sans distinction. En clair : **l'abolition des privilèges**. L'assemblée des notables repoussa son projet en 1787, et son successeur, Loménie de Brienne, qui avait repris l'idée, se heurta à la résistance des Parlements. Toute la France noble se mit à réclamer la convocation des Etats-Généraux, près de 180 ans (la moitié du cycle bien connu de 360 ans, ou vingt fois le cycle novenaire) après ceux de 1610. Mais, en 1789, la noblesse visait un autre objectif : **saper l'absolutisme** -(absolutisme dans son éthymologie, voulant dire "indépendant de toute pression", et nullement un pouvoir quasi-dictatorial comme on le croit trop souvent de nos jours !)-, prendre sa revanche sur le pouvoir royal, qui, avec **Richelieu, Louis XIV puis Louis XV**, lui avait enlevé sa puissance politique. En 1788, dans le vocabulaire de la noblesse, se retrouvent non seulement **le langage des philosophes**, eux aussi ennemis de la monarchie absolue de droit divin, mais des expressions comme "lois fondamentales", qui viennent directement du **cardinal de Retz**.

Profitant des embarras financiers du roi, les nobles lancent une nouvelle fronde. Réclamer les Etats-Généraux, c'est vouloir en revenir à la situation antérieure à 1610 limiter l'autorité royale. **Chateaubriand** est péremptoire : ce sont les "patriciens" qui ont commencé la Révolution. Et **Sénac de Meilhan** affirme : "Les aristocrates sont les vrais auteurs de la Révolution".

Ce n'est donc pas la crise économique qui est à l'origine de 1789, mais l'opposition des Parlements et la volonté de la noblesse d'abattre l'absolutisme. Sans cette fronde, il y aurait peut-être eu des jacqueries paysannes, mais il a été plus facile de les arrêter. En fait, **la noblesse libérale se soucie davantage de limiter le pouvoir royal que d'abandonner ses privilèges**. C'est pourtant elle qui va sonner le glas de la féodalité lors de la nuit du 4 août 1789.

- Du fameux problème de l'endettement cumulé du Trésor royal, on ne devait plus guère parler. C'est seulement le 18 août 1790 (un an plus tard !) que l'Assemblée Nationale commençait à aborder la discussion de ce qui aurait dû être son souci principal : la réforme fiscale. Après bien des tergiversations, les mesures adoptées au début de 1791 ne purent produire leurs effets. **Florin Aftalion** en calcule les conséquences : 59% de déficit des rentrées fiscales en 1790, 57% en 1791 !

Comment faire vivre l'Etat dans l'intervalle ? En émettant des assignats ! Mais la dévalorisation rapide de ceux-ci inversement proportionnelle aux quantités émises, appauvrit ceux qui les recevaient, souvent les plus démunis et les moins avertis. S'attaquant aux effets sans vouloir maîtriser les causes, la Convention se lançait alors dans les contrôles et la réglementation ; puis dans la Terreur économique.

Pendant que les assemblées se perdaient dès 1789-90 dans des discussions idéologiques et de plus en plus anti-catholiques, telles que la Constitution civile du clergé l'abolition des vœux ecclésiastiques, ou le "serment civique" imposé aux prêtres, les germes d'une future dictature étaient ainsi semés. Dans ce détournement, les "sociétés de pensée" endossent une responsabilité écrasante. Au lieu d'affronter les problèmes réels pour lesquels, dès les Etats Généraux, le peuple les avait mandatés, les représentants se sont laissés manipuler par des gens dont la préoccupation était bien différente, par ceux qui avaient pour obsession d'"écraser l'Infâme".

La leçon est claire : quand les sociétés de pensée veulent dicter leur loi, toutes les occasions sont bonnes, et le prix de la guerre que Louis XVI livra aux Anglais en Amérique en était une !

- (2) Une autre conséquence de la guerre d'Indépendance américaine peut s'analyser dans le fait que l'Angleterre ne pardonnait pas au Roi de France d'avoir aidé les insurgents d'Amérique à triompher. Bien avant le début de la Révolution de 1789, l'argent anglais était très actif pour entretenir et développer les troubles qui, en ébranlant la Monarchie française, allaient permettre aux Britanniques de rendre à Louis XVI la monnaie de sa pièce. Le principal artisan de ces troubles et des émeutes qui s'ensuivirent : le duc d'Orléans et sa tribu qui, la Révolution ayant eu lieu, intriguent de nouveau à l'envi avec le seul but de forcer le Roi à fuir afin que ce premier soit nommé régent du royaume. L'individu est riche et sent fort bien comment utiliser son argent. Il achète les meuniers pour qu'ils stockent le grain. Il finance les braillards de carrefour et s'acoquine avec les poissardes des halles. Son réseau d'entremetteurs est au point, et ceux-ci ne manquent aucune occasion de dresser les parisiens contre le Roi, par la Reine interposée.

De 1789 à 1790, la Chancellerie d'Orléans répand dans tout le pays projets de cahiers, brochures, mots d'ordre... Les agents de change, les banquiers parisiens, les grands nobles spéculateurs, les Rochefoucauld, les La Fayette, les Lamoignon s'associent aux efforts d'Orléans, ainsi que les grands aventuriers du temps, Talleyrand, Mirabeau, Narbonne; et tous sont maçons. Pour plus d'efficacité, ils ont créé le "Club des Trente" (que nous connaissons bien par les mémoires du Duc de Montmorency-Luxembourg, secrétaire du Grand-Orient et membre des Trente). On y organise la subversion et les émeutes, on désigne les gens à assassiner, on recrute des meneurs.

Pas de complot "orléaniste" ? Holà ! Desmoulins, Danton, Choderlos de Laclos, les hommes du 14 juillet et ceux des journées d'octobre, étaient -Robespierre le savait et Mathiez l'a démontré- les agents du duc d'Orléans. Et celui-ci, on le sait encore, préparait une révolution "à l'anglaise", comme celle de 1688, qui changerait, non point le régime mais la dynastie. Avec d'Orléans à sa tête, la monarchie parlementaire eût procédé à la spoliation des biens du clergé, ce qui eût permis de spéculer et de créer une industrie. Le plan échoua car Louis XVI n'eut pas peur : il était courageux, tandis qu'Orléans, lâche de naissance, ne sut pas profiter des occasions. Contrairement à ce que dit Louis-Philippe, le 14 juillet, il était à Paris et vint se cacher chez sa belle-soeur, la Princesse de Lamballe. Il se glissa même sous un lit ! Sa carence laissa le pouvoir tomber entre les mains des chefs de bande, qu'il avait d'abord lancés, poussés, salariés.

Tout cela lui coûtait si cher, que, dès la fin de 1788, il vint prier Beaumarchais de lui avancer 500 000 livres, lesquelles lui furent refusées. A Londres aussi, en 1789, il alla chercher des fonds. Qu'avait fait de sa fortune cet homme, le plus riche de France ? Louis-Philippe dans ses "Mémoires" ne le dit pas.

Tels sont les faits prouvés ; en dehors des mémoires de Montmorency, nous avons les aveux de Camille Desmoulins, et même des chèques signés de Philippe-Egalité ; le plus fameux est celui qu'il donna à Lazowski, le massacreur d'Orléans.

Grand-Maître du Grand-Orient, le duc d'Orléans ne devait démissionner de ce poste qu'en 1793, sur la "mise au point" suivante :

"Voici mon histoire maçonnique.

"Dans un temps où, assurément, personne ne prévoyait notre Révolution, je m'étais attaché à la Franc-Maçonnerie, qui offrait une sorte d'image de l'égalité, comme je m'étais attaché aux Parlements, qui offraient une sorte d'image de la liberté. J'ai depuis, quitté le fantôme pour la réalité".

Un peu tardivement sans doute ! et le Fr. .'. d'ajouter :
 "Au mois de décembre dernier (1792), le secrétaire du Grand-Orient s'est adressé à la personne qui remplit auprès de moi les fonctions de secrétaire du Grand-Maître pour me faire parvenir une demande relative aux travaux de cette société. Je répondis à celui-ci à la date du 5 janvier (1793) : comme je ne connais pas la manière dont le Grand-Orient est composé et que, d'ailleurs, je pense qu'il ne doit y avoir aucun mystère, ni aucune assemblée secrète dans une République (N.D.L.R. : pouvait-il donc y en avoir une dans une Monarchie ?), je ne veux plus me mêler en rien au Grand-Orient, ni aux assemblées de francs-maçons".

Etait-il soudain devenu dangereux d'appartenir à une Loge plutôt qu'à une autre ?

En vain, Louis-Philippe, le futur "roi des Français", a tenté de battre cette évidence et de justifier le comportement de son père, le prince royal régicide Philippe-Egalité. Plus d'un siècle d'histoire est passé sur ses "Mémoires", sur les protestations pieuses du combattant de Valmy et de Jemmapes -qui fut ensuite le déserteur de Tournai-. Il avait supporté les massacres de Septembre, l'exécution de Louis XVI, l'établissement du Tribunal révolutionnaire, la Loi des Suspects, le début de la Terreur. Que lui fallait-il de plus ?...Il répond lui-même : une menace visant sa personne.

Tel père, tel fils.

Le 6 novembre 1793, le ci-devant duc d'Orléans montait lui-même à l'échafaud. Il avait été "l'idiot utile". Peut-être eut-il, à ce moment, une pensée amère. La machine qui allait le décapiter était l'oeuvre d'un de ses "bien aimés Frères en loge" ! Le docteur Guillotin, sur les ruines du Temple déserté, allait dépêcher, au Grand Architecte et souverain Juge, l'ombre d'un prince qui n'avait même plus de nom, d'un Grand-Maître qui n'était plus rien...

Et le peuple était en train de comprendre sa propre souffrance. Il n'avait été que l'instrument inconsciemment docile de différentes factions alors qu'il croyait pourtant bien être l'artisan des événements. Ce qu'il avait appelé ses victoires ne furent en réalité que celles des tireurs de ficelles : tantôt d'Orléans, tantôt des républicains d'autres fois des maçons, mais jamais les siennes. Y a-t-il un mythe de la Révolution et celui-ci a-t-il pu être développé grâce à Latude, en s'appuyant sur le mythe de la Bastille ?

* * *

§ IV : LE "MACON" AU PIED DU "MUR DE L'ARGENT"

"Faisons-nous une âme libre pour révolutionner la Révolution, et, d'abord, abstenons-nous de dire jamais d'un esprit impartial qu'il outrage la Révolution".

(Edgar QUINET)

/ LE MYTHE DE LA REVOLUTION /

- En France, la noblesse ne fut jamais une "aristocratie", c'est-à-dire un corps ayant une part décisive ou au moins prépondérante dans le gouvernement de l'Etat ainsi que, par exemple, à Venise ou dans l'Angleterre du XVIIIème siècle où l'aristocratie était **réellement** une aristocratie et régentait sans conteste l'Angleterre. La politique constante des rois capétiens depuis le XIIIème siècle avait été d'écarter systématiquement les nobles, c'est-à-dire les guerriers, chevaliers, possesseurs de fiefs de tous les emplois importants pour ne leur laisser que les charges militaires ou honorifiques. **Dès le XVème siècle**, le rôle de la bourgeoisie est prépondérant et l'ambassadeur vénitien Michel Suriano précise que sont réservées exclusivement aux gens du Tiers les fonctions de chancelier, secrétaire d'Etat, présidents et conseillers des cours de justice, trésoriers et receveurs des finances. Et Claude de Seyssel d'écrire dans son "Traité de la Monarchie" : "Chacun du dernier état peut parvenir au second" c'est-à-dire aux emplois administratifs et judiciaires, et il ajoute : "On voit tous les jours les officiers de la justice acquérir les héritages et seigneuries des barons et nobles hommes, et ces nobles venir à telle pauvreté et nécessité qu'ils ne peuvent entretenir l'état de noblesse".

Au XVIème siècle, en effet, l'afflux de l'or espagnol amena une augmentation incessante des prix tandis que les redevances reçues par les seigneurs ne changeaient pas, d'où **une situation ruineuse** pour l'ensemble de la noblesse et même un certain renouvellement de celle-ci. Au XVIIIème siècle, la proportion des familles d'anciens Chevaliers

était infime.

Tous les nobles de cour, nobles d'épée, étaient des militaires. Une des plus importantes ressources financières de cette noblesse consistait en de fructueux mariages. Les mésalliances furent plus fréquentes avant la Révolution qu'après, et la plus haute noblesse ne dédaignait pas de donner ses filles à des "hommes nouveaux" ou aux fils de ceux-ci.

Ce n'était pas par seul intérêt que se pressait à la cour une certaine noblesse. Ce qui l'y attirait était surtout l'attrait d'une permanente, prestigieuse réunion mondaine et au XVIIIème siècle les salons parisiens rivalisèrent avantageusement avec Versailles.

Si la monarchie, dans la seconde moitié du XVIIIe siècle, permet à un Choiseul et à quelques autres de devenir ministres, d'avoir une part effective au gouvernement, c'est qu'en réalité la noblesse avait, depuis longtemps, cessé de former un corps distinct **et se confondait avec la bourgeoisie** où elle se recrutait sans cesse et dont lui venait le plus solide de ses richesses. Le plus grand seigneur, par ses alliances où son ascendance tenait à la bourgeoisie et même au peuple. Seul **privilège** de la noblesse, elle ne payait pas la taille mais devait en contre-partie le service des armes dont le tiers à sa propre demande, en 1439, avait été escompté. Loin d'avoir sur le pays une action prédominante, elle avait été systématiquement écartée du gouvernement de l'Etat et de son administration. Au vrai, ce qui faisait sa supériorité, ce qui la faisait jalouser, c'est le prestige qui s'attache dans tous les pays et à toutes les époques, aux descendants de familles anciennes, illustres.

- Guy RICHARD, dans "la Noblesse d'Affaires au XVIIIème siècle", explique la manière dont s'est formée à la veille de la Révolution une "**noblesse d'affaires**" qui, malice de l'histoire, devait prendre son plein essor au milieu du XIXe siècle. Il montre comment se fraya à travers traditions et préjugés une "zone de passage" entre la grande noblesse et la haute bourgeoisie. Comment, grâce aux sociétés par actions, l'aristocratie se trouve en passe de contrôler tous les secteurs de l'industrie moderne, depuis le charbon jusqu'à l'acier, depuis le verre jusqu'à la chimie. Et cela en vivant "noblement", ce qui était l'antithèse de l'idéal bourgeois.

La royauté avait-elle sauvé la primauté féodale en l'imposant à l'économie capitaliste ? Non, car nul depuis Richelieu, n'avait osé s'attaquer aux vieilles structures juridiques et sociales. La Révolution découla de cette impuissance à se réformer que la monarchie doit essentiellement aux parlements. Elle rendit apparemment impossible le succès de la noblesse d'affaires, mais en brisant la corporation elle favorisa à long terme le triomphe des Wendel et de leurs pareils.

Fait piquant : ce furent les ducs (orléanistes) revenus au pouvoir et la grande bourgeoisie, enfin associés, qui fondèrent la IIIe République.

*
* *
*

- On ne comprendra rien à la convulsion révolutionnaire si l'on n'en reconnaît pas le véritable instigateur et bénéficiaire : **le petit bourgeois** qui va s'emparer de l'Etat et le garder pendant cent-cinquante ans -(encore un multiple du cycle séculaire, et son harmonique supérieur, le cycle de 300 ans!)-, en déchaînant les masses populaires chaque fois qu'il craindra d'être dépossédé à son tour.

Sans doute ce Tier-qui nous gouverne encore mais auquel se substitue de plus en plus **la technocratie**-a-t-il senti que le pouvoir social et politique était à sa portée, par l'affaiblissement moral de ses détenteurs naturels. La noblesse, nous l'avons vu, avait changé d'âme, par l'élimination presque totale de ceux qui représentaient authentiquement la tradition féodale. Une grande partie des "seigneurs" que les chants révolutionnaires menaçaient de "la lanterne" n'étaient plus, en fait, que des aristocrates de très fraîche date. De là, peut-être, leur docilité stupéfiante : rarement une caste dirigeante se laissa évincer plus passivement. De là, d'abord, l'état d'esprit dans lequel ces pseudo-descendants des conquérants germaines se trouvaient depuis vingt ou trente ans.

Tout n'était que **démision**, doute de soi-même, mauvaise conscience soigneusement entretenue, pour la raison que le "gauchisme" (dirait-on aujourd'hui) était à la mode. Une entreprise de **subversion** résulte presque toujours d'un phénomène de ce genre. Le vide par en-haut fait appel d'air. Ainsi s'explique la force extraordinaire du mouvement qui se produisit alors. Témoin la ruée des "Parisiennes". Ces gens-là ne savaient pas ce qu'ils voulaient (**sauf ceux qui faisaient tinter dans leurs poches les écus d'or**, qu'ils avaient distribué à la volée. Deux bataillons auraient suffi pour leur barrer le passage. Mais l'armée comme la royauté, comme la noblesse, ne croyait plus ni à ses droits, ni à son pouvoir. Lors des journées versaillaises, 5 et 6 octobre, une foule anonyme put sans obstacle ramener à Paris les représentants d'une autorité théorique qui, dès lors en deux ou trois "journées", pourrait être humiliée, dépouillée, abolie. Ce qui ouvrit la voie aux robins-qui n'étaient nullement des "Géants", mais des ambitieux médiocres-déclarant agir pour le compte du peuple et à son profit.

On sait que le sort des ouvriers fut pire sous le nouveau régime que sous l'ancien. Et, quant aux paysans, **seuls ceux qui avaient de l'argent**, purent s'emparer des propriétés confisquées. Cinquante ans après la Révolution, le **suffrage était encore censitaire**, et les conditions de travail, dans l'industrie, **dépassaient en rigueur** tout ce qu'on avait connu auparavant depuis le haut Moyen Age. Ainsi finissait l'aventure que les familles (pour la plupart des **périssables** !) expédiées à Versailles par quelques intrigants et par quelques naïfs inaugurèrent en criant : "Du pain ! Du pain !"

Le mois d'octobre 1789 fait réfléchir, parce que c'est sans doute la limite de ce qui, dans la crise politique et sociale ouverte par l'ascension de la bourgeoisie, pouvait encore être conjuré. Après il serait trop tard.

- Les milieux de gauche ont contribué à ce que soit largement répandu de nos jours le mythe suivant lequel le grand chambardement aurait été l'œuvre du petit peuple. Ce furent au contraire les gens du peuple, les vrais, qui ont été les victimes de la Révolution. Ne vit-on pas ceux de l'Ouest être les défenseurs les plus acharnés du trône de l'autel ? ne vit-on pas les bourgeois libéraux se heurter constamment à l'opposition des ouvrières, habituées à travailler seules ou dans de petits ateliers de section ? Nous partageons pleinement l'avis de Me Jacques Charpentier quand il constate "C'est juste titre que la Révolution de 89 a porté la bourgeoisie au pouvoir, car elle était son œuvre". Tous les "rentiers" détenteurs d'obligations d'Etat, si nombreux dans la bourgeoisie parisienne, étaient affolés à l'idée que les caisses royales ne paieraient plus leurs rentes. Ils poussèrent aux Etats Généraux, firent la révolution pour Necker afin qu'on "nationalise" la dette publique. La dette fut nationalisée et bientôt payée en assignats sans valeur...

Nous commémorerons en 1989 une guerre civile. Qui se souviendra des réalités ? Celle-ci par exemple ! le résultat économique et social le plus spectaculaire de la Révolution aura été, sans nul doute, le **transfert massif à la bourgeoisie** de la propriété foncière de l'Eglise et d'une partie de la noblesse. Victoire du progrès ? Victoire bigüe, car elle a engagé cette bourgeoisie - (à la différence de la bourgeoisie anglaise) dans la glèbe jusqu'au cou : elle l'a écartée de l'effort industriel et marchand. Nous en payons encore aujourd'hui les conséquences.

*
* *
*

- Les bourgeois ont fait la révolution en 1789. Cela est indéniable. Acquis aux idées "philosophiques" émanant des écrits de philosophes et de maçons comme Montesquieu et Voltaire, ils prirent prétexte de la réunion des Etats Généraux convoqués par Louis XVI pour trouver remède au déficit latent du Royaume afin de perpétrer leur coup de force. Car, qui nous empêche de penser que ces bourgeois n'aient pas, à la longue, provoqué volontairement ce déséquilibre de la balance financière de la France pour réunir les conditions favorables à engager le processus révolutionnaire de la prise du pouvoir, à leur seul avantage ? Cette technique du coup d'Etat ne s'est-elle pas révélée efficace en d'autres circonstances ensuite ?

En corrompant la branche cadette orléaniste de la Maison de France afin de lui élever toute velléité de remplacement intégral du pouvoir légitime; en finançant l'incroyable

ble luxure et la débauche du quartier royal à Paris; en publiant à la faveur de cette société déréglée d'infâmes pamphlets et de grotesques manifestes contre le Roi et son entourage, en exploitant les famines dues à deux années de sécheresse; en spéculant sur les taxes impopulaires rendant "le mur murant Paris, murmurant(1)" les conjurés isolaient la famille royale du peuple de certains quartiers particulièrement touchés par la crise, se conditionnant ainsi une masse de manoeuvre disposée à accomplir les coups de main qu'il leur faudrait monter pour appuyer leurs intempestives prétentions. En même temps, ils apparaissaient aux yeux de ce petit peuple comme des gens raisonnables et raisonnés, qui, il n'en doutait pas, les sortiraient de sa condition.

Parce qu'il leur manquait l'instruction ces braves gens, allaient devenir complices d'un assassinat, et n'entrevoient pas, du moins dans l'immédiat, qu'ils devaient être les victimes d'un marché de dupes. C'était ne pas penser, en effet, qu'un abbé Sieyès, exhortant les représentants du Tiers Etat à se constituer en assemblée populaire, ne prenait dans les mots qu'il prononçait, que **le moyen d'assurer la suprématie du monde de l'Argent sur le Royaume**, n'entendant toucher à la propriété, pardon ! à ses propriétés, source initiale de profits !

Pour garantir cette suprématie, il ne pouvait être question de confier le pouvoir au peuple. Et de préparer alors une constitution républicaine dans laquelle on remettait les acteurs inconscients de la prise de la Bastille au rang de citoyens "passifs", les citoyens "actifs" étant ceux-là évidemment qui avaient allumé l'incendie grâce à leurs deniers.

La République prenait donc corps dans les affres sanglantes, séparant le peuple de son souverain, et le plaçant devant un fait accompli. **l'Argent, la dévorante puissance d'Argent lui avait acquit les "droits naturels"** définis par le rêveur Jean-Jacques Rousseau. Le peuple devait être satisfait et en rester là, laissant la conduite du pays à une bande de mercantis.

Et c'est alors aussi que nous trouvons cette vérité républicaine que l'apparition de l'Argent dans la forme de l'Etat provoque l'inégalité organique.

Des citoyens exploitent d'autres citoyens la conscience de classe apparaît, le principe de la lutte de classes, que Marx et Lénine ont développé et appliqué, naît spontanément de la république. L'éviction des promoteurs de la chute de la Monarchie par des factions populaires organisées (la Gironde, la Montagne etc...) en atteste. La surenchère idéologique explose, apportant dans son souffle destructeur la dictature des minorités, l'anarchie et la terreur. Les révolutionnaires éliminent physiquement les éléments des autres corps sociaux qui composaient la société monarchique (la noblesse, le clergé) et s'entretuent allègrement au gré des dénonciations des factions rivales. Evoquons seulement les cas de Marat, de Camille Desmoulins, etc. Que de valeurs humaines alors perdues dans cette guerre civile, doublée d'une période de guerres étrangères incessantes, saignant le peuple français à blanc.

- Paysannes dans leur immense majorité, les masses populaires ne tenaient nullement à instaurer un régime dont elles n'avaient pas la moindre idée. Mais "On" parlait et agissait en leur nom. "On" usurpait la souveraineté dont on les avait généreusement gratifiées. "On" noyait et accaparait le pouvoir qu'"On" voulait aussi absolu que celui de Louis XIV. Ce mystérieux "On" représentait une réalité non seulement maçonnique comme le croyait l'abbé Baruel, "bourgeoise" selon la thèse républicaine classique, ou "prolétarienne" selon l'affabulation marxiste. En fait l'appartenance sociale n'était pas déterminante pour une oligarchie, souvent anonyme et peu discernable, **de professionnels** de la pression et de l'agitation, s'engouffrant dans le vide créé par la démission de l'Etat, de sa police, de sa justice et de son armée en 1789.

(1) Il s'agissait des portes de péage contrôlées par les fermiers généraux, sorte de percepteurs d'impôts indirects.

/ LE MYTHE DE LA BASTILLE /

"Nous avons dit que la populace parisienne qu'on appelle la Nation, poussée par les ennemis du roi, ne travailla d'abord que pour eux, ce qui le prouve c'est qu'elle prit la Bastille dont elle n'avait rien à craindre et qu'elle oublia Bicêtre qu'elle ne put éviter; c'est qu'elle mit en fuite ou massacra ceux qui la nourrissaient et l'enrichissaient; qu'elle dispersa les farines que l'on amassait de tous côtés pour elle; et que, dans sa folle ivresse, elle se plaça toujours d'elle-même entre la famine et la révolte".

(Rivarol)

"Pour tout homme impartial,
La Terreur date du 14 juillet"

(Maïouet)

- Contrairement au dogme imposé, "il ne faut pas dire, note Gustave Le Bon, que le peuple a pris la Bastille, attaqué les Tuileries etc. mais bien : quelques meneurs ont réussi, généralement par l'intermédiaire des clubs, des bandes populaires qu'ils ont lancées contre la Bastille, les Tuileries, et et il ajoute : "Ceux qui participèrent aux événements jamais ne soupçonnèrent les puissances invisibles qui les faisaient agir".

Le livre de raison du Patriote Palloy, entrepreneur de bâtiments, confirme ce point de vue. On y lit, en date du 13 juillet 1789 : "J'ai assisté à la grande réunion des frères... nous y avons décidé qu'une insurrection populaire commencera dans le faubourg Saint-Antoine... En distribuant quelque argent à des coquins bien armés, on arrivera peut-être à faire une révolution. Les fonds ne manquent pas. Le Frère Marquis de la Salle prétend que je dois me tenir prêt avec des ouvriers pour aller démolir la Bastille. Depuis si longtemps que j'attends ce sacré chantier !" Et le 14 juillet (au matin) Palloy écrit : "Le plan de l'attaque de la Bastille est prêt... Le gros du peuple ignore tout".

On aura noté la "spontanéité du mouvement populaire" et l'on retiendra que "les fonds ne manquent pas".

A ce sujet, Antoine de Rivarol écrivait : "Les capitalistes voulaient que M. Necker les payât, que tout fût renversé pourvu qu'on les payât". Et Edmund Burke, dans ses "Réflexions sur la Révolution en France", se demandait, en 1790 déjà : "Pourquoi n'a-t-on pas confisqué (les biens) de la longue succession de ministres, de financiers, de banquiers qui se sont enrichis pendant que la nation se ruinait par leurs manœuvres et leurs conseils ? Pourquoi, les biens de M. de la Borde (le pire des banquiers de la Cour) n'ont-ils pas été confisqués plutôt que ceux de l'archevêque de Paris qui n'avaient jamais rien eu de commun avec les fonds publics ? Ce ne fut bien plus tard que Robespierre fit guillotiner vingt-sept anciens fermiers généraux. Il conclut que la révolution est au service des capitalistes dont elle va imposer le pouvoir. Ce qui fait dire à un curé rouge de l'époque : "L'aristocratie marchande plus terrible que l'aristocratie nobiliaire et sacerdotale" !

- Dès le 12 juillet au soir, relève le duc de Castries dans "L'agonie de la Royauté" (Ed. Tallandier), "lentement les faubourgs commencèrent à déverser leur lie. Au matin du 13, des hommes de mauvaise mine brûlaient les barrières des octrois, pillaient les débits de boissons, assaillaient les couvents"; enfin, le 14 juillet, "on ouvrit les portes des prisons et les détenus se mêlèrent à la foule".

On le voit, nous sommes loin de la spontanéité complaisamment décrite dans les manuels et le "peuple" qu'on louange n'était qu'une vile populace. C'est d'ailleurs Marat lui-même qui devait reconnaître que "la Bastille, mal défendue, fut prise par quelques soldats et une troupe d'infortunés, la plupart allemands ou provinciaux"; quant au vrai peuple de Paris, "ces éternels badauds venaient là par curiosité".

Gens de sac et de corde, les émeutiers étaient, de plus, téléguidés. Revenons au duc de Castries qui écrit à ce sujet : **"Ce n'est pas sans préméditation que les émeutiers furent dirigés sur cet objectif symbolique"**- symbole, pour l'opinion publique de l'arbitraire royal- et **"les sept prisonniers que l'on trouva, des fous, des faussaires et un sadique furent portés en triomphe"**.

Ce "symbole de la tyrannie" mérite que l'on s'arrête sur quelques réalités. Chiffres, hommes (5279 prisonniers de 1659 à 1789, soit en cent-trente ans !), fonctionnement. Les rois n'y enfermaient guère par lettres de cachet que des aristocrates, des gens de lettres ou des financiers qui avaient déplu. Sous Louis XIV, c'est la prison chic, "une annexe de la Cour" (Monique Cottret). Elle se démocratise sous Louis XV et dépérit sous Louis XVI : on songe à s'en débarrasser depuis 1784 tant elle est coûteuse, et depuis le 8 juin 1789, l'Académie royale d'architecture s'est prononcée pour édifier sur l'emplacement un monument "décerné par les Etats généraux à Louis XVI, restaurateur de la liberté".

Nous ferions, en effet, bien rire nos ancêtres d'avant 89 en leur expliquant qu'ils n'étaient point libres. Les Français se sont toujours conçus comme des hommes libres et, dans leur langue, le nom même de Franc signifie la liberté. **"Toutes personnes sont franches en ce royaume"**, écrivaient les juristes du XVI^e siècle. On s'est assez moqué de notre goût atavique pour la procédure. Mais il traduisait la conviction que nulle puissance ne peut prévaloir sans des droits positivement établis. Le roi lui-même devait prouver les siens devant les tribunaux.

Au total, la Bastille a l'histoire banale d'une prison modèle. En revanche, le destin du mythe est remarquable. A la fin du XVII^e siècle, les composantes de la légende noire sont en place. Ce n'est que dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle qu'elle cristallise les oppositions politiques. Et que circulent biographies fictives, expériences effrayantes où s'entremêlent récits de prisonniers, contes populaires et imaginaires collectifs. De grands noms participent à ces montages : Voltaire est l'inventeur du Masque de fer ! S'ajoutent à cela des "bavures" du pouvoir : ainsi l'affaire du collier qui discrédita la reine et contribua à associer Bastille et scandale, Bastille et despotisme, Bastille et arbitraire. Ce n'était que sottise. Pourtant le mythe l'emporta sur les réalités.

*
* *
*

- La "prise" de la Bastille elle-même, est uniquement due à l'esprit chevaleresque de son gouverneur. Monsieur de Launay refusa, en effet, de faire canonner les sept ou huit cents sans-culottes et gardes françaises qui tentaient, en vain, de s'emparer de la forteresse. Launay accepta de parlementer, et ce fut sa perte. Infortuné gouverneur dont la tête (coupée avec un sabre mal aiguisé par un "paisible" cuisinier) est promenée au bout d'une fourche à trois branches par une horde où dominent les ivrognes des deux sexes et des tire-laine qui s'en donnent à cœur joie. On la montre au Palais-Royal puis sur le Pont-Neuf où on l'incline devant la statue de Henri IV au milieu des rires de la populace qui crie "Salut ton maître !" Elle est accompagnée, au bout de piques, de pauvres mains d'invalides ou de Suisses, mains honnêtes, non de loups humains, mais d'hommes, ouvertes (pour maudire ou pour en appeler à Dieu ?)

Le procès-verbal relatif aux sept cadavres déposés dans la cour du Châtelet est effrayant. Les corps sont en tas, souillés, déchirés, les faces fracassées. Les porteurs, las de promener les têtes, les ont laissées là, mais à la condition de pouvoir les reprendre le lendemain. Et l'on exige un reçu (si la tête n'est pas rendue, la tête du gardien).

Ainsi "la tuerie s'acheva en saturnale; le spectacle de Paris, ce jour-là, ne fut ni beau, ni glorieux; mais il était lourd de sens et illustrait tragiquement les conséquences de la faiblesse"-celle de Louis XVI-et "déjà la royauté n'était plus que figurative", conclue le Duc de Castries dans l'ouvrage déjà cité.

En effet, le 20 juillet, Louis XVI vint visiter la Bastille dévastée par l'émeute, sans réprouver l'assassinat de ses plus fidèles serviteurs. La population, déroutée par le silence du souverain, supposa que celui-ci approuvait les émeutiers. Elle se rallia

au parti des vainqueurs. Tandis que nombre de Parisiens prétendirent avoir participé à l'assaut, naissaient des légendes rocambolesques. Les murailles de la citadelle étaient tombées sous le feu des canons des assaillants. Or, les murs demeuraient intacts et aucun coup de canon n'avait retenti. N'importe : les boulets avaient offert une brèche. Aux sept prisonniers délivrés, on en ajouta un huitième : le comte de Lorgnes. Personne ne savait qui était ce touchant vieillard... pour la raison qu'il n'avait jamais existé ! On parlait aussi de la découverte d'instruments de torture horribles. Une vieille armure de chevalier devint "un corselet de fer pour fixer un homme dans une immobilité éternelle".

Michelet, Louis Blanc et autres idolâtres de la Révolution, oubliant que la torture était **abolie en France** depuis près d'un demi-siècle reprirent ces légendes sans sourciller. Mieux : ils passèrent sous silence les témoignages portant ombrage à leurs convictions. De sorte que tous ceux qui se veulent les héritiers des Grands Ancêtres de 89 considèrent la prise de la Bastille comme le lever de rideau sur l'épopée glorieuse qu'il convient d'admirer sans réserve, en fermant les yeux sur ses excès et ses crimes. Jusqu'à dorer, ironisait Chateaubriand, le fer de sa guillotine

*
* *
*

- Il fallut attendre 1830 pour que fût remis dans les mémoires les souvenirs du 14 juillet 1789 et, naturellement, ce fut le vieux La Fayette qui s'y employa. Louis-Philippe qui s'efforça durant tout son règne à réconcilier les Français, ne fut pas insensible aux arguments de l'illustre général. Mais le rappel de la prise de la Bastille, eut pour conséquence que ceux qui y avaient participé se manifestèrent, et parfois avec un curieux état d'esprit.

Ce qui excita encore davantage l'appétit des "bastillards", ce fut la pension accordée, le 13 décembre 1832, aux victimes des "trois glorieuses". Sentant que le moment est "climatérique" plus que jamais, les "bastillards" présentèrent une pétition au Roi, celle-ci aboutit et, sur proposition de Montalivet, une ordonnance royale en date du 8 mai 1832, accorde un secours annuel et provisoire de 50 F par an à ceux qui se sont illustrés le 14 juillet 1789.

401 noms furent retenus sur les 5 000 postulants qui s'étaient présentés, et secourus. Après révision, les "pensionnés" n'étaient plus que... 106, en 1833. Suivant André Castélot, ils se comptaient effectivement... 633 le 14 juillet au soir. A la fin du mois de juillet, ils seront 833. La légende était en marche. Et pourtant fait qui surprit le cher Lenotre, le chiffre s'arrêta là. La vérité est parfois bien décevante.

"On n'osait pas résister au peuple qui avait pris la Bastille", avoue Bailly le maire de Paris, dans ses "**Mémoires**". Ces quelques mots prouvent à quel point, même pour les gens réputés raisonnables, la vérité reste affaire de circonstances. En parlant de "prise" et de "peuple", Bailly mentait deux fois, et sciemment pour sauver sa peau. Ce sera le cas pour la plupart des notables, effrayés, démoralisés par ce qui se déroule dans les rues. Lorsqu'ils voudront se ressaisir, il sera trop tard, les meneurs du Palais-Royal-et parmi eux le futur Philippe-Egalité-seront installés, solidement installés.

Ainsi que le regrette Jean Dutoit, "une des grandes leçons de l'Histoire, que personne ne tire jamais, est qu'en définitive **la vraie victime d'une révolution est le peuple** qui la fait. Il s'insurge, il élève des barricades, il se fait tuer, il cause une foule de dégâts aux monuments publics et tout cela se termine par un changement de gouvernement. On retire le pouvoir à des mous et on le donne à des durs. Cela ressemble à la fable de La Fontaine : "Les grenouilles qui demandent un Roi".

Les libertés -anciennes et, surtout, **réelles-** étaient mortes. Se substituait à elles la **Liberté**, avec majuscule quasi obligatoire. Simple fiction qui rappelle celles dont usent notamment les régimes communistes d'aujourd'hui. Ce n'est bien sûr pas fortuitement que les marxistes ont revendiqué Voltaire ni que Lénine s'est inspiré de la Révolution de 1789.

Une des grandes leçons de celle-ci est que le peuple n'a pas fait lui-même

la Révolution, mais que les loges et les sociétés de pensée ont eu un rôle déterminant dans la chute de la monarchie, manoeuvrant le peuple et le conduisant à sa perte. Comme le rappelait en 1880 le sénateur Poriquet, "le 14 juillet 1789 a été le commencement de la terreur". Et, un an plus tard, le 14 juillet 1790, on entendait surtout crier, dans les rues de Paris : "Vive le Roi, la Reine et le petit Dauphin".

*
* *
*

§ V : L'ODEUR DU SANG

"La Révolution est inspirée par Satan lui-même".

(Pie IX)

/ LA REVOLUTION COMMENCE EN 1774 /

- Pierre **Gaxotte** a résumé excellemment l'héritage de Louis XV : "Cinquante-neuf ans de règne sans que la France ait été envahie. Une crise d'inflation pendant la Régence, mais bien vite une monnaie stabilisée, un bon louis d'or, si bon qu'il n'a pas varié jusqu'à la Révolution. Une grande abondance d'argent. Des progrès scientifiques et techniques de toutes sortes. Une population qui croît, mais pas trop vite. Un commerce extérieur si prospère qu'il devra attendre 1825 pour retrouver les mêmes chiffres. Des villes transformées par des intendants aussi bons urbanistes qu'hommes de goût. Dix mille kilomètres de routes ouvertes ou remises en état. Et quel art !".

Louis XV, sans conteste **le plus grand monarque que la France ait jamais eu**, laisse à Louis XVI une France en paix. Il lui a donné la Lorraine et la Corse. (Il ne manque plus que le Comtat Venaissin absorbé sous la Révolution. Nice et la Savoie, qui seront réunis en 1860). Il lui a assuré la sécurité, dans une Europe qui parle et écrit en français, dont les goûts sont français.

Cette sécurité européenne, Louis XV l'a voulue au travers d'un renversement de ses alliances : après la longue lutte menée par Louis XIV contre **la maison d'Autriche**, il s'allie à l'Autriche contre l'Angleterre et la Prusse (1756). Précisément parce que l'Autriche ne peut plus menacer la France d'encerclement. Ce que confirme le "pacte des familles" (1761) signé avec l'Espagne et l'Italie.

Mais c'est une paix gagnée au détriment des colonies d'Extrême-Orient, des Indes et de l'Amérique du Nord, perdues en 1763 - (**deux cycles séculaires plus tard**, nouvelle perte de l'Empire colonial français avec la fin de la guerre d'Algérie et le Traité d'Evian **en 1962**)-. Revers français qui se retournera contre l'Angleterre lorsque les colonies américaines, avec le soutien de la France, se soulèveront.

A Louis XVI, le roi Louis XV confie aussi des institutions rodées et modernes; un système de gouvernement complètement mis à jour. Pierre Gaxotte le décrit : "Voici, tout en haut, **le roi en son Conseil** : c'est la formule même par laquelle s'ouvrent les édits. Le roi ne peut en conscience décider seul. Il décide après avoir pris l'avis des plus éclairés. Le Conseil est donc le législateur suprême, le centre et le moteur de toute la machine. Mais ce singulier est impropre : il existe **un conseil d'en haut**, dont les membres, quatre ou cinq, ont seuls le titre de ministres : c'est le roi décidant en matière d'affaires étrangères, de guerre et de paix. **Un conseil des finances** : c'est le roi ministre de l'Economie nationale. **Un conseil des dépêches** : c'est le roi ministre de l'Intérieur... En dessous des conseils, le chancelier, le contrôleur général, les secrétaires d'Etat aux affaires étrangères, à la guerre, à la marine, à la maison du Roi (avec Paris dans ses attributions), des bureaux de commissions pour préparer les arrêts; quelques intendants des finances et

quelques premiers commis pour diriger les services; trente-deux intendants de provinces pour administrer sur place, et c'est tout".

Louis XV n'a pourtant pas installé ce gouvernement sans mal. Au contraire il a eu **contre lui** une incessante guérilla parlementaire, qu'il a fallu vaincre. Le **"pouvoir absolu"** du roi n'est en effet qu'un mot. Pour être levé, l'impôt doit être voté par les Etats de provinces. Pour être appliquée, la loi doit être enregistrée par les Parlements, les Cours souveraines. Au blocage parlementaire, Louis XV doit les mauvais souvenirs de **la Guerre de sept ans**. Mais il y a pire : ces assemblées résistent pied à pied contre la réforme judiciaire et fiscale dont la France, qui éclate dans ses archaïsmes, a un besoin urgent.

Dans son **"Survол de l'Histoire de France"**, M. René Sédillot note : "Louis voit bien le danger qui menace la dynastie, et le moyen de le dissiper. L'opposition revêt une forme agissante, celle des Parlements : ces **assemblées judiciaires veulent devenir des assemblées politiques**, non seulement par goût du pouvoir, mais pour défendre leur propre statut et leurs privilèges."

Le premier de ces parlements a été créé en 1303 sous Philippe Le Bel. Ils ne sont pas composés d'élus, mais de magistrats qui achètent leur charge. Un statut acquis qu'ils ne veulent pas remettre en cause. Le roi se heurte au **"mur d'argent"**. Sa patience étant épuisée, Louis XV réagit. Le 24 décembre 1770, il se sépare brutalement de **Choiseul** : celui-ci n'a cessé d'intriguer avec les Parlements, en pleine crise politique.

Lorsque Louis XV appelle Maupeou auprès de lui, le Parlement est en état de rébellion. Deux-tiers de ses membres ayant refusé de reprendre leur service, ceux-ci sont aussitôt déchus de leur charge et reçoivent l'ordre de quitter Paris. Les autres magistrats se solidarisent avec eux; ils sont à leur tour expédiés hors de la capitale. Le Parlement de Paris est dissous. Les Parlements de province qui vont s'aligner sur l'attitude de l'assemblée parisienne le seront aussi. Le Conseil d'Etat assure l'intérim.

Un mois plus tard, **le 23 février**, la réforme du chancelier de Maupeou est prête : la féodalité parlementaire est prête; la propriété des charges est supprimée les magistrats sont désormais choisis et payés par le roi qui les rend inamovibles donc indépendants. Enfin, le principal : la justice est gratuite.

Les Parlements croyaient avoir le public pour eux. Il n'y a de protestation que dans l'"intelligentsia" parisienne. La rue n'a pas bougé. En huit mois, dit Pierre Gaxotte, tout fut cassé, démoli et rebâti".

Dans la foulée, l'abbé Terray, responsable des Finances, remanie le système fiscal, simplifie les impôts directs, supprime de nombreuses exemptions...Après deux années de polémiques et de libelles du "parti parlementaire", Voltaire applaudit. En 1774, la bataille politique est gagnée.

C'était la réforme qu'il fallait faire.

Il reste à accomplir une réforme économique, financière et sociale, et à renforcer la réforme administrative et fiscale. Louis XV mort, Louis XVI peut le faire. Pour cela, il lui faudrait du sang-froid, de la volonté, du nerf. Mais ce n'est pas dans son caractère. Ni à vingt ans, ni plus tard. Jacques Bainville résumait la suite en une phrase : "la Révolution a commencé en 1774".

"Le règne de Louis XVI ne continue pas le règne de Louis XV, il en est le démenti", écrit Pierre Gaxotte, qui précise :

"On n'a rien expliqué lorsqu'on a dit que Louis XVI était un brave homme sans volonté, jouet des influences bonnes ou mauvaises qui s'exerçaient tour à tour sur lui. Au vrai, il avait des idées politiques et une doctrine de la monarchie. Elles lui avaient été enseignées par les personnes pieuses préposées à son éducation. Elles venaient du duc de Bourgogne, de Fénelon, de Montesquieu, de Boulainvilliers, des théoriciens qui avaient mis en principe les rébellions des Etats et des Parlements".

La Révolution, rappelait Lamartine dans ses "Confidences", n'est pas venue

"d'en bas", mais "d'en haut" : **elle n'est pas née dans le peuple, mais dans la noblesse, le milieu dirigeant.** Contre un roi, soutient Pierre Gaxotte, qui n'était pas assez roi.

- Bernard Fay, l'historien qui s'est fait l'avocat de Louis XVI, ne le croit pas. Il écrit, dans son livre "La Grande Révolution" : "On oublie les circonstances de ce temps: la haine qui s'était allumée à Versailles et à Paris lors de la mort de Louis XV, la menace que faisait peser la confédération des anciens parlementaires, furieux, avec Choiseul gonflé de haine et secondé par la Reine, par Conti, par Chartres, alors qu'il était seul, inconnu de l'armée, de sa flotte, du clergé et jaloué par ses jeunes frères. Il voulut tirer parti de l'immense popularité qui venait à lui et rallier la nation entière".

Mais, pour obtenir ce ralliement, le nouveau roi commet l'erreur capitale, dont il ne se relèvera pas : après avoir renvoyé les ministres de Louis XV, il rappelle les ministres de Louis XV, il rappelle les Parlements, dissous trois ans plus tôt. Du même coup le roi devient l'ami de ses ennemis. Leur prisonnier. L'autorité passe entre les mains d'un pouvoir parallèle, celui du "parti philosophique" qui n'était rien d'autre que l'aristocratie de gauche régnant sur une France riche où la société est au bord de la crise de nerfs.

La France est d'abord un pays peuplé : 25 à 26 millions d'habitants au cours des années 1780, soit deux fois la population anglaise et prussienne. Ce "boom" démographique a commencé en 1750. Il est lié aux progrès de l'économie et de la politique sociale.

La natalité est la plus forte dans les régions où l'agriculture s'est réformée, où l'artisanat se développe. Cinq millions de Français habitent les villes.

Depuis 1715, la masse monétaire en circulation est passée de 210 millions de livres à 1 milliard. Le commerce extérieur a quintuplé, le commerce intérieur a quadruplé. En Europe, la France est le pays **dont l'administration est la plus "sociale"**: l'Etat crée des fondations hospitalières, recueille les enfants abandonnés, mais il consent aussi des allocations nombreuses, dote les filles méritantes, avantage les pères de famille lors des partages communaux, subvient aux besoins des plus pauvres.

L'apparence veut que l'écart soit immense entre la richesse de la bourgeoisie, de la noblesse, et la pauvreté des campagnes pliant sous le poids de l'impôt. En réalité, l'impôt qui pèse le plus lourd, **la taille**, est prélevée sur les signes extérieurs de richesse: aussi la paysannerie est-elle moins déshéritée qu'elle ne veut elle-même le paraître. En outre, **les paysans possèdent 40% des terres, la noblesse en gardant 25 % et l'Eglise moins de 10 %**. Toute forme de servage a quasiment disparu.

Bientôt, l'essor démographique des classes moyennes et pauvres, qui vivent mieux, se combine avec un début d'antinatalisme familial des classes plus aisées. "On ne peuple pas à la Cour" dit une enquête de 1788. Cela correspond à un état d'esprit : la classe dirigeante ne croit plus en elle.

La noblesse applaudit aux répliques acides du "Mariage de Figaro", de Beaumarchais, qui ridiculise l'instauration monarchique. Elle tolère tout, pour son plaisir. Ses enfants ne sont plus éduqués avec l'autorité et la raideur d'autrefois, mais avec sensibilité et délicatesse. Il n'y a ni ministre ni évêque, ni magistrat ni officier qui ne soit noble. Le parti "philosophique" est surtout le parti des princes. La philosophie du "Contrat Social" de Rousseau, qui fait suite, en 1762, aux travaux de "L'Encyclopédie" et des philosophes de la Nature, c'est-à-dire la théorie de la démocratie égalitaire, est un sujet de conversation de la "société pensante", bien des années avant de devenir la religion des "Droits de l'homme".

On trouve un condensé des idées "avancées" dans "le Code de la Nature" de Morelly, paru en 1755 et que cite Tocqueville; on lit notamment : "Rien dans la société n'appartiendra singulièrement ni en propriété à personne. La propriété est détestable, et celui qui tentera de la répartir sera enfermé pour toute sa vie comme un fou furieux et ennemi de l'humanité. Chaque citoyen sera sustenté, entretenu et

occupé aux dépens du public. Toutes les productions seront amassées dans les magasins publics, pour être distribuées à tous les citoyens et servir aux besoins de la vie. Les villes seront bâties sur le même plan; tous les édifices à l'usage des particuliers seront semblables. **A cinq ans tous les enfants seront enlevés à leur famille et élevés en commun, aux frais de l'Etat, d'une façon uniforme**".

Tout y est : le collectivisme, l'égalitarisme et l'utopie. Cela resterait confidentiel, sans les salons et les libelles. Et surtout sans un redoutable organe d'amplification et de diffusion des idées : **la franc-maçonnerie**. On compte plus de 600 loges en 1788.

Tocqueville relève encore que "l'irréligion était répandue parmi les princes et les beaux esprits (...) On travailla continûment à ôter des âmes la foi qui les avait remplies, et on les laissa vides". "L'Encyclopédie" est lue par de simples curés de campagne. Or l'Eglise de France n'est pas seulement un ordre, comme la noblesse et le Tiers, c'est un corps, un Etat : 135 diocèses, 130 000 prêtres, religieux et religieuses, 600 collèges, où sont élevés 75 000 garçons et filles. Là aussi, le haut-clergé donne le mauvais exemple : **janséniste**, il combat le roi avec le parti d'Orléans. Le bas-clergé apprend à haïr ses évêques, nommés par le roi, qui n'ont plus la foi mais des privilèges. Crise des vocations, dépeuplement des monastères, décadence de Saint-Sulpice où se forme le plus haut clergé du royaume.

Abandonné par la classe dirigeante, la noblesse parisienne, la magistrature, l'Eglise qui ont basculé dans le camp "philosophique", Louis XVI n'a même plus son armée derrière lui. Une ordonnance de 1781 due au maréchal de Ségur a fermé les grades d'officiers supérieurs à tous ceux qui ne pourront faire état de quatre quartiers de noblesse. Un lieutenant sans preuves de noblesse ne peut plus être nommé capitaine comme jadis. Cela casse l'armée en deux, dresse la troupe contre les officiers. Le roi lui-même ne semble pas vouloir donner le moral nécessaire à son armée. "Alors que tous les Capétiens ont été des chefs de guerre, écrit Pierre Gaxotte, Louis XVI n'a pas eu l'occasion de paraître sur un champ de bataille".

Ainsi, nulle part le roi n'est-il vraiment le roi. Cette crise de l'autorité se cristallise en 1788 : une année où rien ne paraît irréparable, et où pourtant tout est en place pour le drame.

De son passage à Paris en 1788, l'Anglais Arthur Young, venu en France pour enquêter sur l'agriculture, retient ce qu'il a vu au Palais-Royal : une Cour des miracles, des orateurs et des stands par dizaines, où se distribuent journaux, brochures et tracts contre le régime : partout aux murs, des affiches aux proclamations incendiaires. Quelque chose qui ressemble à la Sorbonne de mai 1968.

A la craie, sur un mur du Palais de Justice, on a marqué : "Parlement à vendre, ministre à prendre, couronne à louer".

*
* *
*

/ LA COURONNE A LOUER /

- Sans doute, du fait même de lui avoir tranché la tête, les Républicains s'interrogent-ils encore, non sans anxiété, sur la nature vraie de Louis XVI. Ce roi, on l'a dit badin, inintelligent, voire grossier. D'autres, au contraire, ont affirmé que c'était un matois, un homme à qui on ne racontait pas l'Histoire. Parmi tant de contradictions il est bien difficile de s'y reconnaître, et plutôt que d'analyser le malheureux monarque, Girault de Coursac a-t-il préféré redécouvrir le petit duc de Berry, héritier présomptif de la Couronne de France. A en croire l'auteur, le futur Louis XVI aurait été un jeune garçon sûr de soi, à l'esprit ouvert aux disciplines les plus ardues, bref un sujet brillant apte à recevoir les neuves idées du Siècle des Lumières.

Les livres de classe nous cachent et pour cause, **le côté fénélonien de sa formation**. Louis XVI fut trop abreuvé, pendant son enfance, des principes de la "philosophie" de son temps pour n'en point garder l'empreinte. A force d'enseigner au jeune Dauphin que l'homme était bon, que la Liberté était l'un de ses droits impres-

criptibles, que l'Egalité était naturelle, le futur Roi prit en dégoût les moyens d'autorité et en vint à penser que les choses s'arrangeraient toujours. D'où sa gêne et, finalement, ses reculs en face de la subversion.

C'est pourquoi la plupart des historiens le montrent hésitant, velléitaire, fuyant ses responsabilités, impuissant à imposer sa volonté aux intrigues des Grands, aux factions des Parlements, aux calomnies des pamphlétaires. Certes, ils lui reconnaissent des vertus : une parfaite honnêteté, une inépuisable bonté; ils lui accordent, sur un ton où la commisération se mêle à l'ironie d'avoir été un époux fidèle, un père attentif. Puis, ce portrait brossé, le renvoient à ses randonnées dans les fourrés de Marly ou de Versailles quand ce n'est à son établi de serrurier. C'est ainsi que nous fut transmise l'image d'un brave homme lourd et gauche, bornué, dénué de finesse autant que d'énergie.

Cette image est fausse. Peu de princes ont montré, au contraire, tant d'impatience et d'aptitude à s'instruire de tout. Louis XVI ne fut ni un sot, ni un lâche, ni un maladroit. Il possédait, a dit Pierre Gaxotte, des qualités dont quelques-unes au moins étaient d'un roi : "Il était travailleur, attentif, consciencieux, bien intentionné; il avait des connaissances, de la mémoire, du jugement". Jugement que ratifie Bernard Fay en précisant que le dauphin et Marie-Joséphé ayant chéri d'un amour exclusif leur aîné Bourgogne, Louis XVI, si sensible, fut **un enfant mal aimé**. Parents qui devaient trop tôt disparaître, et le "futur" Louis Capet demeura seul à la Cour, sans autre affection que celle du Roi son grand-père.

"A quatorze ans, nous apprend Bernard Fay, il connaissait bien le latin, lisait l'italien, traduisait l'anglais et n'ignorait pas l'allemand. Grâce aux leçons de l'abbé Nollet, il avait une teinture de physique... Sans se piquer de bel esprit comme Provence, il écrivait un français exact, solide et nuancé, d'une belle écriture fine et forte. Mais surtout il excellait en histoire où Jacob-Nicolas Moreau fut son instructeur".

Quand Louis-Auguste succéda à Louis XV, il avait dix neuf ans; il se sentit écrasé : Quel fardeau, dit-il. On ne m'a rien appris. Il me semble que l'univers va tomber sur moi... Le mot est révélateur, il annonce l'avenir du règne. Quel abîme entre cette résignation angoissée et l'espèce d'allégresse joyeuse qui animait Louis XV quand, à 23 ans, il anima, seul, le pouvoir !

- Louis XVI sera cependant le souverain qui portera le plus loin la prospérité, la gloire et le prestige de la France au XVIIIème siècle; il est le seul qui, du XVIIe au XVIIIe siècle, ait réussi dans une guerre sagement menée à battre l'Angleterre et la forcer à signer une paix humiliante. Il est le seul qui était parvenu à réconcilier notre pays avec l'Europe tout entière tout en se créant outre-atlantique des alliés dont le prix devait se révéler immense. On rejoint par conséquent là un Louis XVI qui, pour dissimulé (mais n'avait-il pas été élevé à l'ombre de son aîné, le duc de Bourgogne, un génie celui-là !), n'en était pas moins un fin politique.

En vérité les témoignages écrits, rapportés par P. Girault de Coursac et Bernard Fay et qui tendraient à prouver le bien fondé de leur thèse commune, nous laissent surpris, face au monde trop méconnu, étrange, du XVIIIe siècle, où la raison n'avait pas encore tout-à-fait dompté "des ardeurs de sang"; celles-ci, en définitive, devaient pousser les uns vers les Fêtes galantes, les autres à faire la Révolution. Qu'y pouvait le Roi ?.

On a voulu oublier tout cela, le nier même et salir sa mémoire, afin d'excuser, dans la mesure où cela se pouvait, les horreurs sanguinaires de la Révolution, ses sottises, et la folie de sa politique belliciste, qui nous brouilla avec toute l'Europe, à commencer par nos voisins, puis finit en catastrophe après vingt-trois ans de guerre. On ne doit pas oublier que **cette guerre avait été déclenchée** par les révolutionnaires qui souhaitaient l'utiliser pour empêcher un raffermissement du pouvoir royal et mettre la main sur le gouvernement. Louis XVI étant le roi **le plus populaire de son temps et de sa dynastie** avec Henri IV, il ne parut pas suffisant à ses ennemis de le tuer, il fallut encore le salir. Les républicains entreprirent alors une campagne systématique, soigneuse, raffinée, pour dissimuler tous ses mérites, lui faire attribuer toutes les erreurs, toutes les faiblesses des gouvernements d'alors et transformer

ce règne glorieux, ce règne heureux, ce règne fortuné en une série de bévues coûteuses. L'immense masse de pamphlets publiés de 1790 à 1848 prépara l'oeuvre calomniatrice de Michelet et celle de ses successeurs.

Le rappel des Parlements en 1774 peut-être la plus grosse erreur du règne, condamnait le gouvernement à l'impuissance, voire au mépris. Ils brisèrent les meilleures intentions d'un souverain désireux de réformes. Ce fut l'échec de Turgot puis, après le néfaste Necker, celui de Calonne malgré sa tentative d'en sortir avec l'aide d'une assemblée de notables. L'archevêque de Toulouse, Loménie de Brienne, arrivé au pouvoir en 1787, se heurta à son tour au mauvais vouloir de parlementaires égoïstes et bornés, considérés par une partie de l'opinion "éclairée", c'est-à-dire dévoyée, comme les défenseurs des libertés. Après avoir failli réussir, Brienne, de tempérament conciliant, lassé de la manière forte, décida en juin de négocier avec le Parlement rebelle de Provence et ce fut la catastrophe. L'agitation reprit dans les grandes villes et le Roi, persuadé à la lecture des rapports exagérés de ses gouverneurs, que le pays était à feu et à sang, fit marche arrière. Les Etats-Généraux furent convoqués pour le 1er mai 1789, Brienne puis Lamoignon durent se retirer et Necker fut rappelé. Les Parlements rétablis dans leur puissance, ce fut le signal de désordres à Paris et d'agitation électorale un peu partout. Le gouvernement s'était laissé acculer dans une impasse par son manque de constance dans l'autorité.

Surtout on fait grief à Louis XVI de n'avoir pas jugulé la Révolution dès ses débuts. On ignore qu'il ne le pouvait plus. Avec une armée peu sûre, avec un premier ministre qui le trahissait (Necker) et la finance qui pariait sur la Révolution, sa seule chance était de laisser ses ennemis s'user. Il y parvint presque. En août 1792, la Révolution semblait à bout de souffle; elle ne se prolongea que par l'horreur et le massacre, pour mener la France à sa ruine. A côté de la résistance héroïque d'un Louis XVI, que penser d'un Napoléon, deux fois balayé par la révolution sans résister ? Que penser du malin Louis-Philippe emporté par une matinée d'émeute ? de Napoléon III impuissant dans l'écoulement de ses armées ?...

Le courage et l'humanité de Louis XVI ne se démentiront jamais durant la Révolution; il évita de verser le sang français et versa le sien pour n'avoir voulu ni trahir, ni abandonner son pays, ni le gouvernement pour un parti. On comprend que la Révolution l'ait traîné dans la boue après l'avoir tué; on comprend que la faction orléaniste n'ait cessé de le piétiner (sans en excepter ni Falloux ni Tocqueville). Mais nous ne pouvons sans nous déshonorer laisser insulter Louis XVI, il appartient à chaque Français fidèle à la tradition de la défendre et de répéter :

"Au lieu d'un Roi qui respectait le sang français vous préférez des maîtres qui emprisonnent, fusillent et assomment. Bon appétit, Messieurs".

*
* *
*

/ LES "TROIS GLORIEUSES" /

- La fin de l'Ancien Régime s'articule sur trois dates : juillet 1789, octobre 1789, août 1792. Le 21 janvier 1793 ne sera plus que le symbole de cet événement, son accomplissement ostensible.

Nous avons déjà raconté ci-dessus la prise de la Bastille en la purgeant de ses légendes. Voici maintenant, les effets succédant aux causes, le récit des 5 et 6 octobre 1789, deuxième coup porté à l'édifice millénaire de la vieille monarchie française.

Tout tourne, chez ses assaillants, autour de deux hommes : un noble de vieille robe, un prince de sang, Marie-Joseph de La Fayette, Louis-Philippe d'Orléans. Il y a aussi Mirabeau, le seul vrai génie de la Révolution, qui mourra trop tôt, et qui joue maintenant le rôle d'Orléans.

Pour Pierre Dominique, il ne fait aucun doute que celui-ci a tout machiné, avec l'aide d'une tourbe où brille spécialement Choderlos de Laclos (l'auteur des "Liaisons dangereuses").

Après l'échauffourée du 14 juillet, Mirabeau amène Louis XVI à promettre d'éloigner de Paris les troupes qui entourent la ville et dont on ne s'est pas servi. Aus

sitôt la cour prend peur. Il est question de partir vers Metz ou vers Rambouillet, pour se rapprocher des régiments dont on croit (à tort) être sûr. Les gens du Palais Royal font dès lors courir le bruit que Paris manque de pain, que des "affameurs" en sont cause. On ne conjurera le fléau de la famine qu'en ramenant le roi dans sa capitale, sous la garde de son "bon peuple". Ce peuple qu'il eut la faiblesse de laisser s'armer.

Une foule de femmes, et d'hommes habillés en femmes, sort des faubourgs et se met en marche pour aller chercher "le boulanger, la boulangère et le petit mitron".

Par les dépositions des témoins, on mesure la frénésie incroyable qui régnait parmi les mégères, brandissant couteaux, haches et piques. Partout on a la preuve que les agents d'Orléans mènent la redoutable équipée.

Il serait aisé d'arrêter la colonne. La cour n'essaye même pas. La Fayette, à la tête de vingt mille bourgeois de la Garde nationale, suit le mouvement, espérant en rester maître et servir du même coup d'obscur ambitions personnelles, dans lesquelles on le verra s'empêtrer toute sa vie.

Les esprits ont été échauffés par le banquet qui a réuni les gardes du corps, et au cours duquel certains d'entre eux ont commis quelques extravagances. Avec les Suisses, ils seront seuls pour défendre le palais. Et encore, la plupart partiront au milieu de la nuit, sur l'ordre d'on ne sait où : Trahison ou incurie ?

On sait la suite, que Pierre Dominique fait se dérouler comme sous nos yeux (-"Paris enlève le Roi" -éd. Librairie Académique Perrin). Les deux marées humaines déferlent à Versailles; les quelques fidèles qui veulent réagir; le roi qui tergiverse et dont les scrupules paralysent tout le monde; les premières batailles dans les cours, les jardins, les escaliers; la nuit qui tombe alors que Louis XVI a déjà capitulé; la chientit des "Parisiens" campés dans les casernes et dans les écuries; la deuxième attaque du château, à laquelle la reine échappe de justesse.

L'impopularité de Marie-Antoinette était, elle, bien réelle. On attribuait à celle que l'on appelait "l'Autrichienne" une grande part des erreurs politiques des quinze dernières années et, surtout, le désordre des finances. Les comploteurs comptaient beaucoup sur la haine des femmes, recrutées dans la populace, à l'égard de la Reine et dont les clameurs, au cours de ces deux journées, furent d'une grossièreté et d'une obscénité révoltantes.

C'est elle, pourtant, dans toute cette affaire, qui montre le plus de caractère et de dignité, sinon de discernement. Elle devra, seule, sur un balcon, s'exposer aux injures les plus ignobles de la multitude; La Fayette, éternel gaffeur, le type même de l'aristocrate démagogue, tout de suite débordé, s'efforce de protéger l'infortunée souveraine.

Cela finit par un hideux cortège qui suffirait à déshonorer la Révolution si celle-ci n'avait encore beaucoup d'horreurs et d'ignominies en réserve. Versailles était déserté pour toujours. Le Roi devenait le prisonnier de Paris; le second acte de la tragédie royale s'achevait; le troisième et dernier serait, près de trois ans plus tard, la prise des Tuileries, qui entraînait la chute de la royauté.

Orléans, qui triomphe, a quand même manqué son coup. Le futur Philippe-Egalité voulait fonder une nouvelle dynastie aux dépens de son cousin. Il périra, lui aussi, sous le "rasoir national". Provence, Mirabeau, La Fayette seront quinaud eux aussi. Et qui gagne la partie ? "Les légistes bourgeois, grâce aux trente mille fusils, grâce à la plèbe, grâce aux hommes du pavé".

Ainsi s'effondre une civilisation. Par une suite de petits mouvements que commandent des volontés presque inconscientes. La leçon ne sera jamais trop méditée.

*

* *

- "Il y a, disait Balzac, l'Histoire officielle "ad usum Delphini" et il y a l'autre, la vraie". C'est ce que voulait prouver Joseph de Maistre quand il constatait **"L'Histoire, est une conspiration contre la vérité"**. La vérité, cependant, finit toujours par sortir du puit et sa nudité ne peut effaroucher que les falsificateurs de l'Histoire alors que, tout au contraire, ceux qui

sont de véritables amants de Clio se réjouissent.

L'affaire du 10 Août s'inscrit parmi les tentatives de subversion dont notre passé présente de nombreux exemples. Doit-elle pour autant être considérée comme l'aboutissement logique des troubles advenus depuis la convocation des Etats-Généraux ? Le futur duc Pasquier, observateur d'autant plus lucide qu'il se révélait incapable d'attachement à quelque régime que ce soit, souligne l'étonnante remontée de Louis XVI entre 1791 et 1792.

Depuis les Journées d'Octobre, le Roi non sans intelligence, s'était efforcé de canaliser le flot révolutionnaire. Habile à la Fête de la Fédération, reprenant l'armée en main à la faveur des troubles de Nancy, il ramenait l'un après l'autre, les Constituants et transformait ses adversaires de la veille, Mounier, Mirabeau, Cazalès même, un temps séduit par la Monarchie à l'anglaise, en alliés sûrs. L'évasion manquée et le lugubre retour de Versailles n'avaient guère compromis les efforts de Louis XVI; l'affaire provoqua la nouvelle flambée orléaniste, cent intrigues jacobines (dont une tentative de Chabot pour donner le trône au duc de Brunswick), mais permit au souverain de s'assurer le précieux concours des Triumvirs. Adrien du Port l'auteur le plus conscient et le plus rude de la Révolution, plaçait désormais les vastes ressources de son esprit et de son cœur au service du Roi. Louis, durant sa suspension, montre tant de compétence que nul ne l'empêcha, bien que prisonnier aux Tuileries, de présider le Conseil des ministres. Le vide, créé par l'officielle vacance de l'Exécutif, affolait les députés. Le souverain fut rétabli. Certes, il lui fallut sanctionner une Constitution vicieuse, mais il était en droit d'escompter la rapide érosion des dispositions absurdes; les Constituants n'avaient rien compris, ou rien voulu comprendre des enseignements de Montesquieu. Au lieu de séparer les pouvoirs sous le Roi, ils avaient commis l'épaisse sottise de le cantonner dans l'Exécutif.

Après tout, était-ce si grave ? Combien de fois les Etats-Généraux de l'aurore des temps médiévaux à la banquière florentine, n'avaient-ils formulé semblables exigences ? Louis XVI, féru d'histoire-il lisait Hume dès l'âge de huit ans -savait qu'il faut durer avant de se revancher; le souvenir de Charles V, de Charles VI, d'Henri III, d'Anne d'Autriche lui servait de guide. La médiocrité de l'Assemblée législative le rassurait. Un risque demeurait : **le transfert à la rue du Législatif et du Judiciaire.** Louis XVI n'y croyait pas. Il savait Paris las des agitations de clubs, proche de regretter l'Ancien Régime, tant le petit peuple pâtissait de la mauvaise administration, tant la bourgeoisie désormais satisfaite, puisque, outre l'argent, elle possédait maintenant une partie du pouvoir, appréhendait la contrainte bureaucratique et souffrait de l'incompétence des nouveaux fonctionnaires, dont les Assemblées par électoralisme avaient décuplé le nombre.

La province, longtemps à l'avant-garde de la Révolution, commençait de s'assagir. L'administration, plus pesante encore qu'à Paris, aux mains de citadins inaptes à comprendre les paysans, leur devenait odieuse. Pis, l'application de la Constitution civile du Clergé rejetait dans l'Ouest les plus chauds partisans des réformes de 1789 dans le camp de la tradition. Le conflit religieux, en se superposant à la discorde civile, créait une redistribution des cartes au profit de la Monarchie. Bien sûr, Louis XVI, alors mal informé de l'attitude pontificale, avait-il sanctionné la Constitution civile, mais on le savait revenu sur sa décision, on n'ignorait pas que sa tentative avortée à Varennes procédait de son refus d'accepter les sacrements de prêtres assermentés, on connaissait son irréductible opposition aux mesures vexatoires contre les non-jureurs.

La résistance du pays réel au pays légal allait s'organiser. Le Roi pouvait croire la partie gagnée. La Révolution l'avait débarrassé des Parlements et de l'envahissement des privilégiés. Elle tendait à **créer une fiscalité plus juste** et, s'désordonnée qu'elle apparût, elle contribuait administrativement à servir les idées d'efficacité judiciaire et administrative dont Louis XIV, et plus encore Louis XV, s'étaient faits les promoteurs.

Très souvent, au cours des crises de 1790 et de 1791, la Droite et le Centre avaient **proposé de conférer au Roi la dictature.** Ces projets trop prématurés pour réussir, démontraient à l'évidence la tendance de la Révolution à **fuir la col-**

légialité pour se donner un maître. Rivarol et Mallet, observateurs lumineux de ces temps de ténèbres, **prophétisaient la venue d'un César botté.** Pourquoi, dans un pays où, malgré les agitations de Camille et de ses Cordeliers ou des divagations de Laclos devant les Jacobins, **l'idée légitime demeurait puissamment ancrée,** ce César ne serait-il pas le Roi plutôt mieux botté qu'un autre ?

La clef des prétendus attermolements de Louis XVI se trouve dans cette situation jamais désespérée d'une monarchie millénaire dont le responsable considère, non sans quelques raisons, les troubles du moment comme simples péripéties.

*
* *
- La médiocrité des députés -les Constitu-

ants, à la demande de Robespierre, étaient inéligibles à la première législative -sert puissamment le monarque. Pendant que Vergniaud pérorait, **Louis XVI gouverne.** De nouveau comme au lendemain de la Fédération, passablement d'augures déclarent : "**la Révolution est terminée**". Le plus grand nombre s'en réjouit, quelques forcenés s'en désespèrent. C'est alors que germe dans une tête sulfureuse l'idée homicide dont l'adoption retardera pour un demi-siècle le progrès de l'Occident.

M. Brissart de Warville, important dans la fonction girondine, ne pouvait se consoler de voir la Révolution se terminer ainsi; puisque le feu s'éteignait à l'intérieur, pourquoi n'en point porter à l'extérieur le dernier brandon ? Brissot, homme rétrograde comme la plupart des meneurs du parti philosophique, haïssait l'Empire, réservant ses adorations diffuses à la Prusse fédéricienne, à l'Angleterre capitaliste et à la Sainte Russie du chat à neuf queues.

La France entretenait, depuis le renversement des alliances de 1756, les meilleures relations avec l'antique Maison d'Autriche. Brissot parvint à les troubler. Il allait répétant, sans masquer ses intentions incendiaires : "La guerre est devenue aussi indispensable que l'était, voici trois ans, la prise de la Bastille". La meute girondine s'ébranla. A propos d'affaires très secondaires, rassemblements d'émigrés et princes possessionnés d'Alsace, la tension devint très vive en dépit de l'humeur conciliante du gouvernement aulique.

Le Roi s'oppose au conflit sans en méconnaître les avantages : si la guerre est gagnée, l'unité se cimentera dans la victoire, si la défaite survient, Louis XVI pourra seul négocier utilement avec le vainqueur, et partant recouvrer son autorité. L'empereur Léopold défend la paix. Louis XVI cherche encore à la préserver et, le 9 mars 1792, renvoie le fils naturel du Bien-Aimé, le comte de Narbonne, partisan d'une aimable pétarade contre les principicules rhénans. La gauche de l'Assemblée prend feu, l'avocat Vergniaud déverse les flots d'une corrosive éloquence, provoque la mise en accusation du pacifique Lessart, responsable des Affaires étrangères. Le ministère Feuillant se disloque et le Roi, soucieux d'observer, en attendant des jours meilleurs, l'esprit même de la Constitution, appelle les Girondins au Conseil, la plupart des marionnettes aux mains des bellicistes.

Dumouriez, qui aime sincèrement Louis XVI et méprise les gauches, obtient l'entrée en campagne malgré le souverain et Robespierre. Malgré son savoir et son expérience, il se trompe du tout au tout. Il espérait gagner la Prusse: elle s'allie à l'Empire; séduire les Ottomans : ils demeurent l'anneau au bras. L'Assemblée, en proie à la panique, se donne en spectacle. La Gironde mène l'assaut, relance l'affaire des prêtres fidèles, vote la dissolution de la Garde constitutionnelle et, sachant Paris indifférent, décrète la formation au Champ-de-Mars d'un camp de 20 000 Fédérés appelés des provinces.

Dumouriez s'inquiète, supplie le Roi de sanctionner les décrets. C'est là le dialogue de sourds entre un agnostique très dix-huitième et un souverain sacré. Louis permet la réunion des Fédérés et la dissolution de sa garde, abandonne ses dernières sûretés personnelles, mais se refuse à transiger sur la survie de prêtres innocents. Il ne s'est pas toujours montré un roi énergique, mais il demeure un chrétien exemplaire. Il a naguère accepté la Constitution civile et le remords le taraude. Dumouriez lui fait valoir les avantages d'une ultime concession. Le lieutenant-général croit à la prétendue faiblesse de son maître, il découvre une lame de fer.

Le militaire, trop politique, prend congé, non sans désespoir, du roi trop consciencieux. **Louis XVI marche désormais vers le martyre.**

Le 20 juin 1792, le monarque, surpris dans son palais, fait si bonne figure qu'il fait reculer la subversion. Comme le duc de Normandie, futur Charles V, il compose adroitement avec une populace à bout de souffle. Hier, le chaperon rouge et blanc d'Etienne Marcel, aujourd'hui le bonnet rouge suintant de sueur, coiffe le prince sans le déshonorer. La France entière tressaillit de l'insulte faite à son chef. En hors des bas-fonds et d'une poignée de calculateurs, chacun s'indigna... **Ce fut une extraordinaire flambée de loyalisme...** En ces heures lamentables, **le Roi redevenait Père.** La France ne voulait pas mourir. **Louis XVI conservait plus de chances à l'été de 1792 qu'Henri III au printemps de 1588.** Les grandes colères étaient tombées, l'heure de l'audace sonnait.

Le Bourbon, toutefois comme lors de l'affaire de Varennes, ne pouvait, à l'imitation du Valois, quitter la ville en laissant sa famille. Louise de Vaudémont craignait rien, Marie-Antoinette pouvait appréhender le pire. Henri n'avait pas d'enfant. Louis chérissait le Dauphin et Madame Royale. Le vainqueur de Mon contour se savait capable de galvaniser les soldats et de dompter la province. Par-dessus tout, Louis XVI, fruit d'une époque policée, avait le sang en horreur. Père de ses sujets, il préférerait s'exposer au parricide que de frapper quelques-uns vite et fort pour éviter de plus grands maux. Henri s'était instruit dans Machiavel, Louis dans Fénelon. Le cinquième Bourbonne quittera donc point Paris.

A la vérité, rien n'est perdu. Malgré les meneurs, l'Assemblée craignant le pire, la dictature de la rue ou le retour pur et simple à l'Ancien Régime, n'adhère pas aux sanglants projets des Danton, des Robespierre et des chefs faubouriens. Le 28 juin encore, La Fayette a fait condamner à la Législative les agissements jacobins par 339 voix contre 234. Il eût même, à la tête d'une légion constitutionnelle et en présence de Louis XVI venu là comme pour une revue, fermé le club si la reine n'avait livré le secret à la Commune pour éviter d'être sauvée par cet être exécré. Ayant en vain appelé de nouveau ses partisans, le "Héros des Deux-Mondes" s'en était retourné vers les mauvaises troupes dont les Autrichiens et désormais les Prussiens, tiraient allégrement les chausses.

Le 7 juillet, l'Assemblée, dans un moment d'enthousiasme provoqué par le discours de M. Lamourette, se donna le baiser de la paix, et courut d'un seul élan porter au Roi la nouvelle de la concorde retrouvée.. Le lendemain, c'était au Manège la grande reprise des vociférations et des soufflets. Vint la célébration du 14 juillet. Louis se rendit au Champ-de-Mars. Pour montrer son respect des usages nouveaux, il avait dépouillé son Saint-Esprit, ne portant que le Cordon Rouge. Mais, sur la prison des tribunes, l'Assemblée continuait de désorganiser l'Exécutif, le privait de toute défense, coupait le château des sections fidèles.

La position du Roi devenait précaire, mais il ignorait la peur. Les Girondins, en revanche, perdaient leur assurance. Privés de Dumouriez, ils se sentaient mal à l'aise et, contre un retour aux ministères, eussent volontiers embrassé le "parti de la Cour". Ainsi, Louis XVI l'eût-il voulu, ramenait à lui, comme précédemment toutes les autres factions qu'animait de ses exhortations enfiévrées la très romaine dame Roland. Le souverain méprisait la Gironde et la savait dépassée par des éléments furieux, mais pratiquement apolitiques, dont le fameux Danton lui-même contrôlait à peine les débordements.

La Reine, que Mirabeau, seul des révolutionnaires, avait jadis séduite, car elle continuait à se méfier des Triumvirs en dépit du dévouement témoigné par Barnave ne pouvait escompter, pour mettre fin au drame, qu'une victoire des Impériaux. Loin d'adopter une position d'ultra, elle appréhendait autant les appétits de Provence et d'Artois que les diableries jacobines, et craignait, en cas de succès des Austro-Prussiens, l'interposition des princes émigrés entre les vainqueurs et la France. Du même coup, elle souhaitait l'entente directe avec Vienne et Berlin.

/ L'ASSOMPTION D'UNE REINE /

- Louis XVI avait été mal marié. On a reproché à l'historien contemporain Bernard Fay de n'avoir pas été tendre pour Marie-Antoinette. Le martyre de la reine, l'ignoble déchainement de haine qui la poursuivit jusqu'à son supplice, son attitude devant les infâmes calomnies de ses juges, ne doivent sans doute pas nous faire oublier ses fautes, sa légèreté, son goût brouillon de l'intrigue, son absence totale de sens politique. Le jugement sévère, mais justifié, que porte sur elle Bernard Fay rend plus sensible encore l'erreur que commit Louis XVI en lui témoignant une inlassable mansuétude. Comme l'écrit Pierre Gaxotte, **la bonté du roi fit plus de mal à la monarchie que les maîtresses de Louis XV.**

Faut-il pourtant condamner en bloc la femme de Louis XVI qui, entrée dans notre Histoire à l'âge de 14 ans, en sortait vingt-quatre ans plus tard le col privé de tête mais la poitrine emplie de cœur. **"Faire le bien et être calomnié, c'est chose royale"**. Cela résume la vie de Marie-Antoinette qui a connu trois sortes d'ennemis : tout d'abord les jacobins et robespierristes dont la haine n'a pas désarmé depuis deux siècles; ensuite, les "louis-seizistes", hommes de droite ou qui se croient tels : pour eux, le trop humain roi-serrurier fut le meilleur monarque français, à la fois viril, décidé et lucide; enfin les historiens pour concierges: en accusant Marie-Antoinette, ils cèdent à une facilité de plume, et à ce que le public attend d'eux.

Or, en étudiant la Révolution, telle qu'elle fut vraiment, c'est-à-dire dans son exacte ignominie, on n'y aperçoit que de la lâcheté. La reine qui avait l'art des formules, l'a dit elle-même : "Toute cette Révolution n'est qu'une suite de la peur". Et Cambon l'avouera après coup : "Nous nous redoutions tous-comme dans la nuit". **Seule la reine montra du courage.** Pour Gérard Hupin qui a commis "Marie-Antoinette victime de la subversion", le seul homme que le Roi trouvait en ses conseils était la Reine. Le parti de la Révolution le sait et c'est contre elle qu'il dirige son assaut. L'assaut, on en connaît les formes : pamphlets, libelles, l'Affaire du Collier. Le parti, quel est-il ? nous l'avons désigné dès le début de ce chapitre. Comme nous, Me Hupin voit, s'appuyant sur des textes, dans la Maçonnerie **"le chef d'orchestre de ce concert infernal"** qui devait produire la cacophonie sanglante de la Révolution. Le "complot" contre la Monarchie réside à la fois dans les intrigues de Cour se recoupant avec celles de la Maçonnerie, si l'on songe au duc d'Orléans, au rôle joué par une police politique peu fidèle, au jeu de l'Angleterre enfin, croyant au moins initialement, que **tout ce qui abaisse la France la sert.**

Il y a une émotion indubitable dans les pages que Gérard Hutin consacre à la jeune princesse, encore une enfant, arrivant dans cette cour (française) divisée par les coteries et où, aussitôt, elle sera en butte à l'hostilité des adversaires attardés du renversement des alliances, en butte aussitôt à des calomnies qui la poursuivront toujours. Il nous la montre, quand les mauvais jours seront venus, faisant front avec une vaillance, une fermeté, une clairvoyance qui en font une grande reine. Il nous montre enfin, la reine martyre.

Doutant de la légitimité de son pouvoir, croyant à la bonté infinie de l'homme, serré dans une dévotion étroite et superstitieuse, bercé de niaiseries égalitaires, **Louis XVI fut détrôné**, pourrait-on dire, **avant d'être roi.** Mais à côté de lui, il avait celle qui, sans aucun doute, n'aimait pas l'effort, mais qui possédait en elle ce qui ne s'enseigne nulle part : Marie-Antoinette avait, en effet, **l'instinct de la grandeur**, la foi monarchique, la certitude de son bon droit, une intuition aigüe pour distinguer les fidèles des traîtres, et une inébranlable fermeté.

Pour le public qui ne comprend pas le renversement des alliances mené par Louis XV et Marie-Thérèse, véritables voyants de l'avenir, elle reste "l'Autrichienne". Pour ceux qui préparent la chute de la monarchie, d'emblée elle est réellement le seul obstacle à la Révolution. Aussi tout le bien qu'elle fait est passé sous silence, et l'on ne parvint à la faire haïr du menu peuple qu'en utilisant de vils mensonges.

Autrichienne, elle qui, présentant à son fils le glorieux bailli de Suffren lui recommandait d'apprendre "à entendre prononcer et à prononcer lui-même le nom des héros défenseurs de la Patrie" ! Elle qui refusa de parler au Roi, en 1778, pour qu'il

accepte d'aider son frère l'Empereur Joseph lors du conflit avec Frédéric II au sujet de la succession de Bavière. Maurepas lui ayant représenté qu'une telle guerre n'était pas d'accord avec les intérêts de la France.

Autrichienne, elle qui, en 1787, se refusa de plaider auprès du Roi pour qu'il donne la succession de Vergennes à un ministre agréable au même Joseph II, disant qu'il n'était pas juste que la Cour de Vienne nommât les ministres de Versailles. Elle qui, en 1791, écrivit ceci au sujet de la Déclaration de Pillnitz : "On dit que "dans cet accord", les deux puissances (NDLR : l'Autriche et la Prusse) s'engagent à ne jamais souffrir que la nouvelle constitution française s'établisse. Il y a sûrement des points auxquels les puissances ont droit de s'opposer, mais pour ce qui concerne les lois intérieures d'un pays, chacun est maître d'adopter dans le sien ce qui lui convient".

On aimerait que nos hommes politiques, aient adopté une telle attitude dans le cas de l'Espagne par exemple.

Il faudrait cerner bien davantage le fond de la personnalité de Marie-Antoinette. Très bavarde, trop bavarde, mais franche, bonne et généreuse avant tout. Parce qu'elle riait beaucoup, on la disait moqueuse. Parce qu'elle voit régulièrement ses amies, on la suppose familière. Parce qu'elle répond le plus souvent à l'amitié d'un entourage dévoué, on la déclare amoureuse. Parce qu'elle achète Saint Cloud, à l'air plus salubre que celui de Versailles, on l'estime prodigue. Parce qu'elle sort souvent le soir, ses déambulations paraissent suspectes. Trop bienveillante, on l'accuse d'être coquette. Lorsqu'on l'oblige à s'approcher d'une table de jeux, la voilà dépensant les deniers de l'Etat. Riant, chantant et dansant jusqu'à 25 ans, la voilà frivole. N'appartenant à aucune coterie, on la considère ingrate. Ayant perdu le sens de l'amusement, devenue pessimiste, la voici intrigante. Marivaudant comme cela était de son âge, on lui fait une réputation de légère.

Sa vie conjugale avec Louis XVI suscita maints pamphlets obscènes : seules étaient pourtant en cause, dicit le médecin Lassone, la nonchalance et la paresse du roi.

Peut-on l'accuser d'avoir servi une seule fois les intérêts de l'Autriche au détriment de ceux de la France ? nous répondons encore une fois non. Nous avons ici des faits et non des racontars. Ceux que nous avons déjà cités ci-avant, et puis cette lettre admirable de Marie-Antoinette à Joseph II : "Vous savez combien le Roi est parfait pour moi, et il n'agit que d'après son coeur quand il est question de vous; je ne fais de vœux si ardents pour personne que pour vous, mais vous comprendrez que je ne sois pas libre aujourd'hui sur les affaires qui concernent la France : vraisemblablement, je serai fort mal venue à m'en mêler, surtout sur une chose qui n'est pas acceptée au conseil : on y verrait faiblesse ou ambition. Enfin, mon cher frère, **je suis maintenant Française avant d'être Autrichienne**".

En pleine guerre franco-autrichienne, enfermée à la prison du Temple, elle écrit encore ces lignes admirables au fidèle François Hue, second valet de chambre de Louis XVI : "Tout m'annonce que je dois être séparée du roi... Rappelez au roi, quand vous pourrez lui parler seul, que l'impatience de briser nos fers ne doit jamais arracher de lui aucun sacrifice indigne de sa gloire. Surtout **point de démembrement de la France**. Que sur ce point aucune considération ne l'égare; qu'il ne s'effraye pas pour ma soeur (Madame Elisabeth) ni pour moi. Représentez-lui que toutes deux nous préférons voir plutôt **notre captivité indéfiniment prolongée** que d'en devoir la fin à l'abandon de la moindre place... **L'intérêt de la France avant tout !**"

Ainsi était l'Autrichienne.

Elle traversera l'ignominie de la Révolution comme un fleuve aux eaux pures traverse un lac fangeux.

*
* *
*

- C'est pourquoi -(avec Alexis CURVERS, auquel nous empruntons les lignes qui suivent)- nous admirons fort les historiens qui tel Gérard Hupin, s'appliquent à retracer la genèse et les vicissitudes, à démontrer les ressorts de cette Révolution devant laquelle le courage nous manque de chercher même à la comprendre. Leurs travaux, certes, sont aussi méritoires qu'utiles, et sont aussi utiles qu'ils donnent à réfléchir à des lecteurs dont la majorité n'a pas plus envie de réfléchir sur le passé que sur le présent, ni encore moins sur leurs similitudes à vrai dire effrayantes. L'analyse de la Révolution et de ses facteurs déterminants devrait nous servir de leçon, mais n'a plus rien à modifier au jugement moral qu'il convient de prononcer immédiatement sur elle, et qui relève de la simple conscience instinctive. Pour nous, la cause est entendue : **tout ce qui touche à la Révolution répugne à première vue.** Un système de gouvernement n'a plus à être dénoncé, quand il autorise et encourage les citoyens à promener au haut d'une pique les têtes qu'ils ont coupées (celle de la princesse de Lamballe sous la fenêtre de Marie-Antoinette qui était son amie) ou quand il dégrade un enfant jusqu'à lui arracher des calomnies infâmes contre sa mère; ce régime s'est par de tels actes suffisamment accusé, déshonoré, jugé et condamné lui-même, ainsi que tous ceux de ses apologistes qui trouvent à ces abominations ne fût-ce que l'ombre d'une excuse compensatoire.

Et d'ailleurs se condamne de même, quels qu'en soient les couleurs et les titres, tout régime qui s'établit et se maintient par de pareilles méchancetés contre nature. Ce n'est pas une question de parti. Peut-être l'ancien régime, en perpétrant cette autre abomination qu'avait été le supplice de Damiens, s'était-il porté à lui-même, dans le secret des âmes et des fatalités, le coup dont il ne se relèverait pas. Mais les tourmenteurs de Marie-Antoinette ne réparèrent pas en 1793 le mal causé par les bourreaux de 1757. Au contraire, ils l'aggravent et ne font que le rendre de plus en plus virulent et de plus en plus inexpiable. **Le mal engendre nécessairement le mal.** Il a beau se déplacer, il a beau changer de masque, le mal qu'il engendre est toujours le même mal.

Les souffrances de Marie-Antoinette n'ont donc pas été vaines : elles sont, comme toute souffrance, le prix dont se paie régulièrement la révélation de l'essence même du mal, par conséquent la définition, la certitude et l'évidence du bien. On prie, avec Jésus, que s'éloigne le Calice. Mais le calice bu jusqu'à la lie devient un calice de salut. Les ténèbres deviennent lumière. Et la victime de l'injustice, par le témoignage immortel qu'elle rend à la justice et à la vérité, devient objet d'amour.

Personne ne sait, nous ne savons pas nous mêmes combien nous sommes qui formons de par le monde, et à travers ses générations, cette étrange confrérie, cette société secrète qui n'a pourtant rien à cacher : **celle des amoureux de Marie-Antoinette.**

Ceux-ci, fût-ce quand l'un d'eux en rencontre un autre par hasard, se devinrent aussitôt entre eux sans recourir à aucun signe de reconnaissance. C'est un ordre de chevalerie qui se recrute non par droit mais par grâce native, encore qu'il soit ouvert à tous, et qu'il ne soit pas rare que les gens de peu s'y distinguent plus que les seigneurs. Chacun y est individuellement solidaire des membres fondateurs dont le nom ou seulement le passage a marqué un moment du calvaire de la Reine : petite foule silencieuse des derniers fidèles parmi lesquels, pour qu'il ne soit pas dit que tout reste d'humanité puisse jamais s'effacer de la terre, se relayèrent Fersen, la princesse de Lamballe, Madame Elisabeth, le légendaire chevalier de Maison-Rouge, mais aussi des inconnus, hommes et femmes du personnel des prisons, et ce prêtre réfractaire qui réussit à introduire le viatique du ciel dans le cachot de la Conciergerie, et cet enfant qui seul dans le faubourg Saint-Honoré osa envoyer un baiser à la condamnée, et jusqu'à ce petit chien gémissant qui ne s'était séparé d'elle qu'au départ de la charrette... Et sans doute est-ce de ces âmes héroïquement humbles et désolées que la reine de France, à l'instant suprême, se sentit la plus proche. Car s'il est un cas où les principes de liberté, d'égalité et de fraternité ne se démentirent pas dans la pratique, c'est à Marie-Antoinette et à ses compagnons de misère que la Révolution le doit.

Les uns risquèrent et donnèrent leurs biens et leur vie, les autres n'eurent à offrir qu'un verre d'eau, un regard à la dérobée, un geste d'adieu, une marque de respect et de compassion. Leur mémoire à tous est bénie. Très peu d'entre eux ont rendu du public le témoignage de ce qu'ils ont vu, de ce qu'ils ont fait. Cependant nous les connaissons, pour peu que nous appartenions à cette postérité spirituelle qu'ils ont laissée, en qui leur cœur n'a pas fini de battre. Et nous continuons après eux de recueillir et de recenser comme des reliques sans prix jusqu'aux moindres objets que la Reine a touchés d'un rayon de sa grandeur et de sa grâce, jusqu'à l'écho toujours vibrant de ses moindres paroles, jusqu'aux plus fugitifs reflets de son visage et de sa présence. Nous ne nous lassons pas d'explorer un à un les détours tantôt si charmants, tantôt si inconsiderés, tantôt si tragiques **mais toujours si nobles de son extraordinaire destinée**. Et nous en sommes récompensés par la permanente résurrection du passé dont elle fut l'âme; comme ces deux dames anglaises qui, vers la fin du XIX^e siècle, parcourant les jardins déserts de Trianon, eurent soudain la vision précise des personnages qui s'y étaient promenés un certain jour du siècle précédent, portant naturellement leurs costumes Louis XVI, parmi les bosquets en fleurs et les bâtiments miraculeusement restaurés dans leur splendeur d'alors. Et dans un coin de ce tableau vivant, familièrement assise sur un banc de pierre dont ne subsiste plus que la trace, **une certaine Dame en blanc...**

Ces jours enchantés de Trianon furent-ils d'ailleurs aussi heureux que le décor en était beau ? C'est un secret que Marie-Antoinette n'a pas trahi. Jeune femme ivre de vie, il est impossible qu'elle n'ait pas été longtemps impatientée et déçue par un mari qui, lui aussi, n'attendait que les premiers coups du sort pour se révéler -et sans doute pour se découvrir- un tout autre homme que ne l'annonçait sa bonne série première.

Le précepteur des quatre fils de France avait surnommé les jeunes princes ses élèves : **le Fin, le Faible, le Fourbe et le Fol**.

Le Fin, bien malheureusement, mourut le premier, et c'était le dauphin. Le Fourbe était le comte de Provence, dont la fourberie assagie fit merveille quand il devint Louis XVIII. Le comte d'Artois était le Fol, qui devait plus tard, sous le nom de Charles X, et toujours sans y rien comprendre, enterrer définitivement la couronne légitime. Reste le Faible qui régna le premier, et ce fut Louis XVI.

Marie-Antoinette était forte mais, laissant son mari régner comme il pouvait se contenta d'abord de l'illusion de régner elle-même par le caprice et la frivolité. Elle ne se doutait pas que l'ainé de ses beaux-frères, le Fourbe, faisait des chansons sur elle. Ni que l'autre était bien le Fol, quand il l'entraînait aux bals de l'Opéra où tous deux couraient à leur perte, et toute la famille et toute l'ancienne France avec eux. Les premières calomnies couvèrent là, sous les masques. La belle imprudente les méprisa trop pour en avoir peur. **Elle s'était mise à adorer la France, qui du reste la payait de retour**. Elle ne vit pas qu'une autre France, à qui elle fournissait les armes, l'avait déjà choisie pour cible et se ramenait dans la coulisse. La griserie de l'enthousiasme et du succès la jeta en des excès de confiance, en des transports ni moins aveugles ni plus coupables que ceux auxquels nous cédions, nous aussi, dans le merveilleux Paris de nos escapades de jeunesse; nous en revenions sans penser à mal, ne pensant plutôt qu'à recommencer, et d'autant plus allégrement que pour nous un faux pas n'eût guère tiré à conséquence. Marie-Antoinette ne songea pas que pour elle tout divertissement, fût-ce le plus vénial, **cachait l'amorce d'un piège**.

Les historiens officiels de la Révolution montrent plus d'indulgence pour ceux qui avaient tendu le piège que pour l'étourdie qui brava le risque d'y trébucher. Troupeau bêlant avec les loups, pseudo-historiens et pseudo-moralistes se résignent sans trop de peine au supplice de Marie-Antoinette, pourvu qu'au pied de l'échafaud où leur politique l'a conduite ils puissent l'abandonner à son sort en toute sécurité de conscience et lui répéter avec une feinte compassion : "c'est votre faute, je vous l'avais bien dit". Les gens qui la sermonnent ainsi jusqu'au dernier moment sont précisément les mêmes qui l'avaient le plus engagée, et sans le dire, sur la pente où des fautes étaient inévitables.

Sa véritable faute fut de suivre la mode, en un siècle où toutes les modes étaient dictées d'avance par la Révolution. Les gens qui mirent à la mode un luxe et

des extravagances dont ils furent les premiers à profiter largement, lancèrent aussi la mode de s'en scandaliser. **La mode des bergeries est une invention des loups.**

*
* *
*

/ LES DEUX PROCKES /

- Découper la Révolution française en séquences distinctes, c'est une idée pratique. Elle donne bonne conscience. Elle permet d'opposer une période bénéfique (la révolution libérale) aux yeux de certains à une phase détestable (la Terreur). "Tartufferie" grondait à la Chambre des Députés Georges Clémenceau. "Que nous le voulions ou non, ajoutait-il et nous le rappelions au début de ce chapitre, que cela nous plaise ou que cela nous choque, la Révolution française est un bloc, un bloc dont on ne peut rien distraire parce que la vérité historique ne le permet pas". Libre à chacun d'assumer ou de rejeter ce bloc. Mais impossible de faire la fine bouche, de saluer la prise de la Bastille et de rejeter la Terreur de 94. Car la grande convulsion a sa logique de violence et de sang, logique qu'un jeune historien, Frédéric Bluche, a démontée par un examen nouveau des "Massacres de septembre 1792" (Ed. Robert Laffont).

Le 10 août, la Monarchie est renversée. Moribonde, l'Assemblée Législative attend la mise en place d'une Convention nationale et essaie de cohabiter à Paris avec la Commune insurrectionnelle. Dès le 11 août, celle-ci a signalé des suspects aux vengeances populaires. Les prisons parisiennes se remplissent : environ **2600 détenus**. En toile de fond, la guerre. Le 2 septembre au matin, une rumeur: Verdun est prise. Nouvelle prématurée, la ville ne capitulera que le soir. Mais les massacres commencent.

La tuerie, atroce, durera quatre jours, et fera **plus de 1300 morts**. Pourquoi ? Qui est responsable ? Justification immédiate, celle de la presse révolutionnaire : il fallait abattre le complot des ennemis de l'intérieur, celui qu'organisaient de leurs prisons les "aristocrates". Plus tardive (1935), devenue l'explication officielle, celle de Pierre Caron : "Un acte de masse, disait-il, résultant non de préparatifs mais d'une préparation mentale collective, dans laquelle il est vain de vouloir discerner le jeu des initiatives d'individus et même de groupes". Autrement dit, un crime passionnel sans préméditation, une explosion spontanée de fureur collective. Mais également une absolution donnée aux hommes politiques et une pureté retrouvée pour les idéaux révolutionnaires.

Avec une insolence de mousquetaire et une mentalité d'historien confirmé, Frédéric Bluche bouscule les dévôts de 1789. Personne ne voulut, constate-t-il, empêcher quelques centaines de septembriseurs de passer à l'action. Roland, ministre de l'Intérieur ? Il sent venir les massacres, mais reste passif. Danton, ministre de la Justice ? "Par lâcheté intellectuelle et par calcul politique", il laisse faire l'Assemblée ? Elle s'abstient de tout commentaire. La Commune ? Elle encourage sans-culottes et Fédérés. Quant aux Montagnards, ils sont gagnants: en créant l'irréparable, ils réduisent au silence les modérés.

Ce n'est pas tout. Une analyse minutieuse des modalités de la tuerie, l'apport de la sociologie et de la psychologie permettent d'écarter l'explication par la peur ou par le "complot" pour lui préférer une double interprétation.

Violence totale, préparée, encouragée, à la fois rationnelle et irrationnelle, chez les massacreurs de base, véritables "névrosés". Volonté d'éliminer le "déviant" chez le politique : il accélère ainsi un processus éliminatoire qui, de moyen, devient une fin en soi.

Rien de nouveau pourtant : **tout se trouvait en germe dans l'été 1789**. Pour Frédéric Bluche, un mot résume le destin de la Révolution. A Lally-Tollendal, ému du supplice infligé à Berthier de Sauvigny, le 23 juillet 1789, le jeune Barnave répond : "On veut nous attendrir, Monsieur, en faveur du sang qui a été versé hier à Paris : ce sang était-il donc si pur ?"

Justification de toutes les misères et mort "spontanées".

*
* *
*

- Robespierre, qui n'admettait pas la "raison d'Etat" de l'ancien régime, aura obtenu la tête de Louis XVI en invoquant la "raison d'Etat" de la Révolution. S'il avait demandé la condamnation sans procès, son influence n'en resterait que plus grande dans l'évolution du procès lui-même.

Les girondins qui jusqu'ici avaient mené la gauche, perdaient pied devant cette attitude implacable, mais claire. Idéologues épris de formalisme, disposant encore d'une majorité, ils obtinrent le procès. L'Assemblée s'attribua les pouvoirs judiciaires. Trois avocats furent accordés à Louis XVI : Malesherbes, Tronchet, de Sèze. Le risque qu'ils affrontaient pouvait être mortel. Il le fut pour Malesherbes. Tous trois l'acceptèrent avec courage et le regardèrent en face. Quand de Sèze soumit sa plaidoirie aux autres défenseurs, Tronchet, arrêta certains passages trop violents par ces mots : "Vous voulez donc nous faire massacrer à la barre ?". Telle était l'atmosphère dans laquelle ils allaient plaider.

Un avocat âgé, assisté de deux inertes et maladroits. Où étaient les descendants des croisés, les compagnons de Jeanne d'Arc, les membres d'une caste militaire privilégiée qui avaient tant promené leur épée de parade dans les salons de Versailles ?... Le Dix-Août, sur **deux mille nobles** auxquels il avait été fait appel pour assurer la protection des Tuileries, il n'en était venu que **cent-cinquante** !... Et cela éclaire toute l'époque. Dans ce drame, la populace fit tout et ne fut rien, utilisée comme un simple instrument. La responsabilité de **l'effondrement d'une civilisation** doit être imputée à l'aristocratie, en grande partie sceptique, cynique ou pourrie-fausse d'ailleurs, pour les deux tiers- Et c'est la bourgeoisie d'argent, embusquée derrière les massacreurs et les septembriseurs, qui recueillit les bénéfices de l'entrepris.

- C'est un sujet de consternation ou d'irritation pour des royalistes que le roi Louis XVI ait, le jour du dix-août, ordonné à ses Suisses, de se retirer devant l'émeute de la populace. Certains contre-révolutionnaires vont jusqu'à qualifier cet acte de crime et de trahison. D'autres, encore plus exaltés, disent que Louis XVI, en agissant de la sorte, demeure sans excuse et que Dieu, en le faisant décapiter, le Châtia d'avoir manqué au serment du sacre qui exigeait de lui qu'il protégeât son peuple.

C'est parler en l'air. C'est surtout ne pas s'être penché sur la question. C'est, par-dessus tout, accepter, sans l'avoir vérifiée, la thèse répétée depuis deux siècles par les Francs-Maçons, reproduites, hélas, par des historiens sérieux, certes mais paresseux ou naïfs, au point d'être bernés pour le plus grand bonheur de tous leurs adversaires et de ceux de la Monarchie.

S'il était exact que Louis XVI ait agi comme on le dit, s'il était avéré qu'il ait en plein combat, fait porter par d'Hervilly l'Ordre Ecrit aux Suisses de se retirer, le roi Louis XVI serait le fossoyeur de la Monarchie française. Ce qui est indispensable quand on veut comprendre quelque chose à l'Histoire, ce n'est pas de s'en remettre à ce qu'ont raconté des tas de gens qui n'ont pas vécu l'événement. Il faut, au contraire, convoquer à la barre, tous les témoins oculaires. Il faut agir comme un policier qui reprend une enquête difficile et repartir à zéro, sans tenir le moindre compte de ce qui a été fait jusque là. Alors seulement, la vérité peut poindre et se faire jour.

En 1897 parurent les "**Mémoires et Papiers de Chouldieu**", député à la Législative. "Le Roi, rapporte-t-il, n'a pas dit en entendant le premier coup de canon "J'avais défendu de tirer". Je puis attester, au contraire, que je l'ai vu saisir le fusil d'un de ses grenadiers, à la porte du logographe. Il **se croyait sûr de sa victoire**. Je venais de rentrer de l'Assemblée et je puis affirmer que personne ne s'est approché du Roi, et que, ni Monsieur d'Hervilly, ni aucun autre **n'a pu recevoir de lui l'ordre de faire cesser le feu**".

Nous entendons ici les "contestataires" faire remarquer que cet ordre existe bel et bien et qu'il figure en bonne place dans tous les manuels d'histoire reproduits à des centaines de milliers d'exemplaires. C'est ici que l'explication devient indispensable et c'est ici aussi que nous attendons les contradicteurs.

Laissons Chouldieu dire ce que **"ses yeux ont vu"**:

"Ordre aux Suisses, avait écrit Louis XVI, de déposer les armes et de se retirer dans leurs casernes." Mais, quand, Louis XVI avait-il écrit cet ordre ? En plein combat ? Que non ! Etait-ce un ordre de cesser-le-feu ? Pas davantage.

"Le reste des Suisses, nous raconte Chouldieu, ayant Bachmann pour chef, se retira en assez bon ordre, et se dirigea vers l'Assemblée. Je rentrai avec Ducos, de la Gironde, dans l'Assemblée par la terrasse des Feuillants. Je me plaçai sur les marches de l'escalier pour défendre son accès. Bientôt, Bachmann arriva, suivi de sa troupe :

"Monsieur, lui dis-je, vous avez violé l'enceinte de l'Assemblée." Chabot et un autre député, lui crièrent que s'il faisait un pas de plus il était "mort". "Je sais, répondit Bachmann, le respect dû à l'Assemblée. Mais, j'ai reçu du Roi l'ordre de me rendre auprès de sa personne et je ne me retirerai que lorsque le Roi me l'aura ordonné". Au même instant, continue Chouldieu, d'Abancourt, alerté par Menou de ce tumulte, accourut, soucieux d'en connaître les causes. Mis par moi au courant de l'attitude obstinée mais légitime de Bachmann, il s'en retourna vers le monarque et revint avec l'ordre en question"

- Mais, cet ordre, encore qu'il fût donné dans d'autres circonstances que celles que l'on rapporte, **est-il de la main du Roi ?** On pourra en se rendant au musée Carnavalet se faire à ce sujet une opinion. La signature, Louis, **si elle s'apparente à celle de Louis XVI est fort tremblée.** Or, si un sentiment fut toujours étranger au Roi-martyr, ce fut bien la peur. Il a ignoré ce sentiment à un point tel qu'on lui a fait grief de sa sublime indifférence quant au danger qui l'entourait. Qui donc a pu jouir d'assez d'autorité pour agir de la sorte ? Qui a pu aussi, décrire au Roi, décidé à se battre, comme on l'a vu plus haut, la situation sous un jour mensonger, ce qui entraîna sa décision de se retirer à l'Assemblée alors que la populace était sur le point d'être matée ? On sait que Marie-Antoinette ne se résigna pas à cette retraite de bon coeur et que Napoléon s'écria "Que c...ne !" **Qui a trompé le Roi ? Qui lui a présenté comme seule chance de salut l'acte qui lui fut fatal ?**

Ce nom, citons-le afin qu'il soit marqué dans les coeurs français du sceau de l'infamie : c'est celui de Roederer, qui jouissait de la confiance du souverain et qui remplissait auprès de lui le rôle que tint Judas auprès du Christ. **Ce rôle lui était dévolu par la Franc-Maçonnerie dont il était un des plus hauts dignitaires.** Ce n'est pas lui toutefois qui mérite la palme de l'infamie. Celle-ci revient au Comte Louis-Auguste d'Affry. C'est celui-ci qui abusant de l'autorité que lui conférait sa fonction, confirma à la Garde désorientée, que le Roi renonçait à toute résistance. C'est lui aussi, qui n'avait pas approché le Roi, qui montra le premier le fameux texte enjoignant aux Suisses de se retirer dans leurs casernes. Il y a là quelque chose qui "accroche". N'oublions pas que les faussaires sont des grands génies. Louis XVI était loin de se douter que la Franc-Maçonnerie avait "dressé" quelqu'un qui le touchait d'assez près à une telle besogne !

Cette besogne, le misérable s'en acquitta doublement puisqu'il eut recours à la fabrication d'un faux dont il usa aussitôt pour perdre définitivement le Roi. **Dès lors, tout était joué.** La populace triomphante est d'autant plus ivre de son triomphe qu'il lui semble extraordinaire. Que peut faire Louis XVI ?... Il faut tenir compte de son tempérament qui était bien différent de celui de Louis XV, par exemple. A l'Assemblée, le Roi n'est plus qu'un mort en sursis. Il subira son sort jusqu'au 21 janvier avec une résignation digne des plus grands Saints...

La Secte de haine avait on le sait, condamné le Roi de France à mort à Francfort en 1785. La journée du dix-août a été décisive. Le "procès" du Roi se déroulera dans des conditions scandaleuses : on fera voter les absents, les étrangers, tout sera mis en oeuvre pour perdre le malheureux Louis XVI, dont on accablara la mémoire en ayant recours à toutes les ressources de la calomnie.

- Pour remplacer la monarchie insultée et décapitée se levait un monde de parvenus qui devaient, pendant un siècle, imposer à leur pays un système social plus injuste et plus dur que celui de l'Ancien Régime. Dans l'intervalle compris entre le procès de Louis Capet et celui du "vieux traître Pétain" qu'il faudra bien refaire un jour, régna une classe ambitieuse et égoïste, dont l'immense majorité dans les deux cas, fit preuve d'une lâcheté impardonnable et permit à ses représentants les plus vils et les plus haineux de prononcer des sentences au nom du peuple -contre le sentiment du peuple. Car l'opinion publique, dans son ensemble, désapprouvait ces procès.

Il faut beaucoup parlé de vertu lors des séances qui aboutirent à la condamnation et l'exécution de l'infortuné Louis XVI. Un des aspects les plus ignobles de la Révolution française, c'est le **moralisme emphatique** dont la bande d'assassins qui sévirent alors dans le pays le plus intelligent du monde barbouillaient leurs discours. La "Déclaration des droits de l'Homme", dont on fait honneur à ces faux "géants" est souillée à tout jamais par l'application qu'ils en ont faite - et qui leur en fut faite à eux-mêmes, car un bon nombre d'entre eux purent éprouver à leur tour, dans la lunette de Samson, la manière dont les théoriciens de l'"ère vertueuse" qu'ils venaient d'inaugurer respectaient la liberté de pensée.

Cette imposture éclatait déjà dans la bouffonnerie répugnante que fut l'interrogatoire du roi (dont ils **avaient proclamé peu avant l'inviolabilité**). Conduit sans préparation ni explication de la prison du Temple à la salle où siégeait une assemblée élue, dans le plus grand désordre, **par moins d'un dixième des électeurs français**, un homme égaré, non rasé, ignorant jusque-là ce qu'on lui reprochait et démuné des documents, privé des témoignages qu'il aurait pu invoquer, dut répondre comme il put, seul, à des accusations presque toutes extravagantes. Quinze jours plus tard, dans la même atmosphère de **cannibalisme politique** (selon la forte expression de Jacques Isorni) il fut mal défendu contre des gens qui n'entendaient nullement peser des arguments, mais tramer un meurtre.

Le roi n'a point refusé de se défendre, il a refusé sans aucune ombre tous les chefs d'accusation, mais à quoi bon ? Le procès n'était qu'un détour, un voile que les girondins avaient tendu devant une résolution aussi farouche que celle des jacobins. Les députés juges n'étaient pas libres. **Ils votaient au scrutin public**, sous la menace des tribunes et de la Montagne. Ce fut la peur de la mort, d'autant plus contagieuse que le voisin la brandissait contre le voisin, qui entraîna la mort.

Mais, regardons le roi... tel que nous le dépeint la plume pointilleuse du Duc de Lévis-Mirepoix :

"Si son horreur de la répression dans l'exercice du pouvoir a pu paraître une faiblesse, il a donné la plus haute idée de son caractère dans la rencontre du malheur. Il a été abattu, non vaincu. Nul défi hautain, nulle crainte. Une présence de l'ineffaçable histoire. C'est ici que la personne de Louis XVI prend toute son envergure. Depuis mille ans, les Français, au-dessus de toute compétition et de toute divergence, s'étaient accordés sur la désignation naturelle d'un homme qui portait en roi le Temple de la France et sa volonté de persévérer dans l'être".

"Avec sa mémoire prodigieuse, sa culture étendue, Louis XVI revoit tout cela, cette suite ininterrompue de règnes guidant et reflétant la France jusqu'au sien !

"Le prestige national, l'avait-il si mal gardé, lui qui avait réparé la brèche du traité de Paris, acquis une suprématie de la mer que nous ne possédions pas depuis plusieurs règnes, lui, le roi marin comme Philippe le Bel, lui, arbitre de la diplomatie européenne, autant que Louis XIV et François 1er, sans leurs défaites ?

Et, à l'intérieur, n'avait-il pas tout tenté pour accorder le pays à une conception plus sensible de l'homme et de la liberté ? N'avait-il pas appelé, comme Henri IV, et presque mot à mot, ses sujets à participer au bien commun ? Or, il ne s'agissait pas, comme en 1596, d'une France en ruine, mais d'une France prospère à la tête des nations qui ne demandait qu'une réorganisation économique et politique.

"Moins heureux qu'à lancer sa flotte et ses armées vers la victoire, il s'est heurté au pire des obstacles, la mauvaise volonté des élites, aussi ardente à récla-

mer des réformes qu'à les repousser. Ses fautes, il était trop intelligent pour ne pas les voir. Elles se ramenaient toutes à celle-ci : **scrupule excessif dans l'exercice de son autorité.**

"Il s'était laissé arracher le pouvoir par lambeaux. De sourdes intrigues, des poignées d'agitateurs et d'agités, des élections aux nouvelles assemblées comportant une infime minorité de votants, le reste n'osant paraître, voilà cette volonté générale à laquelle on avait soumis les actes de son règne."

(Fin de Citation)

- Accusation capitale : **qui est responsable de la guerre déclarée en 1792** et qui ne devait prendre fin que vingt-trois années plus tard après Waterloo ?

En 1791, la Constitution votée, le roi l'appliquant à la lettre, le pays après deux années de troubles et d'incertitudes aspirait au repos, à l'ordre, tout tendait à s'apaiser, à s'assoupir. Mais l'assemblée législative, élue déjà dans une atmosphère d'indifférence avec des majorités qui représentaient le plus ordinairement un infime pourcentage des électeurs inscrits, était dominée à gauche par ceux que l'on appelait alors les "Brissotins" et à qui l'histoire devait donner le nom de "Girondins". Ceux-là n'admettaient pas que fût terminée la Révolution; **ne plus avancer, pour eux c'était reculer.** C'est alors que leur vint la pensée que pour faire rebondir la Révolution, il fallait la guerre. La guerre contre l'Autriche, la guerre avec le propre père de la Reine, de "l'Autrichienne".

"**La guerre est nécessaire**, proclame Gensonné, l'opinion publique la provoque, le salut public en impose la loi". Brissot répète aux Jacobins et à l'Assemblée : "**La guerre est actuellement un bienfait national** et la seule calamité à redouter, c'est de n'avoir pas la guerre". Il ajoutait : "Je n'ai qu'une crainte c'est que nous ne soyons pas trahis... **Nous avons besoin de grandes trahisons**". Hérault de Séchelles, plus cyniquement encore, dévoile leur arrière-pensée à tous : pour lui, la guerre est le moyen d'écraser toutes les résistances intérieures. "Vous pouvez, précise-t-il, prendre en état de guerre des mesures que l'état de paix pourrait faire trouver trop sévères".

Jaurès lui-même, dans son "**Histoire socialiste de la Révolution**", reconnaît cette responsabilité des Girondins. "La guerre, écrit-il, permettrait aux partis du mouvement d'entraîner les modérés, de les violenter au besoin, car **leur tiédeur pour la Révolution** serait dénoncée comme une trahison envers la patrie elle-même..."

Pour Louis XVI qui avait toujours dirigé de fort près, avec une prédilection particulière, la conduite des affaires extérieures, pareil conflit avec l'Autriche, notre alliée, était une absurdité profitable seulement à notre vieille ennemie l'Angleterre ainsi que peut-être à la Prusse et à la Russie. Quant à l'empereur Léopold, pacifique par nature, il l'était aussi par nature; devinant les desseins de Catherine II sur la Pologne, il tenait à garder les mains libres.

Louis XVI nous le répétons, ne voulait pas la guerre, ses actes le prouvent, notamment le renvoi de Narbonne, partisan de la guerre, renvoi qui déclencha la fureur des Girondins. M. de Lessart, ministre des Affaires étrangères, qui avait la confiance de Louis XVI, coupable de ne pas chercher à tout prix une rupture avec Vienne, fut décrété d'accusation et renvoyé devant la Haute-Cour d'Orléans pour trahison.

Au ministère "feuillant" succéda un ministère Girondin et l'affaire fut rondement menée. Le 27 mars, un ultimatum fut envoyé à Vienne, ultimatum que l'Autriche se contenta de repousser et, le 20 avril 1792 (date la plus funeste de notre histoire), Louis XVI dut proposer de déclarer la guerre au roi de Hongrie et de Bohême. Malgré les efforts des orateurs de la droite, Becquet, Jeucourt, Mathieu, Dumas, le décret fut voté d'acclamation.

*

* *

- Jamais le Roi ne voulut "émigrer". Lorsque la famille royale, prisonnière des factions parisiennes aux Tuileries quitta la capitale pour l'"Equipée de Varennes", il n'était pas question pour le Roi de fuir à l'é-

tranger, mais d'échapper aux pressions de l'Assemblée, de rejoindre une place sûre de l'Est (Metz), y regrouper les éléments fidèles de l'armée, de se placer à sa tête, tout en en appelant à Ses sujets de la "Dictature des clubs révolutionnaires" : la Nation tout entière aurait alors répondu à cet appel royal. Louis XVI aurait dissous l'Assemblée, retranché les éléments inacceptables de la Constitution, face à la prérogative royale, et, réconciliant les Français, aurait repris le mouvement des réformes entrepris depuis son avènement en 1774. On sait que la fin tragique de cette entreprise, à Varennes, ruina ce projet réaliste et quelles en furent les funestes conséquences ! Jamais la famille royale-et Marie-Antoinette moins que tout autre- ne voulut consentir à réunir contre la France une armée ennemie, afin de soumettre les factieux. Comme l'affirme si justement Pierre Gaxotte :

"Le recours à l'étranger était conforme aux doctrines politiques du temps.. Puisque l'Etat ne se sépare pas du Roi, puisque le Roi est la plus haute incarnation de la Patrie, les ennemis du Roi sont en même temps les ennemis de l'Etat". D'où il ressort que le Souverain a non seulement le Droit, mais le Devoir de lutter contre ses ennemis politiques, qui sont en même temps ceux du Royaume. Ce que voulait Louis XVI, c'était non pas pousser les souverains coalisés à envahir la France, mais réunir une sorte de Congrès des Grandes Puissances Européennes qui, impressionnant les factions républicaines, ne s'ingérerait pas dans les affaires intérieures de la France, mais traiterait avec le Roi libéré de la tyrannie jacobine à laquelle la Révolution l'a livré. Dans cette hypothèse et face à celle-ci, il rétablirait Son pouvoir en affirmant Sa Couronne. Dans le cas de Marie-Antoinette, des liens étroits, familiaux, liaient la Reine à l'Empereur Joseph II, puis à Léopold II, ses frères. Sa correspondance avec eux ne saurait dans ce cas de guerre, être taxée de "trahison". Même en temps de guerre, les liens familiaux, la diplomatie, la courtoisie même-si policée en ce XVIII^{ème} siècle- gardaient leurs droits. Tout au plus pourrions-nous concéder aux adversaires les plus irréductibles de la Reine que celle-ci fit preuve de légèreté politique. Rien d'autre... et encore !

Les prétendus renseignements communiqués par l'intermédiaire de l'émissaire Mercy-Argenteau, par la Reine, concernant des indications très peu précises sur la marche des troupes; indications connues des coalisés avant que la Reine n'en fasse mention, par leurs propres espions dans les chancelleries ! En outre, rappelons qu'alors, la Reine, devinant les menées révolutionnaires, et ne conservant que peu d'espoir sur le destin des siens et de la Monarchie, se confie alors à l'Empereur en soeur. Plus qu'une correspondance politique, c'est une correspondance affective, familiale. Quoi de plus naturel pour une Reine traquée, humiliée, surveillée, assignée à résidence aux Tuileries, craignant pour ses enfants et pour la vie du Roi, quoi de plus naturel que de se confier à un frère affectionné qui est pour Elle comme un lien avec son passé heureux !

D'ailleurs, il ne faut pas se leurrer, comme l'enseignement républicain tend à vouloir le prouver, en ce qui concerne ces démarches. Si les souverains coalisés avaient des liens familiaux avec la Famille Royale, ils entendaient avant tout faire prévaloir leurs intérêts propres, fût-ce aux dépens de ces liens affectifs.

On connaît le mot de Joseph II, qui marque bien la dissociation que l'Empereur entend établir entre ses intérêts politiques et ses liens familiaux : "J'ai une soeur Reine de France, mais la France n'est pas ma soeur !"

-Le second élément concerne la découverte -le 20 novembre 1792- de l'Armoire dite "de fer", aménagée dans l'épaisseur d'un mur de l'appartement du Roi aux Tuileries par le serrurier Gamain; armoire dotée d'une porte en fer, ce qui ne surprendra pas si l'on sait qu'elle était destinée à contenir des documents diplomatiques précieux pour le gouvernement royal. On sait que depuis la "Journée" Insurrectionnelle du 10 août et la chute de la Monarchie, les révolutionnaires vivent dans la hantise d'une invasion étrangère. Les troupes reculent sur tous les fronts, la route de Paris est ouverte. On assiste au redoublement des massacres. C'est dans cette atmosphère qu'est décidée la mise en accusation, le Procès du Roi. La pseudo-victoire de Valmy donne confiance aux jacobins qui, pour consacrer leur triomphe, jurent la perte du Roi. Les Tuileries sont alors pillées; des papiers saisis jusqu'à la découverte de l'armoire, on ne peut trouver

comme preuve contre le Roi que le fait que Louis XVI continuait à verser leur solde aux Gardes du Corps émigrés. Souvenons-nous que c'était pour le Roi un devoir de permettre la subsistance, la survie de ceux qui avaient jusqu'à la dernière extrémité, par leur dévouement, leur abnégation, donné la plus belle preuve de fidélité à leur Roi. On voit donc que ce grief ne peut être sérieusement retenu. La découverte de la fameuse "armoire de fer" permet aux révolutionnaires, à Roland le premier, de mettre la main sur d'importants documents concernant les rapports entre le Roi, son entourage, et ceux qui s'étaient voués à sauver la Monarchie depuis le début de l'emprisonnement "de facto" de Louis XVI aux Tuileries. Les papiers saisis révélèrent la correspondance du Roi avec Calonne, avec Mirabeau, entre autres. En fait, aucune preuve ne put être découverte qui prouverait une prétendue "trahison" du Roi. Voilà qui s'inscrit en faux face aux allégations des pseudo-historiens républicains !

On s'aperçut d'ailleurs bien vite, les enquêteurs le comprirent avant tout autre, que le Procès royal ne saurait être basé sur des pièces juridiques. Le véritable procès était tout autre : il était politique !

Bien plus que le Procès du Roi, c'était le Procès de la Monarchie, parce que, précisément, le Roi est, en droit, indissociable de Son Royaume. Comme Pierre Gaxotte le démontre : "Il faut guillotiner le Roi pour faire du régicide la marque et l'épreuve des sincérités républicaines". Selon les propres paroles de Robespierre : "il n'y a point de procès à faire, Louis n'est point un accusé..." et Saint-Just : "Cet homme doit régner ou mourir". C'est tout dire ! Si, en effet, le Roi n'est pas coupable, ceux qui le mettent en accusation le sont nécessairement. Ce sont donc alors ceux-ci qui devraient se justifier. Ceci reviendrait à condamner toutes les menées révolutionnaires depuis 1789 ! Le Duc de Lévis-Mirepoix l'a bien vu, qui écrit que "Les Jacobins immolèrent (le Roi) à la raison d'Etat de la Révolution".

A la différence de la Révolution anglaise où le Roi avait, lui aussi, été décapité, la Révolution française s'inscrit avant tout contre la personne royale juridique, contre la pérennité monarchique qu'elle symbolise, marquant la rupture irréversible dans la tradition nationale.

La guillotine frappait tout ensemble le Souverain et la Monarchie.

Le 21 janvier 1793, pour la première fois en France, le Roi était mort.

*
* *

§ VI : LE ROI DEVAIT MOURIR

/ LA FORFAITURE /

- On sait de quelle haine la Franc-Maçonnerie poursuivait le Roi de France, surtout depuis que ses armées avaient triomphé SUR MER de l'Angleterre, mère de la secte. Il ne faut pas perdre de vue non plus que la Noblesse et les beaux esprits sympathisaient avec ce qu'on appelait les "idées nouvelles" toujours importées de l'étranger. Maurice Pajo aimait à répéter que la Révolution dite "française" ne l'était que de nom et il avait cent fois raison.

Sans tout expliquer par le seul rôle de la Franc-Maçonnerie dans le déclenchement de cette tragédie dont la France supporte encore les séquelles après deux siècles, il n'est pas inutile de rapporter ce qui s'était passé à Francfort en 1785.

"Il y a dans mon pays, écrivait le Cardinal Mathieu en 1875, un détail que je puis donner comme certain. Il y a eu en 1785 à Francfort, une réunion de Francs-Maçons où furent convoqués deux hommes considérables de Besançon, qui faisaient partie de la Société. Monsieur de Raymond inspecteur des Postes et Monsieur Maire de Boulogne président du Parlement. C'est au cours de cette réunion que furent décidées la mort du Roi de Suède et celle du Roi de France. MM de Raymond et de Boulogne revinrent à Besançon indignés, résolus à ne pas mettre de leur vie les pieds dans une loge... Ils

tinrent le secret et Monsieur de Bouligney, sur le point de mourir mit dans la confidence Monsieur Bourgon que j'ai moi-même beaucoup connu car voici quarante-deux ans que je suis à Besançon..."

On peut bien sûr demeurer sceptique devant ce texte. On peut rétorquer que le Cardinal avait été abusé... Ce qui est en revanche **IRREFUTABLE**, c'est ce qui suit. Pour siéger et voter à la Convention, pour faire partie du tribunal qu'elle prétendait constituer, il fallait réunir **trois conditions** :

Etre Français. Etre âgé de plus de vingt et un ans. Avoir été inscrit comme représentant.

Mais, ceux qu'André Chénier devait si bien stigmatiser en les qualifiant de "barbouilleurs" de lois n'avaient qu'une idée en tête : tuer le Roi de France : ainsi en avait décidé la Franc-Maçonnerie. Et la Convention par son nom même ne rappelait-elle pas les **CONVENTS** ? Les Jacobins n'étaient-ils pas l'avatar des Jacobites que l'on trouvait à l'origine de la secte ? Est-ce encore par simple coïncidence que le bonnet phrygien était celui dont se coiffaient les Maçons ? A en croire Louis Blanc, "ce bonnet valait mieux que la couronne des Rois", et c'est de lui qu'était revêtu le chef de l'orateur du club des Jacobins.

Nous avons rapporté les conditions requises par la Convention elle-même pour prendre part au vote. Or, que se passa-t-il en réalité ? Ceci :

Le journaliste Robert est belge et n'a jamais été naturalisé. Hourrier-Elo Dufestel, de la Somme, tout comme Bertrand de l'Hosdiesnière de l'Orne, et aussi Lequinio, du Morbihan, ne sont pas inscrits comme députés ;

Il y a plus fort : les départements à cette époque troublée et folle, en même temps que des députés, nommaient des "suppléants" tout comme de nos jours. Il était cependant stipulé que ceux-ci ne pouvaient remplacer les députés désignés qu'en cas d'empêchement. Cependant, lors du vote sinistre, nous voyons le député Lanthenas élu pour la Haute-Loire, voter comme représentant de Rhône-et-Loire. Ceci afin de permettre à son "suppléant", de voter à sa place pour la Haute-Loire. Ce qui entraînait la certitude de **DEUX** voix au lieu d'une seule pour la mort de "Capet". Barras, de son côté, vote comme "suppléant" de Dubois-Crance alors que celui-ci n'était député d'aucun département !!!

Là ne s'arrêtent pas la supercherie et le "tripatouillage" : Les "suppléants" l'un de la Dordogne, Pinet, l'autre du Doubs, Monod, agissent de la même façon et votent à la place d'un député qui n'existe pas ! N'omettons pas le cas encore plus scandaleux de trois députés arrivés après le début des délibérations qui d'abord se récusaient, puis qui, craignant que le Roi ne fût condamné à la décapitation, revinrent sur leur décision et apportèrent leurs indispensables suffrages au vote que l'on sait. Voici les noms de ces trois individus : Ducos, Salicetti, Garnier.

Si bien que, si la Convention s'en était tenu à la loi édictée par elle-même c'est par une majorité d'une bonne dizaine de voix que **la France eût fait l'économie d'un régicide dont on sait ce qu'en pensaient Renan et Raymond Poincaré** pour ne citer que ces deux-là.

Le premier acte de la "justice républicaine" fut une forfaiture. C'est ce qu'il ne faut jamais oublier.

*

* *

/ "SIRE, ILS ONT VOTE LA MORT"/

- Arthur Conte rappelle que la mort de Louis XVI ne fut votée qu'à une voix de majorité, celle d'un fou nommé Garnier, de la Charente-Maritime, que l'on envoya chercher en prison de l'Abbaye où on avait dû l'enfermer... La Convention avait voté la mort, écartant l'appel du peuple, en même temps qu'elle prononçait la condamnation. Cependant, Louis avait fait présenter par ses défenseurs un écrit de sa main ainsi conçu :

"Je dois à mon honneur, je dois à ma famille, de ne point souscrire à un ju

gement qui m'inculpe d'un crime que je ne puis me reprocher. En conséquence, je déclare que j'interjette appel à la nation elle-même du jugement de ses représentants et je donne par ces présentes, à mes défenseurs, le pouvoir spécial et je charge expressément leur fidélité de faire connaître cet appel à la Convention nationale par tous les moyens qui sont en leur pouvoir, et de demander qu'il en soit fait mention dans le procès-verbal de ses séances".

Après que les trois avocats eurent soutenu la démarche, Robespierre intervint. Il dit :

"Je pardonne aux défenseurs de Louis les réflexions qu'ils se sont permises, les observations touchant un décret qu'il était nécessaire de rendre, qu'il est maintenant dangereux d'attaquer".

Pardon menaçant s'il en fût ! Et il développa cette position que tous les parlements n'ont cessé de revendiquer dans les affaires graves ou petites, qui est de se considérer, non comme mandataires, mais comme détenteurs d'une souveraineté sans réserve.

"La Convention ajouta au décret prononçant la peine de mort l'article III ainsi conçu :

"La Convention nationale déclare nul l'acte de Louis Capet apporté à la barre par ses conseils, qualifié d'**Appel à la nation** du jugement contre lui rendu par la Convention; défend qu'il y soit donné aucune suite, sous peine d'être poursuivi et puni comme coupable d'attentat contre la sûreté générale de la République."

Etrange confiance en la nation, en sa souveraineté et en sa liberté. Louis XVI avait été roi trop longtemps et trop effectivement pour que, vivant, il cessât de l'être. Il le fut jusqu'au bout.

- "Sire, ils ont voté la mort". C'est en ces termes que Louis apprit la sentence par son avocat. Nous ne résistons pas à la tentation de reproduire cette page extraordinaire et combien émouvante.

"Le 21 janvier avec le meurtre du Roi-prêtre s'achève ce que l'on a appelé significativement la passion de Louis XVI. Le jugement du roi est à la charnière de notre histoire contemporaine. Louis XVI semble avoir presque douté de son droit divin, quoiqu'il ait refusé systématiquement tous les projets de loi qui portaient atteinte à sa foi.

Mais à partir du moment où il soupçonne et connaît son sort, il semble s'identifier, son langage le montre, à sa mission divine, pour qu'il soit bien dit que l'attentat contre sa personne vise le roi-Christ, l'incarnation divine...

Tout cela laisse imaginer que ce n'est pas Capet qui meurt mais **Louis de droit divin** et avec lui d'une certaine manière la chrétienté temporelle. Pour mieux affirmer encore ce lien sacré, son confesseur le soutient dans sa défaillance en lui rappelant sa "ressemblance" avec le Dieu de douleur. Et Louis XVI alors se reprend, en reprenant le langage de ce Dieu. "Je boirai", dit-il, le calice jusqu'à la lie". Puis il se laisse aller frémissant aux mains ignobles du bourreau".

De qui est ce texte vous demanderez-vous ? Vous ne le trouverez ni dans Joseph de Maistre, ni dans Blanc de Saint-Bonnet, ni dans Chateaubriand, ni dans le Cardinal Pie.

Vous le trouverez dans Camus, qui ne passe pas pour un ultra-royaliste !

Nous pourrions rappeler également que Balzac qui étudia les ressorts profonds de notre histoire révolutionnaire a écrit qu'en décapitant Louis XVI, le peuple français avait coupé la tête à tous les pères de famille de France.

Quelques années plus tard Renan était amené à faire la même constatation. Le très républicain Raymond Poincaré dans ses souvenirs arrive à la même conclusion dé-sabusee. Enfin, plus près de nous, le vigoureux Père Brückberger reprend le même thème. "Ce n'est pas une société profane qui s'est scellée dans le sang de Louis XVI, c'est une contre-chrétienté : en immolant l'oint du Seigneur, le peuple en tant que peuple, abdiquait la haute espérance du Royaume de Dieu".

En ce 196 ème anniversaire, nous avons pensé qu'il n'était pas inutile de méditer sur ces quelques textes.

*
* *

- Près de deux siècles se sont écoulés, apportant leurs épreuves et leurs apaisements, depuis le jour où Louis XVI, après avoir traversé en carrosse, à côté de son confesseur, un Paris morne et silencieux, aux boutiques fermées, s'arrêta sur la place nommée aujourd'hui "**place de la Concorde**", et gravit d'un pas ferme les marches de l'échafaud.

Ainsi allait finir cet homme, dans la grandeur toute simple qu'il a révélée en montant vers la mort, sous les yeux de la foule. La France fut vraiment sa raison de naître, de vivre et de mourir.

Il eut un mouvement d'impatience quand il sentit qu'on lui liait les mains. Son confesseur l'apaisa en lui disant que c'était un trait de plus de ressemblance avec le Dieu qu'il allait rejoindre. Puis il se tourna vers les troupes qui entouraient la place et, d'une voix forte, cria :

"Français, je meurs innocent ! Je pardonne à mes ennemis et je prie Dieu que mon sang..."

Le roulement de tambours ordonné par Santerre étouffa les dernières paroles si bien qu'elles ont été différemment rapportées. Leur sens n'est pas douteux. Laissons cette phrase inachevée comme suspendue dans l'Histoire, murmure de bénédiction du roi sacrifié.

On voulait tirer le canon sur le Pont-Neuf, mais un conventionnel s'y opposa.

"La tête d'un roi ne doit pas faire plus de bruit en tombant que celle d'un autre homme".

Ce citoyen était sourd, ou ne voulut pas entendre la consternation profonde qui parcourut les provinces, l'ébranlement de l'Europe et celui de l'Histoire.

Quelque ardente que fût la prière de ce chrétien, elle ne pouvait écarter la destinée nationale, les conséquences profondes de sa mort.

- L'exécution du roi ne fut pas qu'un assassinat : la Révolution nous habitue à la mort; elle fut un drame analogue à un sacrilège. Elle fut un acte politique. A la masse et aux révolutionnaires un peu ébahis de voir leur protecteur si vite abattu, l'assassinat devait être la preuve que, le Roi assassiné, la France vivait encore.

"Le jour où la France coupa la tête de son roi, a écrit Renan, **elle a commis un suicide**"; l'assassinat de Louis XVI était, de la part de Robespierre, un démenti à cette affirmation : la France existait toujours. "Le roi est mort, vive le Roi", cette phrase répétée à chaque fin de règne, le principe qu'elle représentait avait réussi à créer, à fortifier, à sauvegarder la France. Le Roi ne mourait jamais : prouver qu'il pouvait mourir, tel était le but des révolutionnaires.

Louis XVI, d'une lucidité remarquable sur la signification des événements, avait compris la manœuvre. Il le montre dans son testament, rédigé à la prison du Temple, et reproduit dans les journaux royalistes tous les dix ans. Balzac a eu raison de qualifier de "sublime" ce testament. Il nous montre qu'en plus d'une grandeur d'âme certaine, le Roi possédait le sens de la politique : ses erreurs, que l'on ne peut nier, il les reconnaît implicitement en quelques phrases.

Bien qu'il ne fut plus que le "citoyen Capet" et qu'auparavant il ait été fait "Roi des Français", Louis XVI revient sur cette concession obtenue plus de force que de gré : ses dernières volontés commencent ainsi : (...) "moi, Louis XVI du nom, Roy de France"... Ainsi le Roi, même en république, même emprisonné, n'est rien légalement. Mais il tient sa légitimité de l'histoire : celle-ci a fait que ses ancêtres capétiens ont duré 800 ans pour le bien de la France. Louis XVI est légitime. Le fait que son successeur s'appelle Louis XVIII et que Henri V, le comte de Chambord, refuse le drapeau tricolore, tout cela fait partie du même ordre : **l'Histoire confère la légitimité.**

Dès le début, Louis XVI renie son titre de "Roi des Français". Mais il fait preuve d'une grandeur d'âme assez exceptionnelle : il pardonne à tous ceux qui lui ont fait du mal, à ceux qui l'ont trahi. Et, au bord de la tombe, il a cette phrase magnifique, au sujet de ses bourreaux : "Je prie mon fils, s'il en trouve l'occasion, de ne songer qu'à leur malheur"... (de songer) "qu'il doit oublier toute haine et tout ressentiment et nommément tout ce qui a rapport aux malheurs et aux chagrins que j'éprouve".

Cela, Louis XVI peut se le permettre, et son frère au pouvoir suivra son conseil; mais la démocratie est obligée de frapper; **sans tyrannie la République est anarchie**. Le pardon est un luxe qu'elle ne peut s'offrir. Nous en faisons la triste expérience à chaque grande crise nationale.

Dans les recommandations qu'il adresse à son fils, le Roi explique en trois phrases ce qu'est la monarchie française : monarchie limitée : "qu'il ne peut faire le bonheur des peuples qu'en régnant suivant les lois". Les lois, ce sont celles de la nature, les recommandations de l'Eglise et les lois fondamentales du royaume. Voilà la vraie limite de la monarchie : combien elles sont plus difficiles et plus belles à observer que des lois faites par un homme pour son bon plaisir, et qu'il ne respecte même pas comme c'est le lot de la démocratie française.

Mais monarchie absolue aussi : "mais en même temps qu'un Roi ne peut les faire respecter (les lois) qu'autant qu'il a l'autorité nécessaire (...) Et qu'autrement, étant lié dans ses opérations et n'inspirant point le respect, il est plus nuisible qu'utile".

Après quoi, il se confesse à Dieu avec une contrition parfaite, "ne pouvant me servir du ministère d'un prêtre catholique", c'est-à-dire non assermenté. Et il ne se contente pas de demander au Souverain Maître l'absolution de ses fautes ; il requiert avec simplicité le pardon de tous ceux qu'il a pu offenser par inadvertance ou scandaliser sans le vouloir. En revanche, il pardonne de tout son cœur "à tous ceux qui se sont faits ses ennemis".

Puis, c'est le chef de famille qui s'attendrit sur les siens, spécialement sur ceux qui partagent sa captivité, sa femme, ses enfants, sa soeur, mais sans oublier ses tantes et ses frères libres. Il demande à la Reine de faire de leurs enfants **"de bons chrétiens et d'honnêtes hommes"** et **"de tourner leurs regards vers la seule gloire solide et durable de l'éternité"**.

Une phrase et une incidente montrent bien que Louis XVI ne se faisait point d'illusion sur les bêtes féroces à face humaine dont la famille royale était devenue captive. Il prie sa soeur de servir de mère à ses enfants **"s'ils avaient le malheur de perdre la leur"**, et ses recommandations à son fils commencent par une précaution : **"s'il avait le malheur de devenir Roy"**...

Les conseils au Dauphin, ramassés en un seul paragraphe, tiennent en quatre points :

1. Le Roi se doit tout entier au bonheur de ses concitoyens. Saint Louis avait dit aussi cela en d'autres termes : **"le roi pour le royaume, et non le royaume pour le roi"**.
2. Il doit oublier toute haine et tout ressentiment.
3. Il doit régner suivant les lois, et non par l'arbitraire.
4. Il doit faire preuve d'une juste autorité, sinon il ne pourrait ni faire respecter les lois, ni **"faire le bien qui est dans son cœur"**.

Enfin, il remercie tous ceux qui l'ont aimé, aidé et bien servi, puis, il déclare, devant Dieu et prêt à paraître devant Lui, qu'il ne se reproche aucun des crimes avancés contre lui.

A moins d'avoir l'âme naturellement basse, nul ne peut achever la lecture du Testament de Louis XVI, sans conclure comme le général Weygand, qui est bon juge en noblesse de cœur et de pensée : **"Humble devant Dieu, ferme devant les hommes, Louis XVI a fait preuve d'une grandeur d'âme exemplaire"**.

A lui seul ce texte suffirait à laver Louis XVI du reproche qui lui est

communément fait, d'avoir été un brave homme, plein de bonnes intentions, mais médiocrement intelligent et incapable de décision.

Ces pages nourries et solides ne sont pas l'oeuvre d'un secrétaire à la plume. Elles ont été écrites par le Roi isolé en sa prison. Toutes ces phrases ont été tracées de sa main, mûries en son esprit, dictées par son coeur. Eh bien ! si le style c'est l'homme, l'auteur d'un texte de cette qualité n'est médiocre ni par la culture, ni par le coeur, ni par la pensée.

*

* *

- Une comparaison vient à l'esprit du duc Levis de Mirepoix, en réfléchissant sur le procès de Louis XVI.

Au moment où Robespierre, après avoir définitivement rejeté la prolongation peu enthousiaste qu'il accordait à la monarchie, s'est dressé contre Louis XVI, il importe à la clarté du drame de voir qu'entre ces deux hommes s'opposaient deux idées de la France, pour chacune desquelles à dix-neuf mois d'intervalle, tour à tour ils allaient mourir.

Redoutable enjeu. Il s'agissait de rompre avec dix siècles de continuité... La cassure était facilitée parce qu'un seul homme dans sa chute allait emporter tout l'ancien édifice.

Une assemblée s'agite, impatiente de construire, sur des plans nouveaux, une maison nouvelle. Robespierre y est prêt. Mais les factieux pullulent encore. Il veut les extirper, rassembler les citoyens sous l'égide de la volonté générale qui ne sera pas le total des volontés de chacun, dans lequel le contrat social ne peut voir qu'un trouble mêlée. Il représentera une opération souveraine faite de l'abandon de chacun à la volonté de tous. Et sur cet être collectif reposera la liberté.

Maximilien s'avance pour accomplir la mission dont il se découvre l'inspiré. L'homme n'est plus dans l'homme, il est dans le citoyen.

Le grand jour politique n'a plus un échiquier devant lui aux cases différemment agencées pour remuer les pièces originales. C'est un simple damier pour d'identiques jetons qui ne doivent point "aller à dames".

La source du mouvement n'est pas en eux, mais dans la main qui les pousse. Cette main, c'est la volonté générale. En réalité, celui qui la ressent assez pour l'imposer sera un demiurge, voilà le rôle que, par son attitude, assumera Robespierre.

Les générations capétiennes ont oeuvré dans la diversité du sol et des groupements naturels autour d'un souverain que la filiation prolonge en un seul être et qui assure l'équilibre dans la poussée des variétés humaines.

Une telle souplesse n'est plus de mise pour le nouveau législateur. Il faut -les protagonistes l'ont dit en propres termes- que la Révolution soit géométrique. Elle n'a que faire d'un fleuriste là où il n'y a plus de jardin, mais des épis qui ne se dépassent point et suivent des sillons rectilignes.

Le réquisitoire contre Louis XVI, emblème à détruire de la monarchie, présentera un certain langage. La défense du roi en parlera un autre. Le monde ancien et le monde nouveau ne vont plus se comprendre... et il y aura deux échafauds face à deux chaînes d'argumentation par la mort.

Tel est le drame de la conscience française, dans les remous politiques des XIXe et XXe siècles.

Ainsi, Robespierre, par l'holocauste de Thermidor, deviendra l'animateur de bien des recherches politiques contemporaines qui verront naître l'école robespierriste.

Ainsi, Louis XVI, rejetant au pied de l'échafaud sa dépouille mortelle, aura transfiguré, par son sacrifice, la nostalgie de l'hérédité royale.

Sans doute, la France a-t-elle depuis parcouru des routes glorieuses, dans l'héroïsme, dans la civilisation, sous toutes les formes du génie humain. Il n'en est pas moins vrai qu'une coupure sanglante a marqué son histoire et qu'elle cherche de-

puis lors, sans jamais l'avoir retrouvé longtemps, son équilibre politique.

Depuis le 21 janvier 1793, la France, après la Convention nationale, a essayé douze régimes, subi six invasions du territoire et quatre de la capitale, alors que la monarchie expirante lui avait légué, avec la paix intérieure, un sol inviolé depuis plus d'un siècle et une capitale qui n'avait pas connu d'occupation depuis l'avènement d'Henri IV.

En sera-t-il ainsi jusqu'à ce que soit enfin exaucé ce vœu de Léon Bloy : "La Reine guillotinée, première du nom, régnera par-dessus tous les diadèmes des empereurs et des rois et par-dessus le tortil d'abjection de nos burgraves parlementaires. Cela, jusqu'à ce que s'éteigne en Europe le dernier cœur du dernier homme, la dernière pudeur de la dernière femme et la suprême étincelle des chevaleresques indignations de la conscience chrétienne !"

*
* *
*

§ VII : LA REVOLTE CONTRE DIEU

"La Révolution est en nous, en nos âmes"

(MICHELET)

- "Les grands retournements de l'Histoire, écrit le Père Paolo Calliari, ne surviennent jamais à l'improviste, ils ne mûrissent pas d'un jour à l'autre, leur incubation est ancienne, et c'est en s'en persuadant que l'on peut distinguer clairement les faits de l'actualité et, en les plaçant dans le cadre qui leur convient, comprendre les leçons qu'ils renferment". La Révolution, en effet, n'est pas venue spontanément. Elle a été le résultat d'une propagande d'idées lancées par quelques-uns et qui ont gagné des secteurs de plus en plus importants. Il n'en ira pas autrement de la Contre-Révolution. Elle n'avancera que par une propagande incessante, éclairant ce que fut vraiment la Révolution, réfutant son idéologie et dégageant des décombres révolutionnaires les idées fondamentales de la construction de la Société.

L'ouvrage de P. Calliari est précédé d'une préface du cardinal Pietro Palazzini, préfet de la Sacrée Congrégation pour les causes des saints, et il n'est pas sans intérêt de noter cette préface à un ouvrage si nettement contre-révolutionnaire, de la part d'un cardinal actuel. Le P. Calliari commence son livre en rappelant la lutte acharnée du père Bruno Lanteri, "proclamé vénérable par l'Eglise en 1965, rappelle le cardinal Palazzini, défenseur de la Contre-Révolution et surtout homme de foi profonde et courageuse, fondateur des Oblats de la Vierge Marie et dont l'Eglise a reconnu l'"héroïcité" dans la pratique des vertus chrétiennes à commencer par la foi".

Le P. Lanteri était né, en 1759, à Cunéo. Il mourut en 1830. C'est dire qu'il s'agit d'un contemporain de la Révolution et de la tentative de contre-révolution de 1815. Or, il insistait toujours sur la nécessité des erreurs de son temps et donc de la nécessité de les bien connaître auparavant. Il insistait sur la nécessité de combattre la mauvaise presse et la diffusion des bons livres.

"Lanteri et son groupe, écrit le P. Calliari, sont absolument et ouvertement opposés, non seulement à la révolution française et à toutes celles qui, de France, se répandirent en Europe, mais aussi à toutes les idées "nouvelles" qui avaient favorisé la révolution et les révolutions : libéralisme, tolérance religieuse, liberté, démocratie, peuple souverain, constitution politique, contrat social, égalité indiscriminée, séparation de l'Eglise et de l'Etat..."

Nous avouons qu'un tel livre, paru en 1986, préfacé par un cardinal est un signe encourageant. On se demande parfois si tout le désordre présent dans l'Eglise ne vient pas d'une incroyable ignorance.

/ LA PHILOSOPHIE DES LUMIERES /

- Dans les numéros de mars et d'avril 1984 de "LA REVUE UNIVERSELLE" éditée par SEGEF, 7 Rue Léon Bonnat 75016 PARIS) M. René PILLORQUET a fait un magistral exposé sur "les programmes culturels de la révolution de 1789". Mieux que nous, cet universitaire saura les exposer à nos lecteurs et nous lui empruntons ci-après quelques commentaires d'un haut enseignement.

"En 1789, (le parti révolutionnaire) n'a pas de programme culturel d'ensemble, moins encore de programme culturel précis. Les cahiers de 1789 ne demandent que **la liberté de la presse** -or, elle existe déjà - ainsi qu'une plus large diffusion de l'instruction. Mais entre le 5 mai 1789, date de la réunion des Etats, et le 10 août 1792, date de la chute de la royauté, c'est-à-dire durant la Constituante et sous la Législative, on voit, d'une part, élaborer les projets concernant l'instruction publique de Talleyrand et de Condorcet, et d'autre part **supprimer les congrégations religieuses** et mettre en oeuvre **la Constitution civile du Clergé**, mesures lourdes de conséquences pour l'avenir, notamment dans le domaine culturel. Enfin, après le 10 août avec la République et la Convention, et aussi plus tard, on assiste à une floraison, et partiellement à la réalisation de projets et de programmes culturels concernant des domaines de plus en plus nombreux. Parallèlement, du moins jusqu'à la chute de Robespierre, les programmes deviennent de plus en plus ambitieux, de plus en plus audacieux dans d'autres domaines encore, notamment dans le domaine social: rappelons que Robespierre et Saint-Just rêvent d'une république de petits propriétaires, donc d'une redistribution des biens. Mais tenons-nous en au domaine culturel. Ce qui est opéré en France, à partir de 1789, et surtout de 1792, c'est, d'une part, la projection, l'application de théories, d'un corps de doctrines conventionnellement appelé "philosophie des Lumières", et d'autre part celle de mesures empiriques qui s'expliquent par l'état de guerre. En tout cas, il est frappant que cette "philosophie des Lumières" débouche en France, directement sur la politique, alors qu'elle s'insère en Allemagne dans un souci de perfectionnement moral personnel".

"Les domaines qui sont concernés par ces programmes culturels sont au nombre de trois, à vrai dire inséparables les uns des autres : la Religion, les Lettres et les Arts, l'Education. Et je crois, estime René Pillorget, qu'il est légitime et indispensable d'évoquer en premier lieu le domaine religieux, la Religion pouvant être considérée comme l'une des composantes de la culture, et se trouvant, de toutes façons, porteuse de culture".

LA RELIGION :

" En majorité, les Français de 1789 n'ont, en fait de culture et même d'instruction- en dehors de leur formation professionnelle de paysan ou d'artisan- que celle que le clergé leur a dispensée par l'école, par le culte lui-même, par le catéchisme, par la prédication, par le prêt de livres, par la conversation. **La religion catholique imprègne la vie de la quasi-totalité des Français.** Elle marque aussi bien les noms des villages que ceux des rues ou des quartiers des villes, les prénoms des personnes, les paysages familiers, avec les églises, les chapelles, les calvaires, les statues, que les grandes dates de la vie, du baptême aux funérailles, et elle rythme les travaux et les jours avec son calendrier, ses fêtes et ses sonneries de cloches. Tout au plus peut-on noter certaine baisse de la pratique religieuse avec l'émigration des paysans vers les villes.

"Or, le parti révolutionnaire est mû par une philosophie rationaliste, humaniste, qui se situe, dans une large mesure, à l'opposé de la doctrine de l'Eglise catholique et même de celles des autres Eglises chrétiennes; une philosophie qui professe la bonté de la Nature, la possibilité d'atteindre la perfection dans l'ordre de la Raison. Le parti révolutionnaire comprend sans doute quelques athées, mais surtout des déistes. Un programme a été formulé, mais il se trouve dispersé dans de nombreux écrits. Il s'agit, de toute évidence, de **diminuer l'emprise du Clergé sur les populations**, de gagner celles-ci à "la philosophie", de faire que désormais ce soit la seule Raison qui guide les consciences et les conduites.

"Ce n'est pas parce que le Clergé était favorable à l'Ancien Régime qu'il a été attaqué par le parti révolutionnaire; **c'est parce que les révolutionnaires ont attaqué le Clergé que celui-ci, d'abord tout à fait favorable à la Révolution, dans sa majorité, du moins, s'est détaché de celle-ci et a passé à la Contre-Révolution.** Euphoriques en 1789, les relations du Clergé et du parti révolutionnaire ne tardent pas à devenir tendues, puis orageuses, puis dramatiques. Il faut dire que si le programme concernant la Religion n'a été formulé que d'une manière morcelée, ambiguë, la volonté du parti du changement se révèle singulièrement ambitieuse, et sa mise en application systématique.

"Dans un premier temps, c'est la **"mise à la disposition de la Nation"** de tous les biens du Clergé, contre promesse de traitements de fonctionnaires; la Constitution civile, qui pratiquement le détache de Rome et lui impose un test, le serment civique; la suppression de toutes les congrégations, masculines et féminines; enfin, fait moins connu, la suppression de nombreuses paroisses. Tout ceci est très grave, mais il est permis de dire que ces mesures se situent dans la tradition des juristes gallicans.

"En revanche, la seconde phase, après le 10 août, est marquée par une évidente volonté de déchristianisation. Dès le 21 septembre, le jour où la République est établie, **l'état-civil est laïcisé. "Une des mesures les plus profondément révolutionnaires qui aient été décrétées"** (Jean Jaurès). Elle vise à couper le peuple du clergé. Et en août 1793, il est interdit aux prêtres de tenir des registres concurrents, sous peine de déportation. Peu à peu, toute une politique est mise en oeuvre, de l'échelon national à l'échelon local, qui aboutit à de massives fermetures d'églises même tenues par des prêtres "jureurs", ainsi qu'à la suppression des traitements de ceux-ci. Cette politique vise à faire vivre les Français dans un cadre de vie et avec des habitudes différentes de celles que leur a fournies l'Eglise catholique au cours des âges. Il est légitime de dire que la France a connu alors une véritable tentative de révolution culturelle. Outre ceux que nous venons de mentionner, six moyens principaux sont utilisés pour la faire aboutir.

1. Tout d'abord, **le calendrier républicain.** "A quoi sert donc votre calendrier ? -A supprimer le dimanche." répond, à l'abbé Grégoire, Romme, mathématicien qui en a établi la structure générale, tandis que le poète Fabre d'Eglantine était chargé de trouver pour les mois des appellations nouvelles évoquant le cycle des saisons. Tâche difficile".

.....

"2. Autre moyen de déchristianisation : une tentative de révolution toponymique. On entreprend de modifier non seulement les noms de lieux qui évoquent la royauté ou la noblesse (...) mais aussi ceux qui évoquent la religion (...)"

"3. On procède également à une tentative de révolution anthroponymique. A cet égard, un essai de systématisation est présenté par un certain J.A. Carney, de Montpellier (...). Des révolutionnaires convaincus adoptent des prénoms romains ou en affublent leurs enfants : Gracchus, Brutus surtout, parfois Epaminondas. Les malheureux enfants trouvés sont appelés, selon les fantaisies de l'officier d'état-civil, Egalité, Liberté, Brebis, Aubergine, Carotte, Chiendent, etc..."

"4. Les fêtes républicaines sont destinées à remplacer les fêtes religieuses. Elles évoquent ces dernières, ainsi que les pèlerinages, mais aussi certains exercices des collèges jésuites car toutes comportent une compétition et une distribution de récompenses (...) Les fêtes républicaines sont **"les écoles de l'homme fait"** (Mona Ozouf). Un moyen d'endoctriner à la fois des jeunes et ceux qui sont trop âgés pour avoir reçu à l'école une éducation républicaine".

"5. On procède également à une tentative d'unification linguistique. Barrère, chargé par la Convention d'étudier ce problème, déclare la guerre au breton, à l'alsacien, au basque et au corse. Ce sont les langues que les prêtres parlent aux populations, les langues dans lesquelles ils leur prêchent le fanatisme et la superstition. En apprenant le français à ces populations, on les ouvrira à "la philosophie".

"6. Enfin, pour tous ceux qui éprouvent quelque nostalgie d'une véritable

religion, on érige des cultes officiels : celui de la Raison, puis celui de l'Etre Suprême, enfin la Théophilanthropie, qui correspond à deux périodes de la Révolution : Convention montagnarde et Directoire.

"En somme, conclut René Pillorguet, à s'en tenir au seul domaine religieux, on pourrait dire que l'on se trouve en présence d'une tentative de révolution culturelle beaucoup plus poussée que celle qui eut lieu dans l'Angleterre du XVIIe siècle au cours de laquelle les puritains supprimèrent la fête de Noël et même le théâtre -a pays de Shakespeare. Au demeurant, Cromwell et son parti ne songeaient nullement à déchristianiser l'Angleterre. Sous la Convention, et même plus tard, on a vraiment fait le projet d'instaurer en France une civilisation nouvelle, **qui ne serait plus une civilisation chrétienne**".

(Fin de Citation)

*
* *
*

/ LA PREUVE PAR L'ABSOLUTION /

- Demeure cependant une énigme qu'un historien américain, Timothy Tackett, vient de cerner, même si, dans "La Révolution, l'Eglise, la France" (paru aux éditions du Cerf), il n'apporte pas vraiment la réponse. Pourquoi 89, les Etats Généraux, les premiers mois de la Révolution se déroulent-ils dans une ambiance fraternelle et pourquoi le renversement un an et demi plus tard ? "Pourquoi, écrit Claude Langlois, dans le post-face du livre de Tackett, la suppression des dîmes et des biens du clergé, des chanoines et des réguliers s'est-elle effectuée dans l'indifférence alors que la constitution civile du clergé embrase la France ? " Et il répond : "Sans doute que celle-ci, en plus de son effet cumulatif, constitue une sorte de point de rupture, au-delà duquel le réformisme initial de la Constituante ne trouve plus un assentiment suffisant et bascule alors dans la coercition proprement révolutionnaire." Et dans son petit livre "Christianisme et Révolution" (Nouvelles Editions Latines), Jean de Viguerie apporte les éléments supplémentaires à la thèse de Tackett. Nous sommes au point central de l'événement révolutionnaire. C'est la Constitution civile qui a fait exploser le corps national français.

Hormis les persécutions, les massacres et la Constitution Civile du Clergé, véritable tentative d'instituer une contre-Eglise, un fait domine dont les conséquences sont visibles aujourd'hui : **la déchristianisation massive de la France** commence avec la Révolution. A la veille de 1789, la plupart des Français sont croyants et pratiquants, quinze ans plus tard un quart ou un tiers ne font plus leurs Pâques. Le phénomène n'ira qu'en s'accroissant dans les décennies suivantes. Le christianisme d'avant la Révolution n'était pourtant pas uniquement sociologique et "gestuel" : l'expansion de la dévotion dans les années 1780, les tirages des livres religieux ou ce que Jean de Viguerie appelle "la preuve par l'absolution" en sont le témoignage. **Il y a eu une volonté de certains hommes de 89 de s'opposer au christianisme et d'anéantir la puissance de l'Eglise.** La Constitution Civile du Clergé en 1790, la confiscation de ses biens, l'abolition des vœux de religion et l'interdiction des congrégations religieuses, enfin, le serment au régime en place que sont obligés de jurer les clercs pour rester en charge (tous les évêques sauf quatre et la moitié des prêtres refusent) sont les étapes de cette politique anti-religieuse.

Tackett, pour la première fois, donne les chiffres approximatifs des prêtres assermentés et de ceux qui refusèrent tout net : 55% environ pour les premiers, 45 % pour les seconds. Bien sûr, il faut manier ces pourcentages avec des précautions d'artificier ; mois après mois, la situation évolue. D'une manière générale il y eut, constate-t-il, **"symbiose"** entre le clergé et le milieu dans lequel il baignait. Le noyau de la vieille France dit plutôt "oui", les marches de la monarchie agonisante, plutôt "non".

Mais au bout de l'aventure il n'y aura que des perdants.

D'abord, parce qu'à l'aube des temps modernes, **la France se coupe en deux.** C'est toujours vrai : qu'on se souvienne du défilé de Paris contre la loi Savary. C'est Fernand Braudel qui, dans son dernier ouvrage publié avant sa mort, fait remarquer que cette manifestation est incompréhensible si l'on ne remonte pas jusqu'à la constitution civile qui **marginalisa pour la première fois** les catholiques français.

Ensuite, parce que la plus grande partie des dirigeants de la Convention voulait la liquidation du catholicisme. Jean de Viguerie cite des textes impressionnants. Du coup, on pourchassera et on jettera les bases d'une religion de remplacement : **l'Etre Suprême**.

Enfin, parce qu'une partie des prêtres qui en 91 refusent de prêter serment vont mourir : une partie de ceux qui acceptent la constitution civile veut quitter l'état sacerdotal; d'autres seront méprisés, mis au ban de la société ecclésiastique après le Concordat et au début de la Restauration. Il était trop tard. La déchirure du tissu national français n'est pas encore cicatrisée et celui-ci reçut une seconde blessure à la fin de la Seconde Guerre Mondiale, à l'époque d'une épuration aveugle et sanglante. De Gaulle n'était ni Henri IV ni Louis XVIII !

*
* *
*

- La mise hors-la-loi des prêtres réfractaires donne le signal des persécutions qui commencent alors et qui culmineront avec les massacres de 1792 et les guerres de Vendée. Au total, 40 000 prêtres prendront le chemin de l'exil, des milliers de paroissiens resteront sans prêtre parfois pendant dix ans. Si le Concordat napoléonien a rétabli la paix avec l'Eglise, on ne peut pas dire pour autant que la persécution religieuse a échoué. Vers 1805 on s'aperçoit qu'une partie notable de la population a cessé définitivement de pratiquer ou ne pratique plus que de façon irrégulière.

Frédéric Bluche a choisi de réouvrir le dossier des massacres de "Septembre 1792" (R. Laffont, 1986). Significativement, il a donné comme sous titre à son livre "Logiques d'un massacre". Septembre 1792 c'est un tournant dans l'histoire de la Révolution et c'est aussi un événement parfaitement organisé : en quelques jours la moitié des 2600 détenus politiques que comptent les différentes prisons de Paris sont massacrés. Il s'agit de frapper la capitale de terreur. Louis XVI a perdu son trône trois semaines auparavant, le 10 août. Il faut mater l'opinion qui marque peu d'enthousiasme pour le nouveau pouvoir en place (le Conseil Provisoire de Danton et Roland et l'Assemblée Législative). Un prétendu "complot des prisons" est inventé pour justifier le jugement sommaire et l'exécution immédiate des prisonniers parisiens. Grâce aux documents d'archives, l'historien doit reconnaître qu'il ne s'agit pas d'un mouvement spontané, une sorte de justice populaire féroce, mais d'un **massacre sciemment organisé**. Les autorités communales, l'état-major de la garde républicaine, l'Assemblée législative ont laissé agir les massacreurs. Septembre 1792 est sans doute moins un dérapage de la Révolution qu'une des étapes d'une fuite en avant commencée, comme l'avait déjà remarqué Burke, dès le 5 et 6 octobre 1789 par le massacre sans raison des gardes du roi à Versailles.

- Jean Dumont, depuis plusieurs années, s'acharne lui aussi à sortir des sentiers battus de l'Histoire **à sens unique**. Ce goût lui est venu très jeune, alors qu'il collaborait avec Daniel Rops pour compléter et illustrer son "Histoire de l'Eglise". "C'est à ce moment-là, dit-il, que j'ai commencé à douter de l'impartialité avec laquelle était traitée la Révolution française. Je me suis rapidement aperçu que son enseignement était monopolistique, qu'elle ne prêtait à aucune véritable recherche, qu'on se contentait de répéter inlassablement la même chose". Et Jean Dumont de refuser cette lune de miel entre l'histoire officielle de la Révolution et de l'Eglise, dont Rops et Latreille, tous deux démocrates chrétiens, étaient l'illustration parfaite.

Le comble c'est qu'il lui a fallu découvrir, aux Etats-Unis, en Espagne, en Allemagne et en Angleterre ce qu'on nous cachait soigneusement en France : son caractère essentiellement antireligieux.

Ainsi des milliers de pamphlets antichrétiens datant de 1788, dénichés en Allemagne mais introuvables à la Bibliothèque nationale, lui font ouvrir les yeux.

Après la découverte en 1954 du "Mythe de la Révolution française" de l'Anglais Cobban, et celle de "L'histoire sociale de la Révolution française" de Hampson en 1963, il se met à la tâche : "L'Eglise au risque de l'Histoire" et "La Révolution

française et les prodiges du sacrilège".

Jean Dumont avec "Pourquoi nous ne célébrerons pas 1789" résume les mensonges essentiels de 1789, le prétendu bonheur du peuple, la prétendue liberté qui a ensanglanté la France et lui a donné un siècle de retard sur le reste de l'Europe.

*
* *
*

§ VIII : LA TERREUR OU LES LOGIQUES D'UN MASSACRE

"Si vous connaissiez les affreux détails des expéditions ! Les femmes brutalisées... avant d'être déchirées par ces tigres; les boyaux coupés et portés en turbans; les chairs humaines mangées sanglantes ! Vous connaissez mon enthousiasme pour la Révolution ! Eh bien, j'ai honte !"

(Mme Roland à Bancal des Issarts)

"L'ordre d'aujourd'hui est le désordre de demain.

(SAINT-JUST)

"Le gouvernement républicain ne doit aux ennemis du peuple que la mort. Le ressort d'un gouvernement populaire dans la paix est la vertu, le ressort d'un gouvernement populaire en révolution, est à la fois la vertu et la terreur. La terreur est une justice prompte, sévère, inflexible elle est donc une émanation de la vertu."

(ROBESPIERRE)

/ LES MASSACRES DE SEPTEMBRE 1792 /

- Le silence de l'Eglise de France, à la veille de la commémoration du bicentenaire de la Révolution, a quelque chose de déroutant. On n'entend pas le son de ses voix autorisées. Elles devraient pourtant en avoir à dire. C'est contre l'Eglise catholique, apostolique et romaine que s'est faite la Révolution. Les dates sont là, implacables, impitoyables qui jalonnent un processus d'anéantissement et d'extermination.

4-11 août 1789 : Suppression des privilèges et de la dîme. 2 novembre 1789 et 14 avril 1790: confiscation et mise en vente des biens du clergé, interdiction des ordres monastiques : 12 février 1790. 12 juillet 1790: constitution civile du clergé qui soustrait l'Eglise de France à l'autorité du pape. Evêques et curés sont désormais élus, même par des non-catholiques. Ils sont payés par l'Etat. A l'automne 1790, le serment de fidélité est exigé. 1791 : les grandes écoles de théologie sont fermées. Les congrégations hospitalières, ou enseignantes, jusque-là tolérées, sont dissoutes. 1792 : le port de l'habit religieux et du costume ecclésiastique est interdit (avril) 27 mai 1792 : les prêtres qui refusent de prêter serment sont condamnés à l'exil. Les églises sont pillées. 26 août 1792 : arrestations en masse. Les prêtres réfractaires seront déportés en Guyane. Au couvent des Carmes sont rassemblés l'Archevêque d'Arles les Evêques de Beauvais et de Senlis; le maître général des Bénédictins, environ 160 prélats et religieux. Le 2 septembre, les gardiens les préviennent :

- Sales cabotins ! Vous allez danser la carmagnole !

De la rue montent des rumeurs, des cris , l'atroce chanson de l'émeute :

"Nous percerons leurs flancs

"Nous boirons tout leur sang"

Bientôt le portail est ouvert à grand fracas. Le sabre à la main, le ceinturon hérissé de pistolets, les Frères rouges de Danton font irruption. Le massacre com

mence. Ce jour et cette nuit-là, les égorgeurs tueront dans toutes les prisons de Paris. Aux Bernardins, à Saint-Firmin, au Châtelet, aux Carmes, à l'Abbaye, à la Conciergerie, à Bicêtre, à la Grande et à la Petite Force, à la Salpêtrière. Entre 2522 et 2535 prisonniers seront tués et parfois dépecés.

Les victimes ont été recensées. Elles se répartissent ainsi. Prisonniers de droit commun : entre 891 et 1017 (Le Châtelet, les Bernardins, Bicêtre et la Salpêtrière étaient des prisons de droit commun). Gardes et Suisses : 81-82. Politiques : entre 49 et 89. Prêtres 223. **Soit 17% environ du total.**

Ce qui permet à un historien aussi mesuré et au-dessus de la mêlée que Frédéric Bluche d'écrire : "Les massacres de septembre sont aussi un indice, parmi d'autres, du caractère anti-chrétien de la Révolution".

Les septembriseurs sont, on l'a souligné, des sans-culottes "héros" du 10 août. Ils ont joui d'une quasi-impunité : ils furent célébrés, congratulés, petits commerçants, petits patrons, de la graine de jacobins, quelques militaires et gendarmes. Trente-neuf comparaitront en 1796, ils avaient en moyenne trente-six ans, trois furent condamnés à vingt ans de fers. La province a accompagné, 132 massacrés du 3 au 9 septembre. Elle a encadré 92 victimes du 9 juillet au 2 septembre, 30 du 10 septembre au 28 octobre. Paris conserve la palme et le massacre des prévenus de la Haute Cour d'Orléans est l'oeuvre d'une bande parisienne mandatée par la Commune, les tueurs avinés d'un gangster, Fournier l'"Américain".

L'opinion publique a été sensible à la qualité des victimes, la princesse de Lamballe, et à l'horreur du supplice. On a donc cherché. D'un côté le complot, de l'autre la juste réaction du peuple exacerbé par les menaces de Brunswick et le bruit d'un complot des prisons. Les girondins ont masqué leur lâcheté dans la thèse du complot, elle sera celle aussi des contre-révolutionnaires. A gauche on passe l'éponge. En 1935, Pierre Caron met enfin un terme à une recherche gênante. Son oeuvre est un chef d'oeuvre d'érudition, de camouflage, le plus savant mensonge et le plus fieffé service aux manes liberticides de "l'immaculée Révolution". Triomphent "l'irresponsabilité des hommes politiques, l'impuissance" des institutions, "le caractère souverain de la justice populaire".

De cette pyramide, Frédéric Bluche ne laisse pierre sur pierre. De l'impuissance de l'institution, le courageux maire de Versailles, Richaud, fait justice **a contrario**. Le peuple, quel peuple ? une étude fouillée montre que la minorité active même à Paris n'atteint pas 10%, infiniment moins en province. **Justice, non, vengeance, extermination.** Des institutions, il n'y en a plus du 10 août au 22 septembre, la France est dans un vide institutionnel total. Quant à la spontanéité, elle est invraisemblable. Si on ne peut trouver trace d'une organisation administrative, la **manipulation n'est pas douteuse**. La Révolution n'est plus soutenue que par une **infime minorité**, le peuple qui a pris la place de la Nation, **Is fecit cui prodest**. A travers l'élection à deux niveaux, où moins d'un dixième des électeurs eurent l'envie ou la possibilité de s'exprimer, l'effet de terreur recherché a contribué à la désignation d'une **convention** au sens propre **populaire** qui ne fut jamais nationale que par antiphrase.

Voici la thèse, elle est incontournable. Les montagnards encadreront cette terreur, ils l'institutionnaliseront, elle n'est pas un accident, mais l'instrument indispensable d'une infime minorité idéologique qui s'impose par l'intimidation, levier de la force. Les montagnards laisseront courir une surévaluation du massacre. Cette erreur les sert.

- **Reste la seconde proposition.** Pour Frédéric Bluche comme pour Clémenceau, la Révolution est un bloc. Pour lui, du 23 juin 1789 au **génocide de la Vendée** et aux **lois de prairial** la dérive est insensible et continue. Tout au plus fait-il un sort au 6 octobre 1789. Bluche s'oppose donc presque autant à Furet qu'à Soboul/Vovelle, aux libéraux qu'aux terroristes. Nous hésiterons à le suivre jusqu'au bout. **Logiquement il a raison**, mais dans le flux humain de nos désirs et de nos obscurs vœux, nous croyons qu'il simplifie quelque peu.

De toute manière, l'inexplicable, l'acte fondateur de la tyrannie, la cause du génocide et d'un siècle et demi de guerre civile larvée, la Révolution l'a signé,

le 12 juillet 1790, dans la Constitution civile du clergé que Louis XVI avait la possibilité de différer jusqu'au refus imminent du pape. Et la face du monde était chargée. Frédéric Bluche a l'intelligence intransigeante de la jeunesse. Sa voix est noble elle est claire, elle dérange, elle sera étranglée.

*
* *
*

- Dans "**Les massacres de septembre**" (Librairie Académique Perrin), G. Lenôtre a réuni les témoignages qui avaient échappé au massacre : méthodiquement, il étudie chaque prison à son tour : la Force, l'Abbaye, les Carmes, puis il donne les "dossiers des Massacreurs" tels qu'il les a trouvés dans les archives de police constituées, lorsque, quelques années plus tard, l'indignation publique exigea une sanction. Pourtant, ces gens faisaient encore peur, (on le sent dans les rapports de police) et l'on ne fit guère qu'esquisser une enquête : elle ne fut point poussée et, lors de la Restauration, la Monarchie, qui se montrait française et soucieuse de l'union des Français, ne chercha point à exercer des vengeances tardives, mais plutôt à assouplir les indignations très justifiées. Cependant, il apparut de façon évidente que Panis, Sergent, Maillard, Méhée de la Touche et quelques autres avaient reçu mission de susciter les massacres qui vidèrent les prisons des Carmes, de la Conciergerie, du Châtelet, de la Force, de l'Abbaye de St. Germain-des-Près, de Bicêtre, de la Salpêtrière, de la Tour Saint-Bernard, du Séminaire Saint-Firmin.

Bien entendu, les massacreurs se gardèrent de laisser des documents sur leurs victimes; beaucoup d'entre-elles étaient d'anciens hauts fonctionnaires de la Monarchie, des ministres, encore en fonction en 1792, en particulier le plus fidèle et le plus marquant d'eux tous, Xavier de Laporte, qui possédait la confiance de Louis XVI et qui fut son dernier, son plus dévoué conseiller.

Ce nom suffit à déceler l'intention des chefs qui créèrent l'atmosphère favorable aux massacres, puis les rendit possibles et même excusables, jusqu'à ce jour pour ceux qui veulent bien se laisser berner par la propagande révolutionnaire et par les niaiseries libérales. Il s'agissait, avant tout, de faire disparaître **sans jugement, sans publicité**, les ministres de Louis XVI qui, depuis 1789, servaient d'intermédiaires entre le Roi et l'Assemblée, plus particulièrement entre le Roi et les chefs révolutionnaires, avec lesquels Louis XVI, fort sagement, s'efforça de garder des contacts. Or l'homme assez royal, assez intelligent, assez courageux pour assurer ce service fut toujours Xavier de Laporte, par les mains de qui passèrent toutes les sommes (immenses) que réclamèrent lesdits meneurs pour se montrer moins sectaires, ou même pour se rallier secrètement à la Monarchie. Or, le plus vénal, le plus avide d'eux tous fut Danton, meneur des Cordeliers. Lenôtre ne le désigne pas comme le moteur et meneur de ces scènes atroces, car, dit-il, "en dépit de recherches actives et de déductions passionnées, jamais ne fut découvert l'ordre écrit qui déchaîna la tuerie"

On n'a jamais trouvé ce papier, qui, sans doute, n'existe pas, mais on possède l'aveu du coupable enregistré par un témoin impartial, lucide et sûr.

Il figura dans le beau livre sur "**La jeunesse de Louis-Philippe**" qu'écrivit Mme Castillon du Perron, d'après les papiers de la Maison d'Orléans, que Mgr le Comte de Paris l'avait autorisé à consulter; le jeune prince, confiant en Danton qu'il savait partisan de son père, Philippe-Egalité, se permit un jour de lui dire l'indignation que lui causaient ces massacres. Danton l'interrompt brusquement et lui interdit de reprendre jamais ce sujet, car **il se reconnaissait comme l'auteur responsable de ces massacres**, dont il proclamait la nécessité politique. La conversation s'arrêta là. Louis-Philippe ne savait pas, alors, que Danton avait reçu de grosses sommes de Xavier de Laporte. Lui vivant, il était sous la menace de ces révélations, qui l'eussent rapidement conduit à la guillotine.

*
* *
*

- De bonnes âmes démocrates que les flots de sang de la Terreur contrarient, feignent de croire que la Révolution a "dérapé" au moment du 10 août, qu'auparavant tout se passait le mieux du monde. Il y aurait une révolution propre et une révolution sale qu'il ne faut surtout pas confondre. Les

républicains calment leur conscience comme ils peuvent et croient se laver les mains, à peu de frais, de crimes inépiables. Théorie d'une plaisante inanité. Exception faite de quelques opportunistes démagogues, **le personnel révolutionnaire est le même** qui préside à la fête de la Fédération, aux massacres de septembre et à l'exécution du Roi. La violence s'impose dès le premier jour et dès 89, on tue, on pille, en toute impunité. Passant d'assassinats en émeutes, emportés dans le tourbillon d'horreur de cette tragédie, nous sommes au regret de déranger vraiment trop de monde et trop d'idées reçues. Nous le faisons bien plus tard que Taine grâce à qui l'histoire de la Révolution prit un tournant décisif et heureux. C'est ce qu'en son temps expliquait déjà Charles Maurras :

"La publication des **Origines de la France contemporaine** marque une sorte de ligne de partage des eaux dans l'histoire de la pensée publique au XIX^e siècle. Je dis de la pensée publique; les esprits réfléchis savaient depuis longtemps à quoi s'en tenir. Il y a eu par Taine un brusque changement, dans la moyenne des Français cultivés et lettrés, sur le fait révolutionnaire. On admettait en général qu'il fallait aimer l'esprit de la révolution et en détester les horreurs. On pensait que 1789 devait être marqué d'un caillou blanc et 1793 d'un caillou rouge et noir. Taine ne fut pas le premier à montrer mais il fut le premier à faire comprendre, en professeur incomparable qu'il fut toujours, que 1789 et 1793 procèdent du même esprit, représentant le même personnel, la même tactique et les mêmes événements: l'anarchie spontanée commence la Terreur, la Terreur continue l'anarchie spontanée. S'il eût pu lire les dernières recherches sur le rôle des sociétés secrètes, notamment l'étude de MM. Augustin Cochin et Charpentier, publiée à **L'Action française**, l'illustre philosophe n'eût pas manqué de resserrer encore la formule d'identité: Bien avant M. Clemenceau, il a formulé la doctrine du Bloc révolutionnaire. Aujourd'hui, l'on est pour ou l'on est contre ce bloc. Si on ne distingue plus, c'est que Taine a lumineusement établi qu'il n'y avait aucune matière à distinguer. Taine a montré qu'il ne fallait pas distinguer davantage entre la Révolution et le Consulat. C'est encore la même chose. Même esprit, même personnel. Taine a donc mis l'intelligence française en présence des abus incontestables, inévitables, criants de l'Ancien Régime, puis du principe directeur de la Révolution: l'intelligence française n'a pu manquer de reconnaître que ce principe était mortel, au lieu que le principe contraire, caché, déformé, perverti par mille abus, n'en était pas moins le principe d'une vitalité ardente, d'un ordre constant, d'une longue et sérieuse possibilité de progrès.

"Est-ce tout ce que nous devons à Taine ? Il nous a rendu un service plus général, celui que rend toute expérience bien faite, toute observation bien conduite et bien suivie. En exposant un cas de l'Histoire de France, il a mis son lecteur en possession d'une vérité générale, extrêmement simple, mais extrêmement oubliée et fautive de laquelle le Français était devenu incapable de penser en matière politique. Taine nous a rappelé le critère de cette science. Il nous a appris à juger politiquement non d'après des dogmes philosophiques préconçus ou des idées plus ou moins justes, mais d'après un fait : **le fait de prospérité ou le fait de décadence**. Le Play avait déjà enseigné que les sociétés prospères devaient nous servir de modèles et cela comme Machiavel et comme Aristote. C'était bien oublié chez nous ! L'école libérale, dans laquelle tant de royalistes se sont fourvoyés sous le Second Empire, se croyait généreuse en faisant bon marché de nos intérêts nationaux comme si-même au point de vue religieux- la communauté française n'était pas notre prochain, à tout le moins au même titre que le roi de Prusse, ou l'empereur de Chine ! Taine a rappris à notre esprit public la vieille leçon de penser, en politique, qui est la façon nationale: la bonne. Elle s'étend très loin. Elle mène plus loin encore, plus loin que Taine lui-même ne serait allé. Qui promet de juger des affaires politiques par rapport à l'intérêt de la nation française, est assuré de faire un beau bout de chemin, s'il ne manque ni de probité ni de sens logique.

Sainte-Beuve disait : le vrai, le vrai seul, Taine voulait le vrai utile. C'est qu'il avait pitié de la folie et de la misère des hommes. Il n'ignorait pas que la justice était un devoir de secours contre tant de faiblesse. Ni sa bonté, ni sa logique ne supportait l'idée d'une révolte de collégiens, d'une insurrection d'aliénés. Il avait conçu pour la démocratie une haine aussi généreuse que juste".

Source : **Charles MAURRAS**

(Gazette de France, 24 septembre 1905)

/ "LES GRANDS ANCETRES" /

- Ce devait être le plus grand effort de libération de l'homme jamais tenté ! ce fut la plus terrible opération d'appauvrissement des facultés humaines, de tarissement des sources de l'âme. Tout ce qui a été émondé durant ces terribles années est ce qui rendait les âmes vivantes et faisait leur richesse. L'Etat libérateur mutile ceux qu'il veut régénérer et plus ceux-ci, essayant de demeurer ce qu'ils étaient, se révoltent ou se dérobent, et plus l'Etat devient furieux et accentue sur eux sa pression. Les résistances ne cédant pas assez promptement, il recourt à la force et l'Etat libérateur **ne règne que par la Terreur**.

Seuls des êtres atteints d'étranges plaques d'insensibilité morale et d'inconscience intellectuelle peuvent s'être faits les entraîneurs, les directeurs d'une telle entreprise, et tels furent en effet ses grands hommes.

Marat est un fou dont les imaginations délirantes et la logique homicide sont décrites dans l'ouvrage de pathologie mentale de cet ami de Taine qu'est le Docteur Trélat.

Un beau matin, la bête révolutionnaire se décréta raisonnable : son délire était au plus fort. Elle ordonna le culte de la Raison. Mais l'âne républicain demeurait un âne, et, au moment où l'on idolâtrait la Raison, des tricoteuses, abîmées en prières, vénéraient la Sainte Image de Marat installée au milieu des cierges dans des niches préparées à cet effet.

Le 28 nivôse de l'an II, les élèves de la Patrie vinrent annoncer à la Convention qu'ils avaient choisi Le Pelletier pour saint patron à la place de saint Nicolas. Les enfants des écoles durent faire le signe de la Croix aux noms de Marat, de Le Pelletier et de Lazowski.

Le 20 nivôse, on divinisa Marat dans l'église de la Sorbonne "jadis autel de la démente, maintenant métamorphosée en temple de la Raison". Et déjà, on décida de substituer au Credo des fanatiques une profession de foi prématurément ouverte au monde :

"Je crois à Marat tout-puissant,
Créateur de la Liberté et de l'Egalité, notre espoir, la terreur des aristocrates,
Qui est sorti des entrailles de la nation et s'est révélé à la Révolution,
Qui a été assassiné par les ennemis de la République,
Qui a répandu sur nous son souffle égalitaire,
Qui est descendu aux Champs-Élysées,
D'où il viendra un jour pour juger et condamner les aristocrates"

(Catéchisme de Nantes et d'Angers, 1794)

Les tricoteuses du Front Populaire devaient le beugler plus tard entre la Nation et la République : "La Raison tonnait en son cratère".

- Danton, lui, n'est pas un fou. Il a même des côtés supérieurs, mais c'est un **"barbare"**, une brute d'un autre âge, un **"Franc"** du Ve siècle avec les cupidités, les attendrissements passagers, la sanguinaire cruauté du primitif. Le rapide portrait que nous en avons brossé ci-avant nous dispense de tout autre commentaire.

Quant à Robespierre, il n'est ni un fou ni un barbare. **"Il est le suprême avorton et le fruit sec de l'esprit classique. De la philosophie épuisée il n'a gardé que le résidu mort"**, et en répète les **"formules apprises"**, se donnant par leur jargon grandiloquent l'illusion de la pensée. Il n'est pas fou, mais une conviction malsaine l'habite, celle de son incorruptibilité, puis de sa vertu. N'étant faite que de principes moraux abstraits, sa politique est plus exterminatrice encore que celle de Marat. Elle ajoute les athées à la liste de ses victimes, et aussi une persécution de classe à la persécution politique. Les commerçants qui violent la loi du maximum, les cultivateurs qui ne livrent pas leur récolte, rejoignent les ci-devants dans les prisons. La France est un abattoir. Les représentants en mission, les agents subalternes

y perdent la raison dans la fumée du sang qu'ils répandent. La tension est trop forte, la machine psychique n'y résiste pas et, tandis que tombe à terre la draperie dont la civilisation l'avait revêtu, l'animal originel, **"le gorille féroce et lubrique"** reparait dans l'homme.

La folie n'est jamais logique. Or toute la carrière de Robespierre s'est développée rationnellement. Ses seules fautes -si l'on se met au point de vue de son ambition vertueuse- furent, à l'origine de vouloir ignorer le véritable état d'esprit populaire, et à la fin de ne pas frapper ses adversaires avant qu'ils ne le prévinsent en profitant d'un discours maladroît. Si pourtant on admet qu'on peut avoir du génie sans aucune expérience de la vie et que le génie ne se dément pas à son premier débouchement grave, on accorderait quelque chose de génial au personnage de grand guillotinéur, tel que le peignent les historiens romantiques. En fait, ce personnage n'a pas existé.

Nous pensons très profondément que le monde est plein de Robespierres, et que la seule singularité de celui qui nous occupe fut de rencontrer des circonstances qui lui permirent d'accéder à la toute-puissance.

Aventure qui fut aussi celle de ses compagnons, complices et victimes. Mettons à part Jean-Paul Marat, qu'il aurait fallu, dès son premier accès, enfermer dans une camisole de force. Tous les autres -qualifiés de "géants" par des poètes mégalomanes - n'étaient que de **petits-bourgeois très ordinaires**, chacun avec ses qualités et ses défauts, ses dons et ses vices, dont aucun ne méritait une attention exceptionnelle. Seulement les dons et les vices de l'obscur avocat artésien prirent, au faîte du pouvoir, des proportions énormes, par rapport au milieu dans lequel il se trouvait.

Ce qui n'aurait été, dans des conjonctures normales, que les caquets et les caprices d'un bavard de province devint, appuyé sur les forces aveugles d'une assemblée, d'une armée, d'une gendarmerie, d'une police à la merci des clubs fanatisés, l'équivalent de Néron ou de Caligula ; comme un insecte devient un plésiosaure sous une forte loupe.

Quelque preuve qu'en donne Saint-Paulien, dans sa remarquable réfutation psychologique des théories à la gloire de son anti-héros, Robespierre n'avait pas l'esprit plus dérangé que la plupart des êtres qu'on rencontre tous les jours. Il n'était qu'ivre de sa puissance aussi soudaine qu'incroyable, conquise par les mêmes moyens que ceux qu'il eût employés pour être nommé juge suppléant au tribunal d'Arras.

A cette époque, de petits hommes, déchets de l'évolution naturelle, furent projetés vers le haut par des destins malencontreux et se retrouvèrent maîtres de la vie et de la mort d'un grand pays, au moment où les élites de ce dernier semblaient toutes ensemble dans une sorte d'indifférence suicidaire. **Le gigantisme apparent de Robespierre résulte de la même erreur d'optique que Gulliver à Lilliput, et sa folie a pour cause cette crise de l'intelligence, chez les hommes supérieurs, qui les empêche de démontrer que la plupart des autres sont à moitié fous.**

Si, en outre, ils sont ou se croient vertueux, la société qu'on leur livre ainsi est perdue.

- Le duc de Lévis-Mirepoix attribue à Maximilien de Robespierre un certain sens de l'Etat. S'il s'agit d'unitarisme et d'autoritarisme, on peut en convenir. Mais l'Etat c'est tout de même autre chose. Est-ce le servir que violer ses plus anciennes et plus solides traditions et de les remplacer par des morceaux de mauvaise littérature ? Est-ce le sauver que de le détruire ? La manière dont les "géants" prétendus traitèrent, notamment, la Vendée ne peut se comparer qu'au génocide encore frais à notre mémoire du Cambodge. Quant à la guillotine !.. Notre historien fait une remarque intéressante : savez-vous que l'Incorruptible n'avait **jamais** vu fonctionner la sanglante machine, pièce-maîtresse de sa politique, avant le jour où il y porta lui-même sa tête ?

Exemple saisissant de l'écart qui s'étend entre les idées dont se nourrissent les démagogues et les faits auxquels aboutit la réalisation de ces idées.

Vint en effet le jour où certains s'épouvantèrent qui se sentaient désignés

par le couperet. Ayant à choisir entre leur perte et celle de Robespierre, dans un terrible sursaut les Conventionnels choisirent la sienne. Le gouvernement révolutionnaire était alors condamné. Les vainqueurs eussent voulu qu'il survécût, mais après avoir envoyé les impurs à la guillotine, ils viennent d'y envoyer **le pur des purs**. Après avoir guillotiné les hérétiques, ils viennent d'éliminer le grand prêtre de l'orthodoxie. Le cercle est refermé, et ne leur offre plus d'issue. **"En lâchant leur docteur, les Montagnards ont lâché leur principe"...**

Quand Robespierre, la mâchoire broyée et alors moribond, fut traîné sous le couperet, un soupir de soulagement gonfla toutes les poitrines. La Terreur appartenait au passé. On allait pouvoir vivre. Ce fut alors la réaction thermidorienne. Elle fut l'oeuvre, écrit Louis Madelin, de gens qui ne valaient pas mieux que les septembriseurs d'hier et qui, souvent, avaient du sang sur les mains. Le Directoire fut le règne de l'incapacité et de la licence. Le pays, écoeuré, cherchait un homme qui, réalisant ses vœux de 89, affermit les résultats de la Révolution en terminant celle-ci tout à la fois par la restauration de l'autorité et la consécration définitive de l'égalité devant la loi. C'est Jacques Bainville, nous semble-t-il, qui disait de Napoléon qu'il représentait à ses yeux "la Révolution bottée".

*
* *

/ PAS DE QUARTIER ! /

- Homme de pensée, pas d'action, doué d'une volonté lucide et froide mais à éclipses qui lui fit défaut quand il en eut besoin pour sauver sa tête -(un cyclothimique, diraient les médecins), Robespierre aurait pu être royaliste et installer une monarchie constitutionnelle mais la Reine refusa de lui accorder, ne serait-ce que le titre (sans les fonctions) de précepteur du Dauphin : son instinct de mère lui montrait la noirceur de ce personnage méchant et jaloux. Rien de pire qu'une ambition déçue. Robespierre devint l'ennemi juré de la Royauté. La révolution doit purifier la France et comment purifier le pays sinon dans le sang ? Ce sera la Terreur. Marat et Robespierre s'entendent pour provoquer le meurtre. Robespierre ne va pas au devant des assassins, sans doute les méprise-t-il, ces instruments de son dessein. Les aristocrates ? On en tuera, on en a déjà tué. Les prêtres ? On continue : assassinats, guillotine, noyades... Mais aussi et surtout les paysans, des artisans, des journaliers. Le peuple français, ce petit peuple au nom duquel on fait la révolution, va payer un tribut insensé. La simple délation orale suffit aux bourreaux. Belle occasion de se débarrasser d'un rival, d'un ennemi ou, tout simplement, du propriétaire de biens à piller... Combien de morts ? Marat avait réclamé 200 000 têtes. Il les eut sans doute...

- Notre ami Henry COSTON -(Publications Henry Coston, B.P. 92-18, 75862 Paris Cédex 18)- a eu l'excellente idée de publier la liste des grandes figures immolées au cours de ces années de folie. Il s'agit de l'exacte nomenclature, établie en 1862 par Louis-Emile Campardon, de toutes les personnes qui furent traduites devant le Tribunal révolutionnaire de Paris et dont le plus grand nombre fut envoyé à l'échafaud. Cela en application de la "loi des suspects" qui permettait de dénoncer et faire arrêter toute personne soupçonnée de tiédeur révolutionnaire...

Voilà une juste participation à l'histoire. Ce document émouvant révèle notamment que "contrairement à ce que l'on a pu croire, les guillotins de la Terreur se sont recrutés **beaucoup moins parmi les "aristos" que parmi les gens du peuple**. Se sentant menacés, un grand nombre de nobles avaient émigré dès les premiers mois de la Révolution. Les victimes sont donc principalement **des artisans et des laboureurs, des marchands et des religieux**, désignés comme des "ennemis de la nation" parce qu'ils avaient essayé de se soustraire aux réquisitions, ou simplement parce qu'ils avaient exprimé un peu trop haut leur mécontentement du blocage des prix et des salaires, et en général de la politique du gouvernement".

Pendant ce temps, en effet, le coût de la vie a atteint la cote d'alerte. Tandis que le salaire d'un ouvrier varie de 3 livres à 7 livres, on paye de 24 à 25 sols la livre de boeuf, 5 livres 10 sols, la livre de sucre qui valait 20 sols en 1789.

etc. Forts de la liberté chérie que l'Etat jacobin leur a promis, les garçons boulangers, les maçons, les charpentiers décident de faire grève. On incarcère sur le champs 17 d'entre-eux, journaliers, trois employés d'imprimerie, des ouvriers employés aux fabrications de guerre qui sont traduits devant le tribunal révolutionnaire, tandis que la Commune comprime d'avance toute tentative de relèvement des salaires. Pauvre peuple souverain !

Tandis que les ateliers ferment, qu'il n'y a pas de pain pour la population, les maisons de jeu roulent toute la nuit, la passion de la danse dégénère en folie, les rapports de police signalent que les traiteurs et les pâtisseries sont mieux fournis que jamais. Un fleuve d'inimaginable misère déferle dans la boue de sang et de plaisirs. Hébétée, la nation jadis la plus rieuse, la plus insouciante du globe, ne présente aux regards que des figures livides, crispées et dans les rues encombrées de fumier, agonise pour la Liberté, l'Egalité, et la Fraternité.

Dans la France de 1795, vingt millions de muets n'espèrent plus que survivre.

Quand on sait par Sébastien Mercier, l'un des fondateurs de la République, qu'il n'y avait pas plus de **1200 républicains à Paris, sur 640000 habitants**, on a beau ne pas ignorer que les révolutions sont le fait des minorités agissantes, on reste confondu en pensant qu'il eût suffi d'une poignée de contre-révolutionnaires décidés pour stopper l'une des plus grandes tragédies de notre Histoire nationale, et dont nous portons encore les écrouelles.

Mais pendant que s'agitaient les Clubs, on dansait à l'hôtel Crillon et l'on buvait du thé à l'anglaise.

*
* *
*

- Les historiens qui, périlleusement pour leur réputation, défendent en bloc la Révolution, n'aiment pas qu'on dise que le massacre des nobles fut un génocide. Pourtant, qu'est-ce qu'un génocide sinon le fait de persécuter et de tuer des gens pour le simple motif de leur naissance ? Or une foule de nobles ont été conduits à l'échafaud pour le simple motif que leur nom comportait une particule. C'est bel et bien du génocide, quel que soit le nombre des victimes, et ici il fut considérable, surtout à raison du nombre assez faible des familles nobles. Bien mieux, des femmes ont été conduites à l'échafaud parce que leur mari avait émigré, ou était "considéré comme émigré" et qu'elles n'avaient pas voulu divorcer, même par grimace et faux-semblant. Ce n'est pas du génocide, ça ?

Il est vrai que souvent la qualité de nobles ou parents de nobles n'était qu'un prétexte pour faire confisquer leurs biens et les racheter à vil prix. Est-ce une excuse si le vol s'ajoute au génocide ? Ainsi en octobre 1793, Bonaparte reprend Toulon : par une affiche il demande qu'on lui dénonce les ennemis de la République, qu'il fait fusiller : le lendemain, il n'y avait plus un seul créancier vivant dans Toulon.

De même pour les prêtres massacrés. Il y en aurait eu, selon ces historiens blasés, 16%. Un sur six : une paille ! Que diraient-ils si l'on égorgeait un professeur à la Sorbonne sur six ? Les mêmes historiens, se référant à nous ne savons plus quel Américain, comme si nous n'avions pas Taine et bien d'autres Français sans doute trop impartiaux à leur goût, disent avec soulagement qu'il n'y eut pas autant de nobles que ça sur l'échafaud, et que **88% des suppliciés étaient des gens du peuple**. Merci de cet aveu précieux ! En fait, sur l'ensemble des victimes de la Terreur, 28% sont des paysans et 41% des artisans, des ouvriers, des commerçants !

Se vantent-ils avec autant d'ingénuité, pour ne pas dire naïveté, de ce qu'écrivait le sanguinaire Saint-Just dans son "Rapport à la commission des moyens extraordinaires" daté du 14 août 1793 : "On tanne à Meudon de la peau humaine. La peau qui provient d'hommes est d'une consistance et d'une bonté supérieure à celle des chamois. Celle des sujets féminins est plus souple, mais elle présente moins de solidité".

- Peu de chercheurs ont osé mettre un nez indiscret dans les comptes de la Convention. Trop de gens honorables et de dynasties bourgeoises sont les héritiers des fortunes amassées en ce temps béni des concussionnaires. Bruguière pourtant a soulevé un morceau du voile, et ce qu'on aperçoit passionne ! Le 8 Thermi-

dor, Robespierre eut la maladresse d'insulter Cambon. Cambon, le lendemain, fut l'âme du mouvement qui fit tomber l'Artésien... Car, c'est Bruguière qui nous l'apprend, Cambon pour soutenir le budget de la guerre, se livrait à des trafics fort louches : l'Incorruptible le savait et fermait ses chastes yeux, feignant d'ignorer **qu'il tirait sa force de la corruption**. Les rouvrir lui coûta cher ! Personne n'ignorait les tripotages de Danton : il ne manquait plus que de découvrir les petites bassesses de Maximilien.

*

* *

- Ce qui nous incite à poser une question plus générale au sujet de la Terreur elle-même. Tels de nos lecteurs invoquent comme circonstances atténuantes ou comme justification pour cet épisode sanglant la gravité et l'urgence des périls intérieurs et extérieurs qui menaçaient alors la Révolution (on sait que le même argument a été invoqué pour excuser la terreur léniniste dans la Russie de 1917). En ce qui concerne du moins notre Révolution, l'argument a été contesté et réfuté par les contemporains eux-mêmes.

Au printemps de 1794, c'est-à-dire au moment même où se déchaîne la "Grande Terreur", **la Révolution n'est plus en danger**. Elle est victorieuse sur tous les fronts. L'invasion étrangère a été repoussée aux frontières par des victoires éclatantes. Encadrées par les sous-officiers de Louis XVI et munies de la meilleure artillerie de l'époque, celle de Gribeauval, **les armées républicaines sont parties à la conquête de l'Europe**. L'armée de la Vendée catholique et royale a été écrasée dans des batailles décisives et se trouve condamnée désormais à des activités de guérilla. Les insurrections de Toulon et de Lyon ont été matées.

La Terreur s'explique moins par le danger présent que par le danger passé. Les hommes de la Révolution se vengeaient d'avoir eu peur.

*

* *

§ IX : L'ESPRIT DE COBLENCÉ

/ LA LEGION DES VOLONTAIRES FRANCAIS /

- Pour l'opinion publique, toujours partielle dans ses jugements, l'émigré, juste victime de la Révolution, n'est qu'un personnage odieux et falot, incarnant à lui seul tous les abus et tous les vices de la monarchie... Un grand seigneur **parti le coeur léger et le sourire aux lèvres**, quelques rouleaux de louis dans ses bagages, pressé de retrouver ailleurs les plaisirs dont la Révolution l'avait privé, ses fêtes, ses bals, ses jeux et ses salons dorés. Traître au surplus car il n'hésita pas à mettre son épée au service de princes étrangers qu'il combattait la veille et parce que ses ennemis, les Jacobins au pouvoir, s'étaient **arrogé le monopole du patriotisme**.

La réalité est bien différente de cette image partisane. Pour la plupart de ceux que l'on accuse d'avoir renié leur patrie en secouant la semelle de leurs bottes, une fois franchie la frontière, **l'Emigration n'a pas été une désertion**, encore moins une partie de plaisir, mais une nécessité vitale. Effrayés par un bouleversement social dont ils n'avaient su ni combattre les causes ni mesurer les conséquences, victimes de vexations incessantes, spoliés dans leurs biens, insultés dans leur foi, menacés dans leur vie, soucieux en outre d'abattre un régime abhorré et mûs par le désir de rétablir dans ses prérogatives séculaires le roi, seul souverain légitime à leurs yeux, les nobles-ceux de Versailles, mais aussi ceux qui vivaient retirés sur leurs terres-formèrent certes le gros des troupes de l'Emigration. Il ne faut pas oublier cependant qu'ils furent rejoints en exil par de nombreux **ecclésiastiques**, par des **bourgeois** et même par des **paysans**. on ne parle jamais des dix mille Alsaciens passés en Allemagne pour fuir les exactions révolutionnaires. Tous ceux-là partirent à contre-cœur, regret-

tant la terre natale qu'ils devaient abandonner pour aller vivre avec l'angoisse du lendemain dans un pays où tout, la langue, les mœurs et jusqu'à l'air qu'ils y respiraient leur était étranger, sinon hostile.

Ghislain de Diesbach, dans son "**Histoire de l'Emigration**", distingue trois périodes différentes quant aux motifs qui poussèrent un certain nombre de Français à s'expatrier et aux conditions dans lesquelles ils le firent. Dès le lendemain de la prise de la Bastille, plusieurs personnalités compromises ou connues pour leur hostilité aux idées nouvelles ou bien encore celles que la faveur dont elles avaient joui à la Cour désignait à l'exécration populaire furent contraintes d'émigrer. Ce fut le cas, par exemple du maréchal de Broglie, des princes de Rohan ou des Polignac. Ce fut aussi le cas des princes de la famille royale, le comte d'Artois, le comte de Provence et le prince de Condé. Ces derniers quittèrent d'ailleurs la France sur l'ordre exprès de Louis XVI. Le roi voulait-il prendre ses distances avec des princes dont le prestige personnel pouvait lui porter ombrage ? Voulait-il ainsi préserver l'avenir de la dynastie, sauver des existences qui lui étaient chères ? Ghislain de Diesbach se garde de répondre à ces questions mais un fait demeure : en donnant lui-même le signal de l'Emigration, Louis XVI a couvert de son autorité un choix politique que la pression de l'Assemblée lui fera plus tard désavouer et même condamner. Et cette caution royale pèsera certainement dans la décision de nombreux émigrés.

Ces émigrés de la première heure partirent comme on part pour un raout, ravis d'échapper aux dangers qu'ils présentaient, ravis de n'avoir plus à dissimuler leurs opinions et de retrouver près d'une cour étrangère une société brillante, conforme à leurs goûts. Ne croyaient-ils pas d'ailleurs, que leur exil serait bref ? Ce n'était que quelques mois à passer, **autant valait les passer le mieux possible et en sûreté**. Ils furent en 1790 peu nombreux. La haute noblesse, sceptique et voltairienne était dans son ensemble acquise aux idées nouvelles, les Noailles ou les La Rochefoucauld n'émigrèrent qu'après l'échec de leur parti. D'autres, croyant avoir payé leur tribut et donné des gages aux Moloch, demeurèrent en France. Ils payèrent sur l'échafaud le prix de leurs illusions. Cependant l'élan fut plus vif en province. Dès 1791, de Bretagne, de Normandie, du Maine ou d'Auvergne, de nombreux hobereaux s'enrégimentèrent sous la bannière des princes pour rester fidèles à eux-mêmes et sans nul espoir de récompense.

Pour ceux-là l'Emigration ne fut pas un caprice ou une mode comme ça avait pu l'être pour ceux qui les avaient précédés sur les routes de l'exil. C'est souvent la mort dans l'âme et non sans avoir pesé leur décision qu'ils se résignèrent à tout abandonner. En période de crise, **le plus difficile n'est pas de faire son devoir mais de savoir où est le devoir**. Partir, n'est-ce pas désertter, livrer le roi à ses ennemis, laisser le champ libre à tous les excès révolutionnaires ? Mais émigrer n'est-ce pas obéir aux lois de l'honneur, accomplir **le plus sacré des devoirs** ? Lorsque le pays tout entier est devenu une prison, lorsque la pratique de la religion est interdite, lorsqu'il n'est plus permis de penser ni d'écrire librement, lorsque votre vie est quotidiennement à la merci d'une délation, est-il déraisonnable d'abandonner un pays devenu la proie des forcenés qui mettent en prison les honnêtes gens, libèrent les galériens, encouragent les mutineries, acquittent les incendiaires et excusent les assassins à condition que leurs crimes aient pour victimes des aristocrates ? Au nom de quel principe supérieur faudrait-il accepter de se laisser immoler sur place ? Où se trouve, en 1792, la véritable patrie et que signifie ce mot dont les Jacobins se gargarisent ? La patrie ce n'est pas seulement un ensemble de villes, de champs et de hameaux, c'est la France telle que nous l'ont laissée nos pères avec ses traditions, ses coutumes et ses lois. Pour les émigrés de 1792, la patrie se confondait avec la personne du roi et c'est pour rendre au roi ses pouvoirs légitimes qu'ils se retrouvèrent à Coblenze.

C'est en 1792 que les choses se gâtèrent pour les émigrants. En sonnant le glas de la monarchie, la journée du 10 août sonna l'heure de l'ultime départ pour tous ceux qui avaient espéré pouvoir sauver le malheureux Louis XVI en restant à ses côtés. La période qui suivit fut l'une des plus sombres de l'Emigration. Pourchassés, pros- crits, frappés de mort civile, ayant vu leurs biens confisqués et **vendus à l'encan**, risquant d'être guillotisés sur une simple suspicion ceux qui décident alors de fuir

une patrie marâtre ne peuvent plus le faire qu'au prix de mille périls.

*
* *
*

- On a pris l'habitude, en France, de tenir les émigrés pour des traîtres, la Restauration pour une Collaboration avant le mot, et les révolutionnaires pour des patriotes purs et sans tâche. Désormais, grâce à M. de Diesbach qui a su les évoquer, les vaincus de 89 apparaissent sous leur vraie lumière. Ils font partie intégrante de l'Histoire de France et il est temps de les sortir de l'enfer.

Ceux qui examinent leur cas en s'efforçant à l'impartialité savent que l'émigration est assimilable au phénomène du rejet : le corps social se métamorphosant, il expulse la société arrivée à son terme, afin de lui substituer de nouvelles classes. Les causes anecdotiques, du départ des uns et des autres, ne sont plus alors que les manifestations apparentes d'un tropisme inversé : le Destin prend le nom des exil et le monde peut continuer de changer, voire d'avancer si l'on est optimiste.

Les émigrés eux-mêmes, contrairement à la boutade classique ("ils n'ont rien oublié ni rien appris"), sont revenus transformés à l'égard du pays tout neuf qu'ils retrouvaient.

"Les chemins de l'exil et les traverses de l'adversité conduisent à Dieu nombre de gens du monde, et même des gens d'Eglise, qui s'en étaient écartés... Le malheur réchauffe leur foi, l'excès de malheurs provoque chez certains une forme de religiosité qui touche parfois au mysticisme". Voilà pour la révolution de l'âme. Quant à celle de l'esprit, c'est tout simplement un morceau de romantisme qui a éclos dans les escadrons de Condé.

"On voit apparaître pour la première fois dans la littérature un autre type de héros, qui doit sa séduction à sa faiblesse et non à sa force, son prestige à ses malheurs plutôt qu'à ses prouesses. Ce n'est plus le paladin du XVII^e siècle ou l'aventurier picaresque du XVIII^e, mais une victime de la fatalité, un être désarmé errant à la recherche d'une âme soeur, s'abandonnant à la Providence.

Ainsi le comte Hilarion de Liedekerke-Beaufort rapporte à sa mère : "Nous avons rencontré beaucoup d'émigrés. Ils ont un air de misère qui fait peine à voir : imaginez que nous avons trouvé toute la noblesse d'Anjou se chauffant autour d'un feu de fagots, au milieu d'un bois, et faisant la soupe pour dîner".

Sans le savoir, en partant, les émigrants tenaient leur rôle dans les avatars du monde moderne. Leur fuite n'était pas due à un caprice, à "une bouderie de grands seigneurs vexés, mais à une nécessité souvent impérieuse".

Pour M. de Diesbach, "s'il faut blâmer l'émigration, le drame doit, dans ce cas, retomber, non sur les émigrés, mais sur Louis XVI, qui par son attitude ambiguë, sa passivité devant le désordre, et sa politique maladroite, a été le principal auteur d'un mouvement qu'il encourageait d'ailleurs en secret".

L'opinion publique, si elle s'avise d'être impartiale et documentée, devra donc réviser son jugement sur ce point du passé, en constatant les faits relatés. Et méditer, en s'inspirant de cette loi de la sociologie selon laquelle il est nécessaire que les privilégiés animent le mouvement des idées qui doivent bientôt les balayer, afin que tourne une nouvelle page du Grand Calendrier.

Les malheurs des émigrés sont une leçon pour notre présent, ce qui devrait faire cesser l'"apartheid psychologique" où nos préjugés les cantonnent depuis deux siècles.

*
* *
*

Ni les autres Etats ni leurs pairs ne réservent un bon accueil à ces fuyards qui, convaincus d'incarner la fleur de la civilisation occidentale, ont gardé, et malgré leurs épreuves, garderont jusqu'au bout leur frivolité, leur arrogance et leurs erreurs d'optique. De leur côté, les émigrés exècrent en général les pays qui leur offrent un asile, méprisant les habitants.

Jusqu'en 1792, jusqu'à la débâcle devant Dumouriez (qui deviendra lui-même un des leurs), ils forment encore un parti en armes, sûr de sa revanche, résolu à exterminer les révolutionnaires et à soumettre le roi à leur pouvoir. Ils voudraient remonter le cours du temps jusqu'à la Fronde. Ensuite, ce ne seront que de misérables épaves.

Ghislain de Diesbach nous fait suivre les pérégrinations à travers la Hollande ridiculement vertueuse, l'Angleterre où renaît une vie de salon, les Allemagnes dont les princes se vengent des affronts subis à Versailles, l'Autriche particulièrement hostile ; les Habsbourg n'ayant pu perdre l'habitude de regarder les Bourbons comme l'ennemi héréditaire, l'Espagne non moins hérissée (les duchesses d'Orléans et de Bourbon seront expulsées), Hambourg un "hâvre de paix", la Russie qui trouvera en Richelieu un gouverneur de Crimée adoré et un fondateur de ville, l'Amérique indéfinie, choisie par le vicomte de Noailles pour devenir le siège d'un phalanstère.

Nous voyons le futur Louis-Philippe errer, rejeté de tous, Mme de la Tour du Pin "rôtir un gigot avec majesté", Mme de Flahaut écrire un best-seller, Mme de Genlis, offrir de trahir les compagnons d'infortune moyennant la permission de rentrer en France, La Fayette "disparaître de la scène de la Révolution comme un héros de théâtre qui tombe avant la fin de la pièce".

Le mot est de Rivarol. C'est lui aussi qui raille les émigrés s'épurant mutuellement. En effet, "cette société est entièrement gouvernée par la passion politique et la persistance des rancunes". Ceux qui approuvèrent la Constitution sont des monstres au regard de la coterie du comte d'Artois. Que dire des fils du régicide (Orléans) ou de ses anciens officiers de Dumouriez ?

Le fossé deviendra infranchissable pendant le Consulat et l'Empire, époque à laquelle beaucoup de nobles regagnèrent la France lors de la campagne de la Russie, il y aura un Rochechouart sous les ordres de Napoléon et un autre dans l'armée du Tsar. La Restauration sera moins le temps de la revanche que celui des désillusions. Le duc de Montmorency-Luxembourg soupirera : "Le monde n'a plus besoin de nous".

*

* * *

- Ajoutons que dans son "Histoire de l'Emigration" Ghislain de Diesbach précise que les émigrés n'étaient pas uniquement des nobles, mais qu'il y avait parmi eux des hommes et des femmes appartenant à l'élite des trois ordres. C'est ainsi que 10 000 paysans alsaciens, nous l'avons dit, émigrèrent parce qu'ils voulaient rester fidèles à la religion catholique, qu'un simple paysan comme le grand-père des Daudet, de nombreux artisans lyonnais et de nombreux ecclésiastiques quittèrent la France également.

"Et si, pour le grand public, ce sont surtout les nobles qui émigrèrent, c'est tout simplement que, parmi les exilés, ils étaient les plus instruits et que ce sont eux qui ont davantage écrit sur leurs aventures", ajoute l'auteur.

Il est donc clair que, sous l'Ancien Régime, **la fidélité des citoyens s'entendait d'abord à l'égard de la personne royale**. D'où il suit que les vrais "patriotes", pour tout esprit imbu de la révolution, n'étaient pas les gens des clubs, les théoriciens de la subversion armée ni les (assez mythiques) volontaires de l'An-Deux, mais bel et bien les soutiens de la monarchie qui se groupaient, pour la sauver, au delà des frontières.

Cette manière de voir n'est pourtant plus la nôtre, et c'est néanmoins la seule qui ne soit pas entachée d'anachronisme. Surtout au regard d'une aristocratie dont la nature se voulait encore "**féodale**". Par hypothèse, elle se réclamait des guerriers francs qui s'étaient partagé la Gaule au temps des invasions barbares. Seulement cette origine n'avait plus, depuis longtemps, qu'une signification décorative et conventionnelle, sauf pour un très petit nombre de familles. Beaucoup de vieilles lignées s'étaient éteintes - l'impôt du sang qu'elles étaient seules à payer - et les noms avaient été relevés par des plébéiens enrichis, beaucoup de fiefs avaient changé de main, ce qui avait suscité une floraison douteuse de "noms de terres", au bénéfice des marchands, de financiers et de magistrats. La plupart des châteaux dont furent

chassés tant de "comtes" ou de "marquis" aux titres "**de courtoisie**" n'appartenaient plus aux descendants des premiers seigneurs du lieu, lesquels descendants avaient souvent déchu, dérogé, sombré dans l'obscurité des métiers ou des emplois secondaires.

Pour chacun des personnages cités par Ghislain de Diesbach - et qui portèrent mélancoliquement aux quatre coins du monde devises et blasons- il y aurait une étude généalogique à faire : que valent leurs parchemins ?... Analysant l'ensemble des réponses, on pourrait en tirer une explication psychologique de l'étrange passivité avec laquelle cette brillante noblesse se laissa massacrer ou déposséder. Et aussi de l'acharnement qu'elle avait mis auparavant à ruiner les principes sur lesquels reposaient ses privilèges.

Malgré la vaillance dont devait faire preuve la petite armée de Condé, il faut bien constater que les émigrés ne se comporteront guère en l'occurrence comme les membres d'une caste militaire. L'épée qu'ils portaient n'était plus qu'une arme de parade -dont le dernier vestige, un peu ridicule, pend au flanc de nos académiciens.

Quand, après l'extravagante Nuit du Quatre-Août, les villages entrèrent en insurrection et que les représentants de l'élite sociale se précipitèrent vers les frontières, on ne peut oublier que la majorité des fuyards avaient, pour suivre la mode, donné dans ce qu'on nommait "les idées nouvelles". Dont la conclusion logique était qu'ils n'avaient aucun droit, mais tous les torts. Ils avaient appelé de leurs vœux les circonstances qui, soudain, les contraignaient d'émigrer, par le développement d'un état d'esprit qui découlait d'autres circonstances, où ils s'étaient complu depuis un demi-siècle ; la corruption conjugale ou familiale de la haute-société, l'adhésion de celle-ci aux thèses anti-chrétiennes de l'Encyclopédie, l'engouement des nobles pour la franc-maçonnerie et les sociétés de pensée, leurs dispositions qui alliaient cynisme et jobardise, immoralité et sensiblerie, reniement des anciennes croyances et mythes de l'âge d'or, fable puérile du bon sauvage.

Ainsi, la noblesse française, ressemblait à s'y méprendre-sauf le langage et les manières- à notre bourgeoisie avancée, qui présente le même mélange de bavardage subversif et d'égoïsme jouisseur, l'un et l'autre idéalisés par le goût de l'utopie.

*
* *
*

/ LA BONNE CONSCIENCE DES "DETENTEURS DE LA VERITE" /

Le nom "d'émigrés" acquit vite un sens péjoratif. On leur reprocha d'avoir combattu d'autres Français et d'être revenus dans les fourgons de l'étranger. Mais lorsqu'à la Restauration, de très nombreux opposants républicains et bonapartistes quittèrent le pays à leur tour, lorsqu'ils s'activèrent à la préparation du renversement du régime, lorsqu'ils tentèrent de profiter d'une action militaire française en Espagne (1822-23) pour susciter des désertions dans l'armée, lorsqu'ils créèrent de nombreuses unités, comme la "Légion libérale étrangère" pour combattre les troupes françaises et les combattirent effectivement en Catalogne et à La Corogne, ils n'encoururent aucune disgrâce de la part des "**vrais historiens**". Ou bien on ne souffle mot de ce qui s'est passé ou bien on en parle comme d'une "glorieuse équipée en Espagne". Il n'y a donc pas eu faute. Il faut savoir certes que ces **opposants étaient principalement républicains**. Napoléon III arrivant au pouvoir, encouragé et soutenu par Victor Hugo, oublia de récompenser dignement le grand homme qui passa aussitôt dans l'opposition et partit en exil. Après avoir annoncé la défaite du petit N", en Crimée et attendu en vain sa conséquence, la chute de l'Empire, Hugo lança une proclamation aux Mexicains qui luttaient contre les Français : "**Hommes de Puebla ! Vous avez raison de me croire avec vous**. Ce n'est pas la France qui vous fait la guerre, c'est l'empire... Combattez, luttiez, soyez terribles et si vous croyez que mon nom est bon à quelque chose, servez-vous en... l'empire échouera, je l'espère, dans sa tentative infâme et vous vaincrez ! "Si on comprend bien, cela signifie : "**Tuez du Français, utilisez mon nom pour votre propagande ! Courage, l'armée française sera vaincue ! "Mais il faut se garder de condamner Hugo puisque les "détenteurs de la Vérité" patriotique ne lui ont fait aucun grief à ce sujet**. Il faut savoir que Hugo

était le barde de la "démocratie" et qu'il était dans la ligne des partisans des "lumières". Contrairement aux vœux de Victor Hugo, les soldats français prirent Puebla. En pénétrant dans la ville, ils virent de nombreuses affiches sur les murs, c'étaient des proclamations signées de deux députés de la Seine, Jules Favre et Ernest Picard, qui les incitaient à la désertion. Aucune réprobation ne s'est attachée au nom de ces deux parlementaires, **ce n'étaient pas "des traîtres"**. Il faut savoir qu'ils étaient **"républicains"**.

- Lorsqu'en 1870, la tension monta entre la France et la Prusse, l'opinion réclamait la guerre. De tous les côtés, on entendait les cris de "A Berlin !". Pauline de Metternich note dans ses mémoires que les gens étaient saisis par la psychose guerrière : "Il ne faut pas que l'on vienne nous dire que personne en France ne voulait la guerre". Opinion confirmée par Gustave Flaubert dans une lettre à George Sand : "Je vous assure qu'ici, on se ferait assommer si on s'avisait de prêcher la paix !" **C'était donc bien le pays qui voulait la guerre et non pas le régime.** Napoléon III était d'ailleurs très réticent. Les opérations commencèrent et Sarrebruck, ville ouverte, fut bombardée dans l'allégresse; ensuite à Reichshoffen, commença la chute des illusions. Le 7 août 1870, après la défaite de Wissembourg, l'avocat Jules Ferry s'écria joyeusement sur les marches du Palais de Justice de Paris : "Les armées de l'Empereur sont battues". Personne qui eût quelque autorité en matière de civisme ne lui en fit le reproche. **Il faut savoir que Jules Ferry était l'un des chefs du parti républicain.**

Après Sedan, il ne fut pas question pour les républicains de réaliser l'union sacrée autour de l'Impératrice-régente. Il était plus urgent à leurs yeux de faire la révolution, **pratiquement sous le feu de l'ennemi, pour rétablir la République.** La fameuse Commune, que l'on a coutume de considérer comme un mouvement d'indignation nationale devant le défaitisme du gouvernement, n'éclata que seize jours après l'entrée des Allemands à Paris, alors que les pourparlers d'armistice duraient depuis plus de deux mois. Le 21 mars 1871, le général von Schlotheim informa le commandant en chef des Communards que ses troupes avaient reçu l'ordre de garder une attitude amicale envers les insurgés. Il reçut en réponse une lettre du délégué des Affaires extérieures de la Commune précisant que : "La révolution accomplie dans Paris, ayant un caractère municipal, n'est en aucune façon agressive à l'égard des troupes allemandes". Trois semaines plus tard, par l'intermédiaire de leur délégué à la guerre, Cluseret, les Communards écrivaient au commandant en chef des troupes allemandes : "Il est parvenu à la connaissance de la Commune de Paris que la somme de cinq cent millions qui, aux termes de la convention militaire, devait être réglée par le gouvernement français au gouvernement allemand ne le sera pas à la date prévue. **Dans ce cas, la Commune s'offre à régler elle-même cette somme et demande une entrevue à cet effet...**"

L'entrevue eut lieu le 27 avril et Cluseret fit savoir aux délégués allemands que : "La Commune consent à payer à l'Allemagne une somme de cinq cent millions de francs dont trois cents millions en obligations de la ville de Paris et le reste sous forme de taxes d'octroi". Il prit également l'engagement formel de **"mettre en liberté tous les prisonniers allemands qui pourraient être détenus à Paris"**. Cluseret insista auprès de Holstein et du général Fabrice, les délégués allemands : "Surtout ne restituez pas aux Versaillais les forts occupés autour de Paris par les troupes allemandes".

Bizarre attitude pour des défenseurs intrépides de la Patrie mais aucune condamnation morale n'a été prononcée par les habituels Censeurs et Inquisiteurs. **Il faut savoir que les Communards étaient ce qu'on appellerait aujourd'hui d'extrême-gauche.**

Leur attitude n'est pas plus délictueuse aux yeux des manipulateurs de l'Histoire que celle des communistes jusqu'à la guerre germano-soviétique et, par la suite, pendant les guerres d'Indochine et d'Algérie.

La subversion mondialiste devant le vocabulaire

- Ainsi, pourrait-on en conclure que les mots, dont "ils" se servent parfois jusqu'à la nausée, de "Patrie" et d'"Honneur", **n'ont de sens et n'impliquent d'obligation que lorsqu'il s'agit de défendre un régime hier "républicain", au-**

jourd'hui un régime de gauche et de plus en plus à gauche au fil des années. A ce propos, il faut noter que "de gauche" ne veut dire ni opposé au grand capital financier ni en faveur du peuple. Au contraire, si "la gauche" tente d'abattre les industriels qui appartiennent au patrimoine de la communauté, pour leur substituer d'anonymes technocrates étatiques manipulés de manière occulte, elle fait avec constance la politique de la haute-finance mondialiste dont elle est d'ailleurs partout l'émanation.

D'où, aussi, les énormes moyens financiers dont elle dispose. A ce propos il faut à tout prix sortir des idées reçues qu'impose le nouveau conformisme. D'où encore le docile gauchissement des "mass media". Doit être considéré comme "bon" tout ce qui vient de gauche, c'est-à-dire qui va dans le sens mondialiste. Le "patriotisme", par exemple, n'est "bon" que lorsqu'il sert ce but-là. La preuve. Écoutons deux hommes de gauche à propos de la dernière guerre. Max-Pol Fouchet déclara naguère : "Comme j'ai trouvé du côté de la Résistance que dans la mesure où l'occupant était nazi, non dans la mesure où il était allemand", tandis que Julien Benda affirmait : "J'aurais tenu la collaboration pour un bienfait si l'Allemagne nous avait apporté un régime meilleur que le nôtre". Aucune indignation n'a accueilli ces prises de position "inciviques".

Les vigilants professionnels ont gardé le silence à propos de pareilles professions de foi. Il faut rappeler qu'elles émanent de gens de gauche.

On est donc loin de "l'amour sacré de la Patrie". Ce qui importe, c'est le bien de "la cause" : république d'abord, puis socialisme-marxisme, enfin communisme.

Comme Staline, acculé dans les années 41-42, "on" ne se sert du sentiment national que pour servir le mondialisme antinational, de même qu'on use du mot "socialisme" pour enserrer les peuples, et notamment les travailleurs, dans le carcan d'une exploitation de fer comme en U.R.S.S. Le propre de la subversion mondialiste consiste à brandir des mots "sympathiques" pour aboutir, sous leur couvert, à des réalisations diamétralement opposées au sens qu'originellement, ils avaient.

*
* *

§ X : LES RÉVOLUTIONS VEULENT ÊTRE VUES DE LOIN

/ LA PUISSANCE DE LA PEUR /

- M. Jacques PLONCARD D'ASSAC présente dans "LECTURES FRANÇAISES" (revue déjà citée) un exposé magistral sur lequel le lecteur doit réfléchir.

"Robespierre, écrit-il, qui n'avait pas d'esprit, mais savait être grinçant dans ses propos, se disputait un jour à la Convention avec Louvet qui l'accusait de violer la légalité. - On a taxé d'illégalité, disait Robespierre, toutes les opérations du Conseil de la Commune, ce reproche est très fondé, sans doute la chute du trône était fort illégale, sans doute tout ce qu'a fait la Commune était illégal, comme la révolution. Que pouvait répondre Louvet ? **La démocratie est une révolution permanente.** Vouloir la fixer en un point est une contradiction. Mais comme les gens en place voudraient bien y rester, ils se mettent à s'interroger sur la révolution qu'ils ont faite et Pétion a ce mot étonnant :

- "Les révolutions veulent être vues de loin, ce prestige leur est nécessaire : les siècles effacent les taches qui les obscurcissent ... **Nos neveux nous croiront grands**".

Il serait temps que les neveux commençassent à avoir des doutes, que l'imposture leur paraisse aussi claire qu'aux contemporains. Car enfin, qui a mieux vu qu'eux ce qu'allait être l'impossible démocratie ?

C'est tout de même Marat qui écrit le 26 novembre 1792 : "Nous avons aboli le despotisme royal, qu'y avons-nous gagné ?... Mais, dit-on, toutes les places sont à la nomination du peuple, c'est sa faute s'il ne choisit pas bien". Et Marat répond : "Le peuple doit nécessairement être la dupe de tous les fripons... qui savent manier la parole, flatter le peuple... La justice n'est pas mieux rendue, et les finances sont mal administrées-déjà !-, quant aux dilapidations elles sont triplées, car il y a cent fripons aujourd'hui contre un autrefois . Du moins la machine marchait-elle alors : au lieu qu'elle est actuellement tirillée en tout sens et qu'elle est presque toujours paralysée, lorsqu'elle n'est pas agitée de mouvements convulsifs... Les temps de l'illusion sont passés... Il ne restera donc au peuple d'autre parti à prendre que de rétablir le despote : c'est à quoi la faction criminelle le pousse par le désespoir, ou de se donner un nouveau prêtre. Mais avant d'en venir là, il faudra passer par des crises orageuses, qui entraîneront probablement la dissolution de l'Etat, et des secousses effroyables".

Ainsi, deux mois après la proclamation de la République, Marat prévoit la Terreur, le Directoire et Bonaparte.

Il n'est d'ailleurs pas le seul à prévoir que tout cela finira mal. Les bons bourgeois républicains de la Révolution de 1792 philosophent ainsi le 26 décembre : "Si la raison pouvait influencer sur les événements, sans doute le parti des hommes qui abhorrent le sang, et qui demandent enfin le règne des lois, aurait lieu de compter sur le succès; mais dans un temps d'orages et de tempêtes, dans un moment surtout où le peuple désespéré par la misère qu'il éprouve, est plus facile à égarer, il nous est impossible d'avoir notre jugement sur les futurs contingents qui se préparent pour ou contre la tranquillité publique".

Et le lendemain : "Par une inconcevable fatalité, indigne d'un siècle de lumière et plus indigne encore d'hommes libres, nous nous sommes endormis sur les choses et les mots seuls sont devenus l'objet constant de nos querelles et de nos divisions".

A la Convention, Saint-Just a un mot de littérateur, mais qui sonne comme un glas : "Je ne vois plus dans l'Etat que du papier, de l'orgueil et de la misère".

- C'est alors que Pétion publie un opuscule intitulé : "Un petit mot sur une vérité importante". C'est, croit Ploncard d'Assac, la première critique lucide de la démocratie. Pétion commence par rappeler qu'"avant notre immortelle révolution, quelques hommes instruits, quelques philosophes, méditaient sur la science des gouvernements, sur les principes de la liberté, sur les grands objets d'économie politique".

Il s'agit bien évidemment du travail des Loges maçonniques et des sociétés de pensée, que l'initié Pétion évoque ici. Alors arrive la Révolution, fomentée, soudoyée par les Loges, rendue possible par l'esprit qu'elles ont diffusé dans la noblesse et la bourgeoisie d'affaire. Et, sottement, ces maîtres secrets donnent le pouvoir au peuple.

"Cette masse, écrit Pétion, est aujourd'hui en activité, et ouvre les yeux à la lumière ; elle veut le bien et cherche à s'éclairer. Mais qu'arrive-t-il ? elle prend ses premières idées pour des connaissances, ses premiers aperçus, pour des résultats de l'expérience; **sa présomption est d'autant plus grande, qu'elle sait moins.** Plus les sujets sur lesquels elle s'essaie sont importants, plus ses fautes sont graves, et ses écarts funestes.

"L'homme qui a le moins cultivé sa raison, se met à haranguer, parle avec assurance sur les matières les plus difficiles, les entrevoit à peine, les envisage sous de faux rapports. Ceux qui l'entendent n'étant ordinairement pas plus instruits que lui, l'applaudissent, recueillant l'erreur avec avidité, la propagent, et comme mille endroits s'ouvre chaque fois à des partages de cette espèce, insensiblement l'opinion publique se corrompt et prend une fausse direction. Cette opinion égarée vient ensuite presser de son poids toutes les autorités, et les entraîne dans son cours...

"S'il est des cas où le peuple a un instinct qui le conduit mieux que la raison, ce n'est pas lorsqu'il s'agit d'objets qui demandent une suite d'idées, de combinaisons et les leçons du passé. Est-il question de propriété, d'égalité sociale ?

il n'en a que des notions vagues et erronées. Est-il question de l'ensemble des lois d'où doit résulter le bonheur et le malheur des hommes réunis en société ? Ses conceptions ne lui permettent pas de saisir d'aussi graves rapports ; et il se perd dans des idées de détail qu'il ne peut attacher à aucun principe...

"Qu'on examine ceux qui aspirent avec le plus d'empressement aux places ; ce sont des hommes qui ont quelque jargon populaire, mais sans capacité, que le besoin commande, ou qui mettent leur ambition à être quelque chose, et à qui rien ensuite ne paraît au-dessus de leurs forces... **La jalousie est la passion principale qui dévore les hommes médiocres** et la cause la plus active de toutes les divisions, de tous les désordres.

"Les hommes, qui craignent de laisser entrevoir cette passion honteuse, la cachent sous des dehors séduisants, ils supposent des cabales, des partis à ceux dont le mérite les offusque et blesse leur amour-propre ; ils les proclament intrigants, ennemis de la loi, afin d'avoir un prétexte honorable à les haïr et de les calomnier : en les attaquant, ils paraissent combattre pour la chose publique, tandis qu'ils ne combattent réellement que pour leur vanité.

"J'avoue que rien n'est plus alarmant, que rien ne touche plus prochainement plus imminemment, le salut de la patrie, que cet ascendant de la médiocrité. La masse de ces hommes ignorants, ou ce qui est pis, à demi-savoir, étant énorme, se répand partout, domine l'opinion, déforme l'esprit public, au lieu d'en accélérer les progrès elle sape par elle-même jusque dans ses fondements le nouveau gouvernement que nous voulons établir, puisqu'il doit nécessairement avoir pour bases, la raison, la sagesse et la justice".

- La situation n'a pas changé depuis Pétion La loi du Nombre fait nécessairement pencher la balance du côté de l'incompétence et de la démagogie. Pétion n'a qu'un remède dérisoire à proposer : "La très grande majorité des hommes qu'on abuse est de bonne foi, et ne pêche que par ignorance : instruisez-la, et le régime des hypocrites, des charlatans et des fripons sera bientôt passé".

On attend toujours.

Plus réaliste, Marat écrit : "Quant à une nation de sages, elle ne peut exister que dans les espaces imaginaires : heureux le peuple qui fournit quelques sages dans son siècle, mais ce n'est pas chez nous qu'il faut en chercher".

La Révolution naissante avait cru en trouver un dans Mirabeau, mais dès 1792 voilà qu'on déterre ses cendres du Panthéon, et les Révolutionnaires de Paris du 1er août ironisent : "On ne manquera pas de dire de nous : le voilà donc ce peuple qui fait tant de bruit... il élève des statues qu'il faut abattre deux ans après". Quant à Manuel il déclare qu'il faut mettre la mémoire de Mirabeau "en état d'arrestation" !

Où tout cela va-t-il mener ?

Pour "Le Véridique" (10.12.92) : "Attendez-vous que le moment soit prochain où cette nation fatiguée de son agitation, honteuse de ses excès, comme épuisée de ses déperditions, succombant à sa propre inconstance maudira le délire dans lequel l'auront jeté de faux prophètes et reprendra avec empressement les lois de son Dieu et de son roi".

"La Révolution de 92" (10.12) Va jusqu'à écrire : "**L'anarchie est à la république ce que le despotisme est à la royauté**, c'est-à-dire que l'anarchie tue la république comme le despotisme tue la royauté".

Mais "Le Véridique", comme "La Révolution de 92" oubliaient une chose : la peur. Le grand mobile qui fait bouger les masses dans un sens ou dans l'autre. Or, Marat a compris la puissance de la peur. Il faut faire peur".

(Fin de Citation)

*
* *

/ PITIE POUR LES MARTYRS ! /

- Sans établir une liste limitative faisons un peu d'histoire. Contrairement à l'opinion répandue, la Révolution, dès son début, fut difficilement acceptée dans nos provinces. A Arles, les "Chiffonnistes" sonnèrent le branle-bas : à Nîmes, Descombié, un ancien page, souleva une partie de la population, en Lozère, ce fut un notaire, Charrier; à Montpellier, Uzès, Alès, Mende, Lunel la réaction commença à s'organiser dès la fin de 1789. Le noyau de cette résistance se trouva bientôt être **une vallée du Vivarais** dite la plaine de Jalès, longue de 4 kilomètres et parcourue par un gros ruisseau, le Greuzon; le bordant au Nord, à mi-chemin de la petite ville de Vans, est le bois de Pafolive, fouillis inextricable de buissons et de blocs rocheux, refuge idéal des maquisards. Au centre de ce dispositif, le village de Berrias semble avoir été placé pour constituer un poste de commandement ; enfin, à l'Ouest, le château de Bannes permet de contrôler les voies venant vers le Midi. Tels sont les noms que l'on évoquera sans cesse pendant une décade.

Le 4 Octobre 1790, le "Comité permanent de Jalès" publia sa fameuse déclaration ainsi présentée : "Manifeste de protestation de cinquante mille Français fidèles armés dans le Vivarais pour la cause de la Religion et de la Monarchie". Ce texte souleva une grande émotion; c'était une déclaration de guerre. Elle prit la forme d'émeutes généralisées ; les "Fédérés" se crurent assez forts pour organiser une deuxième assemblée à Jalès le 20 Février 1791. Pour les combattre, des troupes régulières sont envoyées en hâte : infanterie de Perpignan et artillerie de Valence. Mesurant le degré d'hostilité des populations aux nouvelles lois, l'Assemblée Législative accorde une amnistie générale le 15 Septembre 1791; mais comme elles ne font que croître en injustice et se multiplier, d'Arles à Mende et au Puy la rebellion reprend; les royalistes reprennent mêmes ces deux dernières villes ainsi qu'Yssingeaux. La répression est terrible; en Provence notamment, le sinistre Jourdan dit "Coupe-tête" ravage la région d'Arles à la tête d'une troupe de "nervis" marseillais. Entre temps, Monsieur de Sail-lans a été promu général de l'"Armée chrétienne et royale de l'Orient"; soulignons que si le qualificatif de catholique n'a pas été employé, c'est par suite de la présence dans ses effectifs d'éléments protestants.

Nous pourrions multiplier quasiment par centaines les exemples de telles rebellions locales contre "le nouvel ordre" instauré à Paris. Il nous faut cependant, faute de place et de temps, nous limiter à l'essentiel.

- En 1793, la Révolution, après avoir entrepris la destruction de l'Eglise romaine, du clergé hostile à la Constitution civile et des fidèles qui le suivaient, s'en prit à l'Eglise gallicane qu'elle avait fabriquée, aux prêtres constitutionnels et à leurs fidèles. Elle ferma les églises qu'elle avait vidées de leurs trésors. Elle les transforma en écuries. Elle enleva les cloches qu'elle fit fondre. Elle détruisit et brûla les emblèmes de l'obscurantisme. Elle poursuivit ceux qui les conservaient chez eux. Les cortèges d'enterrement furent interdits et les prêtres jureurs invités à apostasier et à se marier, ce qui était le meilleur moyen de rompre avec la religion.

Là encore, les chiffres sont terribles et éloquents'. Le 1er octobre 1793, il y avait 89 évêques élus, soumis à la constitution civile, considérés donc comme schismatiques par Rome. Dix-huit mois plus tard, (avril 1795), dix sont morts dont six sur l'échafaud, neuf sont mariés, quatorze ont apostasié, vingt-quatre ont abdicqué leurs fonctions, vingt-quatre ont été emprisonnés, sept vivent cachés. Un seul est opérationnel : Grégoire.

C'est un joli bilan ! Mais qui le rappelle ? Quel évêque ? Quel archevêque ? Mgr. Decourtray, qui se montre si horrifié par les prises de position de Jean-Marie Le Pen, défendant la France catholique contre l'invasion de l'Islam, n'a pas eu un mot, même pas pour condamner, mais pour demander un peu de modération et de décence à ceux qui se veulent les héritiers des Grands Ancêtres, égorgeurs des Carmes et noyeurs des prêtres nantais.

Pas une voix de l'Eglise officielle ne s'est élevée pour demander que, dans la commémoration, les martyrs catholiques ne soient pas oubliés. Silence embarrassé

et embarrassant de l'Eglise de France, silence scandaleux, comme si elle craignait de rappeler le martyr et d'honorer la mémoire de ceux qui sont morts pour elle, voilà maintenant près de deux cents ans.

Formulée au départ comme une rupture radicale avec une situation politique et religieuse où l'Eglise catholique était en position dominante, et par conséquent rédigée contre elle, il est vrai que la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen fait aujourd'hui partie de cet héritage que l'Eglise accepte. "Que n'ont pas fait les fils et les filles de votre nation pour la connaissance de l'homme, pour exprimer l'homme par la formulation de ses droits inaliénables", a dit Jean-Paul II le 1er Juin 1980 au Bourget, poursuivant : "On sait la place que l'idée de liberté, d'égalité et de fraternité tient dans votre culture et dans votre histoire. Au fond, ce sont là des idées chrétiennes. Je le dis tout en ayant bien conscience que ceux qui ont formulé ainsi cet idéal ne se référaient pas à l'alliance de l'homme avec la Sagesse éternelle".

A quoi bon, n'est-ce pas, être plus papiste que le Pape ?...

*
* *

/ LE GENOCIDE VENDÉEN /

- Le général républicain Westermann, commandant l'une des "colonnes infernales" envoyées en Vendée, écrivait au Comité de salut public : **"J'ai écrasé les enfants sous les pieds des chevaux, massacré les femmes qui, au moins, n'enfanteront plus de brigands. Je n'ai pas un prisonnier à me reprocher. J'ai tout exterminé"**. Et le Comité lui adressait ses félicitations et ses remerciements ! Et qu'on ne croie pas que c'était là seulement l'état d'esprit des jacobins, Taine, Gaxotte (et même Jaurès) ont montré que si les Girondins déclaraient la guerre à l'Europe, c'était dans l'espoir d'une défaite qu'on expliquerait -comme d'habitude par la trahison, ce qui légitimait le massacre des "ennemis de l'intérieur". Brissot le chef du parti girondin, écrivait en novembre 1791 : **"Je n'ai qu'une crainte, c'est que nous ne soyons pas trahis. Nous avons besoin de trahisons, car il existe encore de fortes doses de poison dans le sein de la France, et il faut de fortes explosions pour l'expulser"**.

Aux yeux des "patriotes", c'est toujours à l'intérieur qu'est l'ennemi. Les manuels républicains enseignent que la "levée en masse" envoya aux frontières en 1793 des centaines de milliers d'hommes, mais ce n'est qu'un mensonge. Outre que, sur un effectif théorique de 1 100 000 hommes, il y avait 550 000 déserteurs, **c'est à l'intérieur que les troupes étaient employées**. En janvier 1793, il y avait à Paris plus de 120 000 militaires. Et, en juin de la même année, quand il s'agit pour les "sections populaires" d'exiger de la Convention la mise hors la loi des Girondins, l'Assemblée fut assiégée par 80 000 hommes en armes, avec 163 canons ! Car la loi du panier de crabes est aussi celle des révolutions. Il est bon de rappeler tout cela pour aider mieux comprendre ce que nous avons vu sous la première proscription gaulliste de 1944-46. Voilà ce qu'en patois républicain signifie le mot "patriotes".

- La "terreur contre-révolutionnaire", a osé écrire le Révérend-Père Comblin dans "Théologie de la Révolution" (qui) plus que la révolution, mériterait d'être dénoncée comme une violence aveugle et inhumaine". Le révérend fait ici allusion au mouvement contre-révolutionnaire des vendéens en 1793. La Grande-Armée Catholique et Royale libérait systématiquement ses prisonniers. On n'avait encore jamais vu cela dans une guerre civile et on ne devait plus jamais le revoir. Elle les libérait en si grand nombre- 40 000 dans les quatre premiers mois- qu'un commissaire avait été nommé à cet effet qui, les scribes ne suffisant plus à la tâche, avaient à faire imprimer des certificats de libération.

De l'autre bord, le massacre des non-combattants des deux sexes, depuis les enfants au sein jusqu'aux vieillards, fut aussi systématique que du côté des Blancs les libérations de prisonniers, avec un paroxysme en 1794 : le génocide des **Colonnes Infernales** a fait alors de la Vendée un gigantesque Oradour de 10 000 kilomètres car :

rés qui a duré quatre mois. D'une étude minutieuse rendue malaisée par le manque quasi total de documents d'état civil- les Colonnes Infernales ne perdaient pas leur temps en procès-verbaux- et par différents modes de calculs, André Gues par exemple a tiré la conclusion que le nombre de victimes a été de 130 à 150 000. De cela, l'histoire officielle et sorbonnarde ne parlait pas jusqu'aux découvertes de Reynald Secher, et un Mathiez par exemple restait totalement muet sur cette hideuse affaire. Il s'agissait là de la rive gauche de la Loire et de janvier à mai 1794. Pour les onze départements de l'Ouest touchés par la contre-révolution dont la rébellion a duré de mars 1793 à 1800, la répression a fait quelque chose comme 500 000 victimes. Enfin, la Terreur révolutionnaire n'a pas commencé par sa mise à l'ordre du jour le 5 septembre 1793 et ne s'est pas arrêtée au 9 thermidor : elle a commencé avec les élections des Etats Généraux, et la Terreur fructidorienne, "guillotine sèche" et pelotons d'exécution, s'est prolongée jusque sous le Consulat. Pour le savoir, il ne faut pas se contenter de l'histoire officielle et scolaire, mais lire les historiens locaux et aller aux archives. Au total, peut-être 600 000 morts de 1789 à 1800...

Nous mettrons au défi le R.P. Comblin de trouver au passif de la Grande Armée Catholique et Royale levée **pro aris, rege et focus** quelque chose qui ressemble, même de loin, aux massacres à la grosse de Sarriens et d'Avignon en 1790-91, de septembre 1792 par toute la France, des armées de la République dans l'Ouest de 1793 à 1800, de Lyon et Toulon en 1793, d'Auray en 1795, de Colomiers et l'Isle-en-Jourdain en 1799, ou aux bagnes exactement hitlériens de Bordeaux, Rochefort ou Ré de 1792 au Consulat.

C'est là, le saviez-vous, que le bât blesse. Le génocide planifié de l'Ouest a coûté entre 500 000 et 600 000 vies humaines. Les socialistes détestent les chiffres. Les chiffres sont à droite. M. Gallo encore ministre ("Le Monde", 7.3.1984) dénonce avec tristesse et juste colère : "On parle de génocide, à propos de la Révolution de 1789". Est-ce le mot qui gêne ou d'un million de femmes, d'enfants, de vieillards et même parfois d'hommes tués pour le seul crime de fidélité à la Foi de leurs pères ?"

M. Gallo envoie à la lanterne "ces muscadins titrés, ces nouveaux messieurs, ces grands historiens entre guillemets", somme toute l'ensemble des chercheurs indépendants. Il écrit à feu Robespierre comme feu Marat. Nous n'avons jamais entendu pleurer des illusions perdues avec autant de hoquets.

La lettre ouverte de M. Gallo à Robespierre en qui Taine voyait "la férocité passer à travers la philanthropie et, du cuistre, sortir le bourreau", a quelque chose de dérisoire et de triste, comme la mort du bouffon en fin de règne. Pauvre M. Gallo ! L'agréable souvenir de la guillotine lui fait perdre la tête.

*

* * *

- C'est toujours avec un immense embarras que les historiens révolutionnaires, les Michelet, les Aulard, les Mathiez, les Soboul, doivent parler de la Vendée, du soulèvement des populations paysannes de l'Ouest. Alors que l'on s'est étendu sur tous les bienfaits apportés aux paysans par la Révolution, cette Révolution qui avait fait d'eux de libres citoyens, les avait délivrés des droits seigneuriaux et de la taille, **comment expliquer un tel soulèvement ?** On met en avant ordinairement l'influence sur des populations arriérées des nobles et des prêtres. C'est en appliquant cette thèse au début de ce siècle, ce que répète André Siegfried dans son célèbre "Tableau politique de la France de l'Ouest sous la IIIe République".

Or, M. Paul Bois, en ses remarquables "Paysans de l'Ouest", a démontré la fragilité d'une telle thèse, pour ne pas dire l'erreur qu'elle représente. M. Bois a étudié, canton par canton, le département de la Sarthe et a découvert, tout d'abord, que la partie ouest, chouanne, **a toujours ensuite voté à droite**, tandis que la partie sud-est, républicaine au temps de la Convention, **a toujours ensuite voté à gauche**. Et, à part les Côtes-du-Nord, seule exception, il en a été de même dans tout l'Ouest, les régions chouannes votant ensuite à droite et les régions républicaines à gauche. C'est le cas par exemple, de "cet étonnant Marais breton, dépourvu de nobles, mais où le petit propriétaire reste non seulement cléricale mais même royaliste, Siegfried aurait donc oublié Charette ?", remarque M. Bois.

M. Bois recherche les raisons de cette permanence. A la veille de la Révolution, à l'Ouest du département, au sol fertile, les fermiers sont à l'aise, en compétition pour la possession de la terre, non avec la noblesse aux domaines d'une valeur inaccessible, mais avec la bourgeoisie locale propriétaire de plus de cinquante pour cent de la surface cultivable, **la noblesse n'en possédant que quinze pour cent**. A l'est, au maigre sol, le paysan était pauvre et le plus souvent par subsister, en plus de la culture de son "bordage" devait ajouter une activité artisanale, était tisserand, profession qui le mettait en contact fréquent pour vendre le produit de son travail avec les négociants venus de la ville. Bourgeois avec qui il n'était pas en compétition pour la possession de terres qu'il était dans l'incapacité pécuniaire d'acquérir.

D'abord, la Révolution fut bien accueillie, la suppression des droits seigneuriaux ne provoquant d'ailleurs qu'une satisfaction très modérée, ces droits ne représentant plus que fort peu de chose (1) et les fermages étant généralement augmentés d'autant. Mais la mise en vente des biens du clergé éveilla d'immenses convoitises. Mais là, première déception pour les paysans de l'ouest du département, tous les domaines ecclésiastiques tombèrent entre les mains des bourgeois de la région, mieux pourvus d'argent.

Puis vint une deuxième déception. Tous attendaient avec une naïve confiance un allègement de charges fiscales, la suppression des privilèges devant permettre une meilleure répartition de celles-ci. Mais l'incidence de cette suppression se révéla infime et, alors que le montant des impôts payés dans le département en 1789 s'élevait à 3 506 000 livres, les nouvelles impositions instituées par la Constituante se montèrent en 1792 à 5 473 000 livres. Il fallait maintenant payer pour les "contributions foncière et mobilière une somme supérieure à celle qui devait être auparavant déboursée pour la taille détestée.

Une troisième déception ensuite, d'ordre économique. Les paysans accueillirent les assignats avec méfiance, méfiance justifiée, d'ailleurs, car en août 1791, ils avaient déjà perdu près de vingt pour cent de leur valeur. La mauvaise volonté des agriculteurs à céder leurs denrées contre des assignats amena inévitablement la taxation et les réquisitions d'où dans les fertiles campagnes du nord et de l'ouest du département une irritation extrême contre les citadins.

Brochant sur toutes ces déceptions il y a l'émotion, le trouble provoqués dans les campagnes par l'application de la Constitution civile du clergé, la garde nationale des villes pour imposer, protéger les prêtres "jureurs" se livrant aux pires vexations, à de véritables "dragonnades".

Enfin, en mars 1793, quand commencent les levées d'hommes pour l'armée, alors qu'auparavant ils ne devaient pas le service militaire, c'est **"une explosion d'exaspération collective ultime couronnant une rancœur croissante"**, la chouannerie relayant la Vendée et pendant six ans dans tout l'ouest de la France une atroce guerre civile. C'est une révolte spontanée, **d'origine purement populaire contre les villes, la bourgeoisie des villes.**

On l'a vu, contrairement à la thèse d'André Siegfried, le comportement politique des paysans de l'Ouest n'est pas dû à l'influence des grands propriétaires, ces paysans continuant d'être de droite ou de gauche comme l'étaient leurs pères au temps de la Chouannerie. Le souvenir plus lointain encore de Jean Cavalier et de ses compagnons détermine encore les positions politiques de certaines populations des Cévennes. "A la veillée, pendant au moins deux générations, écrit M. Paul Bois, les enfants entendront les récits de leur père, puis de leur aïeul, qui a vécu cette guerre... Le mot de chouan entre dans l'usage pour plus d'un siècle, nimbé d'héroïsme. Une idéologie est née...".

(1) Sur les 81 465 livres montant, en 1788, du revenu foncier du comte de Tessé, le plus riche propriétaire du Maine, les droits seigneuriaux figuraient seulement pour 2 312 livres.

Le noble qui avait déserté les campagnes avant 1789 est revenu, même avant 1830, et il est accepté, adopté par les paysans. **"Un souvenir commun les lie. Certes, tous les nobles n'ont pas combattu mais en gros la noblesse était dans le même camp..."** Il en est de même du curé.

C'est avec un immense embarras, avons-nous dit, que les Soboul doivent évoquer le soulèvement des populations paysannes de l'Ouest, soulèvement dont ils rendent responsables les nobles, les prêtres. M. Paul Bois a détruit cette légende comme il a détruit en passant, la légende des impôts accablants de l'Ancien Régime, des accablants droits seigneuriaux.

*
* *
*

- Toute la population d'une province attachée à sa religion et à ses traditions, refusait donc de se battre pour la "Liberté" (et donc se dressait contre la conscription). En lui imposant contre son gré des prêtres assermentés, les champions parisiens de ladite "liberté" n'agissaient-ils pas comme des tyrans, autrement autoritaires que le roi qu'ils venaient de guillotiner ? Ce sont, d'ailleurs, ces manants qui allèrent chercher eux-mêmes, dans les châteaux, les chefs dont avait besoin leur armée-fort originale- où se cotoyaient jeunes et vieux, dont les sous-officiers étaient élus par la troupe. Avec ses soldats en sabots plus souvent munis de fourches que de fusils de chasse, cette armée infligea, au début, défaite sur défaite aux soldats de la Convention, et les Vendéens se voyaient déjà marchant sur Paris "pour y chercher le dauphin et le faire sacrer roi à Cholet".

Curieusement, il avait fallu la capitulation des armées de la République devant Mayence pour que celle-ci put disposer des 16 000 soldats de l'armée du Rhin revenu en France. Elle les lança aussitôt contre les "brigands" royalistes. L'acharnement au combat fut égal des deux côtés, mais l'extraordinaire randonnée qui conduisit, après Cholet, quelque 100 000 Vendéens (avec femmes et enfants), jusqu'à Granville, devait se terminer par la plus atroce des répressions.

A Nantes, Carrier organisait les noyades (parfois 1200 suppliciés par jour) pour se débarrasser de 20 000 suspects... enfants et vieillards compris. Tandis que Saint-Just, ayant décidé de sauver la République à n'importe quel prix, les "colonnes infernales" se déchaînaient sur toute la Vendée en février 1794. **"Un véritable génocide où les Oradour se sont multipliés"**, a pu préciser un historien ayant étudié ce "détail" de l'histoire révolutionnaire. "Ni homme, ni femme, ni enfant, ni animal ne doivent être épargnés sur cette terre qui doit être brûlée", fut exécuté à la lettre. Au contraire de la proclamation de Westermann; rappelée au tout début de l'étude du **"Génocide vendéen"** (cf. page 82), le chef vendéen Charles de Bonchamp exigeait en revanche, avant de mourir après la bataille de Cholet : **"Qu'on épargne les 5 000 prisonniers c'est le dernier ordre que je vous donne"**.

- Carrier apparaît dans l'histoire de la Révolution comme une véritable incarnation du Mal. Assassin, sadique, lubrique, véritable fonctionnaire du crime organisé, il figure aux côtés d'un **Fouquier-Tinville**, avec Lebon à Cambrai et Arras, avec Fréron en Provence et Fouché à Lyon, comme **l'un des pires criminels** qu'enfanta la Révolution. Même Michelet, pourtant compréhensif pour les représentants en mission, voit en lui "une bête sauvage et un chien enragé", image généreusement reprise par les apologistes de la contre-révolution.

Jean-Joël Brégeon a su conduire à son sujet, une enquête exemplaire. Après 1789, Carrier est actif au sein des sociétés populaires, notamment celle des Jeunes Amis de la Constitution; il est cependant oublié lors des élections à la Législative par les patriotes du Cantal. C'est le 10 août 1792 qui lui fournit un second souffle. En juillet 1793, l'Assemblée l'envoie en Normandie comme représentant en mission pour aller y combattre les fédéralistes qui "infectent" la province. L'ordre est rapidement rétabli et Carrier entre en vigueur à Caen à la fin du mois, ce qui lui vaut d'être remarqué par le pouvoir parisien. Il reçoit donc la mission de poursuivre les responsables insurgés en Bretagne où ils ont trouvé refuge dans l'intention peut-être de fuir vers l'Angleterre. Arrivé à Rennes, il se dit terrifié par l'ampleur du mal

contre-révolutionnaire. Les prêtres réfractaires sont pour lui des "êtres malfaisants" dont il convient de se débarrasser. Il souhaite les mettre hors d'état de nuire en les déportant, mais Saint-Malo se trouvant bloqué par la flotte anglaise, il décide une "déportation radicale" au Mont-Saint-Michel, qui semble préluder aux "voyages à Bell Ile", c'est-à-dire aux noyades qui marqueront son séjour nantais.

Son proconsulat à Nantes va durer cent jours puisqu'il sera rappelé le 13 février 1794. Cent jours durant lesquels il va tout faire pour extirper le mal contre-révolutionnaire, en fonctionnaire zélé de la Terreur montagnarde.

L'épuration de Nantes retient davantage l'attention de Carrier que la conduite de la guerre contre l'Armée catholique et royale menaçante. Pendant son séjour dans la grande ville de l'Ouest, il va en effet se consacrer en priorité à la lutte contre la "race mauvaise" dénoncée par Heintz et Francastel, deux autres représentants envoyés dans l'Ouest.

Plusieurs milliers d'hommes, de femmes et d'enfants vont en effet trouver la mort au cours de l'hiver 1793-1794. Leur liquidation prendra des formes différentes. Quand l'historien entre dans le détail de l'horreur, c'est pour découvrir des figures monstrueuses, celles des exécuteurs des basses œuvres, encore bien pires que celle de Carrier.

Entre les "maximalistes" qui attribuent à Carrier plus de trente mille victimes et les historiens "républicains" qui, tel Gaston Martin, lui en reconnaissent dix fois moins, Jean-Joël Brégeon montre toute la difficulté qu'il y a à faire la part des témoignages suspects, des contradictions qu'ils révèlent et des affabulations concoctées après coup. Nul doute que "le bilan" de la Terreur nantaise atteigne cependant les dix-mille victimes, même si les célèbres "mariages républicains" (les futurs noyés de sexe opposé, étaient attachés l'un à l'autre en des positions obscures) semblent toujours controversés.

*

* *

- Rappelé à Paris en février 1794, Carrier n'y joue plus dès lors qu'un rôle effacé. Il se réjouit de la chute du "tyran" Robespierre, mais certains Montagnards ont besoin de boucs émissaires pour rendre plus crédible leur brutale conversion au thermidorisme. Carrier est un trop beau coupable et il prendra rapidement le chemin de l'échafaud, manifestement dépassé par des événements dont il n'avait été qu'un simple jouet.

Les historiens qui, tels Jean-Joël Brégeon, pensent qu'il a réellement existé en Vendée, au début de 1794, une entreprise de massacre systématique, ont reçu un renfort inattendu. Il s'agit d'un texte demeuré longtemps oublié de Gracchus Babeuf tout récemment édité sous le titre de **"La Guerre de la Vendée et le système de dépopulation"** par les soins de Jean-Joël Brégeon et de Reynald Secher qui, le premier, ouvrit le débat sur le "génocide vendéen".

Le "père du communisme" ne se contente pas d'accabler le sanguinaire Carrier. "Dans la démonstration de toute machine, écrit-il, il faut toujours remonter au chef ressort pour bien faire apprécier l'emploi de chaque rouage. Ne trompons pas l'auditoire, en désignant comme agent moteur, ce qui n'est que levier subordonné".

- Il est difficile d'accuser Babeuf d'avoir écrit ce livre par simple intérêt financier ou en vue d'une intrigue politicienne. Son texte n'est pas un pamphlet. Il est tout ce qu'il y a de plus scientifique. Babeuf affirme donc l'existence d'un "populicide" délibéré sur ordre des plus hautes sphères gouvernementales. Il a eu vent du grand secret par une brochure d'un dénommé Vilate, qui "mérite quelque crédibilité, en ce qu'il prouve avoir vécu dans l'intimité de (Robespierre) et de tous ses ministres... en ce qu'il donne des indices assez sûrs qu'il a été admis dans leurs conciliabules secrets, et initié dans les plus profonds mystères".

Il y a quelque chose de plus monstrueux encore que le génocide lui-même : **c'est le secret de ce génocide**. Robespierre et ses complices voulaient appliquer la célèbre maxime de Jean-Jacques Rousseau : "Pour que le gouvernement soit perfection-

né, il faut que tous les citoyens aient assez et qu'aucun d'eux n'ait trop". Or comme la France se trouvait en état de pénurie alimentaire, la solution adoptée par ces vertueux défenseurs des droits de l'homme fut de supprimer les hommes en surnombre, afin de rétablir l'équilibre mathématique. Pour que le maximum de personnes mourussent, il fallait non seulement exterminer les contre-révolutionnaires, mais aussi faire périr le plus possible de soldats républicains ! "C'est le même peuple qu'on divise entre deux parties pour le faire s'entre-massacrer, pour remplir un infâme but politique encore inouï : **sarcler la race humaine**". Et Babeuf d'accumuler les indices qui prouvent concrètement la réalité de ce plan de dépopulation systématique de la France. Il est impossible de tous les mentionner. Nous nous contenterons de citer la déposition d'un témoin lors du procès de Carrier : "Dans le dernier dîner, aux Champs-Élysées, Carrier, dans un épanchement de confiance, nous dit que d'après la récapitulation de la population de la France, **il y avait mille habitants par lieue carrée; qu'il était démontré que le sol de la France ne pouvait nourrir tous ses habitants; qu'il était nécessaire de se défaire de l'excédent de cette population, sans quoi il ne pouvait exister de république; qu'il fallait commencer par les prêtres, les nobles, les marchands, les banquiers, les négociants, etc**".

Ce que Babeuf n'a peut-être pas compris, c'est que **derrière cette dépopulation c'était l'élite de la France qui était avant tout visée**.

Babeuf suit les jacobins dans leur volonté de répartir équitablement les richesses. En revanche, tout le long de son livre, il condamne sévèrement les effusions de sang. Il est à regretter que les communistes ne se soient pas inspirés, sur ce point, de Gracchus Babeuf.

*
* *
*

/ LE COMPTE A REBOURS /

- Pendant près d'un demi-siècle (certains diraient un siècle), une des plus violentes guerres civiles, puis des troubles occasionnels ont soulevé non seulement la Vendée et la Bretagne (Maine, Poitou, Loire, etc) mais aussi la Normandie, le Sancerrois, le Lyonnais, la Brie, etc. Comment peut-on traiter le sujet de la Révolution dans les campagnes sans parler de la contre-révolution populaire des paysans et des artisans qui, en Vendée seule, a fait près de 600 000 morts ?

Quel historien jusqu'au coeur de la seconde moitié du XXème siècle a jamais évoqué pour nous la "tannerie de peaux humaines" établie aux environs d'Angers, grâce à la technique de pointe d'un bienfaiteur de l'habillement militaire, le citoyen Pesquel, médecin aux armées ? Grâce à lui les officiers de la République paraient à Nantes avec des jambières de peaux de Vendéens. Qui a parlé de ces officiers autour de Clisson où on traitait la "graisse de brigandes" à partir de cadavres ? Qui mentionne le convoi d'arsenic saisi par Charette à Palluau et destiné à empoisonner les puits de la Vendée ? Oubliées, les vapeurs asphyxiantes expérimentées dans les prairies de la Roche-sur-Yon. Oublié le décret du Comité de Salut public élaboré par le général Turreau pour assurer le "transfert de population" des survivants de cette race maudite et les remplacer par de "vrais républicains".

Si on additionne ces quelques recettes : peaux humaines, graisse de femmes, vapeurs délétères, arsenic et transfert de population, on peut constater que la 1ère République a implanté en Vendée le microcosme du IIIe Reich".

L'article 2 de la Constitution de Nuremberg définit le génocide. Cette définition s'applique à la Vendée. La loi internationale du 26 novembre 1968 a décrété imprescriptibles les crimes contre l'humanité. Il serait donc conforme à la législation moderne et aux Droits de l'homme de condamner aujourd'hui pour crime contre l'humanité la mémoire de Robespierre, des institutions et des hommes impliqués dans le génocide vendéen et de tenir pour apologistes d'un tel crime les historiens qui, comme Michelet et ses successeurs, ont avalisé ce génocide. Voilà bien des embarras à la veille du bicentenaire de la Révolution.

La gauche archaïque témoigne aujourd'hui de cet embarras. Elle cherche à faire croire que la révision de l'histoire révolutionnaire est un complot de droite, et qu'accuser Robespierre c'est excuser Hitler, car tous les révisionnismes se valent :

parler de génocide vendéen et nier le génocide juif, c'est tout un. Incroyable argument.

Les néo-nazis refusent la réalité de "la solution finale". Secher dénonce une autre politique exterminatrice. Serait-ce identique ? On en arrive à ce comble : une gauche ayant perdu la raison tient, à propos de la Vendée, le propos de M. Faure sur les chambres à gaz. Tel est le débat et telle son absurdité.

Et si cet intérêt tenait tout simplement à une curiosité excitée par la volonté des républicains de cacher, pendant si longtemps, une partie de l'histoire qui les gêne ? Et si cette remise en cause du passé amenait nos concitoyens à se poser des questions incongrues quant aux idéologies présentes ? Si la Contre-révolution était en marche dans les esprits ? A deux-cents ans des événements, ce serait la plus belle victoire de la chouannerie.

* * *

- "Les Brigands seront passés au fil de la baïonnette; on agira de même avec les filles, femmes, enfants. Les personnes seulement suspectées ne seront pas épargnées".

L'ordre barbare émane-t-il de Gorbatchev ou de Pol Pot ? Non, il sortit de la bouche du général Turreau, l'un des apôtres sabreurs des "Idées de 89", principes dont l'ensemble de la classe politique s'apprête à fêter l'avènement bicentenaire. Dieu merci, le pays réel n'accepte point la tartuferie du pays légal. Il l'a d'ailleurs prévenue : l'étonnant renouveau de la Vendée Militaire est le symbolique rejet des Grands Ancêtres de sac et de corde.

Occultée, pis diffamée, la Vendée Militaire prend droit de cité, remémore ce qu'elle fut : six héroïques régions qui, chaussées de sabots, munies de faux retournés et de pétoires, le Sacré-Coeur de Jésus à la poitrine, défendirent face à la Première République et à ses canons le droit de prier comme leurs ancêtres, et d'aimer comme eux, le Prince couronné à Reims.

La plume, d'abord, raconte la Geste, peint les soldats de l'Autel et du Roi; réhabilite, analyse le fait vendéen.

Le prologue du mouvement littéro-historique fut l'ouvrage fracassant de **Michel de Saint-Pierre**, "Monsieur de Charette, chevalier du Roi" (ed. La Table Ronde). Après vinrent la splendide trilogie de **Jean-François Chiappe**, "La Vendée en armes" (ed. Librairie Académique Perrin), monographie fouillée de la Croisade des Lys, du soulèvement des Pins-en-Mauge de mars 1793 jusqu'à l'ultime soulèvement de 1832, et tant d'autres ouvrages fort bien documentés dont nous extraierons "La Chapelle Basse-Mer" (Librairie Académique Perrin, éd) et le bien intitulé "Génocide franco-français" (Presses Universitaires de France, éd.) de Reynald Sécher, chercheur rompu aux méthodes de la "Nouvelle Histoire", volumes où les procès-verbaux administratifs, les chiffres, éclairent d'une lueur imprévue la Grand'Guerre de 1793.

Sur le plan politique, l'importance de l'insurrection chouanne est grande, car ce fut l'épisode le plus spectaculaire et le plus efficace de la contre-révolution. Et de fait, il faudra bien un jour revenir de cette image d'Epinal fausse qui veut qu'une France unanime se soit levée en 1789 contre ses prêtres, contre ses nobles et contre son Roi. Rien n'est plus faux, car seule une minorité de révolutionnaires issus de la bourgeoisie intellectuelle, et non du peuple, et de déclassés de toutes sortes voulait la Révolution et finit par instaurer sa terreur dans toute la France à la majorité silencieuse (déjà). Ce que l'on oublie c'est que l'affaire vendéenne aurait pu infléchir le cours de l'histoire, si ses chefs s'étaient montrés plus audacieux et unis, leurs troupes plus cohérentes et les partisans de l'Ancien Régime plus courageux.

- Parmi tous les chefs vendéens, le chevalier de **Charette**, que Louis XVIII finira par nommer généralissime de la grande Armée Catholique et Royale, mérite sans nul doute une place à part. Sa mort désarma toute la rive gauche de la Loire. La Bretagne cède à la fin de ce printemps empourpré, et Georges, la rage au coeur, doit lui-même s'incliner sans négociations. Frotté renonce provisoirement. Après la Terreur conventionnelle, les provinces de l'Ouest subissent la pornocratie directoriale. Un instant, les Révolutionnaires semblent s'apaiser. Les élections de

l'An V, première consultation régulière depuis la désignation des Etats-Généraux, rapporteraient-elles par des moyens constitutionnels ce que le chevalier n'a pu restituer par la guerre ?

Un peu partout, les modérés l'emportent, et le pieux Pichegru est sur le point de restaurer LouisXVIII lorsque le coup d'Etat de Fructidor perpétré par Augereau, prêté par Bonaparte au Directoire, dissipe les illusions légalistes. L'humiliation des paysans recommence, cependant que les tyranneaux du Luxembourg instaurent, par la déportation des adversaires, le régime de la guillotine sèche. C'est le temps incertain de l'inter-chouannage.

M. de Charette serait-il mort pour rien ?

L'automne de 1799 voit s'ouvrir la troisième guerre ou campagne des chefs-lieux : Chatillon pénètre dans Nantes, ce Berg-on-Zoom de la Bretagne. Bourmont enlève Le Mans, Mercier Saint-Brieuc. Les Normands de Frotté, conduits par l'étonnant Ingand de Saint-Maur, touchent les faubourgs de Versailles, mais au jour-même ou M. de Sol prend La Roche-Bernard, le général Bonaparte s'empare de Saint-Cloud, en chasse les parlementaires et réinvente le Consulat.

M. de Charette serait-il mort pour rien ?

Son ancienne armée comme celle de son rival Stofflet, et bien d'autres abaissent leurs drapeaux. En Grandchamp, Georges n'obtient qu'une victoire à la Pyrrhus. Bourmont, le futur vainqueur d'Alger, enterre ses canons et va tenter par une cour assidue et mal payée de faire jouer à l'artilleur ajaccien le rôle de Monck. Frotté, attiré dans un traquenard, est à Verneuil ignoblement assassiné avec la fleur de la chouannerie normande. Le silence de la peur s'abat sur les pieuses campagnes. Cadoudal et Mercier éprouvent mille morts à mettre au point la chouannerie à volonté. Il faudrait Tacite pour rapporter dans sa concision le drame d'honnêtes paysans qu'une révolution imbécile n'avait indignés qu'au jour où, sottise ou cruauté gratuite, elle était tombée dans le génocide.

M. de Charette serait-il mort pour rien ?

Non. Bonaparte, qu'il croie en Dieu, qu'il croie au Diable ou encore, à rien du tout, comprend la nécessité d'en finir. Qu'il continue de patauger dans son régime laïc, et il n'en sortira point. Alors, lui, le plus implacable des généraux de la République (il l'a démontré lors de la prise de Toulon, en Vendémiaire et en Fructidor) s'incline par nécessité politique. Il importe de rendre la parole à Michel de Saint Pierre : Un jour, un beau jour de Pâques de l'année 1802, toutes les églises de la patrie vendéenne se sont mises à parler par la voix de leurs cloches, et ce langage de bronze éclate dans la France entière. De village en village, les cloches se répondent, les cloches que l'on peut entendre aussi du manoir de Fonteclose et du petit bois de la Chabotterie. On les entend de partout en Vendée. C'est alors que les Paydrets et les Maraichins, qui ont payé leur tribut à la guerre et qui n'oublieront rien, hochent la tête. "On se battait pour Dieu et pour le Roi. Voici Dieu revenu, et le Roi reviendra. Ils savent, ils savent enfin que Charette a gagné sa guerre.

Michel de Saint Pierre a de même gagné la sienne. Sans effets, avec l'élégante simplicité convenant aux nobles causes, il a raconté la plus difficile des histoires. Le lecteur prend conscience de ses dettes envers M. de Charette. Grâce au général vendéen, il peut espérer un nouveau retour à la Monarchie, grâce à lui encore, il va librement à la messe. C'est sans doute au pied des autels, entre deux prières pour les Français d'aujourd'hui, qu'il faut accorder une pensée au beau soldat dont l'action bienfaisante força le sens interdit de l'Histoire. Sa vie fut grande comme la gloire et belle comme la liberté.

*
* *
*

/"LE MOIS DES JOYEUSES VENDANGES"/

- Au long de toutes ces années qui terminèrent tragiquement le XVIII^e siècle, il est un fait permanent que l'histoire officielle a toujours cherché à dissimuler : partout en France, dès que le couvercle de la marmite jacobine se soulève un peu, on voit apparaître l'opposition tenace du pays réel. Pour la Vendée, la chouannerie bretonne et normande, la tactique ordinaire consistait à évoquer une situation spéciale et locale, l'influence des nobles et des prêtres dans des contrées excentriques; et l'on n'en disait pas plus. Il eût été malséant de révéler à la jeunesse les insurrections de Lyon, de Marseille, de Toulon, le Camp de Jalès, le Rouergue, Sancerre et d'autres lieux en Berri, les Blancs du Languedoc, des vallées de la Saône et du Rhône. Des imprudents révélaient qu'à Rouen, à Châteauneuf-en-Thimerais, le peuple affamé criait dans ses émeutes : "Du pain et un Roi !". Victor Hugo, un peu plus sincère, parlait dans **"Quatre-Vingt-Treize"** de la victoire de la France sur l'Europe et de Paris sur la France; mais cela même n'est pas vrai. Il y eut une chouannerie persistante dans Paris. Elle éclata le 13 vendémiaire an IV, et cette date correspond au 5 octobre.

"Vendémiaire", le mois des joyeuses vendanges... Terrible vendange que celle où le pays réel des boutiquiers et employés parisiens est foulé dans la cuve jacobine et voué au pressoir sanglant par un régime qui déjà s'entendait fort bien à pressurer le peuple financièrement. Il y a des gouvernements faibles qui trouvent aisément la force d'écraser les opposants. Le Directoire, corrompu et régulièrement désavoué par les scrutins quand l'électeur retrouvait quelque liberté, fit appel au canon pour légitimer son autorité. Les mécontents sans artillerie furent réduits devant l'église Saint-Roch par Augereau et Bonaparte; celui-ci traîna pour un temps le sobriquet de "général Vendémiaire", très insuffisant pour sa gloire et peut-être voulut-il l'effacer par de plus spectaculaires entreprises, avant de balayer au 18 brumaire les gens qu'il avait défendus.

- Le héros balzacien César Birotteau eut probablement pour modèle le très réel Antoine Caron, le parfumeur et conspirateur royaliste de la rue des Canettes. Et il incarne avec vraisemblance toute une jeunesse assez clairvoyante pour discerner les trafics d'influence et les profits, sinécures et fromages accaparés par les austères censeurs des pensions et dépenses de l'Ancienne Cour. Fabre d'Eglantine lui-même fut accusé d'avoir tripoté dans la liquidation des compagnies d'assurance. Nos manuels ne parlent pas volontiers des fructueuses opérations de transfert à l'administration civile d'institutions précédemment dévolues à l'Eglise, comme les hôpitaux. On est aussi discret sur les bénéfices des fournitures aux armées. Et ces silences se conçoivent fort bien : **il importe de souligner la misère des époques révolutionnaires en en rejetant toute la responsabilité sur les régimes antérieurs.** On sait pourtant bien, et la dernière guerre l'a prouvé à tous, que les détresses communes sont des mines d'or pour certains. Quand le pouvoir nouveau peut mettre la main sur ces trésors, il a intérêt à prolonger la durée des difficultés, en rappelant sans cesse au peuple que sa misère est héroïque, et que les responsables sont toujours les dirigeants précédents ou les opposants actuels.

Nous ne nous indignons pas des perruques blondes, des collets noirs et des gourdins spiralés. S'il y eut parmi ces protestataires des révolutionnaires retournés et des opportunistes, leur présence ne fait que confirmer l'hypocrisie artificieuse de l'époque robespierriste. Mais les insurgés du treize vendémiaire, qualifiés de "jeunesse dorée", n'étaient certainement pas si dorés, et, certes, Barras et Madame Tallien ne souhaitaient pas leur victoire ! Si nous comparons le 13 vendémiaire aux modernes tentatives pour secouer le joug marxiste, nous sommes amenés à penser d'abord que l'état révolutionnaire qu'ils ont voulu rejeter offre à ses partisans les mêmes profits, plus opulents encore, que le jacobinisme assurait à ses dévoués suppôts. Ensuite, le mérite intellectuel des hommes du 13 vendémiaire est à nos yeux d'avoir ignoré les compromissions inutiles et les illusions mensongères, les timidités conformistes incapables de renier les fictions officielles. Le 13 vendémiaire a échoué comme le printemps de Prague ; mais les morts de Saint-Roch n'ont pas succombé pour faire prévaloir on ne sait quel "jacobinisme à visage humain". Ils voulaient le Roi, et le

proclamaient assez clairement pour qu'on ne puisse fausser leur intention ou éventuellement, récupérer hypocritement l'exemple de leur rébellion.

*
* *
*

§ XI : VIVE LA CHAIR A CANON

"Il y a des patries que les peuples ne défendent plus. Ce sont celles où il n'y a plus de liens entre les individus et où la nationalité fait place à la personnalité".

(BALZAC)

- La commémoration de la Révolution de 1789 aura, en de très nombreux endroits, pour cadre, des édifices datant des temps obscurs du despotisme (!). Des édifices qui ont échappé, on l'oublie trop souvent, à l'ivresse de destruction qui s'était emparée du peuple de France ou plus exactement des foules manoeuvrées "par la clientèle de 120 oligarchies sur un mot d'ordre venu de Paris". Ce qui nous intéresse maintenant, c'est l'influence qu'a exercée, sur la conduite de la guerre, cette Révolution française qui clamait aux quatre vents du ciel vouloir la Liberté (nous venons d'en indiquer l'aloï. On a dit assez justement qu'après la Bastille, la France se tut devant trente factieux), l'Egalité (l'erreur théologique par excellence, selon Renan) et la Fraternité (qui justifia tous les massacres).

Un spécialiste de l'art militaire notait au cours de l'entre-deux-guerres. "Tout comme l'exercice de la médecine, la conduite de la guerre est un art... Alors qu'à une époque récente, l'art de la médecine est devenue une science, la conduite de la guerre en est restée à l'alchimie, bien pis, elle en est revenue à sa forme barbare de destruction et de carnage".

Après les horreurs de la guerre de Trente Ans, qui était déjà une guerre européenne, une réaction de juristes s'était produite en vue, non pas utopiquement, d'interdire la guerre, mais de l'humaniser. Des armées permanentes avaient été créées dans ce but et des résultats intéressants avaient alors été atteints. On chercha dès lors, à user l'adversaire et non plus à l'anéantir.

"Nous faisons la guerre en renards", disait un chef militaire de l'époque. Il s'agissait de couper les lignes de ravitaillement de l'adversaire, de bloquer ses bases d'opération, ses forteresses. Daniel Defoe, de son côté, notait : "Il est maintenant fréquent, que des armées d'un effectif de 50 000 hommes stationnent en vue l'une de l'autre, passent toute une campagne à s'observer mutuellement et se dirigent ensuite vers leurs quartiers d'hiver". Dans toutes les opérations interminables des guerres limitées, l'usure était le principe dominant. L'argent abondait rarement et les armées permanentes, au contraire des milices, devaient être payées tout au long de l'année.

L'argent, et non le sang, constituait le facteur décisif.

Guglielmo Ferrero estimait : **"La guerre limitée a été une des plus hautes perfections du XVIIIe siècle. Elle appartient aux fleurs de serre qui ne peuvent pousser que dans une civilisation aristocratique et qualitative. Nous n'en sommes plus capables. C'est une des perfections que nous avons perdues avec la Révolution française.**

*
* *
*

/ L'IMAGERIE REVOLUTIONNAIRE ET VALMY

- C'est, en effet, avec Rousseau que le génie de l'absolutisme des peuples fut libéré de la boîte de Pandore des monarchies pour évincer l'absolutisme des rois, reconstruire la tour de Babel et transformer en abattoir la salle aux enchères de la guerre".

Valmy fut la dernière bataille sans effusion de sang. Goethe y vit "l'aurore d'un monde nouveau" (et quel monde !) tandis que, quelque 125 ans plus tard, le maréchal Foch la commenta en disant : "Les guerres des rois finissaient, les guerres des peuples commençaient".

Dans la mémoire collective, la bataille de Valmy (20/9/1792) nous est donnée comme une grande victoire républicaine, l'effet de la "furia francese" de quelques sans-culottes qui ont su balayer les armées professionnelles des Prussiens et des Autrichiens. La réalité fut tout autre.

Pour l'armée républicaine, commandée par Dumouriez et Kellermann, l'enjeu de la rencontre est simple. Il s'agit de couper la route aux Impériaux, en marche sur Paris. L'engagement commence le 20 septembre vers 7 heures du matin, de façon classique : artillerie contre artillerie. Sous le feu roulant des batteries, on arrive, vers les 16 heures, à une sorte de match nul. A la nuit tombée, on décide, d'un commun accord, de prendre un repos bien mérité. Le 21 au matin, même jeu, même donne. Avec, en milieu de matinée, un léger avantage aux Républicains qui, ayant mené une charge d'intimidation, vont avoir la surprise de voir les Prussiens décrocher en courant et ne plus s'arrêter de courir jusqu'à la frontière... La bataille de Valmy venait d'avoir lieu. Il y avait, d'un côté, 40 000 Républicains. De l'autre, 35 000 Impériaux. Les Républicains auront... **250 morts**, les Prussiens, ... **164**.

Cette "bataille" avait été si discrète que le ministre français de la guerre ne la mentionna même pas dans le rapport qu'il fit, plusieurs jours après la rencontre, à la Convention. Et Kellermann, dans ses mémoires, en rend compte distraitemment sous le nom d'"affaire de Valmy".

On a dit que Brunswick, le général prussien, aurait passé accord avec Dumouriez qui, comme lui, était **franc-maçon**, pour que les deux armées ne se fissent pas la guerre. Parmi les bijoux laissés à sa mort par Brunswick, figuraient certains des diamants de la Couronne volés au garde-meuble, et on sait aussi que le roi de Prusse avait hâte de s'occuper de la Pologne. On a dit aussi que les troupes austro-prussiennes, privées de ravitaillement pour des raisons climatiques, avaient mangé quelques pommes de terre, un peu de farine, et surtout des raisins. Des raisins verts... D'où, très vite, d'épouvantables coliques qui transformeront les soldats de l'armée des Rois en ... sans-culottes. Michelet s'est fait l'écho de cette dysenterie ravageuse.

On est loin, on le voit, des images d'Epinal qui exaltent "l'armée de vagabonds, de tailleurs et de savetiers" qui aurait défait celle de vaniteux aristocrates. Loin, aussi, des pompiérismes de Goethe qui, présent ce jour-là, écrira, sans crainte du ridicule : "De ce jour et de ce lieu date une nouvelle époque de l'Histoire du monde et vous pourrez dire : j'y étais".

Voulant raison garder, le professeur Destaing préfère rappeler que si 164 Prussiens moururent à Valmy, 20 000 d'entre eux, 30 000 peut-être, "avaient déjà été frappés au ventre".

*

* *

- Quelques mois après Valmy, effectivement, la Convention décrétait la levée en masse, en France, et la guerre allait devenir de plus en plus illimitée et, en définitive, totale.

Dans la quatrième décennie du XXe siècle, la vie était tenue pour si bon marché que la menace sur les populations civiles sur un grand pied devint un but stratégique aussi admis que l'étaient les batailles dans les guerres antérieures. "En 150 ans la conception de la guerre avait ramené le monde à la barbarie des tribus primitives".

Foch disait qu'une nouvelle ère s'était ouverte avec la Révolution, "celle

des guerres nationales aux allures déchaînées... parce qu'elles allaient mettre en jeu sentiments et passions...". Pour déchaîner ces passions, la propagande entra en lice et la "Marseillaise" (un chant particulièrement sanguinaire, notons-le) joua largement son rôle dans cette entreprise de fabrication de la haine, le plus puissant des raccollages.

C'est le principe, imposé par la Révolution, de la "volonté générale" qui préconise la guerre totale.

La guerre de la propagande est, par excellence, un instrument démocratique pour dominer l'esprit des masses, ce que Rousseau appelle ingénument la volonté des masses. On fait ainsi de l'ennemi, un démon, on amène, par la propagande, les masses neutres à la croire et on ébranle la loyauté du peuple et de l'armée ennemis.

D'autre part, l'homme devenait, du fait de la **conscription** (une initiative de la Révolution, rappelons-le) **"aussi bon marché que le crottin"**. On supprima donc les tentes tandis que la logistique se trouvait réduite au minimum. Pour le troupeau humain, les soldats bivouaquaient (le mot date de 1792) et réquisitions ou pillages, sinon les deux, pourvoyaient désormais à leurs besoins.

Napoléon, par ses guerres, fut le missionnaire qui convertit peu à peu l'Europe à la religion de la nation armée et à la guerre de la propagande dont nous connaissons encore les effets, en Europe, près de quarante-cinq ans après le dernier conflit.

*
* *
*

/ L'EUROPE PILLÉE PAR LES SOUDARDS DE LA RÉVOLUTION /

- Laissons aux gogos les récits épiques montrant les libérateurs sans-culotte reçus avec enthousiasme par les peuples opprimés et passons en revue quelques aspects moins connus, parce que gardés sous silence, de la "croisade révolutionnaire de la liberté". "Il ne faut pas nous dissimuler, déclarait en 1793, le Conventionnel Lazare Carnot aux généraux de la Révolution, que nous sommes perdus si vous n'entrez pas bien vite en pays ennemi pour avoir des subsistances et effets de tout genre... **Il faut vivre aux dépens de l'ennemi ou périr**". Et la directive fut entendue !

En Italie, les soldats de la Révolution confisquent tout : vivres, chevaux, bijoux, objets de première nécessité : ils font main-basse sur les monts-de-piété et les caisses ecclésiastiques destinées à la charité. Les généraux donnent l'exemple : Massena, Berthier et Bonaparte qui, pour lui personnellement, arracha à l'Italie pour trois millions.

Bonaparte fit brûler Binarco, livra 24 heures durant Pavie à la soldatesque révolutionnaire et fit fusiller de nombreux otages. Les "vautours affamés", qu'étaient Brune et son chef d'Etat-Major Suchet, s'avérèrent insatiables. Rome fut abandonnée au pillage.

Pour faire face à la situation financière catastrophique de la République Carnot prescrivit de **"presser le citron"** et bientôt le Directoire (1795-1799) "invita à rechercher, à recueillir et à faire transporter à Paris les objets... les plus précieux et à donner des ordres précis pour l'exécution éclairée de ces dispositions".

Et puis c'est au tour de la Suisse d'être envahie aux noms de la Liberté, de l'Egalité et de la Fraternité, d'être dépouillée des trésors de ses cantons et d'être frappée d'une contribution officielle à quoi s'ajoutèrent de nombreux prélèvements privés. Là aussi, Brune et Massena se distinguèrent par leur rapacité.

Aussi, partout où arrivèrent les soudards, en Toscane, dans le Milanais, à Naples, dans les Abruzzes, dans la campagne romaine, en Suisse, dans le comté de Nice, en Allemagne et en Belgique, des révoltes populaires éclatent parce que les révolutionnaires français sont honnis à la suite de leurs pillages éhontés. Ils s'emparent de tout, même des pauvres biens des plus modestes.

- Soumises très rapidement à un implacable régime d'occupation

militaire, les provinces belges furent, elles aussi, mises en coupe réglée par les sans-culotte. Le "Comité de Salut Public", le 13 juillet 1794, donna comme directive "... dépouillez la Belgique de toutes ses substances. Et chez elle aussi, comme dans les autres pays conquis, l'"Agence de Commerce et d'Extraction" (délicate formule républicaine) réquisitionna toutes les marchandises, même les denrées de première nécessité. Ces réquisitions avaient été précédées d'une première contribution de 80 millions. Anvers, par exemple, eut à payer 10 millions de livres, Gand 7, Bruxelles 7, Namur 5 et à Mons, 10 otages répondirent de l'exécution du paiement dans les 24 heures.

Bientôt ce furent des convois entiers qui emportèrent vers Paris les objets d'art de toutes sortes volés dans les maisons des corporations des commerces, les habitations privées et les maisons religieuses. Les pièces d'orfèvrerie fondues en lingots d'or ou d'argent firent évidemment partie du butin dans lequel on trouva même des machines.

Comme si cela ne suffisait pas, les destructions se multiplièrent à travers le pays. A Aulne, les "crapauds bleus" comme on appelait les soudards français, sous les ordres du général Charbonnier, incendièrent une des plus importantes abbayes de la Principauté de Liège. Le général au nom prédestiné veilla tout particulièrement à la destruction de la bibliothèque qui contenait de 40 à 50 000 volumes et 4 000 manuscrits. C'était une des plus importantes du Pays de Liège et l'une des trois ou quatre des plus réputées existant sur le territoire belge.

Dans les Ardennes, Orval est pillée pendant des jours. Plus de 600 chariots réquisitionnés dans les environs, emportent vers le pays de la Liberté tout ce qui a été volé. Après quoi, les soudards entassèrent dans les locaux ravagés quelque 2 400 mètres cubes de bois pour incendier ce qui subsistait encore et puis, on tira au canon sur le reste.

A Liège, ce sont des indigènes atteints du virus révolutionnaire de destruction qui, à l'instigation d'un nommé Bassenge et sous la direction du peintre Léonard Defrance, démolissent la cathédrale Saint-Lambert, "une des plus nobles églises du monde", un sanctuaire d'une ampleur extraordinaire. Les cloches sont brisées, les richesses vendues et les cendres des princes-évêques jetées au vent.

Bassenge, l'instigateur de la démolition, s'entendit répondre par Mirabeau auquel il demandait de "libérer" le peuple liégeois ; "Que désirez-vous donc ? Nous ne nous battons que pour conquérir ces libertés que vous possédez depuis plus de deux siècles".

Lorsqu'il eut pris contact avec la réalité de l'occupation française, le même Bassenge s'attacha, dans ses discours et ses lettres, à en dénoncer les excès.

Les persécutions religieuses suivirent le refus des 8000 prêtres belges (sur les 9000 que comptait le pays) de prêter le serment de haine et de fidélité à la république. Des centaines de ces prêtres furent déportés, notamment à l'île de Ré, tout comme de nombreux civils belges.

Durant l'occupation, 223 000 jeunes Belges -dont 79 000 ne revinrent pas de la guerre-furent enrôlés par les Français.

La situation générale du pays s'améliora quelque peu sous Napoléon, mais le Corse fit nommer d'office des jeunes gens de famille à des fonctions civiles ou militaires et ordonna que des enfants fussent placés dans des lycées de l'intérieur de la France. Il avait également fait dresser des listes de jeunes filles belges à marier avec des Français de son choix.

En Belgique aussi, éclatèrent des révoltes comme la guerre des paysans, la guerre des fléaux tandis que Charles de Loupigne s'illustrait dans la lutte contre l'occupant étranger. Un préfet français clairvoyant notait en 1813 : "Ce peuple n'est ni anglais, ni autrichien, ni anti-français : il est belge".

*
* *
*

- Allan Forest, un grave universitaire bri-

tannique, n'a guère de mal à montrer que les guerres menées par la République d'abord, par l'Empire ensuite, furent **toutes profondément impopulaires**. Lorsque la Convention décrète en 1793 la levée en masse et le tirage au sort, ces mesures provoquent dans tout le pays un soulèvement général où l'hostilité se transforme vite en refus. Le Chant du départ n'a pas, à l'époque, soulevé l'enthousiasme des foules.

Personne n'ignore que la conscription est l'une des causes majeures du soulèvement vendéen, puis de la guerre civile qui embrase les provinces de l'Ouest. Allan Forest montre et explique, exemples à l'appui, que l'ensemble de la population française est hostile dans sa grande majorité à toute aventure militaire. Elle l'est, non par pacifisme, mais parce que la guerre est une affaire de seigneurs. Son art et sa pratique demeurent l'apanage de l'aristocratie. Dans les campagnes, les paysans refusent de voir les membres les plus actifs de la communauté rurale revêtir l'uniforme. Les "gars" mobilisés désertent, se mutilent afin d'être reconnus inaptes au service. D'autres encore préfèrent, pour ne pas trop s'éloigner du "pays", s'engager dans des troupes royalistes, même s'ils sont dépourvus de convictions idéologiques fermement ancrées. Certains, peut-être plus cyniques, se font voleurs et rejoignent des bandits de grand chemin. Cette révision de la légende révolutionnaire aussi s'impose.

*
* *

/ DANTON ET LA PAIX /

- M. Alain Decaux a reproché à Danton d'avoir, en 1793, voulu faire la paix. Vouloir négocier, vouloir traiter avec les coalisés, disait le futur académicien et ministre de la francophonie, alors que les armées révolutionnaires n'étaient pas encore victorieuses, c'était vouloir une paix de compromis, c'était trop tôt... M. Decaux aurait-il oublié que la guerre commencée en 1792 ne devait prendre fin que vingt-deux ans plus tard (2 cycles undecennaux !), après Waterloo. Guerre absurde déclarée à l'Autriche, notre alliée, guerre dont, il ne faut pas se lasser de le répéter, les Girondins ont la responsabilité entière, passionnément voulue par eux pour faire rebondir la Révolution et abattre la Royauté - cela au seul profit de la Russie guettant le moment où l'Autriche et la Prusse engagées contre la France, elle aurait les mains libres en Pologne. Danton, derrière les déclarations fracassantes que l'on connaît, voulait la paix, il faut l'en louer, déplorer pour la France et pour l'Europe, que triomphant de ses adversaires, il n'ait pu alors négocier cette paix.

Mais après l'occupation et l'annexion de la Belgique, il était trop tard, le moment était passé où l'on pouvait raisonnablement négocier, traiter. C'était un conflit inexpiable avec une Angleterre n'acceptant jamais d'abandonner Anvers à la France. Et les hommes de la Convention, du Directoire, puis Napoléon, prisonniers de leurs conquêtes pour le maintien desquelles il fallait une victoire presque chaque année, impuissants à sortir de l'impasse, devaient s'épuiser, épuiser la France, en un combat toujours renaissant, combat devant s'achever après Leipzig et Waterloo, la France alors trop heureuse de retrouver ses frontières de 1792. Voilà ce qu'une paix négociée en 1793 eût épargné à la France et à l'Europe. Fallait-il cette tuerie de vingt années, la plus effroyable qu'ait jusqu'alors connu le monde, ces millions de cadavres, ces ruines...

Mais si, à peu de choses près, la France était rentrée dans ses anciennes limites, elle n'avait pas retrouvé cependant sa situation de 1789. D'abord, elle avait perdu la parité navale avec l'Angleterre et la disparition de la Pologne au profit de la Russie, de la Prusse et de l'Autriche était pour elle un amoindrissement relatif.

D'autre part, cette guerre de vingt années avait eu pour conséquence un bouleversement de l'Allemagne, une concentration de celle-ci contraire à l'intérêt de la France et au lieu des trois-cent-soixante princes, évêques ou républiques du défunt Saint-Empire, la Confédération germanique ne comptait plus que trente-neuf membres. Plus grave encore, l'invasion, l'occupation française avaient suscité en Allemagne, en Italie, un sentiment national inexistant jusque là.

Et, il ne faut pas aussi se lasser de le répéter, grâce à l'aide déterminante de Napoléon III, réalisant le vœu aberrant des Jacobins d'alors, les Louis Blanc,

Michelet, Ledru-Rollin, Jules Favre, de ce sentiment national ainsi éveillé devaient sortir l'Europe du principe des nationalités, l'unité italienne, Sadowa et l'unité allemande, Sedan, les catastrophes de 1914, 1939...

"Cette révolution, conclut dans le même sens, Jean Dutourd, dont nous sommes si fiers a accouché le monde moderne dont nous sommes peut-être un peu moins fiers. Je sais qu'il est absurde de refaire l'histoire, mais enfin **on peut rêver ce que serait la France aujourd'hui si elle avait fait l'économie de la Révolution.** Il n'y aurait pas eu l'atroce saignée de l'empire ni l'explosion de haine consécutive contre nous en Europe. Il n'y aurait pas eu cette succession de secousses sociales et de guerres civiles au XIXe siècle. Il n'y aurait pas eu Bismarck ni sans doute de 14-18. Je m'arrête car j'en pleurerais".

*
* *
*

§ XII : LA FRANCE "ECLATANTE DE RICHESSES" EST MORTE,
VIVE LA FRANCE "PUISSANCE MOYENNE"

/ L'ESCLAVAGE AU NOM DES DROITS DE L'HOMME /

- Quel dommage que Eugène Ionesco n'ait pas été appelé à succéder à feu Edgar Faure pour le bicentenaire de la Révolution ! Le grand dramaturge aurait, sans doute, mis quelque animation au sein de l'aéropage s'il avait repris les thèses exposées au cours d'une interview qu'il a accordée il y a environ un an au quotidien ouest-allemand "Die Welt": "La Révolution de 1789 eut lieu, paraît-il, pour supprimer les privilèges de la noblesse. En réalité, ces privilèges n'existaient presque plus ; les nobles étaient déjà largement dépossédés par les bourgeois. On fit ainsi une révolution contre des privilèges qui n'existaient plus et l'on établit avec une société bourgeoise une société intrinsèquement plus mauvaise qui aboutit, par exemple, à autoriser que **des enfants puissent travailler quatorze heures par jour sans dimanche**".

Et, passant à la révolution d'Octobre 1917, Eugène Ionesco poursuit son réquisitoire : "Ensuite, pour transformer la dure existence des hommes dans la société industrielle, on fit, en Russie, une nouvelle révolution qui devait apporter la justice et la liberté. Et qu'arriva-t-il ? La naissance de la société la plus totalitaire qui ait jamais existé, avec les privilèges de la classe régnante d'une ampleur jamais atteinte, avec une justice dépendant entièrement du Parti, avec des travailleurs esclaves et plusieurs génocides (...). Les révolutionnaires russes promettaient la liberté et la justice, ils ont créé **une nouvelle forme de l'esclavage**. Je crois que plus la société veut s'améliorer, et plus elle devient mauvaise. Si quelqu'un me dit aujourd'hui que le monde doit être changé, je préfère prendre la fuite..."

Comment ne pas voir, en effet, que les Droits de l'homme furent aussi respectés par la Révolution française que la constitution soviétique est appliquée en U.R.S.S.

La Révolution fit le contraire de ce qu'elle érigeait en dogme. Prenons deux articles. L'article IX dit : "Tout homme étant présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable, s'il est jugé indispensable de l'arrêter, toute rigueur qui ne serait pas nécessaire pour s'en assurer doit être sévèrement réprimée par la loi". Et l'article X : "Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses..."

Parfait. Mais dans la réalité, c'est tout le contraire qui a été pratiqué. Dès le 14 juillet 1789, les révolutionnaires ont commencé par tuer ceux qui ne l'étaient pas ; ou pas assez. En 1792, on a établi la "**carte de sûreté obligatoire**", délivrée après un examen "**républicain**" par la commune de Paris. Comme ce passeport intérieur ne suffisait pas, on a créé un passeport extérieur, un passeport visible, "**la cocarde**". Une sorte d'étoile jaune à l'envers. C'étaient ceux qui ne la portaient pas qui étaient suspects. Et punis de prison.

On a institué les **"affiches domiciliaires"**, donnant sur des pancartes fixées sur les portes des immeubles, les noms, âges, professions des locataires. Puis les **"visites domiciliaires"**, ces perquisitions décidées, non par la justice, mais par les **"comités révolutionnaires"** (Les délateurs étaient rétribués selon l'importance de la prise).

Il y a eu les arrestations en masse, la loi des suspects : pas besoin de preuves. La suspicion suffisait avec, au bout, la charette, et au bout de la charette : la guillotine. Il y a eu, nous l'avons vu, les massacres, des Carmes à la Vendée, dont Turreau, le commandant des six colonnes infernales, disait : "Si mes intentions sont bien secondées, il n'existera plus dans la Vendée, sous quinze jours, ni maisons, ni subsistances, ni armes, ni habitants !"

Parcourir la Révolution, c'est patauger dans la boue et le sang.

Les Droits de l'homme ! "Nul ne peut être inquiété pour ses opinions, MEME religieuses". Oser défendre cela relève de la farce macabre. Le moteur n°1 de la Révolution fut la destruction de l'Eglise catholique de Rome et l'extermination des catholiques français. On a commencé par confisquer les biens de l'Eglise. On a continué par diviser son clergé. Il y eut les prêtres qui prêtèrent serment; et ceux qui refusèrent. Ces derniers furent poursuivis, bannis, condamnés à l'exil, arrêtés, noyés à Nantes, guillotins, égorgés, fusillés ailleurs. Comme cela ne suffisait pas, on condamna et on exécuta ceux qui les cachaient. Si Génocide se définit par **"Destruction systématique d'une communauté"**, c'est bien le mot qui convient ici.

Puis, comme ça ne suffisait pas davantage, on traqua aussi les prêtres assermentés, après avoir pillé les églises; éventré les vitraux et fondu les cloches. En 1791, la Révolution avait fait élire 85 évêques. En 1794, il n'en restait plus qu'un en état de marche. Les autres étaient morts, en prison, en fuite ou mariés. Ce n'étaient pas les plus heureux. Dit-on.

- Une fois "proclamés" les immortels droits de l'homme, qu'en ont fait les chers sectateurs de Diderot et de Rousseau ? Pour le savoir, consultons **"Martyrs et bourreaux de 1793"** publié en 1856 par l'abbé Alphonse Cordier. Il reproduit intégralement et sans commentaire une brochure de la direction générale de la police. Liste des personnes qui ont péri par jugement du tribunal révolutionnaire du 26 août 1792 au 13 juin 1794. Très intéressant.

Comme Saturne, la déesse Raison dévorait déjà ses enfants. Pendant les vingt et un mois épouvantables que couvre ce document, et sans compter les six dernières semaines, qui virent périr entre autres André Chénier et les saintes carmélites de Compiègne, cette révolution consacrée au bonheur du peuple français a rougi les pavés, rien qu'à Paris, du sang d'onze cent deux personnes, vingt-cinq à trente par jour.

"Des réactionnaires, direz-vous. Il fallait bien que la révolution se défende".... au mépris de ses propres promesses sur les droits de l'homme. Beau pavé d'ours. Mais voyons cela. A part ceux dont on ne cite pas l'état ou la profession, il reste des victimes qu'on peut classer ainsi :

Nobles et leurs épouse, fils ou parent.....	158
Députés ou anciens députés à la Constituante ou à la Convention.....	66
Officiers marins, gendarmes et leur famille.....	162
Prêtres jureurs ou non, religieuses.....	100
Bourgeois (commerçants, gens de justice, maires, journalistes).....	378
Tiers-Etat (ouvriers, domestiques, paysans, fermiers).....	239

Donc, en négligeant les députés, régicides pour la plupart et qui avaient ouvert la porte au Moloch révolutionnaire, en face des nobles et, si l'on y tient, des officiers et des simples gendarmes, considérés d'office comme réfractaires à la sacro-sainte révolution, soit en tout 386 personnes, on trouve entre bourgeois, ouvriers et paysans 617 membres de ce tiers-état pour qui elle s'est faite. Et l'on pourrait y joindre la centaine de religieuses et les prêtres qui pour la plupart avaient salué d'enthousiasme les débuts de cette révolution. Les chiffres le prouvent : ou bien les masses populaires y étaient hostiles, ou bien elles ont payé leur erreur sur l'échafaud.

Si l'on rétorque qu'il pouvait y avoir six cents contre-révolutionnaires dans Paris, voyons les griefs allégués contre les victimes en étudiant non plus leur nombre, mais leur qualité :

Le 8 mai 1794 on exécute vingt et un fermiers généraux, dont le grand **La-voisier**. Avis à nos receveurs des impôts. Le 1er juin un gamin de dix-huit ans, "volontaire dans l'artillerie", dangereux révolté comme on voit. Le 2, avec un "commissaire du roi" sa femme est raccourcie et les deux fils, dont l'un est "agé de quatorze ans". Le 21 avril, **Malesherbes** "ministre d'Etat, défenseur du roi" (textuel) et Mme de Rosambo qui ne rougissait pas d'être fille de ce grand criminel. Le 22 février, Tiphaine "cultivateur" a précédé ses deux fils. N'oublions pas deux perfides suppôts de l'Ancien régime, le 22 décembre 1793. "D. Morin, valet de chambre de Mme Du Barry" et le 6 février "Pasquin, valet de chambre de Mme Elisabeth", ni, dès le 30 octobre 1792 "J. Picard, dit Lorrain, valet de chambre" avec "sa femme, blanchisseuse".

Ah, nous allions oublier, la république pouvait dormir tranquille après avoir exécuté deux autres dangereux contre-révolutionnaires "pour avoir crié : **Vive le roi!**" L'un était charretier, l'autre domestique. Pensez donc !

*

* *

- Mais on insiste ! nous voulons bien vous croire et admettre que les droits des hommes aient parfois été bafoués sous la Révolution, du moins a-t-elle eu le mérite de mettre fin au sexisme qui régnait dans la vie civile et politique, où les femmes étaient toujours en dépendance. Dans la vie politique, dit-on, il n'y avait rien de semblable au droit de suffrage pour les femmes !

- Ah vraiment, hé bien, nous lisons l'ordonnance du 24 janvier 1789 convoquant les Etats généraux :

"Article 11. Tous les corps et communautés ecclésiastiques réguliers, **des deux sexes**, ainsi que les chapelles et communautés de filles ne pourront être représentés que par un seul député ou procureur fondé pris dans l'ordre séculier ou régulier".

Article 20. Les femmes possédant divisément, les **filles ou veuves**, ainsi que les mineurs jouissant de la noblesse, pourvu que lesdites femmes, filles, veuves ou mineurs possèdent des fiefs, pourront se faire représenter par des procureurs pris dans l'ordre de la noblesse.

Article 24. Tous les habitants composant le tiers-état des villes ainsi que ceux des bourgs, paroisses et communautés de campagne ayant un rôle séparé d'imposition seront tenus de s'assembler.

Article 25... à laquelle assemblée auront droit d'assister tous les habitants composant le tiers état, nés Français ou naturalisés, âgés de vingt-cinq ans, domiciliés et compris au rôle des impositions pour concourir à la rédaction des cahiers et à la nomination des députés".

Donc, loin d'être exclues, les femmes étaient expressément convoquées par Louis XVI. C'est seulement à partir de 1791, lors de l'élection de la Législative, de la Convention et des autres assemblées révolutionnaires, que les femmes furent tenues à l'écart. Ce fut, si nous osons dire, une des fameuses conquêtes de la Révolution dont nos maîtres ont plein la bouche.

*

* *

- Voici enfin l'indignation de Jean Dumont -et la nôtre- portée à son comble. La Révolution, constate-t-il dans "Pourquoi nous ne célébrerons pas 1789" (Editions A.R.G.E. à Bagneux) a préparé et commencé "l'**assassinat de l'identité française**", c'est elle, en effet, qui a commencé à ériger en système l'immigration et les naturalisations abusives (dont celle, en masse, des juifs askenazim). Et tandis que les étrangers pullulaient dans les clubs et les assemblées, la Révolution a donné les premiers exemples de la discrimination paradoxale de la majorité de la nation, tant par la laïcité agressive que par les faveurs accordées

aux étrangers. D'où cette mutation capitale : **"la transformation de la nation française, foyer ancestral d'un peuple, en outil idéologique et réceptacle permanent, autant que luxueux, aux frais dudit peuple, de tous les idéologues, agités et vagabonds que les cinq continents sont capables de fournir"**.

Avec cela, ce fut aussi la mort du christianisme qui commença : **"la blessure reçue par l'âme populaire de l'abdication scandaleuse des prêtres constitutionnels est restée ouverte jusqu'à nous"** et cela présageait la reddition actuelle d'une partie du clergé post-conciliaire qui se fait **"réformiste par le sacrilège"**.

Enfin, les habitudes égoïstes nées des **"droits de l'homme"** sont à l'origine du génocide actuel de l'Occident : Jean Dumont explique comment le partage égalitaire entre les héritiers a conduit les familles à **n'avoir que peu d'enfants, tandis que la laïcisation du mariage faisait oublier le sacrement ordonné à la procréation**. Ce fut la porte ouverte à **"l'esprit de permissivité, véritable rebond sans-culotte de cette fin de XXe siècle"**. Donc la Révolution de 1789 est à la fois la source et l'exemple du refus de la vie. **N'ayant jamais été capable d'être la Liberté, il ne lui reste plus qu'à être la Mort !**

Après de telles constatations, qui pourrait encore vibrer d'émotion à l'approche de 1989 ? Les anniversaires sont faits pour entretenir la fidélité à certaines valeurs, l'anniversaire de ce qui engendre la mort est un non-sens.

Notre conclusion, trouvons-la chez Jean Tulard, maître d'oeuvre d'un récent volume, consacré à la Révolution française (Collection "Bouquins", Robert-Laffont), qui ajoute pour sa part : **"Le principal legs de la Révolution à l'humanité a été la Déclaration des droits de l'homme. Et pourtant nulle époque n'a autant bafoué ces droits..."**.

Les organisateurs du bicentenaire vont avoir bien du mal à ravalier la façade lézardée de la Révolution. La virtuosité de François Mitterrand et de son nouvel acolyte Jean-Michel Jeanneney suffira-t-elle ?

*
* *
*

/ "L'AN 200 DE LA REVOLUTION INDUSTRIELLE" /

- Si la Révolution est conforme dans sa réalité aux désirs et aux espoirs traduits par le mot qui la désigne, elle devrait apparaître comme **un puissant mouvement anticipateur**, comme un audacieux devancement du cours naturel des choses, un de ces sauts que la nature, selon un dicton latin, ne fait pas, mais que l'intention et l'invention humaines peuvent faire : en prenant à bras-le-corps non les problèmes d'aujourd'hui, dont les données sont peut-être déjà irréversibles, mais ceux qui sont du domaine du futur discernable, ceux qui sont en train de mûrir comme le fruit, l'orage ou l'avalanche.

Or, le vrai est que la Révolution, où s'associent les revendications des forces sociales montantes et les mécontentements, les aigreurs, les nostalgies de celles qui s'appauvrissent ou s'affaiblissent, peut s'inscrire dans l'histoire **comme un élément de blocage**, voire à certains égards comme rétrograde ou du moins retardataire. Ainsi en serait-il sans doute, à l'heure actuelle, dans les pays occidentaux, d'une révolution de caractère ouvrieriste en un temps où le progrès technologique tend à réduire les effectifs relatifs du secteur secondaire.

Au XVIIIe siècle, la vraie révolution, la révolution industrielle en Europe occidentale avait déjà pris son élan. Les industries, minières et métallurgiques, le grand commerce international étaient en pleine expansion et la France avait sa glorieuse part dans ces changements gigantesques avec Jacquard et ses métiers, avec Cugnot, avec Jouffroy d'Abbans, avec les frères Montgolfier, avec Lavoisier, poseur des fondations de la chimie moderne. Mais Lavoisier allait se faire dire, avant de marcher à la guillotine : **"La République n'a pas besoin de savants"**. L'auteur de ce mot historique n'était pas, ou n'était pas seulement, un imbécile, c'était un disciple de Jean-Jacques Rousseau, pour qui les lettres, les sciences et les arts n'étaient

que les agents de corruption sociale, les charmes de dégénérescence d'une société qu'il convenait de ramener, sinon à la toge et aux sandales -le projet fut avancé du moins aux antiques vertus de Licurgue et de Plutarque.

Vingt-cinq ans passèrent sans que l'idéologie de la Révolution française, moderniste à d'autres égards, pût se délivrer de ses perspectives passéistes, tirer les conséquences, exploiter les possibilités de l'expansion scientifique et technologique. Napoléon lui-même, si grand que fut son génie, fut sur ce point victime de la philosophie régnante, et si les nécessités du blocus continental l'incitèrent à favoriser l'industrie du sucre en Europe, il n'en renvoya pas moins à ses chères études l'Américain Fulton, émule de Jouffroy d'Abbans, qui lui apportait sans doute, avec son bateau à vapeur, le moyen de vaincre l'Angleterre.

Quand Waterloo arriva, le bilan politique idéologique, juridique, social de la période révolutionnaire française était certes considérable et tel que l'avenir de l'Europe allait s'en trouver marqué tout entier. **Le bilan économique était nul.** L'Angleterre, en dépit de son énorme effort de guerre, l'Allemagne, en dépit du morcellement qu'elle n'avait pas encore surmonté, les Etats-Unis, en dépit de leur jeunesse, avaient pris ou allaient prendre le large. La France, née de la révolution de 1789, aurait dû être à la tête des transformations décisives de l'époque. Tout au long du XIXe siècle, elle allait, au contraire, se trouver distancée.

*

* * *

- "En un quart de siècle, la Révolution française et ses prolongements napoléoniens **font autant de morts** que la Première Guerre mondiale, et davantage, selon Pierre Chaunu, que trois siècles d'Ancien Régime. Une saignée d'un million et demi de morts -même étalée sur vingt-cinq ans-dans un pays de trente millions d'habitants, affaiblit singulièrement le corps social.

Au moment précis où la machine **démultiplie les bras**, la France rate son départ. **En dix ans, la production diminue de moitié.** Les guerres lui ferment le grand large, où les Anglais feront prospérer leur marine -(Louis XVI, lui, avait bien compris que la compétition avec l'Angleterre (une compétition séculaire) ne pourrait se terminer à l'avantage de la France que si elle possédait une marine capable de tenir la dragée haute à la Royal Navy)- et leur commerce; elles ne lui laissent que les terres ingrates et les populations hostiles du continent, d'où elle sera promptement chassée. **Les victoires inscrites sur les drapeaux sont autant de défaites dans les statistiques.**

A l'origine de la grande révolution industrielle de la fin du XVIIIe siècle, le pays de Descartes était aussi bien placé que celui de Newton pour réussir son décollage économique. Mais au lieu de faire évoluer son système en souplesse, il ne sait que l'égorger dans le sang. Seul Mirabeau, peut-être, a le pressentiment de cette dramatique erreur. Mais il meurt trop tôt, et déjà dépassé. En avril 1791, Camille Desmoulins, pourtant son ennemi, médite devant la dépouille de "ce superbe magasin d'idées, démeublé par la mort".

Certes, la Révolution démantèle les vieux ordres, laissant la place libre aux classes sociales. Elle fait éclater les carcans de la féodalité et du corporatisme, achevant en cela l'oeuvre de la monarchie. Napoléon codifie les conditions de l'initiative individuelle et de l'économie de marché. Ainsi le profit capitaliste et l'exploitation sociale ont la voie libre pour plus tard. Mais, sur l'heure, rien de tout cela ne peut mûrir.

La principale conséquence économique de la Révolution, c'est le développement de la petite exploitation agricole (le contraire de ce que venait de faire l'Angleterre en remembrant ses terres pour en élever la productivité). Le paysan ne paie plus l'impôt au seigneur et pas encore à l'Etat. Sauf l'impôt du sang car l'Etat national invente la levée en masse. Soldats de l'an II et grognards iront nourrir la guerre que l'on faisait autrefois avec des princes paresseux et quelques milliers de professionnels suisses, croates ou piémontais. **Résultat** : en 1840, l'Angleterre comptera **dix fois plus** de machines à vapeur que la France".

On peut faire des réserves sur la continuité que suggère ce texte de Jean Boissonnat, paru dans le magazine "L'Expansion", entre l'oeuvre de la Monarchie et celle de la Révolution en matière économique et sociale; l'on n'en notera pas moins les effets négatifs de la Révolution sur la prospérité de la France des deux derniers siècles.

a) LA REGRESSION AGRICOLE :

- Sans doute l'école physiocratique a-t-elle été à l'origine de progrès agronomiques certains mais ceux-ci **ont tous été réalisés avant la Révolution**. C'est en 1772, deux ans avant la mort de Louis XV qu'est créée l'Académie d'Agriculture et c'est sous Louis XVI qu'est fondée la célèbre bergerie royale de Rambouillet qui apporte des progrès décisifs en élevage ovin tandis que deux écoles vétérinaires sont ouvertes et que la noblesse rurale rivalise d'émulation.

Le XVIII^e siècle est un siècle de grands progrès agricoles grâce à une science agronomique beaucoup mieux maîtrisée et répandue par l'école physiocratique pour laquelle toute richesse vient de la terre. Malgré les réticences des paysans attachés à la jachère, les agronomes conseillent l'assolement qui, par l'alternance des cultures enrichit le sol. La dernière famine date de 1710, c'est-à-dire après le terrible hiver de 1709. Entre 1730 et 1775 les prix agricoles avaient monté de 70 %, plus que les fermages qui n'augmentent que de 65 %, et les paysans profitent de la revalorisation des produits de base. De 1775 à 1789, les prix agricoles ne montent plus mais les baux progressent de 20 % et la nature (orages et grêles de l'automne 1787 et de 1788) s'en mêle. Alors commence l'agitation paysanne : on conteste les droits seigneuriaux, on détruit les fours banaux, on s'adjudge les biens communaux, on refuse la dîme et le champart, on pille les greniers à sel. De 1789 à 1815, les rendements fléchissent. La récession agricole est évidemment la conséquence directe des troubles qui ne cessent d'agiter la campagne. Mais avec la guerre de Vendée, on ne peut plus parler de troubles, il s'agit de la **destruction systématique** de toute une province et d'un **authentique génocide paysan**.

Selon Jean-Claire DAVESNES, le spécialiste averti des questions agricoles de notre confrère "LECTURES FRANCAISES" (revue déjà citée), "les misères et les atrocités de la guerre civile ne sont pas seules en cause mais aussi la politique délibérée de la Révolution et notamment la confiscation des biens d'Eglise suivie de la vente des biens des émigrés l'une et l'autre entraînant un vaste transfert de propriété". **Ainsi se crée une classe de nouveaux notables** d'autant plus attachés aux "conquêtes révolutionnaires" que lesdites conquêtes sont de belles richesses au soleil et non de fumeuses idéologies et la paysannerie profite largement des dépouilles enlevées du clergé (dans le Nord la propriété foncière de la paysannerie passe de 30 à 40% de 1789 à 1802).

"Avantage donc pour l'Etat révolutionnaire qui se crée une clientèle d'obligés attachés au nouveau régime par pur intérêt et avantage social et économique pour les parvenus. La propriété change de main, **elle change aussi de dimensions**. Pour se trouver un appui de plus en plus populaire la Convention autorise le **lotissement** des domaines, le parcellaire se pulvérise et **l'extrême division du sol aboutit au contraire à disperser les efforts** et à empêcher un travail rationnel ce qui compromet la productivité". (...)

"Enfin, note notre confrère, le Code Civil (...) vint aggraver la situation et cela pour des générations avec le partage égalitaire de la propriété entre les enfants à la mort du propriétaire. **Le Code Civil est un des facteurs parmi les plus importants de la décadence française** depuis deux cents ans et bien de bons observateurs en ont dénoncé les méfaits : "Une machine à hacher le sol" (Tocqueville), "Un code fait pour un citoyen naissant enfant trouvé et mourant célibataire" (Renan), "Chacun se trouve enfermé dans une comptabilité mesquine et un monde étroit" (Alain Peyrefitte)."

"Alors que sous l'Ancien Régime le droit d'aînesse était un facteur de pro-

grès et de dynamisme social car le domaine restait intact et les cadets, sachant qu'ils ne pouvaient compter que sur leur travail et leur initiative n'en étaient que plus entreprenants (...), aujourd'hui le partage égalitaire est **une catastrophe démographique**".

"Pour esquiver cette aberrante contrainte on arrête la natalité dans les régions les plus déchristianisées tandis que dans les régions de familles nombreuses on assiste à une parcellisation excessive. (...) C'est ainsi qu'au milieu du XXème siècle, après 150 ans de pulvérisation foncière, face au progrès technique, le parcellaire se trouvait dans une impasse dramatique **et ce fut le remembrement**.(...)"

Enfin, Jean-Claude DAVESNES note justement qu'"Un autre acte néfaste de la Révolution fut le partage des biens communaux, parcelles indivises dont l'origine se perdait dans la nuit des temps et qui étaient profitables à tous. Décidé en juin 1793 en pleine terreur, le partage des biens communaux aboutit à ce paradoxe d'ôter les pacages à ceux qui avaient des bestiaux pour les donner à ceux qui n'en avaient pas. Ainsi la Révolution faite au nom de l'égalité a enrichi les riches et appauvri les pauvres".(...)

Tel est le bilan de la Révolution par rapport à l'agriculture : on peut dire qu'il est largement négatif".

*
* *
*

b) LES INDUSTRIELS FRANCAIS ALLAIENT RATTRAPER LES ANGLAIS

- Dans la France du XVIIIème siècle, l'agriculture représente environ les trois quarts de la production nationale. Grâce au jeu de divers facteurs (défrichements, nouvelles plantations, amélioration des techniques etc), la productivité du sol a progressé pendant le dernier siècle, mais à un rythme relativement à peine supérieur à celui de la croissance de la population.

Les idées pour améliorer les productions agricoles ne manquent pas et s'inspirent en général de l'exemple anglais. Malheureusement, des causes nombreuses et profondes empêchent une véritable révolution agraire de se produire de ce côté de la Manche. La fiscalité pèse lourdement sur les campagnes et décourage les paysans qui essaieraient de s'enrichir. La somme des réglementations régissant l'agriculture et le commerce des grains entrave la recherche des profits, donc des innovations, et dissuade les nouveaux investissements. La petite taille et le morcellement de la plupart des exploitations, joints à la nature particulière de certains droits de propriété comme le métayage, s'ajoutent aux autres sources d'inefficacité.

Les gains de productivité agricole, même s'ils ont été lents, ont contribué, avec l'expansion démographique, à libérer la main-d'oeuvre nécessaire à l'industrie naissante. Grâce aux innovations technologiques venues d'Angleterre, celle-ci a pu amorcer son démarrage. Mais dans ce domaine également le retard sur notre voisin, d'origine très ancienne, demeurait considérable. Il s'explique par la situation de l'agriculture qui ne produit pas, comme nous l'avons constaté, de surplus assez importants; par les réglementations corporatistes et colbertistes; par l'absence d'une concentration suffisante de capitaux en dehors du Trésor royal. On peut ajouter à ces facteurs économiques l'"état d'esprit" de la frange la plus fortunée de la population qui aspirait à "vivre noblement", c'est-à-dire à acquérir des terres et à se constituer des rentes, et refusait, en général, d'adopter des conduites d'entrepreneurs.

Dans une industrie encore rudimentaire, plus de la moitié de la production provenait du textile qui demeurait le secteur dominant. A côté de la filature et du tissage du chanvre, du lin et surtout de la laine se développait une industrie du coton. Les autres activités de quelque importance se situaient dans les domaines de la métallurgie, de la verrerie et surtout du bâtiment. L'extraction de la houille demeurait encore à un stade primitif.

Des crises ébranlaient périodiquement l'économie que nous venons de décrire. Elles avaient pour origine les perturbations climatiques et s'exerçaient initialement sur les productions agricoles. La baisse des revenus ruraux agissait ensuite sur la demande des biens manufacturés et affectait ainsi l'ensemble du système. Dans les mois

précédant la Révolution, la France traversait précisément une telle crise.

- A cette crise, malgré tout classique, s'en ajoute une autre d'une nature plus particulière. En 1786, un traité de commerce avait été signé avec l'Angleterre. Son objectif était triple. D'abord créer des conditions de dépendance entre les deux plus grandes puissances européennes qui rendent plus difficiles les guerres entre elles. Ensuite inciter, par la concurrence, l'industrie française à se moderniser. Enfin, permettre le développement des exportations de produits comme les vins de Bordeaux. Dans l'immédiat, l'abolition des prohibitions (que la contrebande tournait d'ailleurs facilement) et la baisse des tarifs douaniers ont certainement mis en difficulté un bon nombre de manufactures. Mais il est probable que ce traité n'a pas eu les conséquences catastrophiques dont, pour obtenir des protections, se plaignaient les producteurs.

Les embarras du Trésor remontent loin dans le temps. Les contrôleurs généraux parvenaient à équilibrer les finances royales, grâce à des expédients bien connus : émissions d'emprunts à long terme et de rentes suivies par la réduction de ces rentes, emprunts à court terme auprès des financiers, loteries, créations et ventes d'offices, nouveaux emprunts indirects, augmentation des impôts existants, etc. Malheureusement, régulièrement, des guerres ruineuses engendraient de nouvelles dépenses, forçant le Trésor à trouver de nouvelles ressources. La dernière en date de ces guerres, c'est l'intervention française auprès des insurgents américains. Necker l'avait financée uniquement par des emprunts, sans alourdir la fiscalité, d'où son immense popularité et sa réputation d'expert. Réputation confortée par les comptes publiés par le banquier genevois en 1781, avant de quitter une première fois sa charge, et qui décrivent une situation budgétaire saine. Hélas, ces comptes sont faux.

Quelques années plus tard, en 1788, après de nouveaux errements dus à Calonne, le budget royal peut se caractériser ainsi : sur des dépenses annuelles d'environ 630 millions de livres, 45 %, soit un peu moins de 300 millions, sont affectés au service de la dette ; les recettes devraient provenir pour 29 % d'impôts directs, pour 32 % d'impôts indirects et pour 24 % de nouveaux emprunts. Les déséquilibres sont flagrants. Cependant, c'est la ruine du crédit de l'Etat, désormais incapable de trouver des prêteurs, qui rend la situation inextricable. Fait majeur nouveau, les rentiers se comptent par dizaines de milliers et une banqueroute, même partielle, déclencherait des mouvements d'opinion incontrôlables. D'ailleurs ces rentiers, conscients du danger que courent leurs placements, réclament une Constitution, garante de la bonne gestion des finances publiques.

- Or, à aucun moment, la Révolution n'a su sortir les finances publiques de la crise ni établir un système fiscal qui convainque les contribuables de payer l'impôt. Elle n'a pas rempli la première mission qu'elle s'était donnée, et après dix années, la banqueroute l'a poussée dans les bras d'un général. La plupart des historiens reconnaissent cela, mais ils n'en ont pas tiré la conséquence de regarder d'un peu près les finances révolutionnaires. Michel Bruguière l'a fait et le résultat est passionnant. Car ce n'est pas une histoire en chiffres, mais une histoire d'hommes, contée d'une plume leste.(1)

Il est parti de ces épais Almanachs qui -tour à tour "royaux", "nationaux" et "impériaux" -présentaient le Who's Who des pouvoirs. Sur les trente années qui composent et encadrent la Révolution, que d'organes, de dignités et de noms éphémères ! En plaçant côté à côté ces photos de groupe de la France officielle, on a l'impression presque physique de l'instabilité des choses révolutionnaires. Pourtant, le regard aigu de Michel Bruguière a remarqué, là-haut dans un coin, un petit groupe où les mêmes visages se retrouvent d'année en année. Dans l'oeil du cyclone, c'est la stabilité. Devinez de qui, de quoi : sous des noms divers, du ministère des Finances... Commis obscurs, mais déjà puissants sous la Monarchie, se lamentant des obsta-

(1) Michel Bruguière, Gestionnaires et profiteurs de la Révolution, Olivier Orban.

cles que la régularité du travail rencontre dans le maquis des libertés et des privilèges. Sous la Constituante, seuls experts disponibles, sauvant ce qui peut l'être de la débâcle des institutions financières ; puis, louvoyant entre les partis, poussant vers le seul système qui leur paraissait convenable : celui où ils tiendraient tous les fils.

Mais pourquoi sur eux le silence de l'histoire ? Parce que pendant des décennies de désordre **la gestion publique a dû vivre en parasite sur le profit privé** inépuisable prêteur, et donc le laisser prospérer sur les marchés publics, les trafics de numéraire et de papier, les pays conquis. Les historiens pro-révolutionnaires n'ont pas cherché à remuer cette vase et les antirévolutionnaires ont craint d'y trouver l'origine de tant de fortunes devenues, cinquante ans plus tard, respectables.

Nous payons aujourd'hui les dettes de cette histoire. Car, pour se dégager de la complicité humiliante des "profiteurs", les "gestionnaires" ont bâti des cloisons étanches entre la finance publique et la finance privée, affaiblissant l'une et l'autre. L'"Etat de finance" a jeté le bébé Capitalisme avec l'eau sale du bain révolutionnaire. Il a survécu, mais en est resté estropié...

*

* *

- Voilà donc l'état de l'économie française à la fin de l'Ancien Régime : d'une part un retard pris depuis très longtemps sur l'Angleterre, mais un retard stabilisé; d'autre part un grippage fiscal d'où sortira la Révolution catastrophique pour le développement économique, et qui retardera de plusieurs dizaines d'années une révolution cette fois bénéfique, la révolution industrielle.

Il y a quelques années, le Professeur Lévy-Leboyer montrait que la Révolution française avait été du point de vue de la croissance économique de la France une véritable catastrophe nationale. Alors que la révolution industrielle touchait la Grande-Bretagne dès 1730, elle n'atteignait la France qu'après la guerre de Sept ans. Mais le rythme de croissance est alors considérable. **A la veille de la Révolution l'économie française a quasiment rattrapé l'économie anglaise**, c'est vrai de la sidérurgie comme du textile ; et la mise en valeur des Antilles (Guadeloupe et Martinique, mais aussi Saint-Domingue, c'est-à-dire la République d'Haïti) comme de la Louisiane font que dans un port comme Hambourg en 1788 le total des marchandises venant de France et de ses colonies vaut deux fois et demi le total des marchandises britanniques. Rouen, Fécamp, Saint-Malo, Nantes et Bordeaux jouissent d'une prospérité que toutes choses égales d'ailleurs, **elles ne connaîtront plus**. Ne l'oublions pas : la révolution de 1789 a débuté dans **une France "éclatante de richesses"** (Jaurès). Du jour au lendemain tout cela disparaît : la France a décidé de confisquer les biens du clergé. Aussitôt la bourgeoisie industrielle et commerçante de la Côte atlantique comme celle des rives de la Méditerranée désinvestit de ses entreprises commerciales et industrielles pour acheter de la terre, au grand dam parfois des paysans. **Dès 1790**, l'économie régresse et les guerres civiles ou extérieures contribueront encore à aggraver une situation que malgré ses efforts, Napoléon n'arrivera pas réellement à modifier car la bourgeoisie devenue rurale tient trop à ses terres nouvellement acquises pour investir dans les industries nouvelles que veut favoriser l'Empereur, que ce soit l'industrie sucrière (betterave à sucre) ou les industries chimiques et métallurgiques. "La guerre a généré les entreprises, elle a bouleversé le ravitaillement en matières premières et a privé le commerce français de ses marchés extérieurs".

- La conclusion est sûre. L'avance de l'Angleterre sur le continent dont la France **est en 1815 beaucoup plus sensible qu'en 1793**. La guerre n'a pas enrichi l'Angleterre. François Crouzet (1958 et 1987) montre qu'elle a même ralenti sa croissance, mais la Révolution et son cortège de destructions de biens, de vies d'intelligences **ont ruiné la France...** L'Angleterre a consolidé son avance, elle a seulement moins souffert. Le malheur de l'un fait le malheur de l'autre, en l'occurrence le moindre malheur de l'autre.

La force de la Grande-Bretagne réside dans son dynamisme démographique et

une somme de transformations. Angleterre et Galles passent de 7 937 000 habitants en 1793 à 10 481 000 habitants en 1815, **soit une augmentation de 32 %**. Le taux de croissance de la population anglaise au XVIII^e siècle et jusqu'en 1815 fut toujours **au moins triple** de celui de la France, dont l'élan achève de se briser - les récentes enquêtes le montrent - de 1796 à 1799. La ponction révolutionnaire et l'atteinte des valeurs traditionnelles accélèrent le rythme d'un processus entamé.

Le blocus continental a été efficace mais pas suffisant. Parce qu'une économie dynamique comme l'économie britannique ne fonctionne pas comme "une montre suisse qui ne marchera pas si une pièce manque", mais comme une plante luxuriante. La dislocation du commerce international a entraîné des ajustements. Le texte de 1987 les décrit, les pèse, les calcule, il donne raison et à Ricardo et à Malthus, qui s'opposèrent. La projection de la croissance d'avant 1790 permet de deviner ce que l'Angleterre a perdu. Elle a grandi moins vite mais elle a continué à croître.

Voyez l'effort, voyez les pertes. Même pour le vainqueur. Onze mille navires marchands, 2,5 % des bâtiments qui ont fréquenté les ports, cinq cents navires par an, 62 millions de livres. L'Angleterre finit la guerre avec cinq cents mille hommes sous les drapeaux. Comme en 1940, l'effort consenti est énorme. Proportionnellement plus lourd qu'en France, mais une utilisation intelligente réduit les pertes.

La guerre et le blocus ont entraîné un effort agricole, encouragé les **enclosures**, poussé à l'augmentation des rendements. On a calculé que les capitaux détournés auraient été mieux employés dans l'industrie. Un progrès visible peut donc masquer une perte. L'effort de guerre (il a été payé par une chute des niveaux de vie) a été prélevé sur la consommation, accessoirement sur l'investissement. Les transferts ont favorisé la **rente**, renforçant une classe de loisir, cette chance du XIX^e siècle anglais sans laquelle il n'y a pas d'invention (pensez à Boole, créateur de l'algèbre binaire). F. Crouzet résume : "L'augmentation de la consommation de l'Etat se fit au détriment de la consommation privée". La croissance aura été de 10 % à 20 % inférieure à ce qu'elle eût été sans la guerre que l'**agression délibérée de la France révolutionnaire** a imposée à l'Europe, les Anglais se sont mis la ceinture et, en dépit du court épisode du **Juddisme**, les briseurs de métiers pendant le dur hiver 1811-1812, la société anglaise a tenu. De la supériorité d'un système parlementaire décentralisé, souple, protégé par une puissance maritime désormais sans égale.

Sous l'influence d'Emmanuel Wallerstein, Fernand Braudel, à la fin de sa vie, lui qui avait cru aux vagues puissantes pluriséculaires, s'était fait curieusement le chantre de la **Royal Navy**, concession à l'histoire-bataille, deus ex machina de la pax britannica. F. Crouzet répond par la négative. C'est à l'intérieur de l'île, au cœur dans les **mills**, les usines, les ateliers des Midlands, du Lancashire, du West Riding, dans les bibliothèques scientifiques et techniques et par la ténacité et l'intelligence de son peuple, que la Grande-Bretagne a gagné la rude bataille. Les victoires navales et coloniales ont joué certes un rôle, mais marginal.

- Par contre, Bonaparte ne comprit que trop tard la nécessité pour la France de reconstruire une marine militaire puissante. Il fut toujours trop occupé par ses guerres continentales. Il dut renoncer à son opération de débarquement en Angleterre faute de posséder des navires d'escorte capables de tenir la Royal Navy en échec. Il ne s'y décida qu'en 1806 mais il était trop tard, une marine ne se fabriquant pas en deux temps, trois mouvements. Ainsi l'Angleterre eut-elle la paix de l'empereur à Waterloo parce qu'il n'avait pu réussir l'invasion de l'île. Il y a deux aveux de lui à Sainte-Hélène qui en disent long là-dessus : "Ce n'est pas moi qui ai perdu les colonies ni laissé détruire les marines de l'Europe... **C'est la Révolution qui a fait la puissance de l'Angleterre**" et : "Je ne pouvais pas être partout, j'avais trop à faire avec les armées du continent". Comme les révolutionnaires, Napoléon crut qu'il pourrait porter des coups sérieux à sa rivale par la guerre de course mais, malgré l'héroïsme et le panache de Surcouf et des autres, elle ne gêna que dérisoirement le commerce maritime anglais (pour 2 à 3 %). Et Joseph Martray de remarquer : "Le contrôle des routes maritimes revient inévitablement à celui qui dispose de la puissance navale : ce qui se vérifiera à nouveau dans les deux guerres mondiales du XX^e siècle, en dépit du péril sous-marin".

Si Louis XVI avait continué à régner et si la Révolution de 1789 n'avait pas eu lieu, beaucoup de choses auraient certes été changées dans le monde, on le sait, mais on ignore généralement qu'alors, l'Angleterre ne serait sans doute jamais devenu la première puissance mondiale qu'elle fut durant un siècle.

*

* *

c) "LE COÛT DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE"

- Poser un problème de coût, c'est, implicitement, chercher à résoudre deux questions qui en découlent :

- * quelle est la rentabilité de l'opération ?
- * pouvait-on en faire l'économie, ou tout au moins, la réaliser à un moindre prix ?

Face à l'histoire, une telle évaluation est toujours difficile, car elle met en jeu le facteur humain. Avec le recul, un examen débarrassé des passions du moment est alors possible. Surtout, lorsqu'il s'agit d'une période présentant une homogénéité certaine dans le temps, l'espace et l'esprit qui la domine. Ainsi la Révolution française.

Historien reconnu, René Sédillot se penche sur cette période à la fois "sublime et effroyable", avec l'esprit d'un économiste - (l'auteur de "Le coût de la Révolution française", édité chez Perrin, n'est-il pas d'ailleurs l'ancien directeur de "La Vie Française", l'hebdomadaire financier bien connu ?) - Le bilan est précis, impartial; il est d'autant plus frappant. Ce livre qu'on lit partagé entre la colère et la tristesse, confirme ce qu'on sait, mais que dissimule une tenace brume de mythes : à quel point ces années 1789-1815 ont marqué, dans l'histoire de France, un coup d'arrêt irréversible. Jusqu'en 1789, notre pays n'avait cessé de grandir en puissance, en prospérité, en prestige; **après 1815, il n'a plus fait que glisser sur une pente accidentée**. Le bilan de Sédillot touche tous les domaines: la démographie, le territoire, les libertés, la culture, le patrimoine artistique, la vie économique-agriculture, industrie commerce intérieur et extérieur- les finances, les divers éléments du niveau de vie, la structure de la société. Tout cela exprimé en chiffres, qui en disent plus que les mots : et ces chiffres sont navrants, hormis quelques acquis qui, de toutes façons, auraient très vite vu le jour, comme la création de la Banque de France, la constitution d'un réseau routier, la diffusion de la pomme de terre, diverses conquêtes territoriales (Mulhouse, Avignon), une prise de conscience de l'unité nationale...

- **La facture humaine** d'abord. On le savait, bien sûr, qu'Eylau, Wagram, la Moskova avaient été de fameuses boucheries; qu'à Paris, en septembre 1792, et plus tard à Nantes, à Lyon, sans compter la Vendée massacrée, nos bonnes âmes jacobines avaient expédié pas mal de monde, qui au bout des piques, qui sous le fil du rasoir, ou sous la mitraille, sur front de batailles. Il fallait, n'est-ce pas, émanciper les peuples du joug des tyrans et, selon Tallien, **"niveler les têtes et faire saigner les bourses"**. Tour un programme. Mais une fois l'épopée, le rêve niveleur évanoui, le résultat des courses ?... vérifié, recoupé avec soin, il est indiscutable et impressionnant : 400 000 morts pour les batailles révolutionnaires, 600 000 pour les guerres civiles (dont les deux tiers en Vendée et dans l'Ouest), sans oublier les condamnés à la guillotine, un million pour les guerres napoléoniennes. **Deux millions** de morts dans un pays qui, avec **vingt-sept millions** d'habitants, était en 1789, **le plus peuplé d'Europe**. Deux millions de morts. Pas moins. La rançon de la Liberté. Enorme tout de même, si l'on songe que c'est à peu près ce que coûteront ensemble à la France les deux conflits les plus meurtriers de l'histoire, 1914 et 1940. D'autant que "le sacrifice est plus lourd quand il frappe un peuple de quelque vingt-sept millions d'âmes, que s'il se rapporte à quarante millions de citoyens". Certes, grâce à la natalité ("**une nuit de Paris...**"), la population augmente encore entre 1789 et 1815, mais le rythme de croissance se ralentit et surtout les populations des nations rivales-Angleterre en tête- croissent plus vite. **"S'il n'est de richesse que d'hommes, la France est et sera moins riche"**. Voilà pour l'impôt du sang.

- Toutes ces pertes pour retrouver une France affaiblie, réduite à

peu de choses près à ses limites territoriales de 1789 et privée d'importantes positions outre-mer (Saint-Domingue, l'Île de France (Maurice) et les Seychelles) au profit de l'Angleterre. Celle-ci, nous l'avons dit, est la grande triomphatrice de l'époque : sa progression démographique est de 23% contre 9% à la France, elle renforce sa maîtrise des mers, étend son commerce à notre détriment, développe son industrie avec les machines à vapeur. A lire tant de comparaisons défavorables, on se prend à penser que ce sont nos voisins britanniques qui devraient célébrer le deuxième centenaire de notre Révolution ! Douce revanche pour ceux qui, grâce à la politique avisée de Louis XVI, avaient dû reconnaître l'indépendance des Etats-Unis d'Amérique.

*
* *
*

- Autre chapitre, non moins affligeant : celui du **bilan culturel et artistique**. A l'actif, quelques arcs de triomphe, miss Raison poudrée à frimas, le "Sacre" par David, l'école Polytechnique, et puis quoi ? Une dette redoutable : dix années de saccage organisé, qui laisseront, **"en signe d'égalité"**, une France défigurée. Il était recommandé de détruire. La colère spontanée, l'ire populaire ont bon dos ; on ignore à quel point les iconoclastes furent stipendiés, et Sédillot n'a pas tort de citer Hébert, tous les folliculaires à bonnet rouge, ceux-là qui réclamaient qu'on ne trouve plus pierre sur pierre à Versailles, Rambouillet, Fontainebleau, Chantilly. Il faut le lire pour le croire. A Strasbourg, pour réduire en poussière les statues de la cathédrale, le maire requiert "tous les citoyens en état de se servir d'un marteau". Pour démanteler le palais des Papes d'Avignon, cette **"Bastille pontificale"**, on recrute des maçons payés à la journée. Deux exemples parmi tant d'autres... Les flèches de Notre-Dame, de la Sainte-Chapelle ? Rasées. Des monuments par centaines, des abbayes, des palais, des édifices religieux, seront ainsi sinistrés, jetés à bas, rayés de la carte. Effarant inventaire, fascinant aussi, "l'inventaire du vandalisme" (le mot vandalisme d'ailleurs fut inventé à cette époque), établi notamment d'après Louis Réau, "Les Monuments détruits de l'art français". Tous les témoignages concordent : **la France est en état de décrépitude**, près de dix ans après la Terreur.

- Dans le domaine juridique, René Sédillot retrouve deux types de critiques souvent adressés à la Révolution française : d'abord, si celle-ci s'est faite au nom d'une **liberté abstraite**, elle a en pratique surtout entraîné la **perte des libertés bien concrètes** que possédaient par exemple les régions ou les corps de métiers. Lorsque Sédillot écrit que **"la Révolution aura fait reculer la législation sociale de trois quarts de siècle"** (cf. par exemple la loi Le Chapelier !), il fait malicieusement écho à une découverte dont la gauche a progressivement pris conscience avec chagrin au cours du XXe siècle, à savoir que **la République, en fait, avait été bourgeoise**. Elle a été aussi centralisatrice, bien plus encore que la Royauté, elle-même moins centralisatrice et autoritaire que ne le fut l'Empire. Sait-on qu'à la veille de 1789, un **cinquième seulement des terres appartenait à la noblesse, injustement accusée de possessions illimitées** ? Et cette idée, elle aussi, s'appuie sur des antécédents solides, par exemple l'étude consacrée immédiatement après la fin de la Seconde Guerre mondiale par Bertrand de Jouvenel au phénomène "Du Pouvoir" où l'auteur expliquait en particulier que **"les révolutions liquident la faiblesse et accouchent la force"**. Notons au passage cet autre trait d'humour noir de René Sédillot à propos des libertés en principe conquises par la Révolution : **"le bourreau était le seul journaliste quotidien qui fut en pleine possession de la liberté de la presse"**.

*
* *
*

- Décidément, il ne restera bientôt plus grand chose à commémorer. Furet avait démonté la mécanique cérébrale ; Besançon avait disséqué l'hydre ; Corvisier avait compté les morts ; Secher appelé génocide ce qui fut un génocide ; Frédéric Bluche avait confirmé la préméditation du massacre à Paris que nul après Secher ne se risquera à contester dans l'Ouest ; Crouzet avait mis en balance le succès anglais ; Sédillot refait les additions ; Lévy-Leboyer et Bourguignon calculé les projections de l'après-catastrophe. Restait l'économie. Car la révolution fut aussi cela : une catastrophe économique et financière.

Ci-avant, nous montrions pourquoi et comment le développement économique du pays avait pris vingt-cinq années de retard. Il serait ici injuste de ne pas mentionner l'apport magistral de Florin Aftalion qui a commis "L'Economie de la Révolution" (c/o Hachette, Collection Pluriel).

Incité au hasard d'une lecture américaine, à s'intéresser à "l'interprétation économique" de la Révolution, il s'aperçoit que "l'historiographie classique n'en tient presque aucun compte". Michelet, pas un mot. Jaurès, beaucoup de discrétion. Soboul, le grand prêtre de la vision marxiste, deux pages sur sept cents. Ernest Labrousse lui-même, s'il reconstitue d'indispensables séries de prix agricoles au long du XVIII^e les traite de manière "erronée". Seul, Marcel Marion ("Histoire financière de la France") mérite "un hommage particulier".

Aftalion applique donc à 1789 et à ses suites les principes de la théorie économique moderne et notamment de "l'économie des institutions". La cause directe de la Révolution ? La crise fiscale de l'Ancien Régime et "l'incapacité du Trésor royal à résoudre ses problèmes" (cf. ci-avant pages 102, 103 et 104). Mais au cœur de la dynamique révolutionnaire, la même incapacité des assemblées successives à trouver de l'argent-jusqu'à ce que les pillages de Bonaparte en Italie et des armées de la Grande Nation en d'autres lieux renflouent les caisses républicaines. Le mot clé de cette dizaine d'années-là : **les assignats**.

Alors que l'Angleterre a su se doter de finances au niveau de ses besoins grâce à cette forme d'Etats généraux permanents qu'est le Parlement, notre contre-pouvoir des juges interdit les retouches qui nous eussent permis de liquider le passif de la guerre victorieuse d'Amérique et d'adapter l'impôt aux exigences nouvelles de la société.

Reportez-vous au tableau (pp. 47-48) de F. Braesch. Vous verrez que sur 629 millions de dépenses publiques en 1788, la dette compte pour 45 % à 46 %, que l'impôt direct n'équilibre pas tout à fait l'impôt indirect mais que l'emprunt (21,37 %) pour couvrir le service de la dette montre que le bateau coule lentement.

Le mode d'élection à la Constituante (celui de la Convention est pire) est une catastrophe. Il aboutit à l'autodésignation d'une contre-élite de demi-ratés coupés de la société moderne et déformés par un mode de pensée idéologique fantasmagorique et archaïque au mauvais sens du terme. Voyez le clergé monopolisé par les curés et le Tiers doublé qui fait 45 % de petits officiers divers, 25 % d'avocats, huit industriels et banquiers sur six cent onze. On ne peut rêver milieu plus fermé à la jeune science économique et à une praxis florissante dans nos grands ports notamment en pleine expansion.

Le mal est à la **racine**. La première proclamation du Tiers gonflé de la plèbe cléricale proclamé Assemblée nationale, le 17 juin 1789, qui déclare "consentir provisoirement que les impôts et contributions quoique illégalement établis et perçus continuent d'être levés de la même manière..." qui se voulait simple moyen de chantage contre le roi déclenche quinze ans de grève fiscale.

- Ajoutez la criminelle bêtise du 11 août qui, en déclarant la dîme seul droit non remboursable, supprime les deux tiers du budget social et éducatif de la nation et bafoue le droit de propriété entraînant, conséquence logique, la confiscation des biens du clergé puis de tous les opposants, et la "césaropapiste" Constitution civile du clergé qui aboutit à suspendre la liberté de conscience pour 70 % à 80 % environ de la population.

Pendant dix ans, l'Etat révolutionnaire vit de la spoliation de l'élite dirigeante au profit des "apparatchiks" autorecrutés du nouveau pouvoir qui obtiennent les biens volés aux élites et à la communauté (25 % de la richesse globale) au quart au maximum de leur valeur réelle, par le biais de la dévaluation de l'assignat qui, avec ou sans maximum, frappe les plus pauvres. L'assignat correspond à une augmentation de l'impôt qui réduit de 15% à 20 % le niveau de vie des plus pauvres et fait resurgir, même quand la récolte est bonne, un régime de famine qui avait cédé la place depuis 1730-1740 à de simples disettes de soudure.

L'inflation, donc la désorganisation de l'économie, est avec l'exode des

élites, la guerre d'agression et l'atteinte des consciences, la cause du grand déclassement de la France qui demeure l'acquis essentiel du choix malencontreux de la voie révolutionnaire de la voie malencontreuse de la rupture, plus coûteuse et moins efficace, que l'adaptation progressive.

- Les assignats se retrouvèrent, en fin de compte, "l'instrument d'une spoliation sans égale même sous l'Ancien Régime. Et d'abord du "peuple". Il conviendrait ici de redonner la parole à René Sédillot qui fait ressortir une différence souvent mal acceptée ou comprise entre une économie de marché et le règne de l'argent. La Révolution n'a pas provoqué l'avènement du capitalisme car celui-ci existait déjà dans l'ancienne société. Mais, précise-t-il, **"les capitalistes n'avaient pas le premier rang"**. En revanche, la Révolution a provoqué **"l'explosion du capitalisme"**, c'est-à-dire le règne des spéculateurs et des affairistes. Et aussi la montée de la fraude, de la contrebande et de la corruption. "La France entière découvre les gains faciles et immérités, les comptes obscurs ou clandestins, les fortunes et les ruines subites". Dès lors "le XIXe siècle sera mûr pour accepter le règne de l'argent", qu'il soit initié à titre individuel par les libéraux descendants des physiocrates de 1789 ou, à titre collectif, par les socialistes issus des Montagnards de 1793.

La Révolution qui avait aboli les privilèges - n'en a laissé subsister qu'un seul, le privilège de l'Argent, et de son époque date la première place prise par les puissances financières dans la société. Oserons-nous faire remarquer que l'Argent s'est alors substitué à des valeurs comme l'Honneur, la Tradition, le Service de la Collectivité, la Charité qui avaient jusque là prévalu ? Ainsi que le proclame un célèbre spot publicitaire, "nous n'avons pas les mêmes valeurs, Monsieur l'huissier !".

La Révolution française fut faite par la bourgeoisie, répétons-le, et à son seul profit. Le papier-monnaie (les assignats), d'abord gagé sur les biens confisqués au clergé, puis aux émigrés (sait-on qu'à la veille de 1789, un cinquième seulement des terres appartenait à la noblesse, injustement accusée de possessions illimitées ?), puis aux riches, **perd bientôt tout rapport avec l'économie réelle**. Inflation; crise de subsistances chômage : autant de résultats directs du laxisme monétaire qui entraînent le durcissement politique (la Terreur) et un dirigisme accru, lequel dégrade encore la situation politique.

il y a là des faits qui parlent d'eux-mêmes. Des faits et des hommes. Mirabeau qui retourne sa veste en un éclair, prônant le papier-monnaie après l'avoir vilipendé; Danton l'agioteur qui s'en fourre plein les poches; Saint-Just l'archange, se reniant pour sacrifier au dirigisme; les Enragés et leur ineffable maximum. Il y a là aussi toute une galerie de gens de très bon sens dont on parle assez peu d'ordinaire; des physiocrates qui, après Turgot, avec Lavoisier et Dupont de Nemours, furent, bien avant Tocqueville, les premiers libéraux français; des élus royalistes, tels Maury ou Cazalès, auxquels on n'a jamais pardonné d'avoir joué les Cassandre.

L'Histoire les avait oubliés. Personne ne s'en étonnera. Moins qu'un autre, M. Florin Aftalion : "Depuis la IIIème République on a fait du stalinisme, on s'est efforcé de construire une façade à la Révolution. Aujourd'hui, on commence à pouvoir la regarder plus librement. On commence à voir ce qu'il y a derrière. Et ça n'est pas du tout ce qu'on nous avait dit..."

Aussi ne soyons plus les aveugles de l'Histoire et des histoires dont on l'affabule. Qui pourrait nier que la crise économique et financière mondiale contemporaine a des ramifications occultes qui remontent deux-cents ans exactement en arrière (le cycle séculaire) ? Notre société a ses propres assignats, qu'il s'agisse de l'étalon-dollar gagé sur les plus grands débiteurs nets de la planète, les Etats-Unis, ou des Droits de Tirage Spéciaux, une monnaie créée ex-nihilo. Les grandes banques les émettent sans risques pour elles puisque le plus souvent ce sont les gouvernements qui garantissent leurs créances. De leur profusion naquit l'hyperinflation de la décennie écoulée. Les spoliés, ce sont les pays du Tiers-Monde, alors obligés de vendre leurs propres matières premières dans une monnaie de singe, et tenus maintenant à payer de lourds intérêts sur des prêts qu'ils ne pourront jamais rembourser. Et les spoliateurs, les bourgeois qui "confisquent" les biens des autres, ce sont les Etats-Unis, indirectement à l'origine de la Révolution Française par l'esprit revanchard à l'égard de la

France de Louis XVI que fit naître chez les Anglais leur "Indépendance", et qui, incapables de freiner leur boulimie de consommation, tirent sans provisions des traites sur un avenir meilleur, fort probablement démenti, malheureusement, à partir de la fin du printemps 1989.

Le même cycle destructeur crise-inflation-contrôles-nationalisateurs-terreur institué entre 1789 et 1793 au nom des nobles idéaux de liberté, de prospérité et de justice sociale, sous sa forme moderne (analogie des situations et non identité) se continuera en tout cas dans les années qui viennent. Le modèle économique révolutionnaire "made in France" connaîtra ainsi sa projection séculaire.

Issue d'intellectuels qui se nourrissaient d'illusions et développaient à outrance un esprit de système, faisant peur, la Révolution de 1789 a engendré un mythe immense auquel l'épreuve des faits a été redoutable. Ramenée à de justes proportions, entre les siècles passés et les décennies qui la suivirent, elle apparaît comme une péripétie cruelle. **Toute doctrine qui dévie secrète ses propres contradictions.** Cette observation est vraie à toute époque; la nôtre doit en tenir compte si elle veut assurer la réussite du modèle contre-révolutionnaire. A la liberté abstraite, nous préférons les libertés concrètes.

*
* *
*

§ XIII : IL NE DOIT PLUS S'AGIR DE RESTAURATION MAIS D'INSTAURATION

/ "QUEL AGE AVONS-NOUS ?" /

- La France est une nation déconcertante.

Son peuple se dit intelligent, subtil, logique et cartésien. Il le dit trop. A tant brandir ses mérites, il fatigue le monde. Mais cette assemblée d'êtres intelligents **ignore majoritairement son passé**, et jusqu'à l'âge de sa nation. Les Espagnols n'en sont pas là, ni les Portugais, les Romains ou les Athéniens. Les Egyptiens pas davantage. Quant aux Israéliens, leurs enseignes arborent l'étoile du roi David qui vivait il y a trois mille ans ! La perte de mémoire ou la dégradation du souvenir collectif est **un mal français**, comme la vanité, comme la désunion.

Les livres ont leur part de responsabilité. Au XXe siècle, une école historique a tant décrié les anciennes méthodes, la chronologie, le portrait des rois, le récit des règnes, que nos enfants n'ont guère appris que les phases A et B et la courbe des blés. Trop de Français ont également été marqués par les humeurs d'un Michelet vieillissant : **pour eux la France date de la Révolution.** D'autres, sous l'influence des manuels de Lavis, ne voient qu'obscurantisme dans le Moyen Age (tant pis pour Jeanne d'Arc qui émouvait encore Michelet !). Ils croient l'Ancien Régime tyrannique et condamnable en bloc. **Cette désinformation porte aujourd'hui ses fruits.** Ce sont des fruits amers, souvent cultivés en serre par l'Université. Nous en avons mangé, fût-ce à notre corps défendant.

Mais, l'idéologie aidant, si la France était née de sa Révolution, il faudra que la Russie soit sortie toute armée du **big bang** de 1917. Or le moujik, dont le bon sens est proverbial, sent qu'il est issu d'une très ancienne nation. Les dirigeants de Moscou condamnent le tsarisme **mais sont fiers des grands tsars** : la monocratie soviétique chercherait-elle à prolonger la monarchie de jadis ? Ils fleurissent la tombe de Pierre Ier Romanov. Ils subventionnent des films en forme d'épopée qui célèbrent Ivan le Terrible ou saint Alexandre Nevski. Leurs ambassadeurs près les démocraties populaires veillent jalousement sur l'orthodoxie des évocations du passé russe : telle revue polonaise fut sanctionnée pour avoir critiqué, non M. Gorbatchev, mais l'empereur Pierre le Grand. Une pédagogie nous vient de l'Est ; n'hésitons pas, une fois n'est pas coutume, à la saisir.

Aux enfants on apprend d'abord leur nom, ensuite leur âge. C'est avec fierté qu'un petit homme déclare : "Moi, j'ai trois ans". Aux enfants, aux adultes, à tous les

Français, il faut toute affaire cessante, apprendre l'âge de leur pays. Si ce dernier était né en 1789, il n'aurait que 200 ans, serait plus jeune que les Etats-Unis d'Amérique. Pareille comparaison pourrait nous éveiller d'un sommeil dogmatique, et nous lancer comme des pionniers en quête d'un plus long passé. Nous découvririons que l'Ancien Régime, rude et religieux au XVIIe siècle, plus philosophe au XVIIIe, s'il fut un temps à l'économie fragile, ne fut point cet âge arbitraire et oublieux du menu peuple que décrivaient au vitriol certains manuels. La France de Descartes et de Pascal, de Louis XIV, de Colbert, de Racine, de Bossuet, de Mansart, de Turenne, de Vauban, la France de Voltaire et de Turgot, de Buffon et de Parmentier, du maréchal de Saxe et du bailli de Suffren valait bien celle de Hoche et de Marceau, de Mirabeau et de Carnot.

De "la douceur de vivre" aux rudes années du "petit âge glaciaire", du pré carré louis-quatorzien aux déchirements des guerres civiles, de Versailles à Chambord, des Bourbons aux Valois, des Valois aux vieux Capétiens, l'explorateur découvrirait l'interminable et émouvant passé du plus vieux royaume de l'Europe. S'il remontait jusques aux baptême et sacre de Clovis, il attribuerait même à sa patrie 1493 ans d'âge.

En ayant encouragé la célébration du millénaire de l'avènement de Hugues Capet, les autorités ont relativisé de facto les pompes prévues pour 1989 et le bicentenaire de la Révolution.

- Toutes les variétés de révolution se sont manifestées du XIVe au XVIIIe siècle. On oppose la tradition monarchique (absolutiste ou non) à l'explosion subversive. C'est une erreur; il existe une tradition des deux côtés; les agités parisiens de 1789 sont les arrière-neveux d'Etienne Marcel et des Ligueurs, les Monarchiens s'inspirent consciemment ou non de la vieille opposition parlementaire. Babeuf lui-même s'apparente au Maître de Hongrie, Danton participe de l'ordonnance cabochienne, et Robespierre - à la condition de remplacer sainteté par vertu - est le fils naturel de Fénélon.

A la vérité, le drame révolutionnaire procède de l'absence d'un projet politique prenant en compte les réalités du temps. Seuls Cazalès, Mirabeau, et à de moindres égards, Du Port font exception. Ceux-là se réfèrent à Montesquieu, non sans varier sur les attributions de l'Exécutif. Plus dangereuse est la religion roussienne. Avec elle on barbote dans deux sauces par trop épaisses : la bonté naturelle de l'homme et l'excellence de la volonté générale. C'est ici - le mérite de l'observation revient au duc de Lévis Mirepoix que paradoxe l'athlétique Louis XVI rejoint le chétif Robespierre, c'est pour cette raison que le roi sacré comme l'avocaillon du paratonnerre connaîtront la planche à Sanson.

Quand les Etats Généraux se constituèrent en Assemblée Nationale, Robespierre était encore monarchiste. Et chacun pensait, comme Mirabeau, que la Révolution se ferait "par le Roi, autour du Roi", et non contre le Roi. La Constituante était faite d'individualistes et non de collectivistes. Et tant que les Girondins dominèrent la Convention, les doléances furent libérales. Disciple des physiocrates, la Gironde est hostile à l'intervention de l'Etat dans le commerce et l'industrie.

Elle respecte la propriété, soutient la libre concurrence et le libre commerce. Sa philosophie économique est libérale. Etatistes et spoliateurs, les gens qui nous gouvernent depuis 1981, après un court intermède de deux années, peuvent-ils se réclamer de cette lignée ? C'est 93 qu'ils prolongent, c'est de la Montagne qu'ils descendent, et non de la Gironde. Encore moins de 89. Leurs ancêtres sont les Jacobins. Ils sont fils de Marat, Robespierre et Saint-Just, non de Lafayette et de Mirabeau. Cette dictature du tout-Etat, même assouplie à dater de 1984, eut sa sanction : Thermidor. Ce régime connaîtra aussi son Thermidor.

*

* *

- "On nous a menti sur la Révolution, reconnaît lui aussi Jacques SAINTONGE, l'éminent chroniqueur de "LA PRESSE FRANÇAISE". Ça commence à se savoir. On dégage aujourd'hui cet événement capital, de sa légende scolaire pour le rendre à l'Histoire. Tout simplement. Pourquoi donc cette fureur des Max Gallo et autres Moncelon ? Quel mal à cela ? Quel mal ? C'est que la Révolution

est le pilier central de la saga républicaine (bien court intermède dans la vie du monde, à la fois sur le plan temporel et dans l'espace géographique !). Bouger le pilier menace l'édifice. C'est la terreur des nouveaux Sans Culottes conduits par Max Gallo. A qui la faute ? A Jules Ferry qui fit de la légende révolutionnaire, la nourriture scolaire des petits Français. Pour faire des républicains" (ne dit-on pas "Vive la République" pour souhaiter seulement après, que "Vive la France" ?).

"Installée par surprise et par l'incurie du parti monarchiste, cette république fortuite eut le génie d'utiliser l'école pour verrouiller le système. Les petits écoliers sont de futurs citoyens. Il appartient à l'Etat de guider leur conscience (...) On appellerait ça, aujourd'hui, désinformation et lavage de cerveau". (...)

Et Jacques SAINTONGE de reprendre : "Les idées sont des forces en marche. Elles soustendent les plissements de l'Histoire. Cela justifie parfois de négliger l'écume et de plonger dans les fonds. Nous vivons une époque "sismique". L'effondrement du marxisme (idéologique sinon stratégique), l'écroulement du mythe révolutionnaire, les langues du socialisme éprouvées par les faits, tout cela ramassé, n'est pas mince. Notre histoire révolutionnaire, n'y résiste pas. (...) Après tout, qui a bousculé les tabous ? Les révolutionnaires. Tant pis pour eux. Ils subissent aujourd'hui le choc en retour de leur irrespect. On verra bientôt revenir le sacré. On le sent déjà sous des formes primitives, intelligibles pour l'heure aux seuls initiés. On réhabilite Taine, Tocqueville et Cochin. Et Michelet commence à passer pour un petit galopin. C'est nouveau chez nous. Mais les Anglo-Saxons le savent depuis longtemps (cf. Alfred Cabban par exemple)'

(...) "89 et les Droits de l'Homme (**signés Louis**) font partie, dit Max Gallo, de notre identité nationale (N.D.L.R. : dans le cas présent, nous aurions donc bien une identité nationale ...!). Qui le conteste ? Et 987 aussi. Et la suite. Mais 93 ? Et la Terreur ? (...) Pourquoi cette dérive de l'allégresse de 89 à l'holocauste de 93 ? De quelle révolution parle-t-on ? "

(Fin de citation)

*

* *

/ SOMMES-NOUS EN 1792 ? /

- C'est justement 1792 qui marque le tournant de ce qui fut au début une espèce de conspiration bourgeoise : alors que Louis XVI descend, de manière hallucinante les "dernières marches du trône" (Editions Dominique Martin Morin), se prépare la "**seconde révolution**", celle de la Terreur.

Pour étudier cette période, Jacques Ploncard d'Assac ne s'est plongé ni dans les ouvrages d'historiens partisans, ni dans les Mémoires des hommes politiques, mais dans la presse et dans les discours du temps. En somme, il nous montre les mois précédant l'emprisonnement du Roi tels que les contemporains les ont vécus. Il s'explique ainsi : "Restituer la vérité de l'histoire en la montrant se faire, au jour le jour, dans la presse et dans les discours, dans tout ce qui a agi sur les contemporains et les a fait pousser les événements dans un sens plutôt que dans un autre".

Cela donne un livre très original, très vivant..., et aussi très angoissant. Les hommes de ce temps comprenaient très bien ce qui se passait; même le rôle de Franc-Maçonnerie a été clairement entrevu. Ainsi, par exemple, on voit des "**honnêtes gens**" décider, au début de 1792, que désormais la Révolution devra être "**fixée**"; pour cela ils lancent un journal : le "**Gardien de la Révolution**". La riposte des "patriotes éclairés" (c'est-à-dire francs-maçons) ne se fait pas attendre : ils écrivent aussitôt dans "**Le Courrier des 83 départements**" qu'ils ne voient en cela qu'"un moyen d'infecter périodiquement du poison ministériel les plus anciens sanctuaires de la vérité (...)" Nous ne croyons pas que beaucoup de membres d'une société (la Maçonnerie) qui a préparé les matériaux de l'édifice constitutionnel se laissent duper par un parti qui ne s'en attribue la garde que pour le miner avec plus d'assurance et d'impunité".

En fait, tout l'intérêt de cet ouvrage est de montrer que la Révolution est un engrenage et que ceux qui essayent de la retenir courent à l'échec, voire à l'échafaud. Pourtant les appels au combat contre-révolutionnaire ne manquèrent pas. Ploncard cite un texte de l'abbé Lefranc paru dans "**Le Journal général de la France**" du 6 jan-

vier 1792 : "Ce n'est pas la personne du Roi que poursuivent les auteurs et les agents du complot révolutionnaire, c'est la royauté, c'est l'idée seule de monarchie, de tout pouvoir, de toute autorité dans un seul, qui les révolte". Et l'abbé concluait : "Réfléchissez-y, Français, bientôt vous n'aurez plus de Dieu, de roi, de religion, de patrie, de morale, de vertus, de fortune, de ressources, si vous continuez à ajouter foi à ceux qui vous trompent". Commentaire de Jacques Ploncard d'Assac : "Les plus conscients des contemporains ne s'y sont pas trompés : la Révolution française est **une idée**, et c'est par les idées et sur les idées qu'il faut agir. Tous les complots seront vains si l'esprit public n'est pas préparé à la contre-révolution".

- Quand Jean-Jacques Rousseau déclare : "S'il est un Etat où règne la justice et la liberté, je suis le citoyen de ce pays-là", il transpose l'idée de patrie, **terre des Pères**, en patrie idéologique. Tocqueville en eut la perception en reconnaissant que la Révolution avait formé, "au dessus de toutes les nationalités particulières une patrie intellectuelle commune, dont les hommes de toutes les nations ont pu devenir citoyens", et Michelet, le grand visionnaire de la République, pourra écrire : "l'idée de cette patrie, idée abstraite et qui doit peu aux sens, l'amènera par un nouvel effort à l'idée de la patrie universelle, de la cité de la Providence".

L'objectif avoué de la franc-maçonnerie, dont nous montrions au début de ce chapitre le rôle déterminant en 1789, était l'établissement d'un gouvernement mondial, ce que confirment les écrits de Jean-Baptiste Cloots, un Prussien député de la Convention, qui voulait que Paris devint "**le temple de la patrie universelle**". Gouvernement mondial qui, s'il se réalisait comme le souhaite la Trilatérale, pourrait bien être celui d'un peuple de la diaspora car "elle seule, pense François Brigneau, aura su préserver son identité".

La Révolution française porte indûment son nom : elle fût la Révolution universelle, et ses effets ne tardèrent pas à se faire sentir dans le monde entier, parce qu'elle portait en elle ce germe de la "cité idéale", détachée du temps et de l'espace. Elle a défendu la France, c'est vrai, mais comme siège de la République universelle, comme Staline défendra la Russie.

Et cette révolution universelle, faite au nom de la Liberté et de l'Egalité, à quoi doit-elle aboutir logiquement ? Au socialisme d'Etat, répond, en 1905, Léon de Montesquiou. On en semble loin alors, mais M. de Montesquiou, qui ne croit pas au sens de l'histoire, mais qui sait qu'il y a une logique de l'histoire, observe :

"Si la liberté veut, en effet, comme le pose le "Contrat social", que les individus n'aient entre eux aucun lien particulier, et qu'ils ne dépendent que de l'ensemble des citoyens, que de l'Etat, il est évident qu'une telle Liberté appelle l'Egalité. Car si les citoyens ne sont pas égaux entre eux, les uns donc moins puissants que les autres, les uns se trouveront donc sous la dépendance des autres, et ainsi se trouvera ruinée leur Liberté.

"Au nom de la Liberté, on nivellera donc (...) Une dernière chose devait subsister, à laquelle jusqu'ici (en 1905) on n'a pas encore osé toucher ; cette chose, c'est la propriété.

"Ici, les principes révolutionnaires n'ont pas encore été poussés jusqu'à leurs dernières conséquences, car logiquement ils doivent aboutir au socialisme d'Etat".

M. de Montesquiou, répétons-le, écrivait cela en 1905. Mesurons le chemin parcouru depuis dans le monde vers le socialisme et nous mesurerons la puissance de la logique de l'histoire, l'enchaînement des causes et des conséquences et combien il est vain de vouloir combattre le socialisme sans détruire, au préalable, les principes qui l'ont engendré. On ne fera rien de décisif tant qu'on n'aura pas abattu les sophismes de 1789.

*

* * *

- L'histoire de la France est celle de la continuité voulue par les Capétiens. On ne peut en retrancher aucun événement, tous étant solidaires les uns des autres. Il était ridicule et honteux naguère, que certains historiens et enseignants **fissent commencer l'histoire de France en 1789**. Il serait

tout aussi ridicule de vouloir gommer la Révolution qui a marqué un grand tournant de notre histoire. Mais il faut reconnaître que la Révolution française n'a été qu'une **immense escroquerie morale et politique qui a nui à notre pays** et a manqué provoquer sa ruine. Comme toujours, la désinformation a fait son oeuvre. La Révolution n'a été qu'une mauvaise action, préparée par les ennemis de la France, ceux de l'extérieur comme ceux de l'intérieur. On ne sait que trop ce que cela a coûté à notre pays. On a su exploiter à fond les problèmes sociaux et politiques du temps, les difficultés réelles que connaissait notre pays.

Au lieu d'une évolution sage et intelligente qui eût conduit la France vers des changements utiles et constructifs, pour l'amener vers les temps modernes de l'industrialisation, ainsi que le faisaient nos voisins, nous avons eu une révolution sanglante et fratricide, issue de la haine et de l'ambition de médiocres assoiffés de pouvoir et manipulés de longue date. Il ne saurait y avoir de point commun entre la célébration de l'unité française et celle du meurtre d'une nation. Ce que l'on doit célébrer en 1989, c'est le bicentenaire de la "Déclaration des Droits de l'Homme, signée par Louis XVI, mais foulée aux pieds, moins de deux ans plus tard par de soi-disant patriotes dont la sincérité reste à prouver, **mais la mauvaise foi certaine**. On a oublié trop longtemps que le 14 juillet est la date de la Fête de la Fédération, qui voulait rassembler les Français autour de Louis XVI dans l'unité retrouvée, ouvrant ainsi une ère de réformes utiles et de progrès sociaux. Il fallait en rester là et c'est cela que nous devons célébrer en 1989 et non consacrer de façon solennelle la falsification éhontée d'une période de notre histoire où fut instauré **"le seul gouvernement de terreur que la France s'est donné"**, comme le soulignait François Brigneau.

Ce n'est pas sans raisons que "la mémoire de la révolution sanguinaire a été exaltée par tous les grands dictateurs totalitaires et massacreurs de l'histoire contemporaine : **Lénine, Trotski, Hitler, Staline, Mao** sans oublier le Cambodgien **Pol Pot** qui découvrit à la Sorbonne son admiration pour Robespierre dont il fut un grand continuateur" (Bernard Antony, député européen).

*
* *
* *
* * * * *

CHAPITRE II

L'ARBRE CYCLO-HISTORIQUE DE LA FRANCE

The diagram is a stylized tree structure representing a historical cycle. It is enclosed in a decorative border. The tree consists of several levels of branches, each with a portrait in a frame. The frames are connected by a vine-like structure. The portraits are arranged in a hierarchical manner, with some in diamond frames and others in rectangular frames. Below each portrait is a box for a name and a date.

Level 1 (Top): 16 diamond frames, each containing a portrait and a box for "Nom" and "Prénoms".

Level 2: 8 rectangular frames, each containing a portrait and a box for "Nom" and "Prénoms".

Level 3: 4 rectangular frames, each containing a portrait and a box for "Nom" and "Prénoms".

Level 4: 2 rectangular frames, each containing a portrait and a box for "Nom" and "Prénoms".

Level 5 (Bottom): 1 rectangular frame containing a portrait and a box for "Nom" and "Prénoms".

"A la fin de chaque Cycle,
le Temps s'arrête et toutes
choses se meuvent en sens
inverse".

(PLATON)

"C'est qu'il n'y a que le passé
qui puisse vous apprendre et vous
garantir l'avenir".

(BOSSUET)

§ I : LES GUERRES DE RELIGION FRANCO-FRANCAISES SOUS L'ECLAIRAGE CYCLIQUE

- Dans de précédents "HORIZON...", nous avons plusieurs fois démontré que l'évolution temporelle de l'Histoire de France est scandée par le cycle undecennal et ses multiples (en particulier le cycle des générations sociales de 33 ans, le cycle de 77 ans et le cycle séculaire ou 3 fois 33 ans conduisant lui-même au millénarium). C'est cette constatation qui nous avait permis de détecter une échéance politique importante pour la France entre 1980 et 1981 comme onze ans plus tôt nous avions successivement pronostiqué avec succès et les événements révolutionnaires de mai 1968 et le départ du Général De Gaulle après l'échec du referendum d'avril 1969.

Ces données étant connues de nos lecteurs les plus anciens, il nous reste à en faire la synthèse à l'intention de tous ceux qui les ont rejoints depuis, tout en complétant là où il y aurait lieu ce que nous écrivions déjà dans "HORIZON 1975" et "HORIZON 1978".

*
* *
*

- En particulier, nous faisons observer qu'en 1874 (cent ans avant le décès de Georges Pompidou et l'avènement de M. Valéry Giscard d'Estaing, auteur du slogan "oui, mais..." qui précipita la désintégration de la majorité monolithique issue des événements de mai 1958), les élections firent apparaître une poussée républicaine majoritaire; celles de 1973 (trois fois 33 ans plus tard) firent au contraire perdre à l'U.D.R., (cofondatrice de la Vème République) la majorité absolue et une poussée de la Gauche et du Centre est notée. En 1876, une majorité républicaine succède à la majorité royaliste de l'époque; elle est confirmée par de nouvelles élections en 1877. Mac-Mahon se soumet, puis se démet le 30 janvier 1879.

Il convient de remarquer que, depuis 1879, la cadence du cycle de onze ans a marqué chaque fois le succès des forces de Gauche : 1879-1889/90-1901/02-1913, soit 33 ans, et à nouveau 33 ans entre 1913 et 1946/47, en passant tous les onze ans par 1924 et 1935/36.

Cet épisode aura duré 80 ans de 1878/79 à 1958/59. Quatre-vingt ans, soit quatre cycles de 11 ans plus quatre cycles de 9 ans (cycles undecennaux et cycles novennaires devant être intimement mêlés puisqu'ils aboutissent au cycle séculaire). Le sous-multiple de 40 ans de cette mesure rythmique appliqué à partir de 1940 (naissance du gaullisme à Londres) conduit à 1980/81, qui se situe **deux fois onze ans** après la naissance de la "République gaullienne" et à **cent ans** exactement de la naissance de la "République républicaine" des "nouvelles couches". 1980/81 se situait en outre à quarante ans de la naissance de l'Etat Français et à **dix fois onze ans** de l'abdication de Napoléon III et de la sanglante Commune de 1871. De 1804 (l'Empire) à 1914 (la Grande Guerre), et de 1830 (les Orléans) à 1940 l'Etat Français, il y a chaque fois 110 ans également. Et entre 1804 et 1830, presque **trois fois neuf ans**. Curieusement le pouvoir de M. Giscard d'Estaing a été frappé du **sceau orléaniste**, ce qui renforçait l'échéance de 1980/81, cent-cinquante ans (1siècle et demi) après 1830.

La cadence jubilaire de 50 ans est ici très perceptible : 1830, la branche d'Orléans a la couronne; en 1880, après le départ de Mac Mahon, la République avec Jules Grévy et Gambetta est maintenant solidement implantée; en 1930, c'est la grande

crise mondiale et en Allemagne le triomphe d'Hitler. Cent-cinquante ans après que le Roi de France ait accepté de se dénommer "Roi des Français", la Vème République bascule avec M. François Mitterrand sinon déjà dans une Vème République-bis, du moins en faveur de ceux qui s'étaient opposés de longue date à ses principes constitutionnels.

- Il est important de noter qu'à partir de la crise de Régime de 1879 (cent-dix ans plus tard, ce sera 1989 bicentenaire de la Révolution Française), 33 ans s'écoulaient avant d'aboutir à la fin du septennat d'Armand Fallières (1913) et de ce qu'il est convenu d'appeler "la Belle Epoque". Encore 33 ans (1945) pour marquer la chute de l'Etat Français du Maréchal Pétain (1945-46, vote de la Constitution de la IVème République, le départ du Général De Gaulle, Vincent Auriol premier Président de la IVème République et socialiste de surcroît !). Encore 33 ans et nous débouchons sur 1980/81, à un siècle environ de 1879.

Si 1879, 1913, 1945 ont marqué chaque fois une défaite de la "génération sociale" de 33 ans des forces dites de "droite", il faut en même temps constater qu'à compter de 1958/59, la dite cadence undecennale devient par contre favorable aux Modérés : 1958 et 1969. Même l'épisode du socialisme "pur et dur" qui marqua le début du premier septennat de M. Mitterrand n'alla pas au-delà de 1983/84 et que ce soit à travers M. Fabius ou M. Rocard, après l'inter-règne chiraquien, ce sont des principes de gestion de la Droite modérée qui ont été le plus souvent en vigueur depuis le début de l'actuelle décennie. Il devrait en être ainsi jusqu'à $1958/59 + 33 \text{ ans} = 1991/92$.

Remarquons d'autre part qu'entre l'année du départ de Mac Mahon (1879) et celui de la démission forcée en 1924 du Président de la République Alexandre Millerand, il s'était écoulé 45 ans (cinq fois 9 ans ou quatre fois 11 ans); de même en 1969, départ du Général De Gaulle, 45 ans après 1924. 55 ans et 45 ans sont intimement liés dans la pratique cyclique (les Cycles de Kondratieff, l'économiste soviétique, sont délimités d'ailleurs par ces deux mesures). Et si $1879 + 110 \text{ ans} (2 \text{ fois } 55 \text{ ans}) = 1989$, nous voyons qu'à mi-distance de 1879 et de 1989, nous rencontrons 1934 : scandale Stavisky et l'émeute du 6 février 1934, la conjonction des forces d'opposition d'extrême-droite et d'extrême-gauche contre la IIIème République.

Entre 1989 et 1991/92, il y a donc bien quelque chose de trouble autour de cette époque difficile à expliciter. La convergence de mesures rythmiques importantes sur cette période ne peut être simple coïncidence.

- Le déterminisme cyclique devient plus aveuglant si nous relevons encore ceci. La Régence et Louis XV : $1716 + 77 \text{ ans}$ à 1793 (mort de Louis XVI en janvier 1793, et proclamation de la Ière République en septembre 1792). $1793 + 77 \text{ ans} = 1870$ (chute de Napoléon III, la Commune). - $1870 + 77 \text{ ans} = 1947$ (fin 1946, Constitution de la IVème République). De son côté, la Constitution de la IIIème République avait été promulguée en 1875, et resta en vigueur jusqu'en 1940, soit quasiment 66 ans, ou deux cycles de 33 ans. Trente-trois ans après 1947, ou 3 fois 11 ans, voici encore 1980/81.

*

* * *

- L'échéance 1980/81 a donc bien en tout cas, constitué le noeud gordien de l'avenir politique qui était prévisible. Résumons son engrenage cyclo-historique.

Le référendum pour l'élection présidentielle par le suffrage universel remonte à 1962, date qui se situe **huit fois 11 ans** après la Constitution Wallen de 1875 qui établissait définitivement en France la République. C'est symptomatique. Deux fois 9 ans après 1962 nous ramène de nouveau à 1980/81, année dont nous disions précédemment qu'elle se situait à trois fois 50 ans de l'avènement des Orléans sur le trône de France en 1830. La Monarchie bourgeoise de Juillet dura deux fois 9 ans (1830-1848); le second Empire également (1852-1870), et la IVème République 11 ans (1947-1958). Deux fois onze ans après 1958 : 1980/81. Quels antécédents historiques aurons-nous à revivre analogiquement entre 1989-1991 si d'une part 1989 doit correspondre à 1789 par le jeu du cycle séculaire, et d'autre part $1958 + 33 = 1991$ à $1875 + (2 \text{ fois } 33 \text{ ans}) = 1940-41$, cinquante ans plus tôt ?

Pour essayer de répondre à cette interrogation, souvenons-nous d'abord que de la naissance de la Ière République à la chute de Napoléon III (1793 à 1870), soit durant **77 ans** et bien que sous des Régimes différents, **l'Exécutif a toujours prédominé sur le Législatif**. Par contre, sous la IIIème République et la IVème République, **c'est le Législatif qui l'a emporté sur l'Exécutif** soit apparemment durant 83 ans (de 1875 à 1958). Mais abstraction faite de la période de Vichy -(en gros 5 ans, les quelque cinq ans d'ailleurs qui du renversement de Napoléon III au vote de l'amendement Wallen enfantèrent aussi la IIIème République)- nous retrouvons une fois de plus ce rythme important **de 77 ans**. Devrait-on conclure immanquablement qu'à son tour 1958-59 a inauguré une période de 77 ans (jusqu'en 2035-2036 !) pendant laquelle l'Exécutif contrôlera de façon plus ou moins étroite le Législatif ? Jusqu'à présent, en tout cas, il est clair que, contrairement à ce que les discours de M. Mitterrand en tant que chef de l'Opposition donnaient à penser, le candidat de mai 1981 à la Présidence de la Vème République s'est bien accommodé des institutions de celle-ci, et que la tendance à la personnalisation du Pouvoir s'est maintenue, sinon même accentuée. Tous les chroniqueurs politiques sont à peu près d'accord pour dire des quatre Présidents en exercice depuis 1958 qu'ils usent et ... **"abusent"** de pouvoirs plus importants que ceux d'un Roi. Répétons-nous ! **1958-59** : De Gaulle + 11 ans = **1969-70** : Georges Pompidou puis Valéry Giscard d'Estaing, + 11 ans = **1980-81** : M. François Mitterrand + 11 ans = 1991-92. Est-ce que, trente-trois ans après 1958-59, la France vivra-t-elle sous un véritable régime présidentiel ou autocratique, voire sous un régime monarchiste, le cycle bicentenaire venant de son côté de se refermer ?

*
* *

(voir Tableau Page 5)

GENEALOGIE CYCLO-HISTORIQUE DE 1793 A NOS JOURS

Ière République - 11 ans
1793 - 1804

Ier Empire - 11 ans
1804 - 1815

Louis XVIII - 9 ans
1815 - 1824
Charles X - 6 ans
1824 - 1830

Louis-Philippe - 18 ans
1830 - 1848

IIème République - 4 ans
1848 - 1852

IIème Empire - 18 ans
1852 - 1870

Période de restauration républicaine - 5 ans
1870 - 1875

IIIème République - 65 ans
1875 - 1940

Vichy - 4 ans
1940 - 1944

Période de restauration républicaine - 2 ans
1944 - 1946

IVème République - 11 ans
1947 - 1958

Vème République - 22 ans
1958 à 1980/81

Vème République bis
1980/81 à 1991/92 - 11 ans

37 ans soit 4 fois
9 ans

33 ans soit
3 fois 11 ans

22 ans
soit 2
fois 11
ans

55 ans, soit 5 cycles
de 11 ans

27 ans soit
3 fois 9 ans

45 ans soit 5 fois
9 ans

88 ans soit 8 fois
11 ans

1824 + (100 ans) + (5 fois 11 ans) = 155 ans
155 ans peu différent de 2 fois 77 ans = 154 ans

18 ans soit 2 fois
9 ans

88 ans, soit 8 cycles
de 11 ans

36 ans soit 4 fois
9 ans

40 ans soit 22 + 18 ans

33 ans

1991/92 est donc à 11 ans de Mai 1981 (élection de F. Mitterrand), à 18 ans (2 fois 9 ans) de 1974 (élection de V.G-E), à 22 ans de 1969 (démission de De Gaulle), à 33 ans de 1958 (Vème République), à 44 ans de 1947 (IVème République), à 77 ans de 1914 ("la Grande Guerre") à 2 fois 88 ans de 1815 (abdication de Napoléon Ier) et quasiment à 200 ans de la proclamation de la Ière République en septembre 1792.

- Ainsi que nous l'avions annoncé dès "HORIZON 1975", depuis la première intronisation de M. Mitterrand en mai 1981, la France est en proie aux contradictions existant entre une démocratie libérale de type anglo-saxon et une démocratie égalitaire de type latin. Si nous hésitons plus longtemps à choisir entre Tocqueville et Marx, nous serons acculés entre le gouvernement d'un seul ou le despotisme d'un seul, contre lequel la technocratie socio-libérale reste un insuffisant recours. Le gaullisme charismatique est sorti épuisé de l'épreuve des années 1977 à 1981 puis 1986 à 1988. Son déclin s'est amorcé une génération sociale de 33 ans après la descente des Champs-Élysées en triomphateur par le Général de Gaulle en août 1944. Entre 1977 et 1988, soit en onze ans, M. Jacques Chirac a essuyé deux échecs retentissants en tant que candidat gaulliste aux élections présidentielles. Il ne s'en relèvera pas.

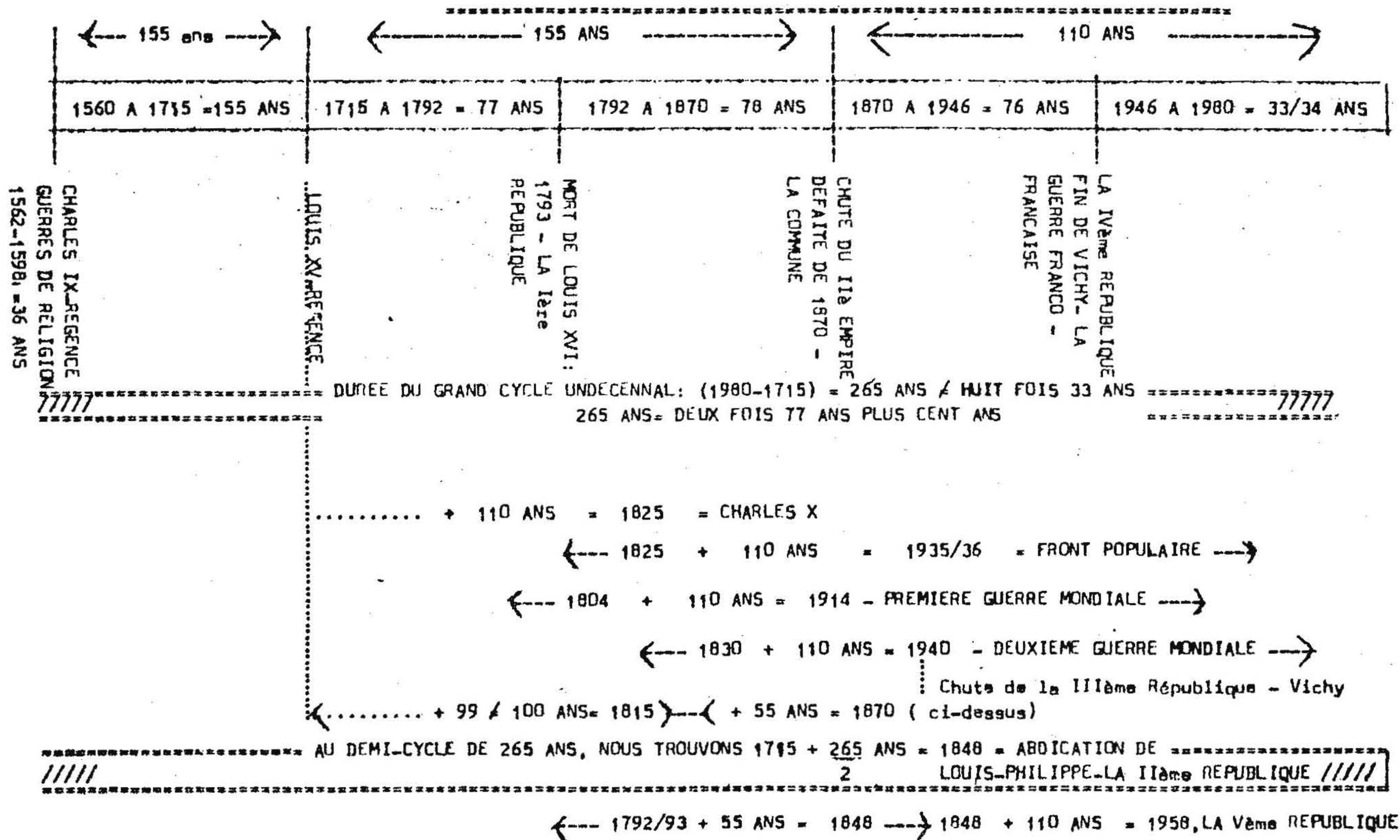
Dans les deux ou trois années qui viennent et coïncident avec l'évolution pragmatique des sociétés modernes et l'élargissement des manières de vivre, la désuétude des mythes révolutionnaires du XIXème siècle achèvera d'éclater aux yeux de tous. L'aventure de l'intelligence et de la compétence, ce n'est plus d'être marxiste, mais bien de cesser de l'être ; c'est ensuite de réaliser l'idéal de l'Etat organique déjà chanté par Vico et par Fustel de Coulanges. Si nous parvenons à éviter l'aventure d'un pouvoir totalitaire chez nous, en Occident, cette aventure finira par s'inscrire dans un mouvement de l'Histoire entendu et compris non sous sa formulation marxiste mais sous son acception mathématique et rythmique. En définitive, le véritable problème n'est plus le socialisme ou le capitalisme, mais bien celui de fonder une "civilisation de la troisième voie", la civilisation de l'**ETRE ET DE LA PERSONNE**.

*
* *
*

- Si nous comprenons cela suffisamment tôt, un terme sera mis aux "**guerres de religion**" qui ont de tous temps opposé les Français entre eux. Le tableau cyclo-historique qui suit, est suffisamment éloquent pour que ceux-ci ne répètent plus les mêmes erreurs.

(voir Tableau page 7)

= ARBRE CYCLO-HISTORIQUE DE PLUS DE QUATRE SIECLES DU DESTIN DE LA FRANCE =



- Au début du premier Cycle de 154/155 ans, la France a manqué périr des "guerres de Religion" justement. Trois fois 77 ans environ après 1560-1562, ce fut "la guerre civile révolutionnaire" qui abolissait la Monarchie et le Catholicisme. En 1987, la France vient d'ailleurs de fêter le millénaire capétien, mais un Etat laïc pourrait difficilement commémorer sinon la conquête de la Gaule par les Francs et son baptême qui en faisait moralement le chef après la victoire de Tolbiac sur les Amans autour de la Noël 496 (dit-on ?). Pourtant le lien paraît évident entre la conversion du roi des Francs et l'avènement de Hugues Capet, quasiment à 500 ans (le demi-millénaire) de distance ; où serait d'ailleurs le risque d'évoquer cette dévotion pays, dès ses origines, si on souligne parallèlement en cette année 1989 que chez les Francs, tous les hommes libres étaient **égaux** et que leur roi était essentiellement **un chef de guerre élu** ?

* 154-155 ans avant 1560 nous ramène en **1406**. C'est le début d'une autre "Guerre civile" entre Armagnacs et Bourguignons. En remontant un peu plus le temps, et 2 fois **154 ans** avant 1406, nous voilà en 1098, début de la Première Croisade, une sorte de "Guerre de Religion" avant la lettre, dont le karma devait ultérieurement rejailir sur Charles IX.

* Lorsque la France voulût apparaître comme le champion de la politique "moderne", fondée sur la séparation absolue du temporel et du spirituel, Philippe le Bel eut à mobiliser le sentiment national des Français. Les Etats Généraux furent convoqués en 1302, un pape français, Clément V, fut élu et vint s'installer à Avignon en 1309. La notion d'hégémonie française se substituait à celle d'empire chrétien et on vit même un Pierre Dubois esquisser le plan d'une confédération européenne sous l'hégémonie du roi de France. Mais le pape n'était pas de taille à lutter avec Philippe le Bel, et sous la pression de celui-ci, il devait laisser accuser d'hérésie et condamner dès octobre 1307 l'ordre du Temple et son grand maître Jacques de Molay. Celui-ci et plusieurs de ses chevaliers furent envoyés au bûcher le 19 mars 1314, non sans que Jacques de Molay n'ait pu prédire la mort prochaine du Pape et du Roi. Cette malédiction se réalisa la même année.

De 1309 à 1793, décapitation de Louis XVI, il y a 484 ans ou (3 fois 154 ans + 2 fois 11 ans) ! La Franc-Maçonnerie vengeait cette autre société secrète qu'était l'Ordre du Temple et prenait son relais pour représenter une nouvelle puissance financière considérable.

- La filiation cyclique de 1980/81 avec ces dates est facile à vérifier. Que ce soit **1309** + (4 fois 154 ans) + (5 fois 11 ans), ou **1560** + (2 fois 154 ans) + (5 fois 11 ans), ou encore **1793** + (1 fois 154 ans) + (3 fois 11 ans), ou la Révolution de **1848** + 12 fois 11 ans, ou la chute du Second Empire en **1870** + 10 fois 11 ans, ou la proclamation de la IVème République entre **fin 1946 et début 1947** + 3 fois 11 ans, ou celle de la Vème République entre **fin 1958 et début 1959** + 2 fois 11 ans, toutes ces dates conduisent effectivement à 1980-1981. Au Congrès de Valence, les socialistes n'allaient pas tarder à parler de "couper des têtes" eux-aussi.

Devant cette convergence des Cycles longs et courts, nous avons conclu dès "HORIZON 1978" que 1980/81 allait représenter pour la France, un moment capital de son destin. Nous n'étions pas dans l'erreur comme la suite des événements l'a prouvé.

Beaucoup d'historiens ignorent la dimension biologique de l'Histoire; il en est encore davantage qui ignorent **la Mathématique de l'Histoire**. Ce faisant, ils lui ôtent sa signification. Ne faisons pas comme eux et comprenons, à la veille des années 1989-1992, que l'heure est venue où la France doit cesser d'être coupée en deux alors que sur tous les sujets concrets, une immense majorité de nos concitoyens exprime des opinions voisines. C'est là le vice de la démocratie qui divise artificiellement le pays. Il ne s'agit plus de nous laisser enfermer dans le débat idéologique sur la meilleure société possible, il s'agit d'imprimer à la politique française un grand souffle national **qui mobilise l'opinion au-delà des partis politiques**. Il n'y a qu'un seul terrain où nous devrions tous nous rassembler : **le sort commun, le bien commun, le salut dans l'indépendance de la nation**. Celui-ci est ignoré systématiquement par les partis, d'où la désaffection à leur égard de l'opinion publique.

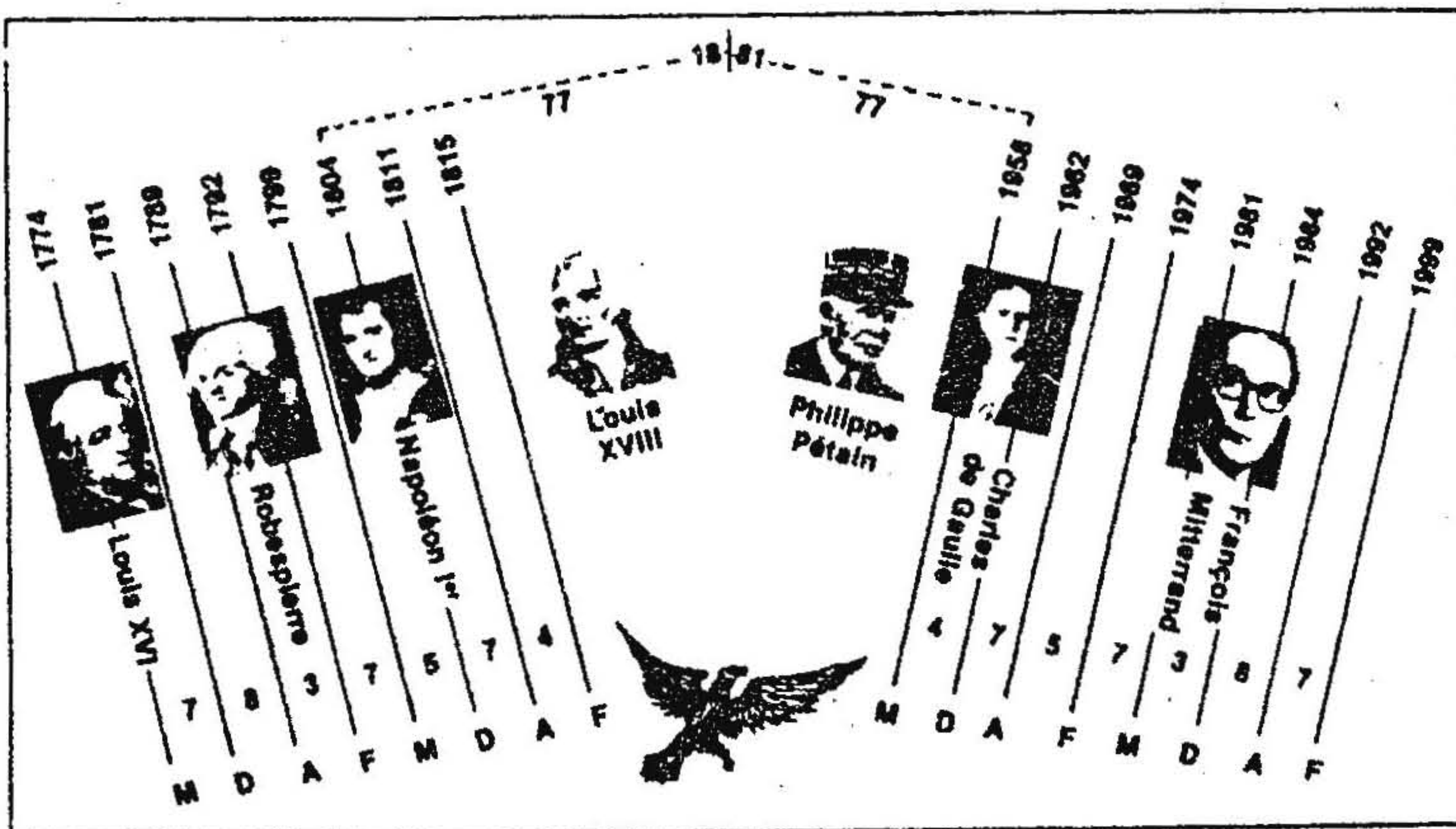
qu'il s'agisse de "la bande des quatre" ou de "la bande des cinq" !

Ce que défendent en ce moment tous les grands partis, groupant gaullistes, démocrates-chrétiens, socialistes et communistes, ce en quoi ils sont tous d'une étrange solidarité, c'est la **monopolisation du pouvoir**. Héritiers des "vainqueurs de la Libération" -et nous saluons très bas ceux d'entre eux qui, au prix de leur sang et des souffrances endurées ont véritablement contribué à la délivrance du sol national de son occupant -héritiers des hommes qui avaient remporté, en 1944-45, **une victoire sur leurs adversaires français**, (nouvel épisode de la "guerre de religion !") beaucoup plus que sur les Allemands, enlevant toute influence à une bonne partie de leurs concitoyens, ils redoutent la renaissance d'un mouvement d'opinion dont l'ancrage dans les traditions historiques nationales, bien antérieures à 1789, mais bafouées par leurs partis, leur donne mauvaise conscience, et dont le désintéressement rend choquantes les ambitions de leurs leaders. Ceux-ci s'entendant comme larrons en foire, s'efforcent d'entrer dans le système pour en modifier les règles de l'intérieur n'est pas la meilleure manière d'opérer la rénovation politique à laquelle aspirent comme ils l'ont montré à trois reprises en 1988 (les cantonales, le referendum sur la Nouvelle Calédonie) la presque totalité des Français, et qui conditionne pourtant l'évolution prochaine de la France et de l'Europe entière.

*
* *

§ II : SUIVEZ L'AIGLE !

- Dans son numéro de mai 1988, notre confrère "LE CHOC DU MOIS" fait état des correspondances numériques établies par M. Gilbert LE MEUR dont les conclusions ne sont pas sans s'apparenter aux nôtres. Sa méthode d'approche de la "Mathématique de l'Histoire" se référant d'ailleurs à des principes et à des événements bien connus de nos lecteurs, nous croyons utile de transcrire ci-après ses propres observations.



"L'aigle pose son regard sur 1804 -naissance du Premier Empire -et 1958 -début de la Ve République. D'un côté, une **monarchie républicaine avec Napoléon**, de l'autre une **république monarchique avec de Gaulle**. Ces deux événements ont la particularité d'être séparés de la date centrale 1881 par 77 ans ($1804 + 77 = 1881$; $1881 +$

77 = 1958). Pourquoi 1881 ? Parce que cette date est formée de 18 et de 81, qui sont l'image inversée l'un de l'autre; comme dans un miroir".

"L'Aigle, qui voit les choses de haut, découvre dans la courbe que nous reproduisons ici un "phénomène d'analogie générale des contraires". **C'est-à-dire que des situations inverses se répondent d'un point à l'autre de l'Arc en respectant une symétrie des durées entre leurs dates.**"

"Pour parler plus simplement, ces situations sont séparées par des laps de temps identiques (indiqués en années : 4, 7, 5, 7, 3, 8, 7 ans). Mais elles sont inversées. Les lettres portées sur le dessin : M,D,A,F, signifient : Montée, Décision, Affaiblissement, Fin (voire Chute) Exemple : **la montée de de Gaulle au pouvoir en 1958 correspond à la chute de Napoléon en 1815**".

"Si vous avez compris cela, vous avez tout compris. Vous vous apercevez que onze ans avant 1815, c'est 1804 et la décision de créer un empire. Onze ans après 1969, le départ de de Gaulle, autrement dit la fin d'un empire".

"Les correspondances ne cessent alors de sauter aux yeux. Sept ans avant 1799, en 1792, une monarchie devenue constitutionnelle cède la place à la première République, bourgeoise et montagnarde. Sept ans après 1974, en 1981, une république socialiste, que la personnalité de son président transforme en monarchie de gauche, prend la place d'une république bourgeoise libérale".

"Mitterrand est élu en 1981 et entre dans l'Histoire. C'est Robespierre qui lui correspond : en 1792, après trois ans qui verront son influence grandir, il se démarque des girondins, plus à droite que lui, afin de rassurer les révolutionnaires. Il s'adjoint alors le jeune Saint-Just. Sous leur régime, la peine de mort est supprimée (mais très vite rétablie à leur profit). A l'opposé, Mitterrand, ancien avocat lui aussi, abolit la peine capitale et, trois ans après, en 1984, se sépare des communistes, plus à gauche que lui, pour rassurer le centre. 1984 est aussi l'année où Mitterrand nomme un jeune Premier ministre, Fabius".

"L'Aigle remarque aussi que, deux ans après 1792, Robespierre et Saint-Just sont guillotins. Deux ans après 1984, les élections législatives de 1986 semblent interrompre la course de Mitterrand et de Fabius".

"Trois ans avant 1792, en 1789, Louis XVI renvoie Necker, son ministre, et son pouvoir est affaibli par la Constitution, alors que dans le même temps, on l'appelle le Père de la nation. Le Tiers-Etat, grâce au principe du vote par tête, a maintenant voix au chapitre. Il est représenté par le Parti national, dont le premier groupe est breton. Trois ans après 1981, en 1984, Mitterrand se sépare de son Premier ministre, Mauroy. Les socialistes introduisent le vote à la proportionnelle, qui permet au Front national d'entrer à l'Assemblée. C'est un Breton, Le Pen, qui le conduit".

"Puis l'Aigle remonte plus loin dans le temps, jusqu'en 1774, et, peut établir des oppositions entre les événements futurs. Voici comment :

"Entre 1783 et 1788 se situe l'agonie de la monarchie de Droit divin, qui disparaît en 1789. Entre 1986 et 1992, malgré un échec aux législatives de 1986, la république de gauche continue d'exister. Mitterrand recompose ses forces à l'abri de son rôle constitutionnel. Il est réélu en 1988. La courbe du destin peut reprendre sa marche".

"Puis 1992 viendra sanctionner le choc des deux France. Celles que sépare cette année fatidique de 1881, que Gilbert Le Meur dénonce comme celle où se précise la détermination de déclarer l'offensive contre le ciel, "car une ligne rose, héritière des réels enjeux de 1789, n'aura de cesse désormais de conquérir l'école-

où sont façonnés les esprits- pour en faire son bastion" (en 1881, vote des lois scolaires qui introduiront la laïcité dans l'enseignement)".(1)

"Sept ans avant 1781 (année de Décision), en 1774, Louis XVI, le dernier représentant de l'Ancien régime, est couronné. Sept ans après 1992 (année d'Affaiblissement), 1999 doit marquer la fin du nouveau régime révolutionnaire et républicain "1999 marquera l'avènement d'une voie nouvelle, avec un Grand Monarque, une sorte d'Octave-Auguste, instaurant pour un cycle de paix des valeurs éminemment chrétiennes".

(Fin de Citation)

*
* *

/ L'ESPRIT DE MUNICH /

- La conclusion de M. Gilbert LE MEUR épouse celle des doctrines traditionnelles qui, toutes, sans excepté naturellement Nostradamus, annoncent le retour d'un "Grand Monarque" pour la fin de ce siècle. En "fédérant" l'Occident celui-ci parviendrait à triompher des "forces du mal", non sans que celles-ci aient tiré le monde au bord du précipice. Nos lecteurs penseront ce qu'ils veulent de ce point de vue ésotérique. Le fait est cependant qu'à **onze ans** de l'échéance calculée par M. LE MEUR, l'année 1988 a sur le plan des relations internationales, des traits frappants de ressemblance avec ce que le monde a vécu il y a cinquante ans (sous-multiple du cycle séculaire). L'ancien Ministre des Affaires Etrangères, M. Jean FRANCOIS-PONCET, les évoquait d'ailleurs en ces termes dans les colonnes d'un numéro du "Figaro".

"Vingt-neuf septembre 1938. Tard dans la soirée, la Grande-Bretagne, la France et l'Italie signent avec l'Allemagne les accords de Munich. C'est l'épilogue diplomatique de longues semaines de tension, l'abandon par la France et la Grande-Bretagne de la Tchécoslovaquie, la conséquence logique de reculs successifs, dus autant à la volonté britannique d'apaiser Hitler qu'à l'incapacité de la France d'agir seule face à l'Allemagne".

"Cinquante ans après, le drame de Munich demeure le symbole des malheurs qui guettent les démocraties quand elles se divisent et qu'elles tentent d'acheter la paix par l'abandon face à un adversaire prêt à tout. Mais comporte-t-il encore des leçons pour l'Europe d'aujourd'hui ?"

"Tout, en apparence, oppose des événements **vieux d'un demi-siècle** et la réalité d'aujourd'hui. L'Allemagne de 1938 était en pleine ascension : économique, sous l'effet du réarmement et des mesures prises par le docteur Schacht; politique, notamment en Europe centrale dont les pays devenaient les uns après les autres ses vassaux; militaire, face aux démocraties incapables de lui opposer le front uni de leurs volontés et de leurs moyens".

"Bien différente est, aujourd'hui, la situation de l'URSS. Soixante-dix ans après la révolution d'Octobre, les réformes de Gorbatchev sonnent le glas d'un rêve brisé, Khrouchtchev prétendait dépasser les Etats-Unis en dix ans : ses successeurs reconnaissent que l'URSS est en passe de devenir la lanterne rouge de l'économie mondiale. Le communisme voulait conquérir le monde : les moudjahidin l'obligent à abandonner la position stratégique essentielle que constitue l'Afghanistan".

(1)N.D.L.R.: Nous rappellerons que les présidents ayant demandé le renouvellement de leur mandat, ne sont jamais arrivés au terme du second. Jules Grévy, successeur de Mac-Mahon en 1879, donna sa démission en 1889, un peu plus d'un an après le renouvellement de son mandat, à la suite du scandale des décorations provoqué par Daniel Wilson, son gendre. Albert Lebrun, élu le 14 novembre 1932, vit son mandat renouvelé en 1939; il se retira le 12 juillet 1940 après la défaite des armées françaises. Charles De Gaulle, élu le 21 décembre 1958, réélu le 5 décembre 1965, donna sa démission après le référendum du 28 avril 1969 sur la régionalisation.

1889 + 100 ans = 1989 (?)

1940 + 100 ans = 1990 (?)

2

1969 + 22 ans = 1991 (?)

"Est-ce à dire que les démocraties, récoltant les fruits de leur longue détermination, peuvent aujourd'hui baisser la garde qu'elles auraient dû tenir levée en 1938 ? Il serait bien imprudent de l'affirmer. Le reflux de l'impérialisme soviétique dans le tiers monde est un fait. Mais qu'annonce-t-il ? Un repli qui s'étendra à d'autres régions ou une réorientation vers l'Europe des priorités soviétiques : la **"maison commune"** proposée par Moscou à l'Europe occidentale est séduisante; mais les objectifs poursuivis par Moscou ont-ils vraiment changé ?"

"Ces questions ne relèvent pas d'un antisoviétisme dépassé. Bien au contraire. La meilleure façon pour l'Occident d'inciter l'URSS à persévérer dans une évolution prometteuse est de faire preuve de fermeté autant que d'ouverture, de volonté de défense autant que d'ardeur à explorer les voies du désarmement".

"Pour réussir la paix à laquelle elles aspirent les démocraties devront, plus que jamais dans les années à venir, résister aux vieux démons -aveuglement, faiblesse, division- qui firent leur malheur en 1938".

*
* *
*

§ III : MICHEL L'ARCHANGE CONTRE MIKHAIL LE REFORMATEUR

- "L'heure slave a sonné à l'horloge de l'histoire". Cette phrase, grosse d'un jugement solennel, est d'André Pierre. Elle a paru dans "Le Monde" du 17 avril 1945, quelques semaines avant l'effondrement du IIIème Reich. L'Armée Rouge avançait vers l'Ouest. Où s'arrêterait-elle ?

L'horloge n'était pas à l'heure. L'Armée rouge s'arrêta à Berlin. En 1953, le général Staline mourut; quelques années plus tard, en février 1956, celui qui allait devenir son successeur, **Khrouchtchev**, dénonçait les crimes de celui-ci dans un rapport secret qui ébranlait le communisme mondial. Une nouvelle ère commençait dans les relations de l'URSS avec les démocraties populaires et le reste du monde. Après avoir éliminé le groupe "anti-parti" en juillet 1957, "Mr. K." cumulait à partir de mars 1958 le poste de premier secrétaire du parti avec celui de président du conseil des ministres. Une génération sociale plus tard, le cycle de 33 ans (1956 + 33 = 1989) referme sa boucle sur des événements analogues : M. Gorbatchev cumule à son tour tous les pouvoirs en Union Soviétique et s'efforce d'éliminer un à un ses adversaires. Dans le Chapitre III, nous ferons le point sur cette tentative.

Notons seulement dès à présent qu'avec l'avènement de **Mikhaïl Gorbatchev**, le merveilleux Gorbatchev, le beautiful Mikhaïl, Gorbatchev der grosse, Mikhaïl Michelito va bene, Mikhaïl le Réformateur, le héros de la Pérestroïka, le paladin du Glasnost, est précisément en train de sonner l'heure slave du Kremlin.

Une sorte de frénésie, de prurit gorbatchévien, semble s'être emparé des hommes d'Etat, en Europe occidentale. Le Vieux Continent se bouscule au portillon du Kremlin (Mme Thatcher, Mrs. de Mita, Kohl, enfin M. Mitterrand...). Les banquiers ne sont pas en reste. C'est à qui signera le plus de contrats, proposera le plus de crédits. Un vent de folie souffle sur l'Europe des hommes politiques et des hommes d'affaires, que cimentent les complicités occultes ou les blancs-seings de la Trilatérale, cette autre société secrète comme il y eut jadis et maintenant l'Ordre du Temple et la Franc-Maçonnerie. Un mot d'ordre apparent: assurer la paix par le commerce entre l'Est et l'Ouest, comme le réclame depuis longtemps M. Samuel Pisar. Le commerce, voilà le pseudo Graal des Temps contemporains !

Singulière rencontre autour du prénom Michel-Mikhaïl entre le Prince des armées angéliques et le Prince démoniaque de ce monde, "le communisme (est) fondamentalement pervers" proclamait Pie X)! Le "signe" est si singulier que nous voudrions le décrypter à partir des réflexions suggérées à l'érudit Jean PHAURE par **"la métaphysique du Mont Saint-Michel"** (cf. n°73 de "QUESTION DE", 10 Rue de la Vacquerie 75011 Paris).

*
* *
*

"Le Mont-Saint-Michel se dresse à la porte de la Bretagne, Finis Terrae de l'Occident, à la fois comme **une montagne du Graal**, comme une Tetraktys, et comme un mont Meru. Ce mythe de la montagne entourée d'eau symbolise l'état primordial du monde visible, le troisième monde, lui-même reflet des deux mondes supérieurs : le second monde intermédiaire, émané de Dieu avant la "création" proprement dite, "l'âme du Monde" de Platon ; et le premier monde divin, cause première et seul être éternel. (...) Tout ici dans l'espace et le temps symbolise la respiration cyclique du Monde dont les transgressions marines rythment la durée".

"Pourquoi ce mont-symbole, et pourquoi sa dédicace à saint Michel ? Rappelons d'abord que Mikaël est le Gardien du Seuil, l'Esprit de Lumière, le Juste "qui marche devant Dieu", celui qui est "émané avant le Temps"... certes, mais surtout saint Michel Archange, chef des Milices célestes..." (...)

"Comment saint Michel, d'Archange, est-il devenu "Chef des milices célestes" ? La tradition nous répond que lorsque Dieu créa l'Univers par son Verbe et commença par les cieux, le premier Etre manifesté célestement fut Samuel ou Lucifer, le "Porte-Lumière"; que celui-ci égaré par l'orgueil conçut la folle entreprise de s'égaliser à son créateur en entraînant dans son sillage une multitude d'autres esprits célestes ; qu'il fut déchu et précipité dans les sphères inférieures de l'Invisible où il est encore et d'où il sera réhabilité à la Fin des Temps; qu'un autre Esprit entreprit, quoique appartenant à la hiérarchie céleste la plus "basse", de battre le rappel des Anges restés fidèles, au nom de Quis ut Deus, "qui donc est semblable à Dieu ?" et qu'en récompense Dieu le proclama "chef des Milices célestes" et lui confia les prérogatives autrefois confiées à Lucifer, en particulier celle de "Porte-Lumière" : c'était **Michel dont le nom hébreu Mi-ka-el signifie en effet "Qui-comme-Dieu ?"**(...)

"Si la première fonction mikaélienne de "Gardien du Seuil" fait inévitablement penser au dieu égyptien Anubis, c'est pourtant du côté de Sumer et de la vallée de l'Euphrate que nous verrons pour la première fois établie l'idée d'un Etre céleste "protecteur des âmes et introducteur des justes au Paradis" qui préfigure étrangement l'iconographie des "Jugements derniers" de nos églises et cathédrales médiévales, d'autant plus que les inscriptions afférentes célèbrent en cet Esprit céleste appelé Tash "Celui qui éclaire", "le Seigneur uniquement parfait" et "le Porteur du Caducée solaire". Les Phéniciens donnent à ce même esprit le nom de Mikal, "la Porte du Ciel" et en font "l'Esprit du Soleil".(...) Parmi les sept esprits planétaires qui dans la mythologie chaldéenne gouvernaient les sphères célestes, Raphaël réglait le cours du soleil, Gabriel celui de la lune et Mikaël celui de Mercure.

Lorsque les Israélites lors de la captivité de Babylone eurent adopté ces trois esprits en leur donnant le titre d'archanges, ils appelèrent Mikaël "Prince du Peuple de Dieu" et en firent un Etre aussi voisin de Dieu que la créature peut l'être du Créateur". (...)

"Dans l'Ancien Testament, Daniel fait de Mikaël, chef de la Milice céleste, le Protecteur d'Israël qui fait triompher les Hébreux en luttant victorieusement contre l'Ange protecteur du royaume de Perse. Mais son rôle de protecteur et de guide ne s'arrête pas là : ne lui attribue-t-on pas la consolation et l'instruction d'Adam après sa chute dans la matière ? L'interruption du sacrifice d'Isaac par Abraham ? Le passage miraculeux de la mer Rouge ? L'écroulement des murailles de Jéricho au son des trompettes de Josué ?"

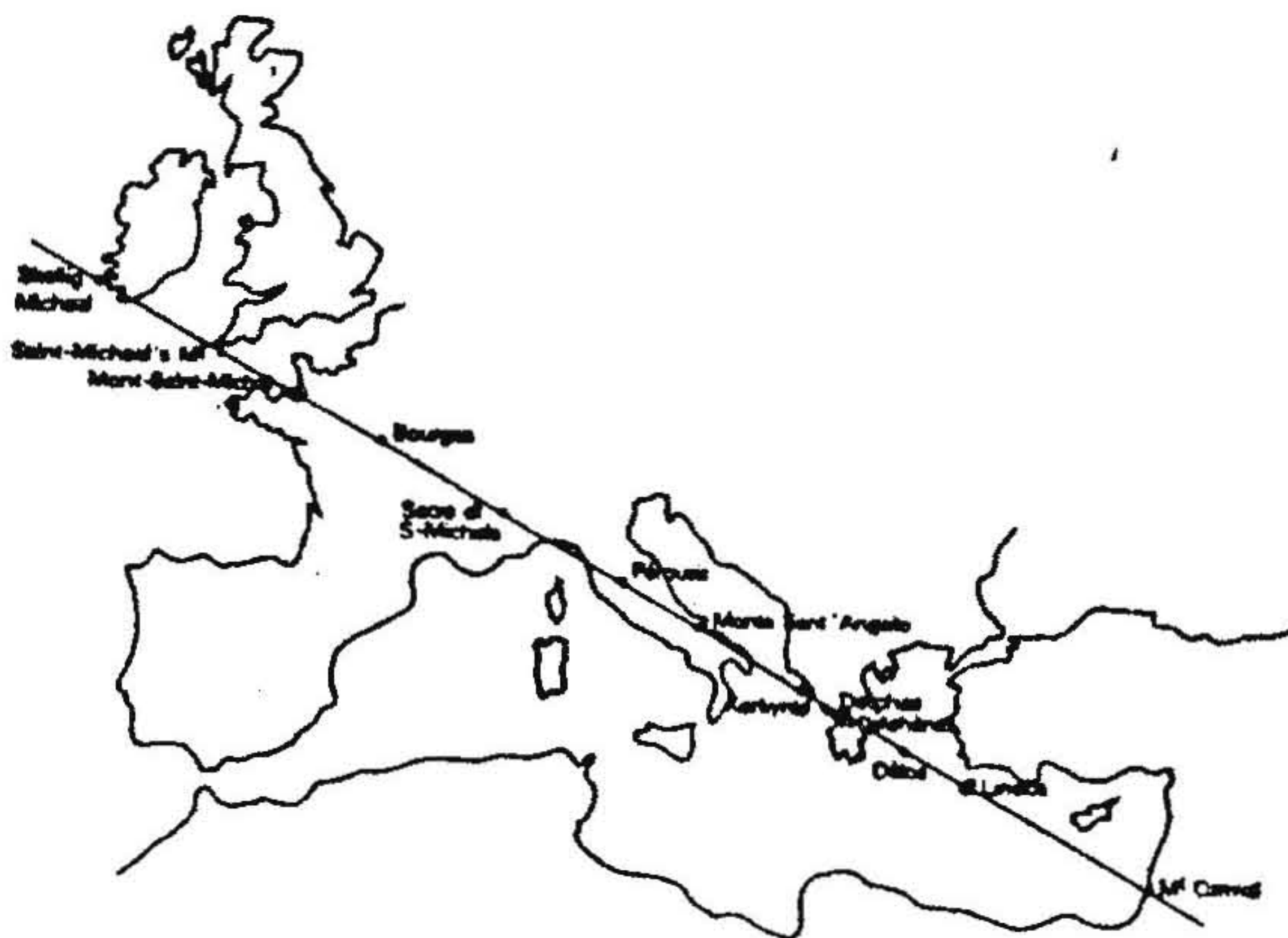
"A ces fonctions fondamentales, la doctrine chrétienne dès le début ajoute celles de serviteur immédiat du Christ, de gardien de l'Eucharistie, de protecteur de la Chrétienté et en quelque sorte de "Lieutenant général du Royaume des Cieux", ce que saint Grégoire exprime lorsqu'il écrit que "quand Dieu veut faire quelque chose de grand et d'extraordinaire, il emploie le ministère de saint Michel". Saint Jean l'Evangéliste enfin, dans L'Apocalypse, et en particulier au chapitre XII, exalte la fonction eschatologique de saint Michel et fonde une des bases de l'iconographie de l'Archange : le vainqueur du Dragon, lors de la Grande Tribulation de la Fin des Temps certes, mais aussi dans l'éternel combat qu'en chacun de nous livrent la Lumière et les Ténèbres.(...)

"Remarquons que jamais le Dragon n'est tué (pas plus d'ailleurs que le Minotaure par Thésée qui constitue un symbole analogue, au même titre qu'Andromède et Persée). Il sera d'ailleurs à nouveau déchaîné à la fin du Millenium pour être alors définitivement maîtrisé, image de l'état auquel nous devrions être capables de réduire les forces les plus inférieures de notre ère".(...)

"Notons au passage l'emplacement symbolique dévolu par le christianisme en son calendrier des saints à la fête de saint Michel : **Fête solaire équinoxiale**, puisque le 29 septembre se situe au moment où le soleil entre dans le signe zodiacal de la Balance, où la durée de la nuit commence à dépasser celle du jour : la saint Michel représente un des quatre points sensibles du cercle de l'année solaire, "en face" de la fête de Pâques et "au milieu" des deux Saint-Jean : à la Saint-Michel, ce qui était clarté doit se changer en lumière, l'automne et l'hiver spirituels doivent succéder au printemps et à l'été charnels, la Vie s'intériorise. C'est le divin crépuscule, ce sont les Portes de la Nuit, le passage du plein air à la Crypte, à la Grotte, à la Caverne des Initiations...

Le culte de saint Michel trouve en Occident un centre fondamental lorsqu'au VI^e siècle s'établit le sanctuaire du mont Gargan (aujourd'hui mont San Angelo, en Italie, en un lieu où, selon Strabon, s'élevait précédemment un sanctuaire à Kalchas, prêtre d'Apollon. De même, dans tout l'Occident celtique, nous constatons dans les lieux de culte voués à la dévotion de saint Michel l'antériorité d'un culte solaire (un des premiers noms du Mont-Saint-Michel était Tombelaine : mont de Bélenos : Apollon) ou d'une dévotion à Mercure ou à Mithra, très répandu en Occident jusqu'au début du Moyen Age".

"Or cette filiation symbolique entre Mithra et Mikaël, et surtout entre Apollon et saint Michel, trouve une extraordinaire correspondance dans une donnée fondamentale de géographie sacrée qu'a mise en lumière Lucien Richer, frère de Jean Richer, l'auteur des études géniales que sont "Géographie sacrée du monde grec et Géographie sacrée dans le monde romain"(Trédaniel). Cette étude de Lucien Richer a été publiée dans le numéro 293 (mai-juin 1977) d'Atlantis. En effet, nous trouvons un alignement géographique rigoureux (un arc de grand cercle) sous forme d'une ligne inclinée de 30 degrés sur le parallèle, donc selon la direction zodiacale Vierge-Poissons à la cuspide de l'axe Lion-Verseau. Et cette ligne réunit une série de lieux sacrés depuis la Terre Sainte à la pointe sud-ouest de l'Irlande ; de l'est à l'ouest : le mont Carmel, Lindos, Delos, Delphes, Kerkyras, le Monte Sant'Angelo ou Monte Gargano dans les Pouilles italiennes, Pérouse, la Sacra di San Michele dans le Piémont à l'Ouest de Turin, Bourges, centre de l'hexagramme étoilé qui est le "tracé régulateur" de la France, le Mont-Saint-Michel, Saint Michael's Mount à la pointe ouest de la Cornouailles anglaise, et enfin, finis terrae, Skellig Michael, l'îlot rocheux qui termine l'Irlande en sa pointe sud-ouest".



"Extraordinaire tracé de lumière que déroule ainsi l'Archange divin dans son mouvement solaire entre le Lion de Juda et les terres du Verseau ! Or, des cinq sanctuaires dédiés à saint Michel ici traversés, celui du mont Gargan ou Monte Sant' Angelo est le plus ancien, puisque fondé par l'évêque Siponto en 492, donc quatre ans avant le baptême-sacre de Clovis et de la France. Observons d'abord que la configuration du système solaire en cette année 492 ressemble étrangement à celle de la naissance du Christ. Ensuite que nous allons avoir une liaison arithmosophique et cyclique entre cette date et celle de la fondation de notre Mont-Saint-Michel. En effet, c'est dans une nuit d'octobre 708 que l'Archange Michel est apparu à l'évêque d'Avranches, Aubert, et lui a ordonné d'établir sur le mont Tombe un oratoire analogue à celui du mont Gargan. Or, de 492 à 708, il y a 216 ans, nombre cyclique fondamental et dixième de l'ère précessionnelle de 2160 ans qui rythme les civilisations et les révélations religieuses".

"...L'évêque Aubert est très ébranlé. Le songe se répète. L'évêque hésite jusqu'au jour où lors d'une apparition l'Archange le touche et lui ouvre une cavité dans la tête... Un premier oratoire est construit. L'évêque envoie des clercs au mont Gargan chercher des reliques. Ces hommes à leur retour n'en croient pas leurs yeux : la plus grande partie de la forêt de Scissy a fait place à un large golfe : le ras de marée de 709 a transformé le mont Tombe en "Mont-Saint-Michel au péril de la mer..."

"Ainsi, cet axe Apollon-Mithra-saint Michel apparaît comme la trace de cette progression des civilisations que l'on a remarquée de l'Orient à l'Occident (analogue à celle des grandes villes et en particulier au Decumanus de Paris), et, à travers des noms différents, exprime la pérennité de la fonction de l'Archange-Lumière, protecteur des révélations religieuses, depuis l'Ere précessionnelle du Taureau à celles du Bélier et des Poissons".

*

* *

- M. Jean PHAURE, pour évoquer le symbolisme de l'orientation du sanctuaire, rappelle ensuite les grandes étapes de sa construction et de son existence. Nous résumerons son exposé en rappelant seulement que 500 ans exactement après 492, en 992 le premier monastère fut détruit par un terrible incendie, laissant la place à partir de 1023 à l'église abbatiale qui va être le chef-d'oeuvre roman du Mont-Saint-Michel dont "la renommée surnaturelle, certes, mais aussi intellectuelle et artistique se répand à travers l'Europe". Une fois encore en partie incendiés, le village et une partie de l'abbaye sont reconstruits entre 1212 et 1228. "La Merveille" est visitée à deux reprises en 1256 et 1264 par Saint-Louis, roi pèlerin.

"Pendant la guerre de Cent Ans, le mont résiste héroïquement aux Anglais en 1425, événement dont, par communication surnaturelle, Jeanne d'Arc, âgée de 13 ans, est informée, et qui décide en partie de son épopée chevaleresque et de sa mission monarchique. A bout de vivres et de forces, les assiégés sont délivrés par une flotte malouine. Mais les Anglais ne veulent pas lâcher leur proie. Jeanne d'Arc, **fidèle à sa mission mickaëlienne**, nourrit le projet d'aller délivrer le mont de l'Archange : la trahison de Compiègne et le bûcher de Rouen la terrassent. Enfin en 1450, après cette résistance légendaire, les Anglais abandonnent Tombelaine et le siège du mont. **Avec Jeanne, celui-ci avait été l'âme de la résistance française.**"

En 1469, Louis XI crée l'Ordre de Chevalerie de Saint-Michel. Plus tard, "bien qu'au coeur même des guerres de religion Charles IX vienne pèleriner au mont (et c'est le dernier roi de France hélas qui se souvienne du pèlerinage fondamental de la France chrétienne); aucun autre monarque ne visitera plus le "phare de Monsieur Saint-Michel"...

Poursuivant son historique, M. Jean PHAURE note que la double nef du Xe siècle (qui) continue vers l'ouest la mystérieuse crypte circulaire creusée à même le roc au VIII^e siècle à l'instigation de l'évêque Aubert. Cette nef est double comme les deux plateaux de la balance de l'Archange saint Michel, dont une des trois fêtes, la plus connue, celle du 29 septembre, se place au moment où le soleil est entré depuis une semaine dans le signe de la Balance. Et consacrée en ses deux nefs parallèles à la Sainte Trinité et à la Sainte Vierge, comme pour rappeler secrètement que

saint Michel, "Gardien du Seuil" de la Fin des Temps et du Jugement dernier, ouvre avec Marie, la "Femme vêtue de soleil" du chapitre XII de L'Apocalypse, le troisième "temps" annoncé par l'ésotérisme chrétien depuis saint Grégoire de Nazianze et Joachim de Flore : le temps de l'Esprit succédant à ceux du Père (l'Antiquité) et du Fils (l'ère chrétienne des Poissons)."

"Or, l'orientation de cette crypte du VIII^e siècle, Notre-Dame-sous-Terre, est une des clés métaphysiques du mont. En effet, cette double nef est bâtie vers l'ouest/sud-ouest, exactement en direction du mont Dol, c'est-à-dire selon une inclinaison de vingt-six degrés sur le parallèle".

*

* * *

- Suivant l'auteur "vingt-six degrés constituent l'orientation du Decumanus de Paris Barque d'Isis, c'est-à-dire l'**orientation sacrée de Paris** : à la fois celle du "cours royal" de la Seine entre la Cité et le pont de la Concorde, celle de "l'axe Le Nôtre" des Tuileries et des Champs-Élysées et celle de la nef de Notre-Dame de Paris. A la latitude de Paris, 48°50' (**qui est celle du Mont-Saint-Michel**), l'axe où le soleil se lève les 11 novembre (Saint-Martin) et 2 février (Purification) et où il se couche les 8 mai (Saint-Michel de printemps) et 6 août (Transfiguration). L'axe de l'église abbatiale du Mont-Saint-Michel marque donc les levers du soleil les 8 mai et 6 août et les couchers les 11 novembre et 2 février.

Or, parmi ces quatre dates qui marquent le **milieu** des quatre saisons et rappellent les fonctions **médiatrices** de saint Michel et de Marie, le 11 novembre est donc la fête d'un des principaux saints protecteurs de la France: saint Martin, évangelisateur des Gaules. (Combien s'en souviennent encore hélas aux anniversaires de l'armistice de 1918 ?) Et le 8 mai est depuis la dédicace du mont Gargan en 492 la première fête de saint Michel, les deux autres étant la fête solsticielle du 29 septembre et l'anniversaire de la dédicace de l'église du mont, le 16 octobre...

C'est à l'exemple de la résistance héroïque du Mont-Saint-Michel en 1425 que Jeanne d'Arc enleva Orléans aux Anglais le 8 mai 1429. Il conviendrait donc de se souvenir que cette date est encore aujourd'hui consacrée à saint Michel et à Jeanne d'Arc et que ce n'est pas "par hasard" que l'armistice de 1945 est intervenu ce jour-là... De même faudrait-il rappeler à nos contemporains amnésiques que la délivrance de Paris est intervenue le 25 août 1944, fête de la Saint-Louis, jour où le soleil se couche dans l'axe de la ville, du château et du parc de Versailles, incliné sur le parallèle de 21°30'." (...)

Et M. Jean PHAURE de conclure ainsi sa magistrale étude : "Je me contenterai de rappeler qu'au pied de l'abbaye, à l'est, surplombant la rue montante, l'église paroissiale du mont dédiée à saint Pierre manifeste elle aussi une orientation symbolique, puisque presque de direction est-ouest mais légèrement inclinée vers le sud, elle marque l'axe où le soleil se lève le 29 septembre, fête solsticielle de saint Michel !

8 mai 492, apparition de l'Archange au mont Gargan ; 16 octobre 708, apparition au Mont-Saint-Michel ; 8 mai 1429, délivrance d'Orléans par Jeanne ; 8 mai 1945, armistice de la deuxième guerre mondiale à Reims, ville du sacre des rois et du baptême de la France ; autant de signes de la protection de l'Archange-Lumière sur l'hexagone sacré. Car rappelons que dans la liste des sept protecteurs de la France chrétienne, saint Michel est nommé en second, aussitôt après la Vierge, et suivi de saint Martin, saint Rémi, Saint Louis, sainte Jeanne d'Arc et sainte Thérèse de l'Enfant-Jésus. Et ce n'est pas sans de graves dommages dans le visible et dans l'invisible qu'à l'instigation des "philosophes", a été volontairement omise lors du sacre de Louis XV en 1723 la consécration traditionnelle de la personne du roi et du royaume de France à saint Michel, Prince des armées célestes... La porte était dès lors ouverte à l'Archange rebelle Lucifer et à ses légions infernales".

*

* * *

- S'il veut bien admettre que "le hasard n'existe pas" -ce que soutenait d'ailleurs et entre autres le grand mathématicien français Henri Poincaré- et se souvenir que dans l'Evangile il est dit que "tout est compté, mesuré et p s é", notre lecteur sera peut-être convaincu, à la fin de cet exposé, que le Dieu géomètre qui est aussi le Dieu de l'Amour a semé pour notre édification bien des "signes" sur la terre. Nul n'est à l'abri de l'erreur en cherchant à les comprendre, mais chacun sait que le poète a l'intuition de la vérité avant que le savant n'en saisisse quelques bribes. L'occulte dans l'histoire de France (de Clovis à Jeanne d'Arc, de la guérison des écrouelles par les rois de France à la consécration du pays à la Vierge Marie) occupe une place si importante que le scepticisme en l'occurrence n'est précisément pas une démarche scientifique. Celle-ci consiste à constater d'abord, à expliquer ensuite. Le physicien démontre, le métaphysicien croit. Nous avons déjà écrit dans de précédents "HORIZONS" et nous le rappellerons au Chapitre III de celui-ci, pourquoi l'année 1492, date de la découverte de l'Amérique et d'endor-missement de l'expansion islamique ne pouvait s'analyser sur le plan cyclique sans prendre en considération la fin du premier Age russe en 1476 et l'avènement de "la Sainte-Russie" qui suivait de peu la capitulation de l'Empire romain d'Orient devant les Turcs en 1453.

Les faits peuvent être interprétés de différentes façons, mais la chronologie demeure : $1453 + 500 \text{ ans} = 1953$, la mort de Staline et la mise en accusation du stalinisme dans les années qui suivirent. $1492 + 500 \text{ ans} = 1992$. Or mille ans avant 1992, le premier monastère du Mont Saint-Michel en France était détruit, un demi-millénaire après sa construction en 492. 492 ? Clovis n'allait plus tarder à rallier à lui la masse des fidèles gallo-romains, en adhérant officiellement à l'orthodoxie chrétienne, et après avoir vaincu en 486 Syagrius, dernier représentant de l'autorité romaine en Gaule. Mille cinq cents ans après 486, au contraire c'est Gorbatchev qui prend le pouvoir en URSS. Il s'appelle de son prénom Mikhaïl. Michel l'Archange ou Mikhaïl le Démon ? Faudrait-il conclure Michel l'Archange contre Mikhaïl le Démon ?

Ce qui est sûr en tout cas, c'est que M. Gorbatchev a un signe bien particulier, en haut du front : il est "l'homme à la tache de vin". Rouge comme le sang qu'il fait couler ou vineux comme le sang du rachat ? l'avenir prochain tranchera. Souvenons-nous toutefois de ce que déclarait déjà Nikita Khrouchtchev en 1955 : "Quiconque s' imagine que nos sourires signifient l'abandon des enseignements d'Engels et de Lénine se trompe lourdement."...

*
* *
* *
* * * * *

CHAPTER III

LE PERIPLE MILLENAIRE DE "LA SAINTE RUSSIE" AUTOUR D'UN "SOLEIL ROUGE"



"Il y a des patries que les peuples ne défendent plus. Ce sont celles où il n'y a plus de liens entre les individus et où la nationalité fait place à la personnalité".

(Honoré de BALZAC)

"Je vois clairement que nous sommes dans l'anarchie, et que nous nous y enfonçons tous les jours davantage. Je suis indigné à l'idée que j'aurai contribué à cette vaste démolition."

(MIRABEAU)

"Ce n'est pas la psychologie du jacobin qui sera le dernier mot de l'énigme révolutionnaire, ce sera la sociologie du phénomène démocratique".

(Augustin COCHIN)

"Les vrais représentants de la nation ne sont pas ceux qui font sa volonté du moment, mais ceux qui interprètent et suivent sa volonté éternelle".

(Antoine de RIVAROL)

"Les historiens s'efforcent "d'infléchir dans le sens de l'Histoire" comme si l'Histoire avait un autre sens que celui que lui façonne le vainqueur".

(Gilbert PROUTEAU)

"Ce n'est pas une société profane qui s'est scellée dans le sang de Louis XVI, c'est une contre-chrétienté : en immolant l'oint du Seigneur, le peuple en tant que peuple, abdiquait la haute espérance du Royaume de Dieu".

(Père BRUCBERGER)

§ I : LA FRANCE DE CLOVIS ET LA RUSSIE DE VLADIMIR
ONT ETE BAPTISEES AVEC LES MEMES EAUX

- A la première page du décalogue révolutionnaire de 1789 : les droits de l'HOMME. Ces droits-principes négateurs des faits et des réalités s'appuient sur un dogme qui maintient tout l'édifice: l'article premier stipule que "les hommes naissent libres et égaux en droit". Quel est ce droit qui loin de se conformer aux évidences humaines en prend le contrepied ? C'est celui qui place l'Individu à l'alpha et à l'omega de la vie sociale. Cela signifie la destruction des corps où l'homme trouvait jusqu'alors sa place. On ne les remplacera pas. Cette liberté et cette égalité vont par exemple permettre le triomphe du grand capitalisme au XIXème siècle et la création d'un prolétariat misérable à terme, la lutte des classes, thème sur lequel s'appuiera plus tard la "Révolution d'Octobre".

Cette vision rousseauiste de la société se prolonge logiquement. Pour Rousseau, la société aliène la liberté pseudo-originelle de l'Homme. Pourtant, l'individu a besoin pour survivre d'évoluer en société. Comment restituer à l'Homme sa liberté au sein de la société ? Par un contrat social. L'Homme aliénera sa liberté au profit de tous : tous les membres de la société s'engageront librement à suivre la volonté générale. Ainsi, en obéissant à tous, ils n'obéissent qu'à eux-mêmes et exaltent leur liberté. Accessoirement, la volonté générale qui suppose en théorie l'unanimité, se traduit dans la pratique par la majorité des suffrages.

Dans les Droits de l'Homme ça donne l'article 3 : "Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la Nation. Nul corps, nul individu, ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément".

La nation dont on nous parle ne traduit nullement les réalités françaises : au contraire les détruit-elle. Il ne s'agit pas ici d'un peuple de chair vivant sur un sol concret : **la patrie, la terre des pères**. La Révolution, qui fait de la patrie la base de départ de l'idée universelle révolutionnaire (patrie principe aussi négatrice de la patrie concrète que le Droit-principe l'est du droit concret) ne considère pas la nation comme une communauté rassemblant les communautés et états français, (c'était le cas auparavant : le roi-unificateur "en ses états"), mais comme l'ensemble des libertés formant la volonté générale. Au nom de quoi, on aliénera les droits des corps et des individus. **Le totalitarisme est né**. Des droits de l'Homme.

Eugène IONESCO, le grand dramaturge, conclut implicitement en ce sens en écrivant à propos de "la révolution d'Octobre" : "Ensuite, pour transformer la dure existence des hommes dans la société industrielle, on fit en Russie, une nouvelle révolution qui devait apporter la justice et la liberté. Et qu'arriva-t-il ? La naissance de la société **la plus totalitaire qui ait jamais existé** avec les privilèges de la classe régnante d'une ampleur jamais atteinte, avec une justice dépendant entièrement du Parti, avec des travailleurs esclaves et plusieurs génocides (...). Les révolutionnaires russes promettaient la liberté et la justice, ils ont créé une nouvelle forme de l'esclavage. Je crois que plus la société veut s'améliorer, et plus elle devient mauvaise. Si quelqu'un me dit aujourd'hui que le monde doit être changé, je préfère prendre la fuite..."

En effet, la malédiction qui est aussi le test burlesque de la Révolution, c'est qu'elle a conduit à des effets diamétralement opposés à ses objectifs. Ainsi elle commence par déclarer la paix au monde et elle prend l'initiative des "guerres d'enfer". Elle s'insurge contre le centralisme monarchique et elle instaure le despotisme parisien et jacobin. Son idéal de liberté, égalité, fraternité devient la plus sanglante des dérisions et les conventionnels qui prétendent l'incarner ne peuvent que s'entre-guillotiner. Partant de la méconnaissance enthousiaste des réalités, la Révolution se scandalise parce que les faits sont têtus et se vengent, ironiquement et cruellement. L'un de ses derniers avatars, le bolchevisme, un fils naturel.

- Symboliquement et cycliquement parlant cette filiation est même "légitime". Si on plonge dans la mer des temps la "Sainte Russie" comme "la fille aînée de l'Eglise", peuvent être explorées avec le même batysphère. A leur formation en tant que futures nations, on trouve quasiment à cinq cents ans d'écart (le demi-millénaire) la conversion de Clovis en 496 et celle de Vladimir par les Byzantins en 988, à rapprocher toutes deux de la conversion de l'empereur romain Constantin en 312, symbole de la naissance de l'empire chrétien qui abandonne (lentement) le paganisme. A un an près, les Capétiens montaient sur le trône de France (917) **en même temps** que naissait la chrétienté russe.

"La Russie moderne prenait son envol avec l'avènement du tsar Pierre le Grand en 1689, fort du dessein d'intégrer le pays dont il avait la charge dans le système politique européen, et de la mettre en quelques années, au niveau du développement culturel et économique du reste du monde (**trois siècles plus tard**, c'est aussi l'objet de la **perestroïka** de M. Gorbatchev). Cent ans après exactement (et quelque huit siècles après 987), la Révolution de 1789 met fin à "la France traditionnelle".

A partir de la même mesure séculaire, constatons qu'avec l'assassinat en 1589 d'Henri III, la guerre religieuse franco-française dégénère en guerre étrangère: accourues au secours des catholiques, les troupes espagnoles d'Alexandre Farnèse seront décimées grâce à Henri de Navarre, monté sur le trône de France, et qui sut se rallier les classes populaires en abjurant sa foi protestante en 1593-(par contre, la fin de la monarchie absolue en 1789, l'assassinat de Louis XVI en janvier 1793, amènent l'entrée en guerre de la France contre quasiment toute l'Europe, une guerre de plus de 22 ans ! la fin du catholicisme comme religion d'Etat défaisait ce qu'avait eu la sagesse de comprendre Henri IV en se convertissant, et la guerre franco-française de nouveau relancée continue de nos jours à durer)-.

A la même époque, que se passe-t-il en Russie ? Alors qu'**Henri IV** en France allait épouser le parti des "politiques" qui plaçait l'ordre dans l'Etat au-dessus des conflits religieux et introduire les règles d'une monarchie absolue (mais non arbitraire), respectueuse des coutumes, des privilèges provinciaux, de la loi morale et religieuse, la Russie vient de connaître la fin d'un règne "progressiste", celui d'**Ivan IV le Terrible**, dont les marxistes eux-mêmes ont célébré la mémoire, il y a quelques années en Union Soviétique pour avoir su mettre fin à la Russie féodale. L'inter-règne de Boris Godounov débouchera sur l'avènement des Romanov en **1613** : ils allaient occuper le trône jusqu'en 1917, date de la Révolution d'Octobre, comme la Révolution française de 1789 interrompit le règne des Bourbons de France ouvert par Henri IV précisément, décédé en ...**1610**.

Ces parallélismes de situations dans l'histoire des deux pays, observés sous un même mécanisme cyclique, mériteraient une longue étude de la part de l'historien attentif, d'autant plus qu'en 1989 le Cycle F dominant de l'année va être en action comme... en 1917.

*
* *

§ II : "LA TROISIEME ROME" SUR LES BORDS DU DNIEPR

- Dans la remarquable étude qu'il a confiée au "FIGARO-MAGAZINE" du 11 Juin 1988, M. Vladimir VOLKOFF retient implicitement ces parallélismes au moment où était commémoré le millénaire de "la Sainte Russie". Ci-après, nous faisons de larges emprunts à celle-ci.

Elle commence par une constatation : "Certains événements heureux ou malheureux, ces cailloux de temps collectif, ont indéniablement infléchi l'Histoire. Exemples : la Révolution française, la découverte de l'Amérique. En voici un troisième, dont on fête le millénaire en 1988 : le baptême de la Russie. Le pape ne s'y est pas trompé, selon que l'exploit de saint Vladimir ne peut être comparé qu'à celui de Christophe Colomb. En effet, cette expansion de la chrétienté-et par là de la civilisation européenne : un coup à l'Est, un coup à l'Ouest- a créé le monde dans lequel vous vi-

vons".

En parfaite communion d'idées avec M. V. VOLKOFF, nous avons nous-mêmes, il y a plusieurs années déjà, analysé de très près l'importance qu'il fallait attacher sur le plan cyclique à l'année 1492, en raccordant à celle-ci la chronologie des grands courants de l'Histoire universelle. Rappelons pourquoi et comment.

*
* *

/ LA MAISON DE L'ISLAM /

- L'année 1492 coïncide aussi avec l'amorce du reflux de l'implantation musulmane en Europe. L'historique de celle-ci vaut d'être conté puisque le phénomène inverse, près de cinq-cents ans plus tard est en train de se produire.

Lorsque le Prophète Mahomet meurt en 632, l'Islam, désormais solidement établi dans le Hedjah, commence l'unification de l'Arabie. En un siècle très exactement, et jusqu'à la bataille de Poitiers en 732, la nouvelle religion s'essaimera du désert arabe à la riche Espagne. La "Communauté des croyants" ("Oumma") absorbe les royaumes de la péninsule arabe, les deux-tiers de l'empire byzantin, l'empire perse sassanide, les Etats vandale et wisigoth. Lorsque le dernier des califes omeyyades s'éteint, l'expansion islamique s'étendait : -à l'Ouest jusqu'à Autun et Poitiers, où les Arabes furent écrasés par Charles Martel; refoulés sur l'Espagne, ils s'y maintinrent jusqu'à la prise de Grenade par les Rois Catholiques, le 2 janvier 1492 ; -vers l'Est, jusqu'au Pendjab; vers le Nord, jusqu'au Caucase.

Pareille conquête est un fait unique dans l'histoire du monde : par sa rapidité, elle peut se comparer à la fondation des empires turco-mongols de Gengis Khan et de Tamerlan, mais ces empires ne furent pas durables tandis que toutes les régions (à l'exception de l'Espagne) conquises par les Arabes aux VI/VIIIe siècles constituent aujourd'hui encore la "Maison de l'Islam". "La grande question qui se pose ici, écrit Henri Pirenne dans "Mahomet et Charlemagne", est de savoir pourquoi les Arabes qui n'étaient certainement pas plus nombreux que les Germains, n'ont pas été absorbés comme eux par les populations de ces régions de civilisation supérieure dont ils se sont emparés... Il n'est qu'une réponse, et elle est d'ordre moral. Tandis que les Germains n'ont rien à opposer au christianisme de l'empire, les Arabes sont exaltés par une foi nouvelle. C'est cela et cela seul qui les rend inassimilables... Ils sont les serviteurs de Dieu".

Or, un reflux musulman ne peut indiquer, aux yeux de ces "serviteurs de Dieu", que la colère passagère. **Toute terre musulmane perdue doit être reconquise. L'épée de l'Islam doit ensuite frapper plus loin.** Aussi le traumatisme laissé chez eux par le reflux inimaginable de l'expansion musulmane à partir du XVIIe siècle, ne saurait être sous-estimé. Car pour un musulman, l'Occident n'est pas seulement chrétien, c'est-à-dire infidèle : il est immoral dans la mesure où il émancipe les femmes. C'est le règne du Démon. Et certains symptômes ont déjà montré que nous n'étions plus à l'abri de la Djihad dont nous devrions savoir qu'elle a pour caractéristique de se répandre comme une trainée de poudre. Poitiers, vous vous souvenez ? c'était en 732.

Or, un cycle long de 1.260 ans -(la demi-année cosmique de 25.200 : 10 ans)- ajouté à l'an 732 conduit précisément aussi à 1992, année dont l'importance pour l'Islam va encore être doublement mise en lumière par les deux constatations suivantes.

a) 1991 est à 539 ans (sept fois le cycle de 77 ans, de base 11) -540 ans (mesure dérivée directement, comme nos plus anciens lecteurs le savent, des grands cycles traditionnels de 21600 ans, 43200 ans, le Manvatara hindou, et 25.920 ans, le cycle de la Précession des Equinoxes), est donc, disons-nous, à 539-540 ans de 1453, chute de Constantinople par la victoire des Turcs et de l'Islam.

Voyez comme les engrenages cycliques sont bien huilés. Lorsque Attila meurt en 453, déjà l'Empire romain d'Occident n'a plus guère qu'une existence nominale, et en 476 c'est fini cette fois, son acte officiel de décès est dressé. Dans le sillage des Huns, les Barbares ont submergé la civilisation. L'Empire s'est effondré dans tout l'Occident pour se maintenir seulement dans le bassin hellénique où, très exactement,

il va vivre **mille ans encore**, (le cycle millénaire) jusqu'en 1453. Byzance, forte de l'héritage romain, manquera à plusieurs fois de succomber. Elle résistera grâce à son or, grâce à ses mercenaires étrangers, grâce à son feu grégeois (c'est-à-dire grec), une arme secrète qui lui permet d'incendier les navires de l'ennemi -grâce surtout à son admirable position géographique, entre la mer et la Corne d'Or. Elle résistera **jusqu'à ce qu'une menace monte de l'Orient** : la pénétration des Turcs en Europe. Vainqueurs après maintes péripéties ayant opposé les Ottomans de Bajazet et les Turkmènes de Tamerlan, les Turcs entrent dans la vieille capitale de l'Empire d'Orient, en 1453 qui devient Istamboul.

Mais **au moment précis** où, Constantinople prise, les Ottomans se lancent à la conquête du Danube, dans le nord de la Russie **se forme un nouvel Etat russe**. Et il est intéressant de relever que **la fin du premier Age russe a coïncidé** avec la révolte d'Ivan III contre les Mongols en 1476, mille ans après 476 (cf. le paragraphe précédent), révolte qui se termina en 1480 par une grande victoire moscovite. Sous le règne du tsar Yvan III (1462-1505) qui avait épousé une princesse grecque de Byzance, Moscou allait commencer son expansion. Déclarant reprendre la mission des empereurs byzantins à la fois comme **chef de l'Eglise orthodoxe** et comme **continuateur de l'Empire romain**, le tsar assignait au peuple russe **une mission sacrée**. La **"Sainte Russie"** naissait, destinée à faire triompher sur la terre le royaume du Christ. Et tandis que l'Empire ottoman s'étendait vers l'Europe Centrale, le **tsar refoulait de Russie l'Islam justement**. Dès ses origines, Moscou s'affirmait ainsi comme **le centre d'un Etat universel**, tout ensemble impérial et messianique, et d'emblée, les tsars de Russie se donnant pour les héritiers des Césars romains, prétendaient à un pouvoir absolu.

Ainsi **l'étoile de la Russie commença à monter** lorsque le soleil romain **périclita à l'horizon**, et il est fondamental de retenir que la puissance soviétique a atteint son zénith, au moment où les nations de l'Europe occidentale, **véritables héritières de la civilisation romaine**, hésitaient encore entre se rassembler au sein d'une Europe unie, ou s'abandonner à la crise qui les secoue, du plan économique au plan politique, depuis les derniers mois de 1973.

b) Mais l'année 1992 est aussi à **cinq-cents ans de l'année 1492** (500 ans, soit la moitié du millénaire), autre année charnière pour l'évolution du monde.

D'une part, en effet, pendant huit siècles, de 632 à 1492, de l'Hégire jusqu'à la chute du royaume de Grenade, le monde musulman, fondé sur le principe du "djihad" -guerre sainte, zèle militant -**s'est accru de façon régulière, par ondes concentriques**: vers Byzance mais aussi vers l'Iran; vers l'Occident latin, mais aussi vers le Turkestan et l'Inde; vers les pays de la Volga, mais également vers l'Afrique noire. Pendant des siècles, l'Islam dominera ainsi l'Asie mineure, l'Afrique du Nord et s'étendra jusqu'au centre du continent noir. Lorsque tombait donc en 1492 Grenade, dernier bastion de la puissance arabe en Andalousie, c'était tout le sud de l'Europe qui sortait définitivement du joug arabo-islamique, celui qui avait pesé sur toute la péninsule ibérique, le Languedoc, les Maures, la Sicile et les autres îles de la Méditerranée, les côtes de l'Italie du Sud, avec des incursions dans l'Aquitaine et jusqu'en Paris, en Bourgogne et même dans la Suisse actuelle. C'est pourquoi Marc Bergé, maître assistant à l'université de Bordeaux III, dans son livre "LES ARABES", clôt cet âge d'or en 1492. Inventeur de l'artillerie et de l'imprimerie, l'Occident chrétien va en effet supplanter pour la première fois à la fin du XVIe siècle, sur le plan technologique, ses vieux maîtres arabes ; et la prise du royaume grenadin par Ferdinand d'Aragon et Isabelle de Castille préfigurera la domination politique que l'Autriche, la Russie, l'Angleterre, la France imposeront à partir du XVIIIe siècle à l'Islam tout entier.

Mais d'autre part, 1492 c'est aussi **l'année de la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb**, en fait plus modestement de la découverte de l'île Guanahani (le 12/10/1492), de Cuba (27/10/1492) et de Haïti (le 6/12/1492). Et alors, en y réfléchissant bien, **on voit se reproduire en 1492 quasiment le même phénomène** qui s'était produit en 1453, d'où part un autre cycle long qui converge sur 1992. C'est que **s'éveille la surpuissance américaine pendant que s'endort la surpuissance islamique**,

de la même manière que précédemment nous avons vu l'Etat moscovite prendre son essor alors que disparaissait l'Empire romain d'Orient.

Les feux de l'actualité nous laissent entrevoir qu'en 1992 les paraboles des impérialismes décrits ci-avant avec leurs basses et hautes eaux, **vont toutes se rencontrer au maximum de puissance**. Cette rencontre explosive sera le catalyseur des changements de rapports entre les forces que présentera le XXI^e siècle, siècle qui présidera à l'émergence de puissances toutes nouvelles.

*
* *
*

/ QUAND SE LEVA "LE SOLEIL RADIEUX" EN RUSSIE ? /

- A l'approche de l'An mil, presque tous les princes d'Europe étaient chrétiens et le monothéisme faisait partout reculer le polythéisme. Ce fait donna à réfléchir au prince d'origine viking qui régnait à Kiev, Vladimir (en norvégien : Waldemar). Il s'informa au sujet des trois grandes religions monothéistes et en 986, il fit venir à sa cour des Bulgares musulmans, des juifs Khazars, des moines allemands et un évêque byzantin, Paul.

Les musulmans furent rapidement éconduits. A l'interdiction de boire de l'alcool, **Vladimir fit une réponse restée célèbre** : "La joie des Kiéviens consiste à boire, nous ne saurions nous en passer". Les Juifs lui exposèrent ensuite que les chrétiens adoraient un malfaiteur qu'ils avaient crucifié. Toutefois, l'interdiction de manger du porc parut peu praticable au Prince de Kiev, de même que la circoncision. Il demanda aux rabbins : "D'où venez-vous ?" - "De Jérusalem" - "Votre pays existe donc toujours ?" Embarras des rabbins qui expliquent que Dieu, irrité contre leurs pères, les a chassés de leur terre et dispersés dans le monde. Et Vladimir, outré, de répliquer : Qui êtes-vous pour enseigner les autres, vous que Dieu a rejetés ? Est-ce là le sort que vous nous souhaitez ?"

Avec les moines allemands, le courant ne passa pas et le Grand Prince de Kiev (c'était le titre que portait Vladimir) les renvoya poliment.

A l'évêque byzantin, Vladimir demanda s'il était vrai que lui-même et les Allemands adoraient un Dieu que les Juifs avaient crucifié. Et le Grec de répliquer par le récit de la Résurrection. Le Prince l'écoutait, charmé. On était loin des interdictions de porc, de vin et de la circoncision. C'était comme si les splendeurs de la liturgie byzantine envahissaient le palais de bois des bords du Dniepr. Cependant, lorsque le récit fut terminé, Vladimir, tel Louis XIV, répondit : "Je verrai".

L'année suivante (987), le Grand Prince convoqua son Conseil de boyards et d'échevins et leur exposa le problème. La réponse du Conseil fut prudente et sage : il fallait envoyer une délégation étudier sur place l'Islam des Bulgares, le christianisme des Allemands et celui des Grecs, le Judaïsme étant exclu. (Rappelons qu'en 987, le Grand Schisme ne s'est pas encore produit). **L'Islam leur parut triste et le christianisme romain, ennuyeux**. Les églises romanes leur parurent grises et le chant grégorien, austère. "Nous n'y avons pas vu de beauté", conclurent-ils.

Mais Byzance !... Les Empereurs Basile II et Constantin VIII qui régnaient conjointement, firent bien les choses : ils avaient besoin de la "Rous'" pour combattre les Géorgiens et les Arméniens d'un général rebelle, Bardas Phokas. Les Kiéviens, placés au milieu de Sainte Sophie de Constantinople, furent éblouis par la splendeur de la liturgie, le scintillement des ornements tissés d'or, les volutes de l'encens, les chœurs invisibles et ils résumèrent ainsi leurs impressions devant Vladimir : "Nous ne savions plus si nous étions au ciel ou sur la terre".

Ce fut ainsi que le Grand Prince de Kiev se fit baptiser en 988. Il épousa la princesse Anne, soeur des Empereurs Basile et Constantin, qui amena avec elle à Kiev tout un clergé. Quelques mois plus tard, Vladimir ordonna au peuple de se rendre sur les bords du Dniepr, pour se faire baptiser. C'est le millénaire de ce bap -

tème que l'on vient de fêter.

*
* *
*

- "Les conséquences du baptême de la Russie, écrit Vladimir VOLKOFF dans l'article du "FIGARO-MAGAZINE", déjà cité, ont été déterminantes d'abord, évidemment, pour la Russie elle-même, dont la culture est pétrie de christianisme autant que la terre russe est semée de bulbes, de coupoles et de croix à trois traverses" (...) Pour l'Occident, qui se complait quelquefois à l'ignorer, les conséquences du baptême de la Russie sont considérables aussi".

Et l'auteur d'en détailler cinq principales :

"Premièrement, parce que la culture russe, profondément imprégnée de culture européenne au cours des XVIIIème et XIXème siècles, a partiellement payé ses dettes à la fin du XIXème et au début du XXème".(...)

"Deuxièmement, parce que la révolution russe a dispersé aux quatre vents une diaspora d'élites qui a honoré la dette de l'hospitalité reçue en terre d'exil en y portant des fruits alors même qu'elle avait perdu ses racines" (...)

"Troisièmement, parce que la Russie a imperturbablement joué le rôle de rempart de la chrétienté (...) supposez les Russes **avec** et non pas **contre** Gengis Khan au XIIème siècle, **avec** et non pas **contre** les Turcs à Lépante au XVIème ou sous les murs de Vienne au XVIIIème... Où en serions-nous ?

"Quatrièmement, et pour quiconque est chrétien et croit à la Communion des saints, c'est peut-être là l'essentiel : si le sang des martyrs n'est pas infécond, si la prophétie de Fatima (N.D.L.R. : précisément énoncée en 1917, quand l'U.R.S.S. naissait !) veut dire quelque chose, la Russie a amplement mérité son surnom de "sainte" au XXème siècle. Rouge, la Russie actuelle ? Oui, rouge du sang de ses clercs et de ses laïcs. L'Eglise russe est à peu près la seule, à notre époque, à avoir été littéralement martyrisée (...) Si nous croyons à l'unité profonde de l'Eglise du Christ, toute crevassée qu'elle est, nous devons reconnaître que le capital de sacrifice indispensable à sa survie a été fourni de notre temps par l'Eglise russe, **comme il le fut par l'Eglise de France sous la Révolution française** ou par l'Eglise tout court au Ier et au IIIème siècle.

"Cinquièmement, l'Eglise orthodoxe russe a survécu à soixante-dix ans d'un totalitarisme qui n'a peut-être vu le jour-c'était l'opinion de Dostofevski- que pour la détruire. Cela aussi a son importance historique et mondiale. Et c'est pour proposer au monde l'exemple de ce martyr et de cette survie- en termes chrétiens, de cette mort et de cette résurrection- que saint Vladimir a baptisé son peuple dans les eaux sanctifiées du Dniepr un beau matin de 988(ou, selon moi, 989, mais ne lésinons pas sur un millième). (...) Il me plaît bien, précise plus loin M. VOLKOFF, que Vladimir, avant Louis XIV, ait été un prince essentiellement solaire : son peuple l'a spontanément surnommé **Soleil rouge** ou Radieux ou Beau (le mot se prête mal à la traduction) (...) le récit de sa conversion demeure exemplaire, fût-il symbolique".

- Et M. Vladimir VOLKOFF de conclure - sans doute pas pour les mêmes raisons- comme nous : "Pour ma part, je souhaite que la France, au premier chef, soit associée à cette célébration (du millénaire de "la sainte Russie") dont nous commençons à peine à entrevoir tout le sens. **"Il y a sympathie entre la Russie et la France"**, écrivait Chateaubriand. Cette sympathie s'était déjà incarnée dans la personne de la princesse Anne de Russie, petite-fille de saint Vladimir, devenue reine de France au XIème siècle : à son époux Henri Ier, elle apporta l'**Evangélaire slavon de Reims** sur lequel, pendant des siècles, les rois de France ont prêté le serment du sacre. A l'autre bout de l'Histoire, l'Alliance franco-russe a été scellée dans le sang par le sacrifice des divisions russes à Tannenberg, ce qui permit à l'armée française de dégager la Marne et a fait dire d'une seule voix aux maréchaux Foch et Joffre, que la France devait son salut aux armées de Nicolas II. Lorsqu'on prend conscience en outre, de tout ce que la Russie traditionnelle doit à la France, on se dit qu'il y a là **un héritage de communion** qu'il y aurait de la folie de dilapider". (N.D.L.R. : nous avons vu au début de ce chapitre qu'il y avait d'ailleurs bien une "Mathématique de l'Histoire" commune aux deux Nations !).

"C'est pour cela qu'il est bon que l'Association européenne de saint Vladimir soit née en France, comme il est bon qu'elle soit placée sous la présidence d'honneur de S.A.I. le grand duc Vladimir, chef de la Maison impériale russe et, providentielle-ment, homonyme de son fondateur. (Encore un coup de celui que j'appelle le petit ange Coïncidence)."

Le petit ange Coïncidence ne serait-il pas, cher Monsieur VOLKOFF, un clin d'oeil malicieux de l'Histoire, l'un de ces "Signes" sur lesquels nous nous sommes ci-avant penchés à propos du "Mont Saint-Michel" ?

*
* *

/ ENTRE KIEV ET MOSCOU, LE "SOLEIL" S'EST COUCHE /

- L'Etat médiéval de Kiev (aujourd'hui capitale de l'Ukraine) est, en fait, l'ancêtre des trois grandes nations slaves orientales : celles des Ukrainiens, des Biélorussiens et des Russes (jadis appelés Grands-Russiens). Toutes trois sont, au même titre, héritières de Vladimir et ont poursuivi un développement religieux autonome dans un cadre pluraliste. L'Eglise orthodoxe locale tenta une synthèse avec la pensée théologique occidentale. L'union avec Rome avait été conclue par la hiérarchie en 1596 (496, conversion de Clovis + 1100 = 1596), et cette Eglise dite "**uniate**" représente un élément important de la chrétienté ukrainienne jusqu'à maintenant.

Depuis le synode de Brest-Litovsk, le clergé uniate a le droit de conserver sa liturgie en slavon et d'autoriser le mariage de ses prêtres. Cette décision, entérinée par le pape Clément VIII, rallie le Métropolite de Kiev et six évêques orthodoxes sur huit. C'est le début d'une guerre de religion qui n'est pas encore terminée. En 1946, Staline liquide l'Eglise gréco-romaine d'Ukraine, emprisonne prêtres et évêques dont le Métropolite, Mgr. Slipyj qui passera quinze ans en prison. Puis, Staline réunit une "synode" à Lvov composé uniquement d'évêques orthodoxes qui décident de rattacher l'Eglise uniate au Patriarcat de Moscou.

Aujourd'hui, le sort de l'Eglise uniate est toujours un brandon de discorde entre le Vatican et le Patriarcat de Moscou. Le 4 août 1987, un appel signé par deux évêques, trente-six prêtres, des religieux et des laïcs demandait la légalisation de l'Eglise gréco-catholique. Appel appuyé récemment par l'académicien Sakharov.

Deux Eglises se trouvent face à face : l'Eglise officielle, collaboratrice du pouvoir, et celle des profondeurs, toujours en butte à la vindicte de l'Eglise socialiste athée.

- Si l'on fouille en profondeur une situation peu claire, on s'aperçoit néanmoins qu'un cocélébrant discret, mais omniprésent, a participé aux cérémonies qui ont marqué en Union Soviétique le millénaire de la christianisation : le "**parti russe**". Sa première apparition publique remonte à une autre commémoration, en 1981 : le **centenaire de la mort de Dostoevsky**.

Sans existence légale, sans structures véritables, le "Rousskaya Partiya" pourrait bien être le mouvement politique le plus important de la Russie d'aujourd'hui. Il rassemble, dans une même vision du monde, des communistes et des orthodoxes, des membres de la Nomenklatura et des dissidents, des néo-staliniens et des partisans de la "Glasnost". Comme les "Slavianofily", leurs précurseurs slavophiles du XIXe siècle, ils ont en commun le rêve d'une Russie impériale qui rassemblerait et conduirait les peuples slaves afin de "sauver" le monde. Comme eux encore, ils revirent le songe de Nestor Iskander qui, témoin de la chute de Constantinople en 1453 -(faut-il transposer 1453-1492 sur 1953, chute de Staline, -1992 ?)-prétendait avoir vu la puissance byzantine se concentrer dans une flamme qui s'éleva au-dessus de la ville et disparut dans le ciel. Pour enfin venir briller au-dessus de Moscou, désormais "**Troisième Rome**".

"La slavophilie, l'apologie de l'"âme paysanne" et de l'esprit anti-occidental continuèrent imperturbablement leur marche, propagées par Tolstoj, les spiritualistes russes et cette partie de l'intelligentsia qui salua de tout coeur les événements

de 1917 parce qu'ils allaient réaliser une "révolution chrétienne", notent Joan et Carmen Couliano dans "La vision russe de l'Occident" (Editions l'Age d'homme).

- "La Révolution, c'est la rupture du peuple avec la Sainte Russie, avec les icônes", croyait Léon Trotsky. Pourtant, au lendemain d'Octobre, le philosophe Nicolas Berdiaev n'hésitait pas à affirmer : **"Le bolchevisme est la troisième manifestation de la toute-puissance russe, de l'impérialisme russe; la première ayant été le royaume moscovite et la seconde l'empire de Pierre le Grand.** Berdiaev poursuivait : "ce que ni Marx ni les marxistes occidentaux n'auraient pu prévoir est arrivé, **l'identification de deux messianismes : le messianisme du prolétariat et le messianisme du peuple russe.** Le premier en a pris un coup avec la mort de Staline en 1953 et la disparition progressive du stalinisme, trente-six ans (les cycles de 108 ans et de 2160 ans) après Octobre 1917. Le second disparaîtra-t-il à son tour ou s'apprête-t-il à triompher en 1989, trente-six ans à nouveau après 1953, avec le renouveau du dogme de "la lutte des classes" au plan international comme du temps de Staline ?

Combattu par Lénine, toléré par Trotsky, le retour du nationalisme russe avait, en effet, été salué par Staline lui-même (pourtant géorgien). Dès 1934, face à l'Allemagne hitlérienne, celui-ci rompt avec l'internationalisme léniniste. Les mots "rodina" (nation) et "otchestvo" (patrie) réapparaissent dans les slogans du parti et dans sa presse. Entre autres, Pierre le Grand et Vladimir de Kiev sont offerts en exemple à une jeunesse qui devra bientôt se battre pour la patrie.

La cadence novenaire (sous-multiple de ce même cycle de 18-36-108-21600 ans...) marque depuis 1934-35 une évolution régulière. 1953, nous l'avons noté, fin du stalinisme, 1971-72, fin de "la guerre froide", la détente entre les deux Super-Grands est amorcée 18 ans plus tard; encore 18 ans, nous voici en 1989-90, tournant capital pour le devenir soviétique comme le laisse prévoir le Cycle F en action.

Comme au XIXe siècle, la parti russe se divise de nos jours en deux courants: slavophiles et panslavistes. Avec des passerelles entre eux. Les slavophiles sont représentés par les "Vozrozhdentsy" (du mot "renaissance"), les seconds par les nationaux-bolcheviques.

Les "Vozrozhdentsy" estiment que le système politique occidental (donc également celui de l'URSS qui en est un avatar) **est condamné**. Il faut le remplacer, selon eux, par une sorte de monarchie constitutionnelle, un Etat limité, garantie d'une plus grande liberté dans les domaines de l'économie, de l'éducation et de la religion. Etat qui devra également accorder une plus grande autonomie culturelle aux peuples qui forment l'URSS (car il n'est pas question de brader l'empire). Pour eux enfin, **la renaissance de la Russie passe par celle de l'orthodoxie.**

Appartiennent à ce courant, **côté dissidence**, Alexandre Soljénitsyne, Vladimir Maximov et Guennadii Chimanov. **Côté "nationalistes officiels"**, l'académicien Dimitri Likhatchev, l'un des plus chauds partisans de M. Gorbatchev, président du Fonds soviétique de la Culture (dont est également membre l'épouse de M. Gorbatchev); les "ruralistes" et Valentin Raspoutine, l'un des plus grands écrivains soviétiques vivants, fervent partisan lui aussi de "la Glasnost" et de la "Perestroïka". Citons aussi Dimitri Vassiliev, l'un des principaux responsables de "l'association patriotique" "**Pamiat**" (Mémoire) dont l'emblème est une cloche surmontée d'une croix.

Submergée de lettres antisémites et anti-maçonniques, la "Komsonolskaya Pravda", journal de la jeunesse communiste, donne cette définition de l'idéologie de "**Pamiat**" : "Les juifs et les bolcheviques qui haïssaient la Russie ont détruit et pourri tout ce qui était russe. Par haine de l'ordre russe, ils ont fait la révolution. Puis le parti communiste a continué leur oeuvre jusqu'à nos jours".

Du fait de son succès, "**Pamiat**" est devenu la cible des journaux engagés dans la "Perestroïka" qui l'accusent de tout ramener à l'esprit de clocher.

Autre composante de la mouvance national-bolchevique : les "Afgantsy", les anciens combattants d'Afghanistan, rassemblés en "groupes de légitime défense" pour dénoncer la corruption des mœurs et les comportements "anti-sociaux" dans la société soviétique.

Les nationaux-bolcheviques seraient soutenus par M. Iégor Ligatchev, l'adversaire numéro un de M. Gorbatchev, et leurs thèses sont bien représentées auprès des premiers secrétaires de provinces russes et dans l'armée.

Tout laisse au contraire à penser que M. Gorbatchev est un "Zapadniki", un "occidental", critiquant les "personnes qui cherchent à exclure l'Union soviétique de l'Europe". Le leader soviétique a écrit : "Nous sommes Européens. La vieille Russie était unie à l'Europe par le christianisme". **Autre indice** : sa filiation politique. Le mentor de Mikhaïl Gorbatchev, Youri Andropov, était partisan de ce qu'on appelle en URSS la "NTR", la "révolution technico-scientifique".

Enfin, son plus sûr allié, écrit Philippe KRASNOPOLSKI dans "VALEURS ACTUELLES", serait Alexandre Iakovlev, considéré comme le véritable père de la "Glasnost". Lequel a développé la position suivante : - Le principal ennemi, c'est le "néo-slavophilisme". Parce qu'en rejetant l'Occident comme source du mal, les néo-slavophiles rejettent la tradition révolutionnaire. Et donc le marxisme et le léninisme. Il prophétisait : "Les slavophiles mettent en péril l'unité de l'URSS. S'il se développe un nationalisme russe, alors les nationalismes locaux suivront".

*

* * *

- Qui trop embrasse, mal étreint ! Quinze républiques, c'est beaucoup pour un parti et pour un homme. Mikhaïl Gorbatchev le découvre lors qu'il tente l'impossible : rendre productive une économie qui n'a jamais donné que des pénuries et des armes.

Le désordre s'installe ... A peine a-t-il entrouvert les volets, clos depuis soixante-dix ans, de "la prison des peuples", que Juifs et Tatars encombrant la place Rouge, manifestant de plus belle pour retourner, qui en Israël, qui en Crimée, que Kazakhs et Ouzbeks se soulèvent, qu'Estoniens, Lettons et Lithuaniens célèbrent l'anniversaire de leur indépendance perdue, que les Arméniens revendiquent le Karabakh aliéné par Staline et que les Azeris réagissent en reprenant le massacre des Arméniens. Une réaction en chaîne est déclenchée... Est-ce déjà "L'empire éclaté", d'Hélène Carrère d'Encausse ?

De la Baltique au Caucase en tout cas, la périphérie bouge. Le flanc nord et le flanc sud de la Russie proprement dite n'adhèrent pas à l'ensemble slave. Avec l'Asie centrale c'est le coeur de l'union qui est menacé, le coeur de cet empire des steppes qui ressuscitèrent les tsars. Berceau des Indo-Européens, mais colonisé par les Turcs après leur mouvement vers l'Europe, ce coeur est demeuré musulman envers et contre tous les enseignements révolutionnaires. Et ce coeur musulman bat incontestablement plus vite, depuis que Khomeiny a enflammé l'Iran et que l'armée soviétique a échoué en Afghanistan.

Les dernières manifestations, médiatiques (juive et tatare) sur la place Rouge et de masse dans les républiques (baltes, caucasiennes et centre-asiatiques), montrent que l'étau se desserre. Un débat s'installe au niveau de la rue, impensable naguère.

La "prison des peuples" à l'écoute du monde, il n'est plus possible d'y maintenir la fiction du messianisme léniniste, enseignée dès l'école aux enfants : celle d'un peuple soviétique privé de tout, parce qu'il se sacrifie à la tâche de libérer le reste du monde de l'impérialisme et de l'exploitation capitaliste.

Il est clair, pour les nations captives, annexées ou occupées, que c'est le socialisme qui exploite et le socialisme qui engendre la pénurie.

Dès lors, les forces centrifuges se renforcent : à l'Ouest se manifeste l'attrait puissant d'une économie de marché, capable de produire à foison les biens que le socialisme refuse aux peuples captifs ; à l'Ouest et à l'Est, un socialisme qui n'a plus la foi se heurte à la foi vivante de religions en plein renouveau.

Si les églises d'Occident se vident, celles de Pologne se sont remplies. La Pologne a donné un pape à l'Eglise romaine. Et, en ce millénaire de la christianisation de la Russie, l'URSS a fort à faire pour fermer son territoire à cet homme que le KGB tenta de faire assassiner. Le Kremlin redoute de voir s'affirmer, en URSS aussi, la vi-

talité d'une religion qui rassemble les Lithuaniens, comme les Polonais, dans l'épreuve jusqu'au fond du Kazakhstan pour les déportés. Le Kremlin craint par-dessus tout, en ce millénaire, de voir l'Ukraine, catholique malgré l'interdit stalinien, manifester son attachement à Rome plutôt qu'à Moscou. L'Ukraine, la première des Russies, irréductible parce que catholique, constitue un pont entre Rome et Byzance, entre l'Est et l'Ouest.

Autre renouveau religieux, autre péril à l'Est, où retrouve tout son élan la religion conquérante que la révolution eut tant de peine à extirper d'Asie centrale. Ce messianisme rival du socialisme a fait reculer l'armée soviétique en Afghanistan, dont il a fallu très vite retirer les recrues asiatiques : elles fraternisaient avec les résistants afghans.

Une fertilité démographique supérieure de l'ensemble slave eût contrebalancé ces forces. Elle eût permis la colonisation des républiques baltes et asiatiques. Mais le régime a fait de l'avortement le mode de contraception numéro un, sauf, bien sûr, en milieu musulman. L'Asie centrale a huit enfants par femme... A ce rythme, les musulmans seront majoritaires en URSS en l'an 2030 quand les enfants nés en 1988 auront quarante deux-ans. Cette armée soviétique, dont quatre-vingt-dix-sept généraux sur cent sont des Slaves, intègre d'ores et déjà une majorité non-russe.

A terme et à coup sûr, la plus redoutable menace intérieure n'est pas l'agitation "chauviniste". C'est la menace démographique. La Russie devra un jour s'intégrer à l'Europe ou disparaître. Si l'Europe a tenu jusque-là...

* * *

- Le catholicisme, au-delà d'un phénomène religieux, c'est l'identité de l'Ukraine. Il est le ciment d'une communauté s'efforçant de résister contre l'oppresseur, comme en Irlande ou comme le bouddhisme au Tibet. "Il n'y a pas de troisième solution, entend-on dans les milieux nationalistes ukrainiens : ou c'est l'Ukraine qui vit ou c'est la Russie. La Russie a besoin d'un accès à la mer Noire".

Par delà ces vieilles querelles qui n'ont pas fini d'opposer les chrétiens de l'Est, et d'ailleurs, quel peut être l'avenir de ces communautés ? que cache la politique d'ouverture de Gorbatchev ? Quels avantages peuvent représenter pour ses minorités nationales les entreprises de "transparence" du nouveau "Soleil rouge" soviétique ? La politique de "Glasnost" a ses limites. Lors de sa première déclaration à Moscou, après sa nomination au poste suprême, le troisième successeur (en un temps très court...!) de Brejnev n'avait pas manqué d'en exposer lui-même les bornes : changement oui, mais économique, et en aucun cas politique ou national. Que faire dans ces conditions ?

Les Ukrainiens de l'intérieur et ceux de la diaspora se contentent d'entretenir la flamme, et des contacts permanents avec les autres pays sont établis. Sans que cela débouche véritablement sur une action concrète pour l'instant. En revanche, les fidèles de l'Eglise ukrainienne orthodoxe autocéphale passent même souvent, hors d'Ukraine, pour les plus patriotes, de l'avis même des catholiques. Une Eglise ukrainienne unique est même parfois envisagée, les rites sont si proches ! Seule la reconnaissance de Rome par les catholiques établit une différence. D'ailleurs, lors des fêtes calendaires, les deux Eglises s'invitent réciproquement à tour de rôle. Mais cette réunion ne serait possible que dans une Ukraine indépendante.

- Cependant, la présence des autorités soviétiques aux fêtes du millénaire marque, ainsi que l'a souligné le cardinal Casaroli représentant du Pape à Moscou, "la reconnaissance publique positive de la place et du rôle de l'Eglise dans la société née de la révolution de 1917". Cette déclaration datée du 10 juin a été reproduite par l'agence Tass. Autres faits concrets : des chrétiens emprisonnés pour leur foi ont été libérés. Des articles paraissent, critiquant l'oppression exercée par des fonctionnaires sur les fidèles -notamment par des instituteurs sur les enfants. Pour la première fois, les cérémonies de la nuit pascalle ont été retransmises par la télévision soviétique.

Les églises sont restaurées et des Bibles sont importées ou réimprimées. En-

fin, événement sans précédent, M. Gorbatchev a reçu le Patriarche Pimène, ancien officier kagébiste, il est vrai, ce qui relativise singulièrement la chose. Il ne faut pas négliger ces signes de dégel, même s'ils relèvent de la propagande en faveur de la "glasnost" et de la "perestroïka". Toute la question est de savoir si la glasnost et la perestroïka survivront à Mikhaïl Gorbatchev. Et si lui-même survivra. Il n'est pas douteux que 1989 (ou au plus tard le début de la décennie 90) apportera réponse à cette double interrogation.

En attendant, peut-on dire que M. Gorbatchev s'éloigne de l'orthodoxie marxiste-léniniste ? Il suffit de lire ses discours. La seule différence avec ses prédécesseurs, c'est qu'il a compris la manière d'utiliser télévisions et médias pour tenter de séduire les communistes soviétiques, et peut-être gagner à lui des non-communistes (93 % de la population) dont beaucoup ne voient pas comment lutter contre un système de 71 ans d'expérience et qui, en outre, est courti par le monde libre. Gorbatchev a aussi compris que pour se gagner des sympathies dans nos pays, il fallait emprunter notre phraséologie lorsqu'il traite de la politique mondiale de l'Union soviétique. Avant lui, Staline (1936, soit 50 ans avant 1986, date d'entrée en fonctions de M. Gorbatchev) parlait déjà de "l'absurdité de vouloir exporter la Révolution". Or c'était l'époque où les services secrets soviétiques connaissaient leurs plus grands succès dans la pénétration des administrations américaine, anglaise, française, etc. Gorbatchev ne dit pas autre chose. Il ajoute simplement les clichés mondialistes : "interdépendance du monde contemporain... coopération plutôt que confrontation..."

Il y a donc belle lurette que le communisme n'est plus, pour l'impérialisme russe, qu'un article d'exportation. Mais les médias, là comme ailleurs, continuent à faire comme si.

Serait-il impossible pour un pouvoir fort de coexister avec une économie libre et qu'une économie de marché transforme inévitablement le régime soviétique en régime parlementaire ? C'est justement là que se trouve la dangereuse illusion créée par l'américanisme dans lequel nous baignons depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Cet américanisme, cet "american way of life", cet "american way of thinking", considère l'économie (même plus; le mercantilisme) comme le moteur des sociétés, alors que les Soviétiques estiment, ainsi que le faisait Charles Maurras, que la politique domine l'économie. On en a le résultat sous les yeux. Les Etats-Unis, géant économique capable de dominer la planète, ne sont certes pas un nain politique mais au moins un handicapé politique. L'URSS, par contre, pays économiquement sous-développé, est devenu un géant politique. Il est dès lors clair que contrairement à ce que pensent les eurocrates de Bruxelles à la Delors -que l'économie ne détermine pas la politique mais que c'est le contraire qui se produit, même si, pendant un certain temps, un temps transitoire, l'économie peut faire illusion. Cela signifie que Gorbatchev pourrait fort bien réussir à faire coexister, dans l'empire russe, une économie de marché, même relative au début, avec un pouvoir politique fort.

Cette coexistence s'est d'ailleurs réalisée il n'y a pas si longtemps. Dans l'Allemagne nationale-socialiste d'Adolf Hitler, personne ne niera certes que s'exerçait un pouvoir politique fort. En même temps, le pays jouissait d'une économie de marché, qui fit d'ailleurs sa puissance : sans elle, l'Allemagne n'aurait pu tenir tête au monde entier coalisé contre elle durant cinq ans (Porsche créa la Volkswagen, la voiture populaire allemande, sur la base de capitaux privés mais dans le cadre d'une volonté de puissance politique). Ce que l'Allemagne nationale-socialiste parvient à réaliser, pourquoi la Russie nationale communiste ne réussirait-elle pas à le faire ? Gorbatchev peut effectivement réussir ce que Hitler a raté à cause de la guerre : 1939 + 50 = 1989 !!!

- Jusque là, ce que Gorbatchev cherche, en réalité, c'est à se protéger du sort de Khrouchtchev. Ce dernier avait lui aussi tenté des réformes de 1958 à 1962. Vingt-deux ans plus tard (deux cycles undecennaux), Gorbatchev commence à les reprendre pour son propre compte. Mais dès que les réformes de "M. K." ont entraîné vers des remaniements de la haute Nomenklatura, elles incitèrent les cadres menacés à conspirer contre lui, tandis que publiquement tout le monde nia qu'il existait des divergences au "sommet" du Parti. Deux ans d'intrigues, et en 1964 Khrouchtchev fut limogé ! Gorbatchev a tiré la leçon : en se faisant approuver par 70 % des participants

à la 19ème Conférence nationale du Parti communiste de l'URSS, qui à leur tour ont leurs répondants dans les républiques, régions, provinces, entreprises, etc, il a pu se tourner vers ses pairs et leur dire que "démocratiquement", il avait pour lui la majorité de l'appareil et en tout cas "du peuple".

En fait, Gorbatchev veut arbitrer entre l'Etat et le Parti, entre l'appareil politico-militaire et l'appareil politico-policier. Arbitrer, c'est-à-dire régner ! Car il n'y aura jamais de démocratie possible tant que le Système reste ce qu'il est. Ses bonnes intentions restent toujours à prouver. Pour donner au peuple russe l'énergie morale de battre les Allemands, Staline avait rouvert des églises : si M. Gorbatchev rouvre non seulement les clubs de rock et les expositions de peinture abstraite, mais aussi les églises- et nous ne voulons pas dire un ou deux monastères de plus- c'est qu'il y aura véritablement quelque chose de changé dans l'empire avorté de l'athéisme. Car, en Russie, à tout prendre, il n'y a qu'une pierre de touche : le Christ.

*
* *
*

§ III : "CE N'EST PAS DU COTE DU SOLEIL QUE L'ECLIPSE FAIT DE L'OMBRE"

- La science qui a combattu les dieux ne saurait plus contester leur prodigieux empire. L'homme est peut-être né d'une infinité de hasards, mais il se trouve, comme le pensait bien Henri Poincaré, que le hasard a des lois et même les plus sûres qui soient, celles du nombre, de l'arithmétique. Un désordre dont l'inventaire révèle des lois s'identifie par là-même à une pensée. Si bien qu'astronomes, biologistes, chimistes, mathématiciens, sociologues sont contraints de reconnaître qu'il y a place dans la matière elle-même pour des signes de transcendance. En face de l'explosion dont l'univers est sorti, et aussi du creux de l'atome qui le compose, dans l'infiniment grand comme dans l'infiniment petit se découvre une ouverture que notre raison ne peut combler et qui pourtant l'empêche de se refermer sur elle-même. En d'autres termes l'obstacle que l'intelligence et la science opposaient aux communications entre le visible et l'invisible s'est effondré en plus d'un point.

Certes, en cette fin du XXème siècle, la foi religieuse subit une éclipse encore inédite dans l'Histoire. Mais, comme le disait Victor Hugo, "ce n'est pas du côté du soleil que l'éclipse fait de l'ombre". Ce n'est pas Dieu qui manque à l'homme, mais bien l'homme qui manque à Dieu.

La naissance du christ s'est inscrite dans le monde de la "Tradition" que Julius Evola a défini comme "une lutte permanente entre deux puissances métaphysiques : forces ouraniennes de la lumière et de l'ordre d'une part, forces obscures, telluriques, du chaos et de la matière d'autre part". Le désert a beau être monothéiste, suivant une expression chère à Renan, que la religion chrétienne elle-même n'en considère pas moins Dieu comme Seul mais pourtant trois. Si Mithra était l'expression parfaite de la mentalité et des vertus romaines, c'est à Noël, au solstice d'hiver aussi, que sont nés Mithra perse, Osiris égyptien, Dionysos grec, Adonis phénicien, Attis phrygien, tous vénérés autant que le Christ depuis deux mille ans comme Sauveurs de l'humanité. Dieu et les dieux communément honorés à Noël ? Est-ce faire injure à Jésus de Nazareth de rappeler que toute la passion du Christ avait été contée bien avant sa naissance ? Déjà Osiris réunissait autour de lui, il y a 4300 ans, ses douze disciples, il leur distribuait le pain et le vin, il annonçait que l'un d'eux le trahirait, il se préparait au supplice, était capturé et fustigé. Couronné d'épines, il était cloué sur une croix. Krushna "crucifié dans l'espace" et le dieu Vithoba portant les marques de clous sur ses mains et pieds étaient des images bien connues dans l'Inde ancienne, longtemps avant le début de l'ère chrétienne, et Bouddha naissait également d'une mère Vierge.

Sur ce fond commun à l'humanité, toutes les religions révèlent finalement le profond idéalisme de l'âme humaine, la permanence de sa pensée, son aspiration vers

le miraculeux, l'inaccessible, mais aussi le plein épanouissement de l'individu, un rêve d'amour qui auréole et féconde tout ce qui est merveilleux, un rêve qui fait découvrir une nouvelle dimension à la naissance miraculeuse du Christ, à cette grotte, à un récit qui finalement s'inscrit dans la pensée sacrée la plus absolue.

La mémoire des générations est une grande leçon, et tout se passe à présent comme si l'homme redécouvrait, après une période d'euphorie, l'inquiétude, le besoin de croire, la nécessité de l'effort et du don de soi. La grande erreur des révolutions industrielles successives aura été de croire que le progrès technique parviendrait à faire oublier aux hommes qu'ils sont mortels et qu'ils peuvent vivre sans espérer dans un au-delà donnant un sens à leur vie. Si nous ne considérons pas le passé comme aboli et qu'il est illusoire de se le représenter dans une sorte de faux espace, nous aurions tôt fait de voir dans la fin de "l'ère des Poissons" le film de son commencement. Pourtant le grand physicien français Costa de Beauregard inscrit bien dans sa définition du temps les deux flèches passé-futur et futur-passé qui sont une légitimation de la théorie traditionnelle des Cycles. Pourquoi nous étonnerions-nous en ce cas de retrouver à l'époque du Christ des traits du monde contemporain ?

Toute religion et toute pensée se détournait en effet alors des anciens cultes, de l'étude de la **vitalité** la force et le pouvoir, pour passer à l'étude de la mort, mort-récompense et mort-punition, et de la mortalité. La religion, au lieu d'être religion de vie, devenait soudainement religion de destin différé, et parce que les chrétiens des premiers âges croyaient à la fin du monde imminente, l'amour de la Jérusalem céleste faisait grand tort à celui de la patrie romaine. Le Christianisme, dominé par une psychose de fin du monde, par une projection intense vers des événements à venir, se constituait autour d'une attente apocalyptique que nous connaissons à nouveau de nos jours.

Sans prendre parti pour ou contre ceux qui exaltent les valeurs indo-européennes du paganisme celtique ou gréco-latin en dénonçant le judéo-christianisme, retenons comme significative l'évolution nouvelle des fronts : l'alliance classique, depuis la Révolution, entre la droite nationaliste et le catholicisme contre la gauche laïque, souvent animée par des juifs, est rompue. On retrouve ainsi les vieux conflits du début de l'ère chrétienne, où juifs et chrétiens confondus, étaient accusés de pervertir la cité antique et l'ordre immuable du monde.

Avons-nous donc oublié que les Romains, comme tous les peuples de race blanche, eurent parfaitement eux aussi "l'obsession du péché" ? Un moment vint où cette obsession prit, comme chez nous aujourd'hui, une tournure particulière, **SUICIDAIRE**. Pour nous en convaincre, relisons Montesquieu et ses "Considérations" : "Une époque vint où ces conquérants du monde eurent honte de leur esprit de conquête ; ils se crurent "coupables" et se vouèrent à l'expiation. Peu à peu, ils se dépouillèrent de leurs richesses pour les remettre aux peuples qu'ils avaient jadis conquis". N'est-ce pas ce que nous faisons nous-mêmes aujourd'hui dans le même temps où le Christianisme, "expression de l'âme de la race blanche", est si contesté ? L'Occident s'effondre, même si c'est sous l'effet de son triomphe général, de l'adoption universelle de sa Civilisation.

La fin de la Saison Cosmique rejoint donc son commencement dans un même climat de bas Empire. Qui aurait vu la chrétienté originelle sortir, se répandre, se confondre avec toutes les formes de la contestation, se mêler à tous les courants anti-monde, anti-siècle, anti-société, plonger et frétiller dans le révolutionnarisme universel, comme le poisson qui retrouve son eau, retrouverait la Jérusalem céleste des contestataires d'aujourd'hui, celle qu'ils appellent de leurs vœux dans les catacombes et les égouts, les fumeries et les "sex-shops", c'est-à-dire la société sans contraintes, la ville du plaisir immodéré, la cité où toutes les rues seront en pente, où le désordre triomphera de cette suprême "injustice" qu'est l'ordonnancement d'une société normale, où la lutte contre la rareté ne sera qu'une affaire d'"organisation sociale", et où la création d'utilité économique se fera automatiquement par les soins de la Providence sociale, du hasard et de la nécessité, ou de leur sainte trinité ?

Il faut bien dire qu'entre temps les héritiers du siècle des Lumières ont inventé une tout autre religion, l'utopie qui propose de réaliser ici-bas ce que les

théologiens promettaient pour l'au-delà. L'égalité devant Dieu a en effet dégénéré en égalité "naturelle" et l'inégalité constatée en objet de perpétuel scandale. Le cycle égalitaire touche ainsi à son aboutissement et selon le processus classique de développement et de dégradation des cycles, le thème égalitaire est passé dans notre culture, du stade du mythe (égalité devant Dieu) au stade de l'idéologie (égalité devant les hommes), puis au stade de la prétention scientifique (affirmation du "fait égalitaire") en clair, du christianisme à la démocratie, puis au socialisme et au marxisme. Aujourd'hui, celui-ci est devenu l'église utopique des athées.

Or Jésus n'a jamais annoncé que "la Bonne Nouvelle qui n'est pas de ce monde" (cf. les Béatitudes); au sujet des relations entre riches et pauvres, il n'a jamais parlé de "justice sociale" mais de "charité", c'est-à-dire d'amour, mot dévalué qui semble supposer une condescendance du fort au faible, du riche au pauvre et au "misérable", d'où cette autre miséricordieuse égalité exaltée par Bossuet dans son sermon sur "l'immense dignité des pauvres", lesquels font aux riches la faveur d'accepter leurs aumônes.

Chaque fois qu'il y a, comme aujourd'hui une crise dans l'Eglise et une crise de la foi, l'ombre de l'empereur Julien vient rôder de nouveau parmi nous. L'alternative se pose : faut-il, comme il le fit, orienter les aspirations de l'humanité vers Athènes et non vers Jérusalem, vers le Parthénon plutôt que vers le Golgotha ? La seule apologétique qui compte est ce qui a été, est et sera, existe simultanément, les deux infinis de misère et de grandeur présents, selon Pascal, en chaque homme, apparaîtront plus que jamais liés et solidaires dans un temps sans durée, dans ce mystère de notre vie humaine, toujours défaillante et comblée.

*

* *

- Toutefois, au fur et à mesure que le Futur se rapproche du Présent, c'est-à-dire, dans l'hypothèse prophétique, du dernier acte, il serait absurde de nier qu'en de nombreux cas, l'image "future" a même recouvert exactement l'événement devenu présent. Aussi faut-il attirer l'attention du lecteur sur un caractère général des prophéties qui, à notre avis, est inexplicable : pourquoi les voyants judéo-chrétiens situent-ils le comble de l'abomination vers la fin des temps : la recrudescence du mal, la "dépravation" féminine et juvénile, l'apostasie des prêtres, etc. Tout cela est si peu prévisible, si peu conforme à ce qu'on attendrait, que les athées localisent à la même époque l'épanouissement suprême de la nature humaine et, comme étant le terme naturel du "progrès", cette même "dépravation" féminine qu'ils appellent libération. Peu importe qu'on fasse de cette libération un "bien" ou un "mal" : ce qui nous étonne c'est que le sexe féminin qui-sauf en de rares périodes de l'Histoire - a toujours été plus ou moins asservi à l'homme, matériellement et moralement, se libère ou "se déprave" précisément, selon l'Apocalypse (ou ses commentateurs) vers 1999, en même temps que se met en place tout un contexte comprenant l'apostasie des prêtres, l'accélération des temps, et bien d'autres phénomènes sociaux et cosmiques qui n'ont qu'un rapport analogique avec l'émancipation des femmes. Comment des prophètes -issus de sociétés plutôt immobilistes- et considérant généralement que la sagesse consistait pour les fils à faire ce qu'avaient fait leur père ont-ils pu prévoir que la croyance en Dieu - qui a duré depuis le point 0 de l'humanité - car les hommes de la préhistoire étaient naturellement immergés, semble-t-il, dans le surnaturel - jusqu'en 19... - s'éteindrait à l'issue d'un long progrès matériel, et que cela serait le signe de la disparition prochaine du monde ? N'y a-t-il là qu'un rapport "poétique" ? Et ne faudrait-il pas voir plutôt dans la concomitance entre la peur de la fin du monde, l'Apocalypse qui veut dire Révélation, et le glissement d'époque, de l'ère des Poissons à l'ère du Verseau, réputée pour le sens de la "Connaissance" qui l'accompagnera, la fin d'un monde, le monde matérialiste qui est le nôtre, et le retour au sacré ? La Vie en effet n'arrête jamais. Or, consciemment ou inconsciemment, le monde vit depuis un siècle sur des schémas intellectuels imprégnés de matérialisme. Alors que son environnement s'est transformé de fond en comble sous l'aiguillon du progrès scientifique, il raisonne à partir de théories forgées par des philosophes vivant au tout début de l'ère industrielle; l'équation dialectique, le mythe de la lutte des classes, l'obsession du salut par l'Etat dominant la pensée contempo-

raïne.

Or il apparaît de façon aveuglante que le matérialisme ne correspond en aucune façon aux besoins de l'homme moderne : conçue pour libérer l'individu du carcan de la société préindustrielle et lui permettre d'acquérir la justice sociale à laquelle il aspire, la théorie se révèle incapable de s'adapter aux exigences d'une société d'hommes libres, évolués, où l'éducation, le niveau de vie, les conditions d'existence sont les mêmes pour tous.

Condamné par l'évolution, le matérialisme est aujourd'hui une doctrine morte à laquelle se raccroche désespérément une intelligentsia à la dérive, incapable de formuler des concepts adaptés à l'époque. Ne pouvant se renouveler car figé dans ses dogmes, il répond de moins en moins aux aspirations individuelles et collectives. Or, tôt ou tard, les hommes éprouveront à nouveau le besoin de croire en quelque chose qui les dépasse, un besoin que le confort de la vie moderne a momentanément assoupi, mais qui demeure inscrit au plus profond de l'âme humaine. Ce n'est pas un hasard si le pays qui a poussé le plus loin la satisfaction du confort matériel, les Etats-Unis, est aussi celui où les religions fondées sur des règles morales strictes progressent le plus vite depuis quinze ans.

Quelle que soit la forme de ce mouvement, il faudra bien que l'homme redécouvre un jour le sens du sacré. Ni la science, ni la technique, ni même l'accession à un niveau de développement supérieur ne pouvant lui apporter le bonheur et la paix, il devra trouver des raisons d'espérer : et, comme il demeure mortel, c'est-à-dire voué à devenir poussière après un passage plus ou moins bref sur la planète, c'est un sens à sa vie qu'il lui faudra trouver. Croyant ou incroyant, pénétré de l'existence d'un Dieu ou convaincu d'être le fruit d'un miracle qui s'appelle l'évolution, l'homme puisera dans son intelligence des raisons de croire à autre chose qu'à la prospérité économique.

Nul ne saurait dire aujourd'hui d'où viendra le choc qui lui ouvrira de nouveau les yeux ; mais ce choc se produira un jour. L'humanité éprouve trop profondément le besoin de se dépasser pour qu'il en aille autrement. On n'efface pas d'un trait de plume l'empreinte laissée par des milliers d'années de foi religieuse.

Et, de toute façon, la peur de la mort est là, inscrite à jamais dans sa chair, pour pousser l'homme à regarder bien au-delà de lui. Plus forte que la science, plus forte que la technique, elle ramènera l'espèce à une plus juste appréciation de la place qu'elle occupe au sein de l'univers.

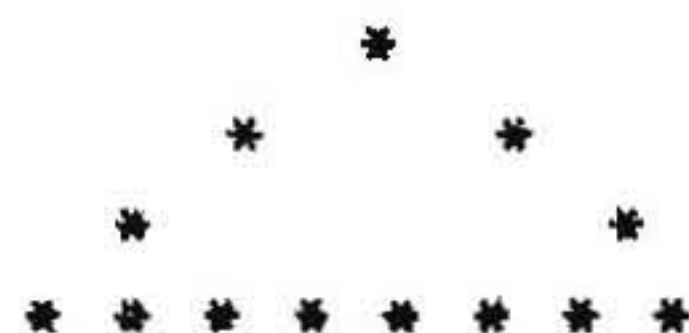
Qui sait si, en retrouvant le sens des proportions, l'humanité ne parviendra pas à jeter les bases d'un nouvel humanisme, à créer les conditions d'une nouvelle Renaissance ? "Le XXIème siècle sera métaphysique ou ne sera pas", disait Malraux. Il nous faut donc opérer la distinction entre le temps horizontal qui est tension vers le futur et le temps vertical qui est attention à l'éternel.

Dans les "Jugements" de l'académicien Jean Guilton, nous trouvons justement une distinction entre l'Europe de la matière et de la puissance, l'Europe de l'intelligence et de la science, l'Europe des biens spirituels. Mais comment parvenir à les hiérarchiser ? Jean Guilton propose de renverser les perspectives ; au lieu de commencer par établir l'Europe économique, ne faudrait-il pas mieux créer d'abord les foyers spirituels et fonder l'Europe des mystiques ? Donner à l'Europe une âme commune. voilà la plus pressante des urgences.

Selon Jean Guilton, l'humanité va connaître une transformation majeure. L'accélération de certains processus (comme l'urbanisation, l'automatisation, la diffusion de l'information) conduit à un seuil redoutable, où nécessairement nous devons passer. L'humanité ne peut pas poursuivre longtemps sur sa lancée actuelle. Une mutation s'approche et s'impose. Ainsi la stratégie nucléaire a transformé la guerre : la possibilité de l'Apocalypse assure et garantit la paix. Or, la crise actuelle de la civilisation ne peut se résoudre que de deux manières : la subversion, où l'humanité accepterait l'état de fourmilières, la conversion, où elle s'organiserait dans une harmonie supérieure fondée sur l'Esprit et sur l'Amour.

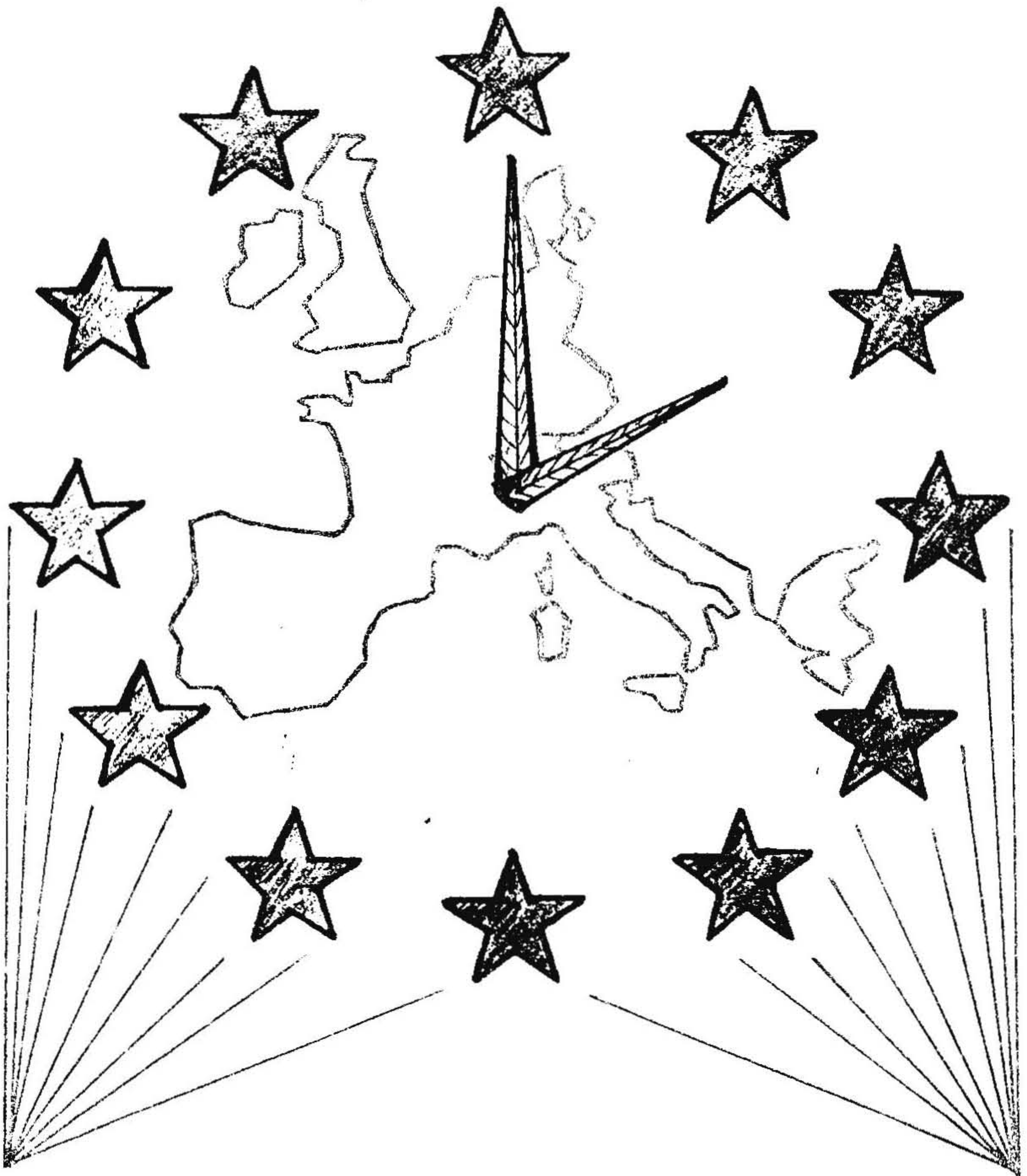
En termes de métaphysique, il faut savoir séparer l'essence de l'accident et, admettre ainsi que certaines formes disparaissent ou changent afin que subsiste l'essentiel. Mais à rejeter tous les accidents, on risque fort de perdre aussi l'es-

sence. Et dans leur folie de changement, nos contemporains courent le danger d'altérer et de compromettre l'essentiel. La tradition ne consiste pas à perpétuer un passé figé, mais à transmettre l'essentiel intact. Quel beau programme en ces temps de confusion ! Il sera donné à l'Ere du Verseau de le réaliser.



CHAPITRE IV

L'EUROPE SANS FRONTIERES FACE AUX EUROCRATES SANS AME



§ I : LE PROBLEME DU POUVOIR POLITIQUE DANS LE MONDE

/ "N'AYEZ PAS PEUR"...! /

- Ce qu'on n'imaginait pas, c'est que S.S. Jean-Paul II, le premier pape polonais de l'histoire, pourrait parler de l'Europe, dans son discours à Strasbourg, sans dire qu'elle est à la fois menacée et menaçante.

Elle est menacée à l'Est par la dictature du matérialisme communiste dont un des postulats idéologiques affirme que la religion est l'opium du peuple. Comme la Révolution française transformait les églises en hangars à fourrage, la Révolution russe commença par transformer les églises en musées antireligieux. Plus tard pour protéger ces acquis et empêcher les prolétaires de se débiter en masse de leur paradis sur terre, ils ont coupé l'Europe en deux par un mur et un rideau de fer, hérissés de canons, de blindés, de missiles à têtes nucléaires, de la Baltique à la Méditerranée. Derrière ce mur, on peut croire, mais en cachette, et il est difficile, voire impossible, de pratiquer.

A L'Ouest, l'Europe qui fut celle des cathédrales est menacée par le matérialisme capitaliste dont la seule religion est celle de l'homme, surtout s'il est fils unique, orphelin et célibataire. Ici on peut pratiquer, mais tout est mis en oeuvre pour vous empêcher de croire. On commence par séparer l'enfant du passé catholique sans lequel la France n'aurait pas été la France. On finit par supprimer les cloches. Quand on entend sonner le glas, c'est qu'il n'est pas encore trop tard. Quand on ne peut plus entendre le glas, c'est que tout est fini.

Au Sud, l'Europe est menacée par l'invasion musulmane. Ce n'est pas nouveau. L'histoire de l'Europe est pleine de guerres contre l'Islam. Pendant des siècles et des siècles, à Constantinople, à Vienne, à Poitiers, à Los Novas de Tolosa, il a fallu l'arrêter, le battre, le chasser. Aujourd'hui l'invasion a repris. Elle n'est plus armée. Elle n'en est pas moins redoutable. La preuve : en France, en 1988, on ne construit plus d'églises, mais on construit des mosquées.

Au sommet, enfin, l'Europe est menacée par la conspiration maçonnique qui rêve d'un monde sans patrie, d'un "melting-pot" universel composé de producteurs-consommateurs sans passé et sans Dieu.

Tels sont quelques-uns des dangers qui menacent l'Europe et qui peuvent demain la transformer en un conglomerat obscur et menaçant pour les nations qui la composent et qui écriront son histoire, parfois avec leur sang.

Comment est-il possible que le Saint-Père ait pu traiter du sujet pendant une heure sans les évoquer un instant ?

- Jean-Paul II finirait-il par céder lui-aussi devant la formidable campagne de dénigrement, savamment orchestrée, de toutes les valeurs authentiques occidentales et chrétiennes, qui n'a cessé de se développer depuis la dernière guerre ? Campagne visant à désarmer moralement l'homme blanc, en créant et en entretenant chez lui un véritable complexe de culpabilité et d'infériorité. Reniant son prestigieux passé, rougissant de ses saints, de ses génies et de ses héros, l'Occident, atteint de folie masochiste, baisse humblement la tête et se frappe avec conviction la poitrine ! Les théories pestilentiennes exhalées par le marécage asiatique - "stagnant, mais non pas mort", selon le prophétique avertissement de Gobineau - attisées et propagées par les vents brûlants d'une Afrique en ébullition, ont contaminé par la tête le géant. L'heure, impatiemment attendue par Rabindranath Tagore, où, "perdant haleine, il s'effondrera dans l'abîme", n'est plus très loin, pense toute une faune de démissionnaires et de faux esprits.

Ces faux esprits de "l'intelligentzia", qui ont la peur des mots ! C'est ainsi qu'en 1988, il n'y a plus de domestiques mais des employés de maison, plus de pauvres mais des économiquement faibles, plus de vieillards mais des personnes âgées, plus d'infirmités mais des handicapés physiques, plus d'enfants anormaux mais caractériels,

plus de races arriérées mais des nations en voie de développement, plus de crétins mais des beatnicks, etc... En démagogie, comme dans certains rites magiques, on croit avoir exorcisé certains maux en leur donnant un autre nom. C'est tellement plus simple que de leur trouver des remèdes.

Nous invitons ces romanesques du désarmement moral de l'Occident à se reporter aux événements constitutifs de l'histoire humaine depuis trois mille ans. Ils ne pourront nier après cet effet de recherche sincère, que, quelles que soient les altitudes que purent atteindre telle civilisation asiatique ou telle société précolombienne, il y eût un phénomène unique dans l'ère historique considérée.

C'est dans l'aire méditerranéenne, selon une extension coïncidant avec le développement des foyers de civilisations urbaine, marchande, industrielle vers l'Italie, la Péninsule Ibérique, l'Europe atlantique et rhénane, qu'ont été inventés, particularisés, mis en mouvement, alimentés d'une énergie propre, les éléments moteurs de l'histoire humaine. Tandis qu'avant -(Sumer, les cités préaryennes de l'Indus, l'Egypte des premières dynasties, la Crète minoenne nous le montrent)- et qu'ailleurs -(de l'Euphrate au Yang-Tsé)- les grandes civilisations naissaient, florissaient et se flétrissaient, englouties par les invasions, ensevelies par les sables, atteintes d'on ne sait quelles maladies insidieuses et mortelles, et ne s'inscrivaient que dans des cycles et dans des marges de l'aventure humaine, un certain esprit s'est engagé à un certain moment dans la création de formes dynamiques qui, sans intention préconçue et par la nécessité de développement qui était inscrit en elles, ont tendu à l'empire universel et au magistère de l'histoire, et là, depuis l'Exode et le Sinaï, il y eut des reculs, des périls passagers, mais il n'y a pas eu d'arrêt.

- L'Europe a fait le monde. C'est une évidence constatée, et il est possible qu'en faisant le monde l'Europe ait créé les conditions qui vont provoquer sa propre submersion sous la poussée démographique, les ambitions politiques, les prétentions idéologiques de peuples extra-européens. Mais même si ce grand reflux, qui se produit sous nos yeux, allait jusqu'à nous engloutir, il n'aura été possible que parce que l'Europe est allée elle-même pourvoir les peuples non européens des armes, des techniques, des méthodes de pensée et d'action, des structures sociales et politiques, des justifications, des doctrines (nationalisme, marxisme) par lesquelles ou au nom desquelles elle est aujourd'hui menacée. En fait, à l'heure présente, les deux empires qui se sont saisis d'une grande part de son héritage temporel, les Etats-Unis, l'U.R.S.S., sont ethniquement européens, et quant aux autres grandes masses dont l'offensive est imaginable : masse islamique, chinoise, noire, ce n'est pas avec l'armement matériel et spirituel puisé dans leur propre patrimoine ancestral, mais avec le nôtre, qu'elles peuvent nous défier.

Il se trouve que l'Europe aurait peut-être pu ne pas faire le monde, mais qu'elle l'a fait et que d'autres ne l'ont pas fait, à qui il était permis de le faire. Il doit bien y avoir à cela des raisons. On peut dire aussi, bien sûr, que l'esprit européen ne s'est pas nourri, en vase clos, de ses seules ressources. Les cultures marginales avec lesquelles il s'est trouvé en contact sur ses frontières lui ont apporté des éléments non négligeables. C'est parce que la pensée occidentale n'a pas cessé depuis trois mille ans d'impliquer l'avenir et parce qu'elle a été seule à le faire, qu'est venue au monde une culture de la praxis dans laquelle la pensée a trouvé son chemin propre, celui qui n'était ni l'évasion hors de la vie ni la soumission aux choses.

Paul VALERY a écrit : "En résumé, il existe une région du globe qui se distingue profondément de toutes les autres au point de vue humain. Dans l'ordre de la puissance, et dans l'ordre de la connaissance précise, l'Europe pèse encore aujourd'hui beaucoup plus que le reste du monde. Je me trompe, ce n'est pas l'Europe qui l'emporte, c'est l'Esprit européen dont l'Amérique est une création formidable. Partout où l'Esprit européen domine, on voit apparaître le maximum de besoins, le maximum de travail, le maximum de capital, le maximum de rendement, le maximum d'ambition, le maximum de puissance, le maximum de modification de la nature extérieure, le maximum de relations et d'échanges. Cet ensemble de maxima est Europe, ou image de l'Europe.

D'autre part, les conditions de cette formation et de cette inégalité étonnante, tiennent évidemment à la qualité des individus, à la qualité moyenne de l'Homo

Europeus. Il est remarquable que l'homme d'Europe n'est pas défini par la race, ni par la langue, ni par les coutumes, mais par les désirs et par l'amplitude de la volonté".

L'idée d'une Europe unie ne date pas de notre siècle. Tour à tour chaque pays romain, anglais, français et plus récemment allemand, selon la puissance de ses armes et l'autorité de ses dirigeants, a tenté de la réaliser; mais c'était à chaque fois pour lui imposer son hégémonie. Voici qu'enfin dans la seconde moitié du XXème siècle l'Europe a commencé à se construire sur le seul principe qui puisse ne laisser de regrets à personne, celui de l'égalité. La notion de communauté a succédé à celle d'ensemble. Pour que naisse cette idée généreuse qui est à la base de l'entreprise, pour qu'elle puisse surtout faire son chemin, il aura fallu qu'enfin tous les peuples intéressés parviennent en même temps à un régime de démocratie interne. Voici bientôt deux siècles que les Etats d'Amérique du Nord se fédéraient dans une optique similaire, grâce à des garanties politiques que rien n'a depuis lors altérées.

Ce n'était sans doute pas suffisant en Europe. Tiré par quelques pionniers, l'attelage a vite été poussé par le vent de l'évolution économique. Le XIXème siècle a été le dernier de l'Europe, le XXème le premier du monde entier. En changeant de dimension l'économie mondiale imposait de changer la taille des protagonistes. Les lois de la concurrence obligent les unités économiques à être de taille similaire. L'impitoyable loi de l'efficacité contraint donc les Européens à constituer un ensemble de grande dimension.

La construction de l'Europe est la rencontre de la nécessité économique d'un ensemble et de l'idée généreuse d'une communauté. Et l'une de ses difficultés est que ces deux notions n'évoluent pas au même rythme dans les esprits. Pour la première fois dans l'histoire, l'Europe occidentale se trouve réduite à un rôle secondaire dans le domaine de la puissance. Ce qu'en 1930 on pouvait pressentir, était devenu en 1945 une brûlante et insoutenable réalité. L'idée d'intégration européenne est venue de cette réalité, et de cette réalité seule. Mais on a popularisé un nombre inouï de notions fausses, d'idées vagues d'inspiration purement sentimentale, de doctrines vénéneuses qui donnent aux principaux peuples européens, une sensibilité et une tournure de pensée typiquement féminines. La plupart des Européens raisonnent aujourd'hui d'après leurs nerfs, d'après les pleurnicheries provoquées par la grande presse et d'après ce qu'ils appellent leur "bonne conscience", c'est-à-dire d'après le lavage de cerveau qu'ils ont accepté et qui a remplacé leur conscience.

L'expérience gaulliste en France a eu cet avantage de montrer qu'il est faux que les peuples européens n'aient pas d'autre choix qu'entre la démocratie et la dictature communiste. Elle a fait apparaître une troisième forme de régime. Le régime sous lequel nous vivons actuellement n'est pas une démocratie. Il n'est pas non plus une dictature. Il a prouvé qu'on peut arriver à un système de pouvoir personnel tout en gardant les formes extérieures d'une démocratie. Il a montré également qu'un régime autoritaire pouvait être supportable pour les peuples modernes moyennant quelques précautions. Mais manque un fédérateur ! "Le Fédérateur" a failli jadis s'appeler Rome, Charlemagne, Napoléon. Qui peut-il être au XXème siècle, après Hitler ? En dehors du "Grand Monarque", annoncé par toutes les Prophéties, on ne voit encore personne. "L'unification, écrivait l'Européen Keyserling, ne réussira jamais que sous le règne de l'idée impériale et grâce à l'avènement d'un empereur plus grand que ceux qui apparurent durant toute l'ère chrétienne". Où est le candidat empereur ?

Par un affligeant paradoxe, les deux meilleurs agents d'unification seraient encore l'Américain et le Soviétique. Le premier grâce au refus désormais évident de continuer à assister militairement une Europe qui s'est suicidée deux fois en 14-18 et en 39-45 ("une guerre entre Européens, c'est une guerre civile", Lyautey). Quant au second, la crainte que son impérialisme inspirait aux pays demeurés fidèles à la liberté a été le plus puissant adjuvant aux travaux d'unification accomplis durant la guerre froide. Mais, depuis Gorbatchev, une propagande insidieuse, aidée par la jobardise de ceux qui veulent à tout prix se rassurer, n'a-t-elle pas convaincu l'opinion européenne que le bolchevisme ne constituait plus le péril qui rendait nécessaire l'union de toutes les résistances ? Ajoutez à cela le terrible recul qu'a représenté, sur la scène du monde, la démission d'une Europe pressée de "décoloniser" dans les

conditions les plus déplorables matériellement et les plus humiliantes moralement, et vous admettez qu'on puisse se demander si l'avenir de l'Europe n'est pas derrière elle.

Trois mille ans n'ont pas suffi à conférer l'unité au continent. Les princes de l'Eglise et du monde, les conquérants et les rêveurs y ont échoué. Les bureaux ne parviennent qu'à ébaucher des caricatures d'Europe. Les occasions perdues ne se retrouvent pas, surtout quand elles l'ont été sous forme d'abominables et inexpiables massacres. Dans l'état où elle est tombée il n'y a pas de plus grave péril pour l'Europe - libre - d'aujourd'hui que de s'imaginer qu'une poussière d'"indépendances" verbales et factices serait capable d'assurer son salut. L'union de ce qui lui reste de ressources - dans tous les domaines - est plus que jamais indispensable à sa survie. Il ne s'agit plus de savoir si cette réalité est plaisante : il faut l'accepter, car l'alternative ne souffre aucune échappatoire. Pour l'Europe, ce qui est véritablement en jeu, c'est le problème du pouvoir politique dans le monde.

*
* *
*

/... MAIS SACHEZ QU'UNE MALEDICTION PESE SUR LE FORT DEVENU FAIBLE /

- Le mot de décadence est entré dans les esprits, non plus comme un moyen de critiquer son temps, mais comme une sorte d'évidence diffuse. Disons-nous que la décadence n'apparaît plus à nos contemporains sous l'aspect d'un état répréhensible qu'il convient de conjurer, mais bien plutôt sous l'espèce d'une certitude devenue inéluctable à mesure que le progrès a tendu vers ce qu'on a appelé la croissance zéro ? En d'autres termes, nous ne sommes plus à même, semble-t-il, de porter un regard critique sur nous-mêmes et sur notre siècle. Les mœurs ? Le monde comme il va ? Bah, nous nous contentons de les supporter, laissant à quelques esprits érudits et non-conformistes la volonté de rappeler les Européens à la raison en analysant les causes de leur dégénérescence.

Première cause : l'Europe a exploré le monde entier puis sa dynamique s'arrêta d'elle-même quand ses explorations cessèrent faute d'espace. L'Europe devint prisonnière de ses conquêtes et de sa puissance, le déclin approchait et, à la grande surprise des colonisés eux-mêmes, vers les années soixante, elle évacua ses conquêtes pour se replier sur elle-même : ses habitants avaient perdu leur vitalité et leur dynamique interne. Notre continent qui avait radicalement changé la face et l'histoire de la terre, redevenait une simple entité géographique. Seconde cause : l'irruption de la tricherie et de l'hédonisme, fruits du socialisme et du marxisme "interprété" par les successeurs de Marx. Ces deux facteurs frappent tous les aspects de notre civilisation et de notre morale ; ils visent à déstabiliser nos consciences et à **culpabiliser les Européens** dont certains-trop nombreux- apportent un sombre acharnement à leur autodestruction.

Ne nous laissons pas faire. Les peuples que nos ancêtres ont colonisés n'étaient pas les bons sauvages de Rousseau et de ses actuels prosélytes. Ils ne présenteront jamais des modèles d'innocence, de bonté et de vertu. Quoi qu'ils en disent (et leurs amis européens avec eux), nos ancêtres leur ont apporté l'ordre, la paix, l'hygiène. L'esclavagisme ne fut jamais la prérogative des Blancs et il faut se souvenir que ce sont les Blancs qui y mirent fin. Certes, la colonisation connut des bavures et des erreurs, comme toute entreprise humaine, d'autant plus - l'histoire est là pour le prouver - qu'il n'y eut jamais de plan d'ensemble et concerté de cette gigantesque entreprise. Elles ne justifient pas, cependant, le concert de réprobations et d'insultes des "progressistes". Les génocides perpétrés en Afrique et en Asie, ils les attribuent aux tardives séquelles de la colonisation, ce qui relève du déterminisme frelaté et de l'abus de confiance. Les anciens colonisés ont adapté les apparences de nos institutions, ils profitent encore maintenant de notre aide mais la plupart du temps, pour couvrir leurs erreurs et leurs crimes, ils ne peuvent s'empêcher de nous crier leurs rancunes et leur haine. Les "progressistes" nous couvrent la tête de cendres et voudraient nous faire agenouiller devant leur mur des lamentations. Une partie du clergé se joint à eux. C'est ainsi que les Européens se retrouvent coupables

pour services rendus.

- Oublions les divisions conventionnelles de l'histoire. Jusqu'à son entrée en décadence, l'Europe vivait à l'heure de la Renaissance. Par leurs découvertes géographiques, les Européens avaient appréhendé la notion de fini, donc de mesure. L'homme de la Renaissance en a tiré des conclusions qui menèrent au raisonnement critique. Ainsi naquit, en Europe et nulle part ailleurs, l'esprit scientifique, père des sciences et de l'histoire (ailleurs, régnaient la magie, l'empirisme et les annales), des arts et du droit international. Ne serait-ce que pour financer les expéditions et le commerce des "épices", l'Europe inventa le capitalisme. Lui seul a permis le prodigieux développement des sciences, des arts et du bien-être des hommes, dont le monde entier, grâce aux Européens, a profité. Les fruits du capitalisme, son moteur et ses résultats ont continuellement obligé ce phénomène à se remettre en question, à rechercher des solutions qui, à leur tour, posaient de nouveaux problèmes : de là, venait la dynamique de ce système économique. Mais en encourageant l'esprit critique et en provoquant la triste condition ouvrière du XIXe siècle, le capitalisme a fait surgir une face différente de ses activités : le socialisme, doctrine sociale, par opposition à l'autre face, le libéralisme, doctrine économique. Marx espérait dans le triomphe de ses idées, celui d'un capitalisme d'Etat : on peut donc croire légitimement que la disparition de l'un entraînera celle de l'autre.

L'idéologie représente une forme de la pensée seconde. Celle-ci, la "pensée de la pensée", est un retour de notre pensée sur elle-même pour se vérifier et se corriger. L'esprit critique, s'y combinant, donne naissance à ce concept frelaté. Frelaté parce qu'elle déshonore notre philosophie. Elle utilise des généralisations hâtives, non-contrôlées et souvent incontrôlables. Elle aboutit ainsi à des abstractions qui ne tiennent pas compte des réalités; sa polémique recrée des situations mais pour les déformer et les vilipender tout en exaltant d'autres, souvent moins honorables. Ainsi, le socialisme, doctrine sociale sans prise sur les réalités économiques, s'en prend-il, par le biais de l'idéologie, au capitalisme pour lui prêter des intentions cachées qui ne furent pas ou très rarement celles des entrepreneurs capitalistes. Ses discours restent toujours dans le vague et le confus : communisme contre capitalisme, sans définir clairement l'un et l'autre. Elle est manichéiste : d'un côté, les bons, de l'autre, les mauvais. En fait, en remettant en cause les faits historiques selon sa mode, l'idéologie donne l'impression de faire comparaître notre passé devant un juge qui a décidé par avance la sentence de mort. Le socialisme, doctrine sociale, ne peut résoudre les contradictions (réelles) du capitalisme puisqu'il est issu de celui-ci. Comme la vie est faite de contradictions, disons simplement que l'on ne résout pas les problèmes de la médecine par la peinture ou ceux de l'économie par des chansonnettes. Pourquoi l'homme de la Renaissance a-t-il accompli tant de grandes choses ? (Et, rappelons-le, dans le désordre, sans plan prémédité, à preuve les conflits entre frères européens). La sociologie n'en connaît aucune réponse. Pourquoi le fils d'un inconnu nommé Einstein ou Pascal est-il devenu le grand Einstein ou le grand Pascal ? Pourquoi pas Dupont ou Muller ? Seule, la biologie pourrait peut-être répondre sans haine et sans préméditation.

- Les errements de l'idéologie socialiste dans l'interprétation du passé se répètent dans les évaluations du présent et, à plus forte raison, dans les hypothèses sur le futur. Malheureusement, quand un organisme se sent fatigué, il se défend de plus en plus mal contre les agressions extérieures. On peut mourir d'un rhume. L'Europe dégénère sous les coups de l'idéologie. Ils frappent tous les aspects de sa civilisation. La pédagogie d'abord. Le laxisme s'est introduit à tous les niveaux de l'instruction. Le maître devient un guide prudent, trop prudent; les universités ont cessé de faire rayonner la culture pour se transformer en centres d'agitation permanente. Le langage se déglingue, il a perdu non seulement sa pureté au bénéfice de l'hexagonal et du franglais mais sa précision puisqu'il sert à véhiculer une idéologie dont les concepts, à force de s'éloigner des réalités et des faits, se caractérisent par le flou, la brume et l'imprécision. Le terrorisme intellectuel empêche les rares esprits restés clairs et lucides de faire entendre la voix du bon sens. Mais en plus, il impose des changements de sens aux mots et ouvre la porte à la facilité à la tricherie et à l'hédonisme. La fidélité à la parole est devenu l'exception, l'in-

fidélité, la règle. Un prêtre défroqué a dit, dans une conférence de presse, que les circonstances avaient changé et qu'il se sentait donc délié de son engagement : facilité et hédonisme. Les Européens refusent l'effort (souvenez-vous : "plutôt rouge que mort"). Le but a changé : la jouissance d'abord. Dans ces conditions, l'Europe s'est inscrite elle-même sur la liste des pays en voie de sous-développement.

On a eu tort de lier l'évolution de la religion à celle de l'Europe. Le christianisme naissant a détruit Rome par l'intérieur. Il avait profité de l'empire romain et de son organisation pour s'imposer en Europe. Les missionnaires ont suivi les colonisateurs : à leur tour, ils profitaient des conquêtes de la Renaissance et nous n'avons pas à juger l'ensemble de leur oeuvre. Dans sa totalité, il fut bénéfique pour les colonisés. Mais il serait faux d'écrire que le christianisme disparaîtra avec la civilisation européenne. Peut-être même risque-t-il, surtout depuis son retour aux sources, de jouer le même diluant qu'il a joué à Rome. Vatican II, par exemple, a détruit les oeuvres du concile de Latran et la permissivité a gagné le dogme et le clergé.

Les effets néfastes de l'hédonisme, de la facilité et du laisser-aller général proviennent de l'esprit critique des Européens, usés par leurs conquêtes, qui avaient pourtant mis le monde à l'heure européenne. L'idéologie de gauche a profité diaboliquement des caractéristiques de notre pensée pour l'amener à s'autodétruire. Nous essayons maintenant de faire l'Europe sans même nous rendre compte qu'une fois de plus, depuis le début de la décadence, nous ne savons même plus calculer la proportionnalité du but et des moyens, méthode capitaliste à proscrire, bien entendu. Nous tentons de faire une Europe de petits épiciers; nos hommes politiques se querellent sur le prix des vins et des légumes. Et s'ils arrivaient, par ces pénibles méthodes, à faire l'Europe, leur union n'existerait que pour se défendre contre les autres continents, jadis colonies. Le droit international, construction des Européens, se voit régulièrement bafoué et ridiculisé par ceux-là mêmes qui n'hésitent pas à le brandir quand l'Europe cherche à défendre ses droits. Et il se trouve des Européens pour affirmer que les criminels ont raison, que les Européens doivent maintenant payer des siècles d'exactions ! Il suffit de se trouver dans le "bon camp". L'adage vaut par sa cruauté et sa vérité : malheur au fort devenu faible.

Alors, où allons-nous ? Vers la mutation totale de l'Europe et de sa civilisation en autre chose, que nos connaissances permettent peu de prévoir. Impossible même d'affirmer que la civilisation de la Renaissance, qui éclaira le monde, se reconstruira sous une forme différente dans les limites de cette entité géographique nommée l'Europe.

Nous pouvons encore sauver notre futur mais il faudra se battre car il y a une sensibilité de la décadence et celle-ci, la décadence, informe nos actes les plus quotidiens. Dire "Bof" ou "A quoi bon" ? c'est accepter l'idée de décadence. Et c'est l'accepter parce que la crainte nous a quittés. La crainte de toute sanction s'entend, à commencer par la sanction divine pour ceux qui n'ont pas su faire fructifier leurs talents. Par là, tels des Romains, nous entrons dans un temps où, coupés des Dieux et de leurs arrêts, nous nous laissons glisser comme des rats morts au fil des événements. Ne nous y trompons pas : Rome n'est pas morte autrement que d'un formidable "A quoi bon ?" qui n'arrête pas de retentir au tréfonds de nous et c'est par là, finalement que, plaçant le présent sous l'exacte lumière du passé, Rome reste le meilleur exemple de toutes les décadences.

*
* *
*

/ LE "GRAND MARCHE DE 1993" : QUELLE EUROPE ? /

- Si l'"Europe sans frontières" du 1er janvier 1993 devait conférer à notre continent la puissance potentielle qui est la sienne, qui ne célébrerait pas l'événement avec joie ? Mais il y aurait au contraire tout lieu de craindre si l'opération devait aboutir à faire, de l'Europe Occidentale, un terrain de chasse pour les grands groupes financiers internationaux. Dans le premier cas, on pourrait espérer qu'un jour prochain, l'Europe puisse recouvrer, sur la base d'une

indépendance économique, son indépendance politique et militaire : pour tout pays - à notre époque de super-puissances, pour notre continent-il n'existe que deux solutions, pas trois, deux : ou bien une indépendance réelle ou bien une colonisation de fait. Il est à craindre, hélas, que "l'Europe de 1993" soit d'abord celle des grands prédateurs financiers. La récente O.P.A. de Carlo de Benedetti sur la Société Générale de Belgique en aura été un signe. Le "condottier" italien, comme l'appelait une presse toujours prompte à voir, dans de banals coureurs cyclistes, des "géants de la route", avait obtenu de tout un conglomérat financier une ligne de crédit dépassant le milliard de dollars et il ne se gênait pas pour expliquer que cette opération s'inscrivait dans la perspective de l'Europe de 1993. L'affollement du gouverneur et de la direction du puissant holding belge démontre combien des groupes nationaux européens peuvent se trouver désarçonnés et désarmés face aux offensives de "raiders" internationaux. Ces derniers auront dès lors non seulement chasse ouverte mais chasse gardée en Europe.

- Ce grand marché européen de 1993 est né de "l'acte unique" lancé par le député italien Alfiero Spinelli en juin 1985. Il préconisait, pour rendre une vigueur au Marché commun, abâtardi par les politiciens, la libre circulation des biens, des personnes, des services, etc, au sein de la Communauté et il fixait une échéance pour cette réalisation : fin 1992. On conçoit sans peine qu'il s'agit là d'une opération difficile en raison de la disparité existant entre les Douze. Quel commun diviseur économique peut-on trouver entre un Allemand riche et un Portugais ou un Grec pauvres ? Comment harmoniser les fiscalités ? Comment aboutir à un équilibre des prix de vente ? A une équivalence des monnaies ? A une égalité de diplômes qui, d'évidence, n'ont pas la même valeur ? A une cohabitation complète des pays du Nord de l'Europe et de ceux du Sud sans pénaliser les premiers parce qu'ils travaillent plus et mieux et sans récompenser la "combinazione" où les seconds sont passés maîtres ? Ce sont là -et nous ne pouvons les citer tous- des problèmes qui ne seront pas résolus pour la fin 1992 pour la simple raison qu'ils seront toujours insolubles, par la plupart, à cette date. Par contre, fin 1992, l'Europe des "banquiers", c'est-à-dire des grands groupes financiers internationaux, sera, elle, en place et ces groupes entendent bien ne plus se heurter à des restrictions nationales gênantes. L'affaire de Benedetti - Société Générale devait d'ailleurs servir à tester la capacité de résistance belge. Aussi, tandis que les hommes politiques multiplient les belles phrases, creuses comme toujours, sur l'Europe de 1993, tandis que les fonctionnaires européens de Bruxelles planchent sur le casse-tête de l'harmonisation des règlements administratifs, la seule Europe qui sera en pleine voie de réalisation fin 1992 sera celle de la finance. Il existe, à Bruxelles, un organisme, en fait, beaucoup plus important que l'administration eurocratique du Berlaymont. C'est la **Table Ronde des Industriels européens**. Infiniment plus discret que la bureaucratie européenne, cet organisme groupe les plus grands patrons européens, de Volvo à Daimler Benz, de Fiat à Philips, de Nestlé à Siemens, etc. Il veille à ce que l'immense bureaucratie chapeautée par Jacques Delors prenne des décisions dans le sens qui lui convient.

- Ce ne serait pas un mal en soi. Au contraire, que des industriels européens se réunissent et s'unissent pour faire face avec succès à la puissance économique américaine et à l'agressivité économique japonaise, il n'y aurait lieu que de s'en réjouir.

Mais, ces super-industriels européens ou bien dépendent de groupes financiers internationaux ou bien leur sont liés. Il ne leur est donc pas possible, à supposer qu'ils le veuillent, de faire une politique européenne, c'est-à-dire conçue dans l'intérêt de l'Europe, mais ils doivent, sur le terrain européen, appliquer une politique dans le sens des intérêts d'une oligarchie mondiale. On ne voit pas comment cette oligarchie pourrait manquer son coup. Elle dispose d'un appareil soigneusement étudié et organisé. Parmi les hommes politiques mis en place pour réaliser ses buts (quel gouvernant européen important n'en est pas ?), elle dispose d'hommes de confiance au premier plan desquels on rencontre un Raymond Barre, un Giscard d'Estaing qui, avec son ami Helmut Schmidt, a créé un Comité pour l'Union monétaire, etc. Le mouvement essentiel réside dans une **superconcentration financière**. Ce sont des **mégabankes** qui règneront sur l'Europe, les établissements financiers de moyenne importance ayant été ou éliminés ou absorbés (Cela signifie que plus une seule entreprise,

P.M.E. notamment, n'aura de recours hors de leurs diktats). On compte, par exemple, parmi les géants, les Assicurazioni Generali, dont le Vice-Président est Camillo de Benedetti, cousin du Carlo de Benedetti qui tenta de contrôler la Société Générale. Raymond Barre siège au conseil de la Generali en compagnie d'Elie de Rothschild, d'Antoine Bernheim et de Lazard Frères, une banque que l'on retrouve à tous les carrefours européens et internationaux. On pourrait opérer une constatation du même genre pour d'autres grands groupes financiers qui préparent le contrôle du continent. Nous ne disposons pas de la place pour le faire, et, d'ailleurs, hors d'une publication spécialisée cette analyse deviendrait vite fastidieuse. Qu'il nous suffise donc de dégager une orientation fondamentale qui se répète partout. Tous ces groupes se trouvent, d'une manière ou de l'autre, reliés à la Trilatérale de David Rockefeller dont Raymond Barre est, ainsi que nous l'avons déjà démontré, un des fleurons européens. Dans le sillage des "raiders" financiers, se profilent d'autres "raiders" internationaux dans divers domaines comme, par exemple, un Robert Maxwell pour ce qui concerne les médias.

*

* *

- Il ne fait aucun doute que ces groupes disposent d'une capacité de bonne gestion, et même d'excellente gestion, mais la vraie question est de savoir au profit de qui ? Elle sera certes mise au service de l'oligarchie internationale et non de la population européenne. Au début de 1988, Van Der Klugt, le grand patron de Philips, numéro un de l'électronique en Europe, en a d'ailleurs donné une idée quand il a annoncé qu'il procéderait à 20 000 suppressions d'emplois et à la fermeture de 70 de ses 170 usines européennes, pour transférer une partie de sa production dans des pays à la main-d'oeuvre à bon marché. Aussi, quand les politiciens évoquent l'Europe de 1993 comme un moyen de combattre le chômage, on peut considérer qu'ou bien ils ne savent pas de quoi ils parlent ou bien qu'ils ont pour rôle de tromper leur monde. Pourtant, à peu près au moment où son grand patron hollandais faisait cette déclaration, Thierry Meyer P.D.G. de Philips-France, mettait le Marché commun en garde contre les importations d'Extrême-Orient (il le connaît bien, il a été président de Philips à Hong-Kong pendant quatre ans) et il préconisait, au niveau européen, l'augmentation des droits de douane sur les produits étrangers à l'Europe ainsi que l'établissement de quotas. Il est évident que les conceptions de M. Meyer sont vraiment européennes et déboucheraient sur une nouvelle prospérité de notre continent mais il est à craindre que ce soient celles de M. Van Der Klugt qui traduisent la réalité. Ces superconcentrations capitalistes peuvent produire le plein effet voulu par leurs entrepreneurs que si elles s'accompagnent de la création d'une monnaie européenne unique. C'est une tâche à laquelle un Valéry Giscard d'Estaing voudrait associer son nom. Cette monnaie irait de pair avec une banque centrale européenne, dont la politique échapperait, comme celle de Réserve Fédérale américaine, au contrôle des Etats. Cela signifierait en fait que l'électeur européen, qui n'a déjà pas grand-chose à dire aujourd'hui, n'aurait vraiment plus rien à dire du tout puisque les parlements et les gouvernements pour lesquels il voterait se verraient enlever toute autorité réelle au profit d'une oligarchie internationale dont il ne connaîtrait même pas les vrais patrons. Quand il entretrait dans un bureau de vote, autant qu'il passe son temps à jouer au monopoly avec des amis.

- Sur ce terrain, on ne voit guère qu'une seule résistance sérieuse se pointer à l'horizon : celle de Margaret Thatcher. Elle a évidemment compris tout de suite qu'une monnaie unique et une banque centrale européenne signifieraient la fin de la souveraineté des Etats et son transfert dans les mains d'une société anonyme. D'autres chefs d'Etats européens l'ont certes aussi compris mais ils choisissent, eux, de suivre le courant. Elle a décidé, Margaret Thatcher, de résister au courant car elle n'admet pas que des inconnus prétendent lui donner des directives dans ses affaires. Elle a exprimé cela avec le bon-sens qui la caractérise en affirmant qu'une ménagère n'aime pas qu'on vienne mettre son nez dans sa cuisine et, passant du quotidien banal à la solennité nationale, elle a ajouté que la banque centrale européenne ne verrait le jour qu'"avec la disparition de la Chambre des Communes". Et comme, pour elle, la Chambre des Communes est un peu une institution aussi sacrée que le Pape pour les catholiques... Peut-être empêchera-t-elle ainsi l'Europe économique des banques de

devenir une Europe politique de la finance internationale. Cette Europe politique n'aurait en effet d'autre rôle que de servir d'outil de production à la disposition du régime soviétique, le travail étant effectué par la base européenne dans de plus ou moins bonnes conditions et les bénéfices de l'opération étant engrangés au sommet. C'est ce que l'on appelle, en termes clairs, un continent soumis au colonialisme avec tous les désagréments que cela comporte pour les colonisés. Si Dukakis avait été élu à la Maison Blanche en novembre dernier, les troupes américaines stationnées en Europe auraient regagné les Etats-Unis dans un délai assez bref. Avec l'élection de George Bush, elles y mettront plus de temps mais elles partiront tout de même. Le Président du S.P.D. ouest-allemand (parti socialiste), Vogel, l'a confirmé à Helmut Kohl à son retour des Etats-Unis où il avait eu des entretiens avec Ronald Reagan et George Shultz, son secrétaire d'Etat. C'est ce que voulait dire Carlo de Benedetti, à qui on ne peut reprocher son manque de franchise, bien qu'elle fût exprimée en termes diplomatiques, quand il préconisa la création d'un "plan Marshall en faveur des pays de l'Est".

*

* *

- Dans son éditorial du 29 mars 1988, (non signé), un journaliste du "Monde" trouve évidemment cette proposition très pertinente : "elle pourrait donner un grand souffle à cette Europe...". Et de rappeler que le premier plan Marshall tendait à reconstruire l'économie européenne détruite par la guerre. Mais Staline refusa pour mieux asservir l'Europe centrale.

"Pourquoi, poursuit le rédacteur, les Européens ne se donneraient-ils pas comme tâche de détruire ce que Staline a fait, de réintégrer leurs frères de l'Est dans une Europe à laquelle ils appartiennent historiquement et culturellement, et dont ils n'ont été coupés que par la force...".

Contrairement à bien des lecteurs du Monde, nos lecteurs savent que ces propositions n'ont rien de bien nouveau. Dès avant la guerre, des projets pan-européens avaient été lancés ; De Gaulle parlait de l'Europe de l'Atlantique à l'Oural; et c'est de fait le programme officiel de la Trilatérale depuis au moins six ans. Le plus intéressant c'est de voir que l'idée, très rarement évoquée jusqu'alors dans la "grande" presse, est reprise dans la vitrine du prêt-à-penser de la bourgeoisie gauchisante. Au moment même où Gorbatchev lui-même dans son livre écrivait : "l'Europe est notre maison commune... ce n'est qu'ensemble, collectivement, et en suivant les normes sensées de la coexistence que les Européens pourront sauver leur maison, la protéger...".

L'objectif à court terme est la neutralisation de l'Europe. Les Américains cherchent comment se débarrasser de l'énorme charge qu'est la défense de l'Europe et les Européens refusent les sacrifices qu'exige une vraie défense moderne. Les Soviétiques le savent. Ils savent aussi qu'en faisant "le geste" de la réunification de l'Allemagne, mais d'une Allemagne finlandisée, ils accéléreraient le départ américain.

Dans le "Figaro-Magazine" du 30 avril dernier M. Jimmy Goldsmith s'est inquiété de cette menace et en a tiré les conséquences évidentes. Le financier international -peut-être par dépit de voir ses concurrents dans les petits papiers des Soviétiques ? - dénonce le projet d'un protectorat soviétique sur une Europe neutralisée. Les capitalistes mondialistes se frottent les mains en pensant au marché de 780 millions d'hommes "partageant l'héritage commun". Ce serait la solution, crient-ils, au chômage occidental. M. Goldsmith explique dans le magazine de luxe de M. Hersant, le plan mondialiste : avec une Amérique protectionniste, qui aurait créé avec le Canada et le Mexique un marché commun américain, avec un Japon promis à la domination économique et militaire de l'Asie et du Pacifique, avec une "vache à lait" européenne sous "protectorat" soviétique, les cartes seraient durablement redistribuées. Au détriment des Européens. Il est exact que le rapprochement économique avec l'URSS s'accélère. Régulièrement notre confrère (1) "Lectures Françaises" signale les principaux accords, participations et "joint ventures" passés entre les sociétés capitalistes et les autorités soviétiques. Depuis deux ans, les séminaires de formation se multiplient à

(1) LECTURES FRANCAISES : Chiré-en-Montreuil 86190 VOUILLE

Moscou, Léninegrad, Paris, Milan, Londres... pour former les cadres communistes de l'Europe de l'Est aux techniques et lois occidentales, pour leur faire gérer les circuits commerciaux selon les normes des ex-"vipères lubriques". Les banques de l'Europe se bousculent pour prêter de l'argent aux soviétiques, et leur dernier emprunt lancé en Suisse a été un "succès" ! Par des intermédiaires transparents, l'URSS intervient dans les bourses occidentales, en s'intéressant tour à tour aux banques, aux produits spéculatifs, aux matières premières. Ce que l'Union soviétique ne peut fabriquer, elle le dérobe, et encore avec la complicité active des entreprises occidentales !

* *

- L'Europe du 1er janvier 1993 devient donc pour les Américains une autre perestroïka : gigantesque mutation culturelle historique qui inspire autant de curiosité que d'appréhension comme si soudain le plus grand marché du globe, celui du vieux monde, devenait une nouvelle inconnue. L'argument qui fleurit actuellement à Washington assure que l'abaissement des barrières douanières à l'intérieur de la Communauté européenne, en augmentant les flux de biens et de services internes au marché commun, aura en réalité un effet discriminatoire à l'encontre des entreprises américaines et japonaises sur lesquelles les barrières douanières et les obstacles non tarifaires demeureront.

L'aspect commercial de la nouvelle politique européenne sera au centre des préoccupations américaines, ce qui porte à penser que l'approche la plus conflictuelle ne pourra être évitée, tout au moins dans un premier temps.

Cette évolution est d'autant plus délicate qu'elle coïncide avec le développement du débat sur le partage des coûts de la défense de l'Europe, qui s'annonce fortement critique. Déjà le Sénat a voté en août, en attendant mieux, un plafonnement pour 1989 des dépenses de fonctionnement des troupes américaines à l'étranger au niveau de 1988. La combinaison du dossier de la défense avec celui de la politique commerciale tend à exacerber les frustrations américaines vis-à-vis d'une Europe dont la politique agricole commune est considérée comme "déloyale", les dépenses de sécurité insuffisantes, et la solidarité sur de nombreux sujets minimale, la République fédérale ne se distinguant même plus du lot sur ce dernier point.

Un nationalisme européen exacerbé inquiéterait d'abord le Japon qui, faute de pouvoir conduire réellement un ensemble régional puisque ses voisins se méfient de lui, se rapprocherait encore des Etats-Unis. Dans une telle perspective, l'Europe n'aurait d'autre choix que de se rapprocher des pays du Comecon, ce qui n'est probablement pas ce que les pays de l'Est, à la recherche d'un peu d'oxygène libéral espèrent d'elle.

- L'Europe de l'Atlantique à l'Oural tant désirée par M. Roland Dumas, est celle que veulent les socialistes ouest-allemands, les Verts, les socialistes est-allemands, et les libéraux allemands, M. Genscher à leur tête ... (un ami justement du ministre des Affaires Etrangères français), l'ex-chancelier autrichien Kreisky, etc... Les barristes dans notre pays approuvent cette orientation !

La "reconnaissance diplomatique", le 25 juin 1988, des Etats du Comecon par la Communauté Economique Européenne peut-elle avoir des conséquences sur la sécurité de l'Ouest puisqu'impliquant une circulation d'Est en Ouest, sans contrôle, pour les dirigeants et cadres des industries et commerces étatisés (donc communistes) de l'Est ? M. Charles Pasqua, entre autres, le craint. Il estime que "cette reconnaissance implique un afflux considérable et difficilement contrôlable des missions de l'Est, dont les personnels s'ajouteront à ceux, déjà pléthoriques, qui sous couvert "diplomatique" sont en poste en France et au sein de la CEE, et agissent pour d'autres objectifs que commerciaux ou diplomatiques !...".

Près de 750 "diplomates" ou missionnaires de l'Est, rien qu'à Paris, sur près de 2 000 sont déjà là en permanence. Désormais des centaines d'autres vont circuler ici comme chez eux, pour faciliter la politique "européenne" désirée par le gouvernement français et ses amis socialistes de la CEE. Gorbatchev, au secours ! Faisons vite ensemble l'Europe, pour y noyer l'anti-communisme !

* *

/ L'EUROPE DU 1er JANVIER 1993 ? OUI, MAIS.../

- En réalité les objectifs des Etats-Unis et ceux de l'Europe sont similaires. Pour l'Europe, qui ne souhaite pas être reléguée au rôle de déversoir des surplus commerciaux nippon-américains, il s'agit de n'être "ni une passoire ni un bouclier", selon les termes du président de la commission de Bruxelles, Jacques Delors. Pour l'Amérique, il s'agit de faire pression sur ses partenaires pour éviter que son marché reste le lieu géométrique des ambitions exportatrices du monde entier, tandis que les autres pays se protégeraient des produits et capitaux américains. Le bon sens reprenant le dessus, il apparaîtra bientôt que, comme le dit l'un des dirigeants d'ATT, "tous comptes faits il est préférable d'avoir une forteresse Europe plutôt que douze forteresses européennes".

Mais cette évidence est difficile à digérer alors que l'intégration européenne doit se faire en même temps que les grands ajustements mondiaux destinés à rééquilibrer le déficit du commerce américain. L'Europe nouvelle est trop préoccupée de ses propres difficultés internes pour se rendre déjà compte des obligations qui sont aussi les siennes vis-à-vis de l'extérieur, en particulier dans le domaine de la communication. Pourtant la rapidité de l'évolution contemporaine est telle que cette Europe, alors qu'elle n'est pas encore constituée, est déjà virtuellement dépassée : l'affrontement des blocs régionaux n'étant pas un choix raisonnable, la mondialisation commerciale impose à tous des sacrifices et un dynamisme allant au-delà même des nécessités immédiates de l'union européenne.

- A maints égards, ces sacrifices restent pour beaucoup inacceptables. "Le mieux est l'ennemi du bien" : en politique, ce qui est excessif se retourne contre l'intention. La volonté de M. Delors et de la Commission économique européenne, d'abolir les frontières fiscales au 1er janvier 1993, risque de provoquer l'éclatement de la Communauté européenne, car le rapprochement des taux de TVA aggraverait le déséquilibre entre les économies, notamment de la France et de l'Allemagne.

Margaret Thatcher a révolté le "Landerneau bruxellois" dans sa conférence, à Bruges, le 20 septembre, devant le Collège de l'Europe : -"Nous n'avons pas refoulé l'étatisme en Grande-Bretagne pour reconstituer un super-étatisme en Europe, a-t-elle dit, pour nous soumettre à une bureaucratie encore plus anonyme, pour sacrifier les intérêts essentiels du peuple anglais". Cela pose deux questions : Margaret Thatcher est-elle assurée de représenter de façon durable le Royaume-Uni ? La Communauté européenne, le cas échéant, pourrait-elle se passer de la Grande-Bretagne et se réduire à onze ?

Elue en juin 1979, réélue deux fois, Margaret Thatcher, après neuf ans déjà, a encore devant elle un mandat de quatre ans. Mais surtout les intentions de vote en faveur de son parti, c'est-à-dire d'elle-même, sont maintenant de 50 %, tandis que l'opposition travailliste est à 34 et l'Alliance à 16, répartis entre 9 pour les libéraux et 7 pour les sociaux-démocrates. De tels chiffres promettent une troisième réélection en 1993, pour six années de plus. Sauf "décret divin", comme le dit François Mitterrand en parlant de lui-même, Margaret Thatcher peut donc tabler sur dix ans devant elle. Jusqu'en 1999 ! Le plus long ministère de l'histoire d'Angleterre ! Son gouvernement a la durée pour lui.

L'Europe sans la Grande-Bretagne ? La réponse est dans une autre question : les petits pays, Danemark, Hollande, Belgique, Luxembourg notamment, accepteraient-ils de se soumettre à une dyarchie franco-allemande, où la prépondérance économique serait allemande ? Ce sont eux, soutenus par les Allemands, qui exigeaient entre 1962 et 1972, contre le général De Gaulle, l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun. A l'époque, ils menaçaient la France de la laisser sur le côté de la route si elle persistait dans son veto. Ironie : c'est l'Anglaise qui, aujourd'hui, parle comme De Gaulle. Ce dernier se moquait de "l'Europe du volapük", à sa conférence de presse du 15 mai 1962. A Madrid, le 24 septembre dernier, Margaret Thatcher se moquait de même du "jargon de Bruxelles".

Sa préoccupation : l'Europe de la Défense.

Margaret Thatcher s'attend que l'administration américaine, élue le 8 novembre, remette en question la présence militaire américaine en Europe, sous l'influence du sénateur Sam Nunn.

Nunn est le président de la Commission des Forces armées du Sénat des Etats-Unis. C'est une puissance. Il dit que l'Amérique dépense cent milliards de dollars, soit le tiers de son budget militaire (lequel absorbe 7 % du PNB américain), pour entretenir ses forces en Europe. Alors que les Etats européens, membres de l'OTAN, ne consacrent à leur propre défense qu'un total de cent trente milliards de dollars. Margaret Thatcher sait l'influence du sénateur Nunn.

*
* *
*

- C'est Michel Rocard qui a le plus clairement expliqué, pourquoi le rééquilibrage des échanges entre pays européens, notamment entre la France et l'Allemagne, devait précéder l'harmonisation des taux de TVA, faute de quoi celle-ci accentuerait les déséquilibres et provoquerait l'éclatement.

Il l'a fait dans un entretien à "l'Expansion", publié le 9 septembre dernier.

L'abaissement du taux de la TVA française de 18,6 % au taux allemand de 14 provoquerait une moins-value fiscale de cent milliards. Les impôts sur le patrimoine en France absorbent 2,1 % du PIB, en Allemagne 1,1 %, l'alignement provoquerait une moins-value fiscale de soixante milliards. L'addition de ces deux moins-values au déficit budgétaire prévu pour 1989, de cent milliards, porterait le déficit de l'Etat à plus de 250 milliards. Citant des chiffres d'ailleurs plus bas, "l'Expansion" lui demandait : "Comment faites-vous ?"

- Ma réponse est claire, répondit Rocard : je ne fais pas... la seule vraie urgence est la fiscalité de l'épargne..."

Le propos de Michel Rocard se résume : "Il y a une intolérance croissante et justifiée de l'opinion à l'égard de l'impôt direct... Alors qu'est-ce qui reste ? L'impôt indirect. C'est un risque lourd de la part de la Communauté de nous avoir entraînés sur la voie qui consiste à tarir la seule ressource fiscale significative de l'avenir".

Les impôts indirects, en effet : TVA, droits sur les alcools, le tabac, etc. taxe sur les produits pétroliers, rapporteront, selon le projet de loi de finance de 1989, sept cent vingt-six milliards.

Il faut choisir.

Bref, s'il n'y avait pas harmonisation préalable des fiscalités sur l'épargne, c'est-à-dire sur le revenu du capital, il faudrait s'attendre à un exode de capitaux français. Il y a quelque mille milliards entre les mains de personnes privées qui pourraient du jour au lendemain, après le 1er janvier 1993, en vertu de l'Acte unique européen, se déplacer vers les pays à fiscalité plus favorable : Allemagne, Pays-Bas, Luxembourg, Grande-Bretagne, par comparaison avec la France.

*
* *
*

- La France devra-t-elle aussi refondre sa politique d'immigration sous la pression de la Commission de Bruxelles, pour faire en sorte que la "liberté de circulation et d'établissement" prévue le 1er janvier 1993, n'ait pas pour conséquence la perte de certains droits politiques ?

Mais l'octroi du droit de vote aux étrangers serait en contradiction avec notre Constitution qui désigne comme électeurs "les seuls nationaux français". Faut-il qu'une directive de Bruxelles domine même la Constitution de l'Etat. Si oui, le gouvernement devra dès avant 1992 : accorder le droit de vote aux immigrés pour les élections locales ; faire bénéficier tous ceux qui sont en situation régulière du futur "revenu minimum d'insertion" ; renoncer à tout droit de regard sur les flux de population attirés par de telles largesses et -ce qui est un comble- verser des allocations familiales aux familles d'immigrés restées dans leur pays !

Par la confusion qu'il introduit volontairement entre Européens et non Européens, le rapport Marínaro nous propose une politique de peuplement de l'Europe par des populations étrangères ! Quand les immigrés européens voteront, la pression des étrangers extra-communautaires sera telle que les gouvernements seront forcés d'abandonner toute discrimination. Qu'ils tentent de résister, et la Cour de Luxembourg ne manquera pas d'intervenir au nom de la nécessaire égalité issue des droits

de l'homme. Sous prétexte de construire une "Europe ouverte", certains idéologues menacent de ruiner ses mécaniques de solidarité, et de mettre en péril, demain, la paix civile de la Communauté...

*

* *

- La décision, acquise, d'instaurer la libre circulation des capitaux dès juillet 1990 va précipiter des effets déstabilisateurs. Ou bien les responsables nationaux y répondent par des réformes, fiscales notamment, draconiennes, ou bien ils devront, sous la contrainte des faits, se soumettre à de nouveaux abandons de souveraineté afin de trouver des parades européennes. Le jour où les contrôles seront abolis, les mouvements de capitaux au sein de la Communauté soumettront le système monétaire européen (SME) à des tensions insupportables qui entraîneront une divergence accrue des taux d'intérêt au détriment des économies déjà les moins compétitives.

L'acte unique européen est né d'une manoeuvre des eurocrates, aussi simple et révolutionnaire que l'oeuf de Christophe Colomb. Puisque les tentatives d'harmonisation préalable des réglementations nationales pour aboutir à un marché unique ont échoué pendant vingt ans, ils ont convaincu les représentants nationaux de renverser l'ordre des facteurs : d'abord, créer les règles de fonctionnement du marché unique, puis laisser leurs effets s'imposer aux nationaux des pays membres, bien obligés alors de s'adapter à l'inévitable.

Le dynamisme économique peut, après tout, en être stimulé. Mais l'étape suivante entraînera des mouvements de population. Les gouvernements nationaux ne pourront plus, en cas de crise locale, restaurer leur compétitivité par des réajustements de change. Les salariés seront alors obligés d'accepter une réduction de leur rémunération ou l'émigration vers des régions plus prospères de la Communauté.

C'est bien ce qui se passe aux Etats-Unis où les salaires sont plus flexibles qu'en Europe et la mobilité de la main-d'oeuvre beaucoup plus développée.

Mais entre les décisions politiques qui portent sur des mesures d'apparence technique (monétaires, fiscales, financières) et leurs conséquences qui affecteront les modes de vie, il existe un hiatus, un saut dans l'inconnu.

Il a fallu aux Etats-Unis plus de cent ans pour aboutir à une harmonisation des règles de vie intérieures qui est beaucoup moins avancée que celle, toute théorique, poursuivie par les projets de directives européennes. Or, entre des pays aussi différents que le Portugal ou la Grèce, et l'Allemagne ou la Grande-Bretagne, il y a moins d'affinités naturelles qu'au sein des Etats-Unis. Pas même une langue commune.

Imagine-t-on dans un avenir, somme toute très proche, les salariés français accepter de se déplacer en masse en Italie du Sud ou en Grèce parce que c'est là qu'on y construira les zones industrielles les plus compétitives avec les salaires les plus bas ? Imagine-t-on que les Allemands et les Français accepteront de payer plus d'impôts et donc de réduire leurs niveaux de vie pour aider les régions du Sud à sortir de leur sous-développement relatif ?

Les directives européennes débouchent inévitablement sur ces questions. Leur application aboutira à un désordre général. Les économies débordent de plus en plus le cadre des Etats nationaux : en se mondialisant, elles appellent inévitablement des institutions à l'échelle planétaire. La voie la plus naturelle, celle qui réduira le plus la durée et l'ampleur des désordres, c'est d'aller le plus vite possible jusqu'au terme de l'aventure européenne. D'où l'alternative suivante :

- ou bien les peuples se révolteront contre le désordre (provoqué par le démantèlement des Etats nationaux), reconstruisant ici ou là des fortins pour se protéger. Ce sera la première guerre de sécession européenne ;

- ou bien les responsables sauront construire les fondations d'un Etat multinational maximum et un nouvel ordre naîtra du désordre.

- Pourtant Margaret Thatcher professe de ne pas avoir peur de cette fameuse "Europe du 1er janvier 1993". Elle est "pour l'Europe" parce que les onze autres du Marché commun absorbent d'ores et déjà cinquante pour cent du commerce extérieur de l'Angleterre et qu'elle voit, dans le marché européen de 1993, l'occasion

d'accroître considérablement les exportations britanniques vers le continent. Elle a confiance parce qu'elle est assurée de la supériorité de son système économique sur celui de ses partenaires européens, l'Allemagne mise à part, ces autres systèmes étant, à fortes ou à moindres doses, imprégnés de socialisme. La confrontation directe ne peut dès lors que se faire à leur détriment. Elle est d'accord pour cohabiter avec eux mais pas jusqu'à dormir avec eux dans le même lit.

Avec l'inébranlable fermeté qu'on lui connaît, elle rejette l'idée "absurde et fumeuse", que la "Commission de Monsieur Delors" puisse prétendre empiéter sur les prérogatives des gouvernements et des parlements nationaux.

Il semble que, dans tous les pays européens, et particulièrement en France, on s'imagine que "l'Europe de 1992" va résoudre automatiquement tous les difficiles problèmes d'aujourd'hui. C'est évidemment une illusion. Les petits pays risqueront d'être colonisés par les grands et cette Europe-là s'avèrera surtout favorable aux puissances financières. Certains la désignent comme "l'Europe des O.P.A." C'est une formule ramassée mais elle dit tout de même assez bien ce qu'elle veut dire.

Si cette Europe ne devient pas "les Etats-Unis d'Europe", dont Jacques Delors a imprudemment parlé, ce qui a fait bondir Margaret Thatcher, c'est à cette dernière qu'elle le devra. Elle n'admettra jamais que des prérogatives du gouvernement et du parlement britanniques soient transférées à la Commission et au parlement européens.

Ce souci d'indépendance et de souveraineté ("une ménagère n'aime jamais qu'une voisine vienne mettre son nez dans ses casseroles", comme le dit parfois la fille d'épicier qu'elle est) n'empêche pas Margaret Thatcher de se sentir solidaire des continentaux pour l'essentiel : dans la collaboration économique certes mais aussi dans la défense militaire de l'Europe.

Ainsi, l'Angleterre thatchérienne reste-t-elle une île pour le meilleur (et sans doute rend-elle ainsi service aux Européens qu'elle fera échapper à une dictature technocratique absolue) et elle cesse d'être une île pour le pire.

*
* *

/ L'EUROPE AU COEUR DE "LA PAIX FROIDE" /

- Depuis la signature du traité de Rome en 1957 qui posait à terme le problème de la supra-nationalité, on a pu dire que le seul nationalisme qui avait un avenir était le nationalisme pour un futur Etat européen. C'était en grande partie inexact pour deux raisons : d'une part, parce que si la Communauté Economique Européenne a débouché sur une Europe marchande, capitaliste, technocratique, elle reste à peu près inorganique au plan politique; d'autre part, parce que cette Europe-là a fini par entériner la division du Vieux Continent, inaugurée à Yalta et dont, suivant la fameuse apostrophe du Maréchal Mannerheim, "les Alliés porteront devant l'histoire la honte éternelle". Dans la réalité des faits, le concept nationaliste européen a surtout été jusqu'ici un alibi commode à une entreprise qui a empêché la véritable Europe de se faire. Semblablement, un siècle plus tôt, au lendemain du Congrès de Paris en 1856, le principe des nationalités n'avait été proclamé par Napoléon III que parce qu'il allait aider au remaniement de l'Europe à partir de la banqueroute de la politique russe en Orient, et faciliter l'établissement d'une ère de prépondérance française.

Observons qu'à cent ans d'intervalle, la situation politique s'est carrément inversée si toutefois les stratégies sont restées les mêmes. Suivant scrupuleusement les leçons de Lénine, l'impérialisme soviétique s'est avancé à pas de géant sur le chemin le plus long, celui du grand détour par l'Asie et l'Afrique, celui du périple par tous les océans du monde, pour en revenir à son unique but, le but initial: l'asservissement de l'Europe. Pour asseoir sa propre hégémonie, Napoléon III, lui aussi, avait voulu contourner les puissances rivales, mais par l'Amérique Centrale, grâce à un Empire du Mexique orienté vers la France, politique qui devait lui permettre de faire percer l'isthme de Panama -cet autre passage d'une Mer Rouge que voudraient à

leur tour pouvoir contrôler les Soviétiques, et de s'assurer ainsi la maîtrise des océans.

Au travers de ces grandes manoeuvres diplomatico-militaires, un même acteur a joué dans l'ombre pour son propre compte : le Shylok américain. C'est lui qui, grâce à la victoire des Nordistes lors de la guerre de Sécession, provoqua la prise de position des Etats-Unis hostile à Maximilien et sa chute finale en 1867, à l'origine de la lourde perte de prestige du Second Empire français qui conduisit à la guerre de 1870. Or, la sanction de la guerre de Sécession : l'organisation unitaire d'une Fédération des Etats d'Amérique au lieu de la Confédération dont se contentaient les Etats du Sud, jaloux de leurs libertés, préfigure, cycliquement parlant, celle que les Etats-Unis voulaient voir adopter par l'Europe contemporaine. L'Amérique veut bien, en effet, d'une union européenne, qui nivelle nos vieilles nations et les livre à son influence dominante, mais elle refuserait toute coalition qui, laissant subsister les Nations dans leur pleine souveraineté, augmenterait la puissance de l'Europe hors de son contrôle, et peut-être loin d'elle ou contre elle.

Si l'on remonte la filière séculaire du Congrès de Paris en 1856 jusqu'au Congrès de Berlin en 1878, on s'aperçoit qu'on assista alors à une véritable accélération de l'histoire dans la direction d'un conflit général européen, un conflit de près de cent ans. Pour sa part, la consolidation de l'oeuvre bismarckienne exigeait un système d'alliances protégeant les frontières de l'Allemagne impériale du sud et au sud-est, c'est-à-dire sur le cours du Danube et au-delà des Alpes. Il est facile de constater que cette aire de rassemblement et de protection correspondait, grosso modo, aux territoires intégrés, jadis, dans les limites du Saint-Empire. Ce plan d'ensemble, Bismarck parvint à le réaliser, en 1879, avec l'alliance autrichienne grâce à la collaboration des Hongrois, puis en 1883 avec l'alliance italienne.

C'est sous les antécédents cycliques du Congrès de Berlin qu'est née en 1978 l'Assemblée européenne ! Mais cette Europe-là, c'était encore et toujours le Saint Empire américano-germanique. C'est historiquement tout ce contre quoi la France s'est constituée, maintenue, battue. La France est en train de revivre l'un des facteurs constants de son Histoire. Tout au long de celle-ci, en effet, on y trouve la présence de l'ancien parti bourguignon, fidèle serviteur de l'étranger, qui se fit connaître contre les Armagnacs (en 1435), se perpétua chez les Ligueurs poussant à l'intervention espagnole contre la Réforme et s'opposant (en 1610) aux préparatifs de guerre de Henri IV contre l'Espagne, se renouvela dans les mouvements révolutionnaires américains et français du dernier quart du XVIII^{ème} siècle, pour réapparaître à l'occasion de la querelle contemporaine de l'Atlantisme. Ce n'est pas un hasard si la France, un an avant de commémorer le bicentenaire de la Révolution, se retrouve exactement au point mort qui caractérisait la situation politique des années 1956 à 1958 : sous un régime politique qui comme la IV^{ème} République périclité ou pour le moins va connaître une pénible mutation, les nationalistes les plus résolus, qu'ils appartiennent au RPR ou au Front National, sont en passe d'être éliminés au profit des partisans socialistes ou centristes, de la "Grande Europe" au moment où celle-ci s'apprête à franchir fin 1992 une étape marquante de son existence.

Cycliquement parlant, ce qui n'est pas rassurant, c'est qu'à chaque jalonnement d'intervalles de temps d'une durée moyenne de 175 à 180 ans (le tiers du cycle de 540 ans), de successives "Guerres de Trente ans" sont apparues avec comme belligérants des nations intérieurement déchirées : (1618-1648) + 360 ans = 1978-2008(!!!). Sous Charles VII contre la "supranationalité", sous Henri IV et Richelieu contre la "légitimité hasbourgeoise", mais pour répandre la "légitimité républicaine" sous la Convention et Napoléon I^{er}, la France, deux fois sur trois, dût lutter déjà contre le mondialisme et un conglomerat de nations. La fois où elle se fit porte-drapeau d'une volonté internationaliste soustendue par l'idéal révolutionnaire, elle vit se liguier contre elle la Sainte-Alliance européenne au nom de "l'équilibre des puissances". Serons-nous appelés au terme d'une génération virile de 33 ans à partir de 1957-1958, à remplir la même mission au coeur de l'Europe, maintenant qu'une VI^{ème} République est en gestation ?

Avec lucidité, Jean-Paul Sartre avait déploré l'"abdication qui conduit directement à un pro-consulat allemand sur l'Europe". Comment ne pas admettre que cel-

le-ci subit à son tour le choc en retour du mythe de puissance qui l'a portée, il y a un siècle, jusqu'au Nouveau Monde ? Mais cette fois-ci, c'est le Nouveau Monde qui veut effacer l'Europe et son identité. C'est l'effet permanent de la loi du "boomerang" cyclique. Quand l'Establishment américain plaide, sous l'inspiration de la Trilatérale, pour un "Plan Marshall en faveur de l'Europe de l'Est" et un rapprochement politico-économique des deux Europes, le risque de voir l'Europe basculer dans un neutralisme qui ne serait en fait qu'une soviétisation sans bruit, n'est plus illusoire.

Chose infiniment curieuse dans le conflit entre le "monde libre" et le "camp du socialisme", deux variétés de démocraties s'opposent : l'une qui est fille de la Révolution américaine de 1776 et de la Révolution française de 1789, l'autre de la révolution bolcheviste de 1917 ; l'une qui tire ses principes de Rousseau, l'autre de Marx. Louis XVI et Rochambeau, bien plus sûrement que La Fayette, ont fait les Etats-Unis d'Amérique : or, l'Angleterre aida à renverser Louis XVI pour se venger. L'Amérique après avoir sauvé le régime soviétique en 1921-23, après avoir donné indûment la moitié de l'Europe à l'U.R.S.S. à Yalta, et l'avoir fait légitimer à Helsinki, sera-t-elle tentée de laisser Gorbatchev utiliser de l'intérieur les institutions européennes ? L'Allemagne est une plaque tournante et l'URSS peut la contourner. De la même manière que la bourgeoisie a su caricaturer, au lendemain de la Révolution, les vertus de l'aristocratie, l'Amérique qui voulait contrôler et dominer économiquement le monde, a tout fait depuis quarante ans pour discréditer l'Europe aux yeux du Tiers-Monde. En étant coupée de ses sources vitales de matières premières, grâce à l'idéologie anti-colonialiste répandue comme un slogan pour peuples infantiles, l'Europe occidentale est passée sous les fourches caudines des Etats-Unis, secret complice de l'U.R.S.S., pour promouvoir un "Gouvernement mondial" à leur profit.

Instinctivement nous sentons en Europe le risque qu'il y a à croire à de simples promesses, même chaleureuses, mais dont la plupart, ne pourront, de toute évidence, être tenues. L'amertume des désillusions est dans une alliance comme dans une amitié le pire des poisons. Le syndrome de la fatalité atlantique ne doit pas nous conduire vers cette Europe de l'impuissance qu'est l'Europe des Douze. L'inconnu apparaîtrait moins préoccupant si la progression vers l'unité européenne restait subordonnée à la primauté des Etats.

L'Amérique ne doit plus vous être proposée comme modèle. L'Europe a toujours senti qu'elle portait au plus profond d'elle-même comme un dépôt sacré, comme une étincelle civilisatrice qui l'a conduite à se sentir missionnée, à porter son génie au-delà des mers. En conquérant le monde, elle a pu parfois oublier le sens profond de sa mission, celle d'unir les apports de l'Orient et les apports de l'Occident pour préparer l'humanité aux "nouveaux temps métaphysiques" du XXIème siècle, mais malgré tout, la vieille terre d'Europe reste l'épicentre de tout redressement, le chaudron bouillonnant qui soulèvera le couvercle du vieux monde bourgeois et marxiste, le fatras idéologique issu du psychisme du désert, les spéculations utopistes et révolutionnaires des homocules en quête de bonheur universel, par un retour aux sources du psychisme de la forêt. Il n'est plus temps de s'interroger sur les vertus, au sens machiavélien, d'une société qui met en question l'autorité dans l'Eglise, dans l'université, dans les entreprises, dans l'armée elle-même. La boucle étant bouclée, après l'échec matérialiste du monde américain, fils dénaturé des peuples blancs d'Europe, le problème de l'Europe ne se pose plus en termes de géopolitique mais en termes de civilisation finale.

Sans doute, comme le faisait remarquer Thrasymaque au siècle d'or de la Grèce, "la prospérité et les désastres ne sont pas le fait des Dieux mais des hommes". En ce sens, les pays d'Europe restent maîtres de leur destin mais lorsqu'ils trahissent leur charge, "la nature de l'Univers plie, tourne et fait rentrer dans l'Ordre de son plan, tout ce qui est contraire ou y résiste, sans que personne n'ait le droit de se plaindre qu'il y ait de l'iniquité dans ce qui se fait par sa loi" (Marc Aurèle). Ne l'oublions pas, si nous ne voulons pas que de trop lourdes servitudes pèsent sur les quarante années suivant la création en 1978 de l'Assemblée européenne, de même qu'elles avaient endeuillé les quatre décennies qui suivirent le Congrès de Berlin.

§ II : "L'EMPIRE CONTRE LA NATION FRANCAISE"

/ LE DERNIER MORT DU-PANTHEON /

- Sous la rivalité personnelle qui oppose

Jean Monnet au général De Gaulle, perce un différend mortel. Ainsi que le rappelle Michel Debré : "l'un croyait en la pérennité de la France, quand l'autre n'y avait jamais cru".

"Les nations européennes appartiennent au passé", tranche Monnet dans ses Mémoires, parus en 1976. Elles ne sont plus le cadre où peuvent se résoudre les problèmes du présent. La Communauté européenne elle-même n'est qu'une étape vers les formes d'organisation du monde de demain..."

Celui dont la dépouille mortelle vient d'être, il y a quelques semaines, transportée au Panthéon, cultive dès son jeune âge une vision mercantile du monde : "Tout a un prix, donc tout se négocie". La découverte de la "City" est le choc de sa vie. Quand éclate la guerre de 1914-1918, Monnet (réformé) est solidement établi dans "l'Establishment" de la côte Est des Etats-Unis. A vingt-six ans, il traite d'égal à égal avec les plus grands noms de la Finance anglo-saxonne.

L'un de ses représentants, Paul Warburg, a sur Monnet une influence déterminante. Il était avec John Pierpont Morgan (fondateur de la banque Morgan) et Jacob Schiff (de la Kuhn Loeb), l'un des principaux financiers de la Révolution bolchevique. Tous trois appartiennent à la Pilgrim's Society, matrice idéologique d'où naîtront, au fil du XX^e siècle, trois émanations "spécialisées" : le CFR ("Council on Foreign Relations", purement américain) en 1920 ; le Bildelberg Group (anglo-saxon et européen) en 1954 ; et la Commission trilatérale, créée en 1973 pour associer le Japon aux "décideurs" économiques d'Europe et d'Amérique du Nord.

But de la "Pilgrim's", repris par tous ses épigones : annihiler les risques de guerre, en favorisant l'intégration des économies nationales et en obtenant des Etats qu'ils transfèrent progressivement leurs souverainetés à des organismes exécutifs supranationaux.

Le 17 février 1950, Paul Warburg II (fils du précédent), résumait à la tribune du Sénat américain : "Nous aurons un gouvernement mondial, que cela plaise ou non... La seule question est de savoir s'il sera créé par contrainte ou par consentement !"

Seul Français associé à la création du CFR, Monnet devient en 1923, par la volonté conjointe des Américains et de lord Balfour, secrétaire général adjoint de la SDN. Partisan, comme Warburg, d'une entente poussée avec la jeune Russie soviétique, Monnet fut entre les deux guerres, le conseiller attrité de plusieurs gouvernements : celui de Roosevelt, auquel il conseille en 1933 de reconnaître l'URSS, mais aussi ceux de Tchang Kai-chek en Chine, du colonel Beck en Pologne, ou du roi Carol, en Roumanie.

C'est la Seconde Guerre mondiale qui fera se croiser la route de Monnet et celle de De Gaulle. Par deux fois, le premier aidera même le second à prendre le pouvoir. C'est le temps où existe un projet de "fusion franco-britannique" (juin 1940), puis celui (novembre 1943) où il faut obtenir le ralliement de la majorité du Comité de libération nationale au général.

Après s'être consacré à la réalisation de son "grand dessein" : l'Europe supranationale, Monnet confie : "Il n'y aura pas de paix en Europe si les Etats se reconstituent sur la base des souverainetés nationales !" Avec De Gaulle, c'était désormais la guerre.

Pendant que celui-ci vit retiré à Colombey-les-deux-Eglises, les amis de Monnet : René Pleven, Pierre Pflimlin et Félix Gaillard, mettent ensemble au point la C.E.C.A. dont il va être le premier président, assisté de MM. Paul Delouvrier et Georges Berthoin, qui seront, vingt deux ans après 1951, les fondateurs européens de

la Trilatérale. - "L'Empire contre la Nation française ! c'est bien cela que ressuscite la CECA !" s'insurge déjà M. Michel Debré, qui révèle à De Gaulle que l'idée d'un "pool" européen du charbon et de l'acier ne doit rien à Monnet, mais tout à ses amis européens de la Commission de Bruxelles. Dix ans avant le traité de Rome et la naissance de la Commission de Bruxelles, il prédit, de tribune en tribune : "La Haute Autorité, censée coordonner le marché européen de l'acier, n'est que l'embryon camouflé d'un Super-Etat, auquel s'adjoindront bientôt un Conseil des ministres, une Assemblée parlementaire, une Cour de justice... A quoi bon la guerre, à quoi bon le sacrifice, à quoi bon la Résistance, si une majorité étrangère est en mesure, demain, de dicter sa loi au peuple français ?"

Mais la radio et la télévision naissante ont consigne de faire silence sur les objections de Michel Debré. "Jean Monnet, l'homme du jour, devient incontestable et intouchable !...". D'autant plus "intouchable", qu'il dispose désormais d'un "bras spirituel" d'une redoutable efficacité : le Mosellan Robert Schuman qui va devenir à partir de 1948 un symbole de "l'engagement européen", en offrant à Monnet la dimension mystique qui manquait à son "grand dessein". Au coeur de leur dispositif : "l'euro-pénéisation" de la Sarre, comparée à une "Lotharingie industrielle", poumon économique de l'Europe de demain. La sécularisation, mille ans après, du rêve carolingien.

Le plan d'armée européenne, préparé par Monnet et Schuman, ne se concrétisera pas cependant. Dans tout le pays, une coalition diverse mais déterminée se forme, entre 1950 et 1954, pour le déjouer. Et le lundi 30 août 1954, le sénateur Debré savoure sa victoire : théoriquement majoritaire, la "Troisième force" SFIO-MRP a volé en éclats, entraînant par 319 voix, contre 264, l'avortement de la CED.

"La bête est morte", peut annoncer Debré au général De Gaulle. Près de 33 ans plus tard..., la ratification de l'Acte unique européen était arrachée en 1986 au gouvernement Chirac par la pression conjointe du PS et du CDS, le premier étant aujourd'hui au pouvoir, le second guettant "l'ouverture" pour reconstituer "le Tripartisme".

*
* *
*

- "Dans un livre prophétique hélas ! -et, naturellement étouffé par les médias de gauche et de droite - Henry Coston expliquait, voici déjà plusieurs lustres, que ce n'était pas l'Europe des peuples que les émules de Jean Monnet nous préparaient mais bien l'Europe des banquiers et des trusts (1).

Les récentes opérations financières réalisées, grâce aux O.P.A., tant en France qu'en Belgique et en Angleterre, nous prouvent que Henry Coston avait vu clair. Dans son livre, il donne des précisions sur l'organisation politico-financière européenne qu'il faut absolument connaître si l'on veut comprendre ce qui se passe aujourd'hui à Bruxelles et à Strasbourg. L'opération du financier De Benedetti n'est qu'un exemple récent de la vaste manoeuvre consistant à mettre les petites et moyennes entreprises sous la dépendance totale des trusts. Le politologue ne faisait que traduire, à l'intention des Européens qui veulent rester libres et indépendants, ce que préconisaient dans le secret de leur cénacle les gros bonnets de Bilderberg et de la Trilatérale.

Ou ce que déclarait Walter S. Wriston, P.D.G. de la First National City Bank à ses pairs, à Paris, le 24 février 1971 :

"Nos amis d'Europe jugent parfois la situation d'après un contexte historique qui n'est plus valable... L'Europe doit se transformer en une Compagnie multinationale européenne, afin de discuter, utilement enfin, avec la Compagnie multinationale américaine..." Ou encore, ce qu'affirmait au symposium de Davos de 1971 le professeur H. Perlmutter, son rapporteur : "D'ici 1991, le monde sera dominé par environ 300 multinationales géocentriques qui régulariseront à l'échelon mondial le marché des produits de consommation..." Ces trois cents devraient contrôler tout ce qui relève de la recherche, de l'exploitation et de la répartition dans le monde des matières premières et des produits-clefs de notre temps".

(1) Il reste quelques exemplaires de ce livre indispensable : "L'Europe des Banquiers", par Henry Coston (Prix : 90 F + port 12 F) à D.P.F. Chiré en Montreuil, 86190 Vouillé.

Ne trouvez-vous pas troublant que les synarques d'aujourd'hui parlent de ces trois cents dont Rathenau disait déjà, en 1912, qu'ils gouvernaient le monde ? Trois cents hommes, dont chacun connaît tous les autres, gouvernent les destinées du continent européens et choisissent leur successeurs dans leur entourage"(1).

C'était vrai à la veille de la Première Guerre mondiale. C'est également vrai quarante-quatre ans après la Deuxième... Chaque année, à Davos (en Suisse), se réunissent plusieurs centaines de gros bonnets de la Finance et de la Politique. D'ordinaire, c'est Raymond Barre, affilié important de la Trilatérale et de Bilderberg, qui préside les séances de cette assemblée.

Le 18e symposium de Davos s'est tenu du 28 janvier au 3 février 1988. Y assistaient environ 700 industriels, hommes d'affaires, technocrates et politiciens, parmi lesquels deux bonnes douzaines de hauts fonctionnaires internationaux et trente-et-un chefs de gouvernements ou ministres. Ces "décideurs" du monde des affaires et de la politique ont étudié pendant une semaine les conséquences des récents bouleversements économiques et envisagé les solutions à court et long terme pouvant consolider l'hégémonie super capitaliste.

Donnant un court aperçu du symposium de Davos, Le Figaro (28 janvier) notait que "le travail effectué dans ce domaine aura d'autant plus d'intérêt qu'il touche directement dans leurs vies quotidiennes tous les chefs d'entreprises venus à Davos. Ils représentent les grandes multinationales, les sociétés d'envergure et les PME performantes". Il ajoutait -et ces mots sont lourds de sens : "la venue d'Amérique latine de plusieurs hautes personnalités -les impératifs de sécurité interdisent de les nommer- donnera à la discussion un tour des plus vifs et des plus concrets".

Dans sa Lettre d'information (2), toujours fort bien informée, Pierre de Villemarest, donne d'utiles précisions sur ce symposium. Il nous en rappelle les origines: "Davos a été créé en 1970 sous le nom d'European Management Forum pour un magnat suisse, Klaus Schwab qui, en 1971, versa 50 000 F suisses destinés à organiser la première réunion formelle du genre, à laquelle participèrent alors 550 personnalités venues de trente-deux pays. Le hasard a fait que le directeur de cette Lettre se trouvait à proximité de ce forum tenu à huis-clos. On rencontrait quotidiennement sur place Henry Kissinger, Herman Kahn, J.K. Galbraith et autres "lumères" de L'Establishment libéral américain.

"La plupart d'entre eux appartenaient, depuis déjà 1954, au groupe de Bilderberg, et devaient créer, en 1973, autour de David Rockefeller, la Trilatérale".

Sont partie prenante, naturellement auprès de Klaus Schwab, animateurs du Mouvement Fédéraliste Européen, le Mouvement Pan-Européen (lié à Raymond Barre), le Mouvement Fédéraliste Mondial, c'est-à-dire les complices et les disciples de Jean Monnet.

"Onze ans plus tard, en 1982, ajoute Pierre de Villemarest, M. Schwab annonçait huit millions de francs suisses dans les caisses de la Fondation qui organise chaque année ce forum. Les participants versent chaque fois, selon arrangements matériels divers, entre 25 000 et 50 000 francs français, pour quelques jours de présence. Il est vrai que certains intervenants comme l'an passé Daniel Cohn-Bendit, sont payés jusqu'à dix mille dollars. La fondation Schwab est devenue, au fils du temps, la Fondation pour une Economie Mondiale, ce qui veut tout dire".

L'aspect mondialiste des visées de ces messieurs se résume ainsi :

"Les sociétés se regroupent d'abord dans un cadre multinational, **tout en conservant** (provisoirement) leurs attaches nationales...

"Ensuite ces multinationales se marieront afin que, chacun dans sa branche, contrôle le marché mondial".

Galbraith annonçait, visage rayonnant, l'air prophétique : "Ainsi les entreprises d'une telle envergure ne pourront plus être dirigées par un seul homme. Elles passeront définitivement entre les mains des "gestionnaires" ou "managers", ce qu'à tort James Burnham avait l'air de redouter, sur la fin de sa vie..."

(1) Rapporté par "LECTURES FRANCAISES" dans son numéro d'avril 1988 (adresse déjà donnée).

(2) N° du 5 février 1988 (Lettre d'Information, C.E.I. La Vendôme, 27930 Le Cierrey)

Donc, estime Pierre de Villemarest, "il n'y aurait plus de concurrence, seules quelques firmes de petite dimension se maintiendraient dans les marchés marginaux, mais, finalement, elles deviendraient les sous-traitants de grandes compagnies. Il n'y aurait progressivement plus d'Etats-Nations, mais "de grands ensembles supranationaux".

"Et Perlmutter se félicitait "de l'intégration par l'URSS des économies de ses voisins", puisqu'elle constituait ainsi un "grand ensemble", créait "de fortes unités de production, d'assises encore nationales, mais d'action déjà multinationale..." Il admettait "l'interdépendance Est-Ouest" et la nécessité d'un monde cohérent, co-géré avec l'Union soviétique. Evidemment".

*

* *

- Et en effet, depuis qu'à l'initiative de Bonn l'ouverture vers l'Est s'est concrétisée (été 1987), les missions hongroise, polonaise, roumaine et soviétique se multiplient dans les couloirs du Conseil de l'Europe. Des journaux comme "Les Echos" ne voient que de merveilleuses perspectives dans cet élargissement de l'Europe vers l'Est, tout en feignant de croire que "Le Plan Marshall européen" proposé par Carlo de Benedetti "sonnera mal aux oreilles des Soviétiques". La directrice du quotidien économique-financier s'alarme : "Comment la politique de l'Est, jusqu'à présent soutenue surtout par Bonn, pourrait-elle être laissée à la seule Allemagne ?". La ficelle est un peu grosse lorsqu'on connaît par exemple le nouvel élan pour les sociétés mixtes franco-soviétiques :...

Comme par hasard, c'est au même moment que le FMI sortait un "plan d'aide" aux pays de l'Est, afin qu'ils ne souffrent plus autant de leur dette extérieure. La Hongrie, la Yougoslavie et la Pologne étaient les premiers bénéficiaires de ce plan, dont les conditions obligent les gouvernements à plus d'austérité pour les populations. Lorsqu'on connaît le rationnement que subit déjà la Pologne, à juste raison il fallait se demander si les manifestations populaires n'allaient pas encore augmenter.

Justement : les experts du FMI ont tenu les gouvernements des pays membres du FMI au courant de ce "danger". Il ne sera pas question pour eux d'intervenir, même verbalement si les populations de l'Est descendent dans la rue, et sont l'objet de répressions !

Si vous en doutez, lisez dans "l'I.H. Tribune du 12 avril l'article de BRZEZINSKI. Il admet : "l'Europe de l'Est apparaît de plus en plus comme une région d'instabilité touchant à l'explosion, dont cinq pays déjà en situation pré-révolutionnaire". Ce serait dramatique, explique-t-il, car en attirant ainsi une intervention soviétique, cela signifierait la fin de la perestroïka ! Il faut donc tout faire "pour une évolution graduelle dans ces pays...(?) et pour cela engager de façon coordonnée une aide politique et économique occidentale visant à faciliter le démantèlement progressif des subsistances stalinistes de cette région..."

De même -poursuit-il - toute détérioration des relations germano-russes (sic) serait dangereuse; mais, fort heureusement, la crise économique de l'Est condamne l'URSS à respecter le statu quo présent.

A souligner que M. Brzezinski ("l'Architecte" de la Trilatérale, comme il s'est défini lui-même un jour) s'attaque au "stalinisme" et non au communisme, et qu'il indique bien être un soutien de Gorbatchev ! N'est-ce pas là confirmer notre analyse et les raisons de nos critiques ? De quel droit condamne-t-on plus de 100 millions d'Européens de l'Est à continuer de subir la dictature d'une minorité ? Il est évidemment plus facile et sans risques de partir en croisade contre l'apartheid que de laisser mourir une dictature dont le monde entier supporte les conséquences depuis 1917, alors qu'on multiplie les investissements à son service.

- Une fois de plus, il est démontré que dans les coulisses on travaille à un rapprochement bien particulier. L'Occident devant, par sa production et sa technologie, permettre la survie du régime soviétique, économiquement toujours au bord de la catastrophe, et l'URSS jouant dans le monde le rôle de cerveau politique. Des hommes comme Armand Hammer sont les plus fidèles exécutants de la prévision de Lénine selon laquelle il faut "allécher le capitalisme avec des promesses de commerce tout en gravant dans le même temps l'épithaphe de sa tombe".

Roger Robinson, qui fut le directeur des Affaires économiques de Ronald Reagan a révélé en 1987 que les banques occidentales mettent chaque année, à la disposition de l'U.R.S.S. par divers mécanismes, quelque dix milliards de dollars sans lesquels l'Etat soviétique serait en faillite. Ce n'est pas sans une ironie teintée d'amertume que l'on constate que la moitié de cette aide sert à financer l'expansionnisme soviétique à Cuba, en Angola, en Afghanistan, en Ethiopie, au Nicaragua. Ces crédits, par établissements financiers soviétiques de l'Ouest interposés, sont ouverts à des taux dérisoires mais les banques occidentales n'y perdent rien : la différence est comblée par les contribuables occidentaux. C'est d'ailleurs pourquoi le système continue : tout le monde y trouve son compte, les financiers occidentaux comme les dirigeants soviétiques. Seuls, les citoyens occidentaux sont floués... mais ils en ont l'habitude.

Gorbatchev n'a pas à s'en faire. L'aide ne cessera pas même s'il ne desserre pas la vis davantage. Contrairement aux intellectuels d'Occident toujours prompts à prendre leurs désirs pour des réalités, David Rockefeller, réaliste comme se doit de l'être un grand banquier, par ailleurs patron de la Trilatérale, déclarait : "A l'avenir, j'espère que l'on séparera affaires et droits de l'homme..."

*

* * *

- Le courant de pensée mondialiste feint de confondre -ou confond sincèrement -l'appartenance de l'Europe et l'appartenance "au monde", c'est-à-dire à une abstraction, donc à rien du tout. Nous savons bien que certaines puissances du moment, déracinées et cosmopolites, entendent mettre financièrement la main sur l'Europe de 1993 (maintes O.P.A. en ont témoigné, en témoignent et en témoigneront) mais s'opposer à cette Europe-là, qui ne serait d'ailleurs plus l'Europe, mais une tache sur une carte géographique, ce n'est pas refuser l'union de notre continent, qui conditionne sa survie entre l'U.R.S.S., les U.S.A. et une Asie qui, économiquement, avant de le faire autrement, monte à l'assaut pour ne pas parler d'un tiers-monde, qui ne compte pas mais dont on tient compte.

Il apparaît au contraire que les "nationalistes" -ceux qui se sentent non seulement chez eux mais de chez eux, Belges en Belgique (ou Flamands en Flandre et Wallons en Wallonie, c'est la même chose), Français en France, Allemands en Allemagne, Italiens en Italie, Russes en Russie (pourquoi pas ?), etc. -il apparaît au contraire que ces "nationalistes"-là feront les meilleurs Européens : parce que, se sentant ou se sachant (selon le degré de conscience) de leur terre, ils se sentent ou se savent d'une plus grande terre qui porte les mêmes valeurs, autrement, certes, dans la forme mais de la même manière dans le fond, et qui s'appelle l'Europe. Une Europe précisément faite de cette société "pluriculturelle" qu'elle a toujours été depuis le plus haut moyen-âge. Une société "pluriculturelle" fondée sur les mêmes valeurs qui font qu'un individu européen se sent chez lui en Flandre comme en Bavière comme en Provence comme en Wallonie comme en Lombardie comme en Catalogne mais qu'il se sent étranger en Birmanie, en Algérie, en Egypte ou au Burundi.

A vouloir gommer ces réalités, à faire semblant de les confondre dans un amalgame aux retombées électorales immédiates, on prend le risque -ce n'est même pas un risque, puisqu'on s'engage ainsi à coup sûr dans une voie qui conduira l'humanité vers un chaos douloureux et meurtrier.

Ce sont les "nationalistes" (les hommes qui ont exprimé les valeurs de leur terre) qui ont fait la richesse de l'Europe : sans les Allemands, les Européens n'auraient pas été musiciens, sans les Français, ils n'auraient pas su ce qu'était vraiment la littérature, sans les Belges (Wallons comme Flamands) et sans les Italiens, la peinture n'aurait jamais livré au monde ses vrais secrets mais, grâce aux Allemands, aux Français, aux Belges, aux Italiens (aux Espagnols aussi, la liste n'est pas exhaustive), l'Europe aura été la patrie de la musique, de la littérature et de la peinture. C'est en étant le plus totalement eux-mêmes que les peuples européens ont créé la personnalité de l'Europe.

L'Europe de demain (1993, c'est demain) pourra, une fois de plus, apporter beaucoup au monde, comme elle l'a d'ailleurs toujours fait, dans la mesure où les

"nationalistes" continueront à déverser dans la corbeille de ce vieux continent convoité par trop de vautours la richesse de leur propre enracinement. Qu'auraient-ils à faire -qu'aurait, en fin de compte, à faire le monde d'une Europe qui aurait comme devise : "Mon nom est personne" ?

- Accordant une priorité absolue aux considérations d'ordre économique, les mondialistes sont tout disposés à admettre une spécialisation des pays dans ce domaine. En revanche, ils se refusent à reconnaître que chaque peuple a son génie et qu'il ne peut précisément rendre service à l'humanité tout entière qu'à condition d'y demeurer fidèle.

Ce qu'ils appellent de leurs vœux c'est aujourd'hui cinq, demain dix milliards d'êtres humains interchangeable, oubliant que ce "monde gris" qu'ils souhaitent est précisément celui qui, partout où il existe déjà, est incapable d'assumer ses responsabilités, oubliant également les leçons de l'histoire, laquelle nous apprend qu'il y a toujours eu des "peuples locomotives" et des "peuples wagons", les "peuples locomotives" n'ayant jamais au grand jamais appartenu au "monde gris".

*
* *
*

§ III : LA BOUCLE CYCLIQUE SE REFERME SUR LE NATIONALISME EUROPEEN

- Au lendemain de 1848, Victor Hugo qui n'était pas mauvais Français, déclarait, ouvrant le Congrès pour la paix : "Un jour viendra où vous France, vous Russie, vous Italie, vous Angleterre, vous Allemagne, vous nations du continent, sans perdre de vos qualités distinctes et votre glorieuse individualité, vous vous fondrez étroitement dans une unité supérieure et vous constituerez la fraternité européenne absolument comme la Normandie, la Bretagne, la Bourgogne, la Lorraine, l'Alsace, toutes nos provinces se sont fondues dans la France. Un jour viendra où il n'y aura plus d'autres champs de bataille que les marchés s'ouvrant au commerce et les esprits s'ouvrant aux idées. Un jour viendra où les boulets et les bombes seront remplacés par les votes, par le suffrage universel des peuples, par le véritable arbitrage d'un grand Sénat souverain qui sera en Europe ce que le Parlement est à l'Angleterre, ce que la Diète est à l'Allemagne, ce que l'Assemblée législative est à la France".

Comme nous préférons cette façon de penser et de s'exprimer, malgré son romantisme dépassé, au réalisme stérile des pragmatiques ! Ce qui, chez Victor Hugo, n'était que vision généreuse, est aujourd'hui nécessité urgente. Seuls des attardés, accrochés à des conceptions dépassées, peuvent croire encore que c'est dans le cadre des nations qu'il est possible de résoudre les problèmes qui se posent aux hommes d'aujourd'hui et plus spécialement aux Européens. C'est dès lors un singulier idéal politique que celui de l'indépendance totale alors que tout oblige à la coopération et conduit à l'interdépendance. Ni la défense, ni l'économie, ni les problèmes plus modernes comme l'environnement ou le tiers monde ne peuvent encore être résolus dans le cadre de la nation. Refuser cette vision des choses, c'est préparer un avenir détestable. De quels peuples donc se compose l'Europe ? D'Anglais, d'Allemands, de Français, d'Espagnols, d'Italiens ? Que nenni ! Ces nationalités modernes sont à peine sorties des langes. Il faut certainement quatre ou cinq millénaires pour que se précise une psyché collective. L'âme de nos peuples prend sa source dans le berceau même de l'Histoire. Depuis les brumes préhistoriques, l'Europe est tenue par quatre grandes races : les Nordiques, les Subnordiques ou Dinariques, les Alpines et les Méditerranéens, soit deux races blondes et deux races brunes. Les Nordiques ont produit les Germains ou Scandinaves, puis, par fusion avec une race mongoloïde, les Slaves. Les Subnordiques fusionnant avec les Alpines, ont produit les Celtes ou Gaulois. Enfin les Méditerranéens ont produit les Ibères ou Latins.

Germains, Slaves, Celtes, Latins, voici les vrais peuples de l'Occident, aux psychologies fondamentales différentes et sur bien des points opposées entre elles : A chaque fois que l'un d'eux a voulu s'imposer aux trois autres, l'Europe a saigné pour rien, et cette utopie semble heureusement abandonnée de nos jours, sauf peut-être

incomplètement par les Slaves soviétiques, derniers venus sur la scène de l'Histoire. Mais ce serait remplacer cette chimère par une autre que de vouloir confondre tous les Européens. Nous ne sommes pas identiques, loin de là, et chacun de nos grands peuples doit s'épanouir selon ses propres voies, dans l'intérêt même de la civilisation. Il convient d'harmoniser des personnalités diverses et non de les enfourner dans le même moule sous prétexte d'"union sacrée", que ce moule soit la "Sainte Eglise de Rome" de Maurras ou quelque autre chose. Ne pas admettre cela, c'est perdre toute chance de sauver l'Occident.

Tous les faits idéologiques de l'Histoire sont en réalité des faits ethnologiques et doivent être comme tels restreints à l'ethnie qui en est la source. C'est pourquoi toute idéologie à prétention universelle est grosse de catastrophes, et peu importe qu'elle se dise chrétienne, maoïste ou marxiste ou autre chose. Elle ne peut en effet aboutir qu'à l'une ou l'autre de ces deux formes également destructrices : ou bien elle est vraiment universaliste et elle produit la disparition des caractères et des identités dans le nivellement grégaire et robotique, ou bien son universalisme reste intentionnel sans qu'elle réussisse à se couper de ses racines ethniques, et elle n'est plus alors que le fer de lance d'un impérialisme qui prétend imposer à tous la culture, les idées et les mœurs d'un seul peuple. Ce dernier cas est évidemment le plus fréquent, pour ne pas dire qu'il est la règle, car la nature est tenace et les internationalistes, si sincères qu'ils puissent être parfois, ne parviennent pas à dépouiller si aisément le génie du peuple dont ils sont issus. Il est donc aujourd'hui indispensable d'examiner d'un oeil neuf l'Histoire de l'Occident et les vastes mouvements qu'elle dessine lorsqu'on la contemple d'assez haut.

Le premier constat qui s'impose à l'esprit est celui-ci. Les quatre principales races historiques dont nous venons de faire état ont tour à tour tenté de gouverner l'Europe entière et ont toutes les quatre échoué en ce sens qu'elles n'ont pas engendré, malgré des succès parfois spectaculaires une Nation Europe durable.

Ce furent d'abord les Celtes qui, voici environ vingt-deux siècles, tinrent toute l'Europe, de l'Irlande à l'emboûchure du Danube. A noter qu'ils s'abstinrent de créer un empire centralisé autant que de produire une religion ou idéologie réputée universelle. Vinrent ensuite les Latins avec l'empire romain centraliste. Dans le domaine idéologique, l'empire fit d'abord porter ses efforts sur le syncrétisme arbitraire et systématique de toutes les religions des peuples absorbés (ce qui était les dénaturer toutes) puis adopta pour sauver l'unité de l'Empire, le christianisme comme doctrine unique et l'imposa sans partage.

Les grandes invasions "barbares" instaurèrent après cela, la domination des Germains sur tout l'Occident. L'Empire Franc de Charlemagne, puis le Saint-Empire d'Othon le Grand et de Charles-Quint furent les expressions les plus caractérisées de la tentative impériale des Germains. Sur le plan idéologique, ils reprirent le christianisme, l'adaptèrent tant bien que mal à leur propre personnalité, puis l'imposèrent par l'épée aux peuples européens qui en étaient encore préservés. Mais le puritanisme germanique ne pouvant s'accommoder de la mentalité latine et réciproquement, la naissance du protestantisme était inévitable et Martin Luther, en même temps qu'il rendait aux Latins leur idéologie, donnait aux Germains la leur. Le protestantisme allait accompagner partout les colonies germaniques : aux Etats-Unis, en Afrique du Sud ou en Australie.

Enfin se manifestèrent les Slaves, eux aussi impérialistes, avec les Tsars d'abord et les Soviets ensuite. Idéologiquement les Slaves tentèrent en premier lieu une adaptation du christianisme, mais c'est avec le marxisme (ce super-protestantisme) qu'ils allaient trouver leur véritable religion et le support intellectuel de leur entreprise.

Marquant la fin d'un grand cycle-(entre l'an 2010 et 2030)-(l'année zodiacale de 2160 ans), l'époque moderne aura vu, en l'espace d'un siècle et demi, une récapitulation rapide et précise de ces quatre tentatives ethno-hégémoniques, de 1789 à 1945.

La Révolution Française fut le dernier avatar de l'expansion gauloise et elle marqua très fortement toute l'Europe. Napoléon Ier fut le dernier des empereurs romains, et il dévoya l'énergie des armées françaises révolutionnaires tout comme les

potentats de Rome avaient jadis utilisé dans leurs légions celle des guerriers de la Gaule. **Adolph Hitler déclencha l'ultime** feu d'artifice de l'impérialisme germanique, en même temps que son expression idéologique la plus complète et la plus poussée. **Joseph Staline** porta enfin jusqu'à ses extrêmes possibilités la domination slave. Elle n'ira pas plus loin, s'étant heurtée à l'empire germanique des Yankees comme **jadis** l' tentative d'Attila se heurta à l'empire latin.

La boucle est achevée. Nous entrons dans une ère nouvelle ; sera-ce, à nouveau, aux Celtes de parler ? Car la leçon à tirer de ces deux millénaires peut l'être par nous mieux que par d'autres et à l'avantage de tous. Cette leçon, elle est claire : ces multiples guerres inutiles qui non seulement n'ont pas fait l'Europe, mais nous ont amenés à l'âge de la décadence, du désordre et de la confusion, ont démontré l'utopisme et l'inanité à la fois des prétentions impériales et des croisades idéologiques. L'Occident veut être uni, certes, mais il n'acceptera jamais d'être uniforme. Or, les Celtes qui, au temps de leur splendeur n'ont point fait d'empire, ni exporté de religion, semblent en se sens avoir été au plus près de la compréhension du génie de l'Occident. Il serait peut-être à souhaiter que ce soit à eux de définir et de proposer la formule philosophique et politique de l'avenir occidental, celle qui reconnaîtra et respectera toutes les personnalités ethniques.

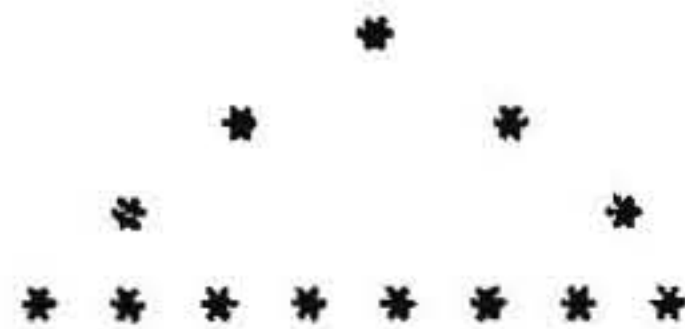


TABLE DES MATIERES

CHAPITRE 1 : L'HORAIRE DES REVOLUTIONS.

\$ 1	) - CONSCIENCE ET HISTOIRE	I	-	3
\$ 2	) - LA SOCIETE FRANCAISE DU XVIII ^{ème} SIECLE EN BUTTE AU MAL DE VIVRE	I	-	10
\$ 3	) - LES ORIGINES OCCULTES DE LA REVOLUTION DE 89	I	-	18
\$ 4	) - LE "MACON" AU PIED DU "MUR DE L'ARGENT"	I	-	26
\$ 5	) - L'ODEUR DU SANG	I	-	33
\$ 6	) - LE ROI DEVAIT MOURIR	I	-	53
\$ 7	) - LA REVOLTE CONTRE DIEU	I	-	59
\$ 8	) - LA TERREUR OU LES LOGIQUES D'UN MASSACRE	I	-	64
\$ 9	) - L'ESPRIT DE COBLENCÉ	I	-	72
\$ 10	) - LES REVOLUTIONS VEULENT ETRE VUES DE LOIN	I	-	78
\$ 11	) - VIVE LA CHAIR A CANON	I	-	91
\$ 12	) - LA FRANCE "ECLATANTE DE RICHESSES" EST MORTE, VIVE LA FRANCE "PUISSANCE MOYENNE"	I	-	96
\$ 13	) - IL NE DOIT PLUS S'AGIR DE RESTAURATION MAIS D'INSTAURATION ..	I	-	110

CHAPITRE II : L'ARBRE CYCLO-HISTORIQUE DE LA FRANCE .

§ 1	) - LES GUERRES DE RELIGION FRANCO-FRANCAISES SOUS L'ECLAIRAGE CYCLIQUE	II	-	2
§ 2	) - SUIVEZ L'AIGLE !	II	-	9
§ 3	) - MICHEL L'ARCHANGE CONTRE MIKHAIL LE REFORMATEUR	II	-	12

CHAPITRE III : LE PERIPLE MILLENAIRE DE "LA SAINTE RUSSIE"
----- AUTOUR D'UN "SOLEIL ROUGE".

§ 1	) - LA FRANCE DE CLOVIS ET LA RUSSIE DE VLADIMIR ONT ETE BAPTISEES AVEC LES MEMES EAUX	III -	3
§ 2	) - "LA TROISIEME ROME" SUR LES BORDS DU DNIÉPR	III -	4
§ 3	) - "CE N'EST PAS DU COTE DU SOLEIL QUE L'ECLIPSE FAIT DE L'OMBRE" .	III -	14

CHAPITRE IV : L'EUROPE SANS FRONTIERES FACE AUX EUROCRATES SANS AME .

\$ 1	) - LE PROBLEME DU POUVOIR POLITIQUE DANS LE MONDE	IV	-	2
\$ 2	) - "L'EMPIRE CONTRE LA NATION FRANCAISE"	IV	-	18
\$ 3	) - LA BOUCLE CYCLIQUE SE REFERME SUR LE NATIONALISME EUROPEEN ..	IV	-	23